

Histoire du XX^e siècle | TOME 3

La fin du monde bipolaire

1973
AUX ANNÉES
1990

Serge Berstein
Pierre Milza

initial



HATIER

Histoire du **XX^e** siècle

de 1973 aux années 1990 :
la fin du monde bipolaire
Édition 2010

Tome 3

Sous la direction de

Serge Berstein et Pierre Milza

**Serge Berstein, Gisèle Berstein,
Yves Gauthier, Jean Guiffan,
Pierre Milza**

in tial



HATIER

© HATIER, Paris, 2010 – ISBN : 978-2-218-94737-7

Toute représentation, traduction, adaptation ou reproduction, même partielle, par tous procédés, en tous pays, faite sans autorisation préalable est illicite et exposerait le contrevenant à des poursuites judiciaires. Réf. : loi du 11 mars 1957, alinéas 2 et 3 de l'article 41. Une représentation ou reproduction sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français d'Exploitation du droit de Copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

Sommaire

■ CHAPITRE 1 / La longue crise insolite des années 1970	7
Le déroulement de la crise : un scénario en cinq actes	8
Une crise insolite : l'invention de la « stagflation »	15
La gestion de la crise : du keynésianisme au libéralisme	25
■ CHAPITRE 2 / La rénovation du capitalisme à la fin du xx ^e siècle	29
Le retour en force du libéralisme économique	30
Progrès techniques et révolution de la communication	33
La rénovation des entreprises : du fordisme au toyotisme	38
Les conséquences sociales des mutations de l'économie	44
■ CHAPITRE 3 / Croissance économique et désordres financiers (1980-2000)	49
La reprise déséquilibrée des années 1980	50
Le krach boursier de 1987 et la première crise du néolibéralisme financier	56
Une fin de siècle prospère avec quelques ombres au tableau	67
Les incertitudes de la prospérité	71
■ CHAPITRE 4 / Un monde déstabilisé (1973-1985)	75
Le tournant de 1973	76
Affrontements communistes en Asie	79
En Afrique et dans l'océan Indien	82
Les nouvelles tensions internationales et leurs prolongements (de la fin des années 1970 au début des années 1990)	85
Stratégie, armements, désarmement	96
■ CHAPITRE 5 / La crise américaine (1973-1992)	100
La crise économique	101
La crise politique (1973-1980)	104
Une position dans le monde ébranlée (1973-1980)	107
Le retour au conservatisme (1980-1992)	110

■ CHAPITRE 6 / De la C.E.E. à l'Union européenne (1973-1992)	116
Les illusions perdues du Royaume-Uni (1974-1990)	117
De l'Allemagne de l'Ouest à l'Allemagne unifiée (1974-1990)	123
L'Europe méridionale de 1974 au début des années 1990	127
L'Europe, une nouvelle grande puissance ?	132
■ CHAPITRE 7 / L'échec de la tentative libérale en France (1974-1981)	136
De la crise économique à la crise sociale	137
La crise politique : un Président sans majorité (1974-1978)	140
L'échec de la politique de Raymond Barre (1976-1981)	146
■ CHAPITRE 8 / La France au temps des alternances et des cohabitations (1981-2002)	150
L'échec socialiste face à la crise (1981-1984)	151
Le tournant libéral des socialistes (1984-1988)	156
Le second septennat de François Mitterrand (1988-1995)	160
Le septennat de Jacques Chirac (1995-2002)	171
■ CHAPITRE 9 / L'URSS sous Brejnev (1974-1982)	182
Les institutions soviétiques	183
Le « brejnevisme »	187
L'évolution de la société soviétique	191
■ CHAPITRE 10 / L'échec du communisme en Europe de l'Est (1982-1991)	196
La succession de Leonid Brejnev (1982-1985)	197
<i>Glasnost et Perestroïka</i> (1985-1991)	199
1991 : De la fin du communisme à la disparition de l'URSS	206
La fin du communisme en Europe de l'Est (1989-1991)	211
■ CHAPITRE 11 / Un Japon dynamique	222
Le Japon face à la crise : adaptation ou défi ?	223
Mutations sociales et immobilisme politique	225
Une diplomatie en devenir	228
■ CHAPITRE 12 / La Chine entre communisme et capitalisme (1973-1992)	230
La fin de l'ère maoïste (1973-1978)	231
Les « Quatre Modernisations » et l'ouverture de la Chine (1978-1992)	233
L'impossible démocratisation ?	237

■ CHAPITRE 13 / Le tiers-monde dans la tourmente économique et financière (1970-2000)	240
Le tiers-monde à l'épreuve de la crise des années 1970	241
La crise de l'endettement des années 1980 : une décennie perdue pour le tiers-monde	245
Un redressement économique inégal et fragile (1990-2000)	251
Des évolutions régionales très contrastées : vers l'éclatement du tiers-monde	254
Cartes	271
Index	281

La longue crise insolite des années 1970

En germe dans les déséquilibres de la croissance économique des années 1960, qui se sont manifestés par l'apparition du chômage et de l'inflation, la crise se révèle dans toute son ampleur dans la décennie 1970 par un ensemble de dérèglements qui affectent successivement le système monétaire international issu des accords de Bretton-Woods, le marché pétrolier mondial et une gamme étendue d'industries anciennes ou parvenues à maturité. La crise frappe plus durement l'Europe occidentale et les États-Unis que le Japon, et elle révèle l'hétérogénéité du tiers-monde.

La combinaison inédite du chômage et de l'inflation, désignée par le néologisme de « *stagflation* » met en échec la plupart des politiques de lutte contre la crise, et montre en particulier les limites des mesures de relance de la croissance par la consommation inspirées de Keynes.

Par sa dureté et ses caractères originaux la crise des années 1970 marque une véritable rupture dans l'histoire de l'économie mondiale depuis 1945. Face aux lourdes conséquences sociales de la crise, les États ont su résister à la tentation du repli protectionniste, mais si les relations économiques internationales ont pu être préservées, elles n'ont pas permis pour autant de mettre en place une concertation efficace contre les effets de cette crise insolite.

Le déroulement de la crise : un scénario en cinq actes

● Deux signes avant-coureurs : chômage et inflation

C'est dans la seconde moitié des années 1960 qu'apparaissent au grand jour plusieurs signes prémonitoires de la crise à venir, à commencer par l'apparition d'un chômage modéré mais résistant et d'une tendance inquiétante à la hausse des prix dans les pays industrialisés.

Certes, le chômage ne concerne encore que 2 ou 3 % des actifs selon les pays, mais son augmentation suggère déjà que, compte tenu de la modernisation technique de la production, la forte croissance économique ne suffit plus pour absorber le flot montant des jeunes demandeurs d'emploi issus du baby-boom de l'après-guerre.

Plus net encore est le mouvement ascendant des prix qui tend à franchir le taux de 5 % en rythme annuel. Longtemps modérée et plutôt euphorisante, l'inflation constitue bien une composante structurelle de la grande croissance qui a constamment exigé la création de monnaie supplémentaire, tant pour financer les crédits octroyés aux ménages et aux entreprises que pour alimenter les dépenses publiques partiellement improductives de l'État interventionniste, comptable des méfaits écologiques et sociaux de la croissance. De leur côté, les grandes entreprises soumises à la pression constante des revendications salariales, ainsi qu'à de lourdes charges d'innovation, de publicité, de maintenance, n'ont pas hésité à augmenter les prix de leurs produits pour préserver leurs marges de profit. Elles ont tenté du même coup de diluer le conflit engendré par la course-poursuite des prix et des salaires dans la masse généralement mal organisée des consommateurs, confrontés à une hausse permanente des prix plus ou moins bien compensée par l'augmentation des salaires nominaux.

Quels que soient les ressorts qui ont armé le mécanisme inflationniste, celui-ci n'a pu fonctionner que grâce à l'assouplissement de la création monétaire, condition de la fourniture aux agents économiques des masses d'argent indispensables à l'alimentation de la hausse des prix.

● La fin du système monétaire de Bretton-Woods (1971-1973)

C'est plus exactement dès 1967 que le Système monétaire international (S.M.I.) entre dans une phase de crise aiguë. En novembre, la dévaluation « historique » de la livre sterling ébranle un peu plus le

système monétaire de Bretton-Woods déjà sérieusement menacé par l'affaiblissement inexorable du dollar. Face aux déficits du budget et de la balance des comptes qui traduisent l'impossibilité des États-Unis à financer tout à la fois la conquête spatiale, la « grande société » souhaitée par l'administration démocrate et l'effort de guerre au Vietnam, les responsables du Trésor fédéral américain ne résistent pas à la tentation de recourir à la « planche à billets » en abusant des privilèges reconnus depuis 1945 à la monnaie dominante. Émis en contrepartie des déficits américains et multipliés par le jeu du crédit international, les dollars se répandent dans le monde (notamment en Europe sous la forme d'« eurodollars ») au point de représenter en 1971 cinq fois la valeur des réserves d'or de Fort Knox (50 milliards de dollars contre 10 milliards). La création, en 1969, d'un nouvel instrument de paiement international sous la forme de Droits de tirage spéciaux (D.T.S.) émis par le F.M.I. et gérés sous son contrôle n'a pas réussi à endiguer la marée des eurodollars quand survient en 1971 le premier déficit commercial des États-Unis au xx^e siècle.

C'est pour tenter d'enrayer ce mécanisme de crise financière que le Président Nixon annonce, le 15 août 1971, la suppression de la convertibilité du dollar en or et l'instauration d'une surtaxe provisoire de 10 % sur les importations américaines. La négociation internationale qui suit cette décision unilatérale de la Maison Blanche aboutit à un réajustement monétaire, entériné le 18 décembre 1971 par l'accord de Washington : le dollar est dévalué tandis que le deutsche Mark et le yen sont réévalués, et que le franc et la livre sterling conservent leur ancienne parité ; les marges de fluctuation autorisées par le F.M.I. sont élargies de 1 à 2,25 % de part et d'autre des nouvelles parités.

Cette réforme du S.M.I. de Bretton-Woods s'étant révélée insuffisante pour rétablir l'équilibre commercial des États-Unis (en réalité mis à mal par une perte de compétitivité de l'économie américaine), une nouvelle dévaluation de 10 % du dollar intervient le 13 février 1973. À la différence de ce qui s'était passé en 1971, aucun accord général n'accompagne cette décision américaine puisque les ministres des finances des États membres de la C.E.E. (qui ont élaboré en 1972 un mécanisme de fluctuations limitées connu sous le nom de « serpent monétaire européen ») décident de ne pas suivre la dévaluation du dollar. Il s'ensuit un flottement généralisé des monnaies qui sonne le glas du système monétaire de Bretton-Woods, le F.M.I. perdant de fait le plus clair de ses pouvoirs de contrôle sur le respect des règles établies en 1945.

Le désordre monétaire aggrave les déséquilibres de l'économie en ajoutant les incertitudes de change aux écarts nationaux d'inflation, et en ouvrant des possibilités de spéculation sur les changes qui détournent les capitaux disponibles de l'investissement productif.

Quant à la dépréciation du dollar, monnaie dominante qui entre pour les deux tiers dans le règlement des échanges internationaux (et sert spécialement au paiement du pétrole), elle ne peut qu'inciter les exportateurs qui en ont la possibilité à revaloriser le cours déprimé de leurs produits d'exportation, à un moment où la surchauffe inflationniste de 1972-1973 pousse précisément à un très haut niveau la demande de produits de base.

● **Le premier choc pétrolier et la crise économique de 1975**

Le premier choc pétrolier survient dans une conjoncture qui s'emballe littéralement en 1972-1973, la production industrielle atteignant alors le maximum des capacités disponibles des entreprises, du fait d'une croissance généralisée des économies développées.

Les principaux exportateurs de pétrole – l'énergie par excellence de la croissance – se sont, à l'initiative de l'Iran et du Venezuela, regroupés depuis 1960 au sein de l'O.P.E.P. (Organisation des pays exportateurs de pétrole) dans le but d'enrayer la dégradation de leurs revenus ; en réalité, le prix du pétrole accuse une diminution de 40 % par rapport aux prix des produits industriels entre 1949 et 1970. C'est alors que l'O.P.E.P. engage avec les grandes compagnies pétrolières anglo-saxonnes (les *Majors*) une série de négociations (conférence de Caracas en 1970, de Téhéran en 1971) qui amorcent une transformation profonde mais progressive des marchés pétroliers. Dans l'immédiat, le prix du baril est revalorisé de 20 % et les pays producteurs obtiennent à titre de *royalties* 55 % des bénéfices tirés de la production. La guerre israélo-arabe d'octobre 1973 fournit à l'O.P.E.P. l'occasion d'utiliser le pétrole comme une arme, donc de durcir sa position en vue d'accélérer la mutation du marché pétrolier au profit des producteurs. Le prix du baril de pétrole brut qui était passé de 2 à 3 dollars entre 1971 et octobre 1973 atteint 12 dollars en janvier 1974 : un quadruplement en quatre mois ! Cette forte hausse vient soudainement amplifier la flambée des cours des matières premières exigées en abondance par la croissance industrielle, tandis que la sécheresse du Sahel et les achats massifs de céréales effectués par l'URSS en 1973 font monter les prix agricoles.

C'est dans cette situation complexe de surchauffe inflationniste que le choc pétrolier enclenche effectivement un mécanisme de crise par un double effet apparemment contradictoire. Dès 1974, il amplifie la hausse des prix dans les pays importateurs (son incidence sur l'inflation de la zone O.C.D.E. est estimée à environ 3 %) mais il opère simultanément par l'augmentation des factures pétrolières un prélèvement évalué à environ 1,5 % du P.N.B. de la même zone O.C.D.E. La plupart des pays industriels qui ont déjà adopté des mesures de rigueur budgétaire pour contenir la poussée inflationniste de 1972-1973, se voient contraints en 1974 de réduire leurs importations de pétrole devenu trop cher, donc de diminuer encore leur activité économique très dépendante du niveau des approvisionnements en hydrocarbures.

Une sévère récession en résulte, qui pousse les entreprises à écouler leurs stocks avant de passer de nouvelles commandes. Le chômage s'aggrave brutalement. Il atteint globalement plus de 5 % des actifs dans l'O.C.D.E., affaiblissant la consommation et freinant en conséquence l'incitation à produire, cependant que la hausse des produits pétroliers soutient l'inflation désormais supérieure au taux annuel de 10 % dans les pays industriels, niveau qui rend les mécanismes de hausse des prix difficilement contrôlables (inflation ouverte).

Le mécanisme de crise s'entretient de lui-même. La contraction de l'activité industrielle mondiale a pour effet logique de réduire fortement la demande de matières premières dont les cours s'affaissent alors, en amputant les revenus déjà modestes des exportateurs du tiers-monde. Les pays pauvres se voient donc dans l'obligation soit de réduire leurs importations de biens industriels, provoquant une diminution supplémentaire de la demande mondiale, soit de s'endetter pour maintenir le niveau de leurs achats. Il y aura d'ailleurs souvent diminution de la demande et augmentation de la dette.

● L'insaisissable reprise (1976-1979)

De 1976 à 1979, les pays industrialisés courent après une reprise qui se dérobe constamment à leurs efforts. Réamorcée dès 1976, la progression du taux moyen annuel du P.N.B. de la zone O.C.D.E. se fige à 3,4 %, soit deux points au-dessous de la période 1960-1972, et le volume des échanges internationaux n'augmente plus que de 4 % par an contre 7 % au cours de la décennie précédente. Ces indicateurs mitigés de reprise semblent néanmoins ouvrir des perspectives favorables dans la mesure où trois éléments positifs viennent les conforter. D'une part, le prix du baril de pétrole n'augmente plus que

modérément et se stabilise pratiquement à partir de 1977 aux alentours de 15 dollars, tandis que les excédents financiers de l'O.P.E.P. se « recyclent » convenablement dans les pays industriels et alimentent les crédits nécessaires aux pays en voie de développement, ce qui écarte le spectre, un moment tant redouté, d'une grave disette de capitaux. D'autre part, ces locomotives de l'économie mondiale que sont les États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon connaissent entre 1975 et 1978 une croissance prometteuse de l'ordre de 5 % par an tandis que dans le tiers-monde un certain nombre de « nouveaux pays industriels » deviennent des partenaires dynamiques, même si leur concurrence est souvent dénoncée. Enfin, les politiques de régulation conjoncturelle élaborées dans les principaux pays industrialisés paraissent capables de juguler la crise, en faisant alterner les phases de soutien de l'activité économique (notamment par l'indemnisation du chômage qui évite l'effondrement de la demande) et les mesures d'austérité destinées à enrayer les dérapages inflationnistes.

Dans ces conditions, le sentiment d'inquiétude né de la crise provient moins de la modestie des taux de croissance et de leur essoufflement progressif que de la persistance de deux déséquilibres fondamentaux :

- En premier lieu, le désordre monétaire s'aggrave, en dépit de la volonté fréquemment exprimée de rétablir des parités stables dans un système monétaire international rénové et fondé sur le D.T.S. En réalité, les accords de la Jamaïque officialisent en janvier 1976 la disparition de l'or comme étalon monétaire et laissent chaque État membre du F.M.I. libre de choisir sa politique monétaire, ce qui revient à entériner le flottement généralisé des monnaies. Le cours du dollar s'effondre tandis que les pétrodollars (dollars gagnés par les exportateurs de pétrole brut) viennent s'ajouter aux eurodollars pour représenter, au printemps de 1979, 720 milliards de dollars, énorme masse de capitaux génératrice d'inflation et facteur permanent de déséquilibre des marchés financiers par son extrême mobilité dans le temps et dans l'espace.

- L'instabilité des marchés de matières premières n'est pas moins gênante. Après le fléchissement consécutif à la crise de 1975, les cours de produits de base connaissent deux poussées de fièvre fortes mais éphémères en 1977 et en 1979, entrecoupées de rechutes. Cette évolution en dents de scie contrarie les prévisions à moyen terme des importateurs et des exportateurs, et particulièrement celles des pays du tiers-monde qui ne peuvent compter sur des recettes stables pour programmer le financement de leur développement. Si, dans le

cadre de l'O.N.U. et plus particulièrement de la C.N.U.C.E.D., des principes destinés à réguler les marchés internationaux de matières premières sont adoptés, aucune réalisation concrète n'a vu le jour lorsque la révolution iranienne de 1979 déclenche un deuxième choc pétrolier.

● La rechute de 1979-1982

De 1980 à 1982, un deuxième choc pétrolier provoque une nouvelle crise économique, d'autant plus grave qu'elle se double d'une politique financière restrictive. Sur un marché pétrolier mondial maintenu sous tension par une forte demande (qui n'excède cependant pas les capacités de production), et caractérisé par une certaine désorganisation (*Majors* en perte de vitesse, O.P.E.P. en voie de division, apparition de nouveaux producteurs hors O.P.E.P. tels que le Mexique ou le Royaume-Uni, sans oublier l'URSS), l'interruption temporaire des livraisons iraniennes à cause de la révolution islamique suffit à provoquer chez les opérateurs des comportements de panique qui déclenchent une montée déraisonnable des prix. Le baril se négocie à 32 dollars à la fin de 1980, soit un doublement en une année, hausse brutale qui renouvelle les effets du premier choc : un surplus d'inflation estimé à 3 ou 4 % pour les importateurs qui subissent simultanément, du fait de l'alourdissement de leurs factures pétrolières, un prélèvement ponctionnant jusqu'à 4 ou 5 % de leur P.I.B. Ce choc suffit à replonger dans la crise les pays de la zone O.C.D.E. La croissance se ralentit fortement en 1980 et 1981 puis devient globalement négative en 1982, la production industrielle chutant d'environ 5 % cette même année. Si le volume des échanges internationaux résiste encore en 1980, il recule en 1981 et 1982 pour entrer dans une phase durable de stagnation (atteint en 1979, le niveau de 2 000 milliards de dollars pour l'ensemble du commerce international ne sera retrouvé qu'en 1987). L'inflation franchit à nouveau la barre fatidique des 10 % en 1980 et le chômage frappe 10 % des actifs en 1982, rééditant par conséquent la combinaison de « stagflation » déjà observée en 1975.

Trois observations contribuent à rendre cette crise plus inquiétante encore que la précédente :

- Elle est d'abord plus sévère et plus générale, n'épargnant cette fois ni les économies socialistes qui entrent (en partie pour des raisons qui leur sont propres) dans une période de marasme irréversible et, à terme, mortel pour ces régimes, ni les pays du tiers-monde : les plus puissants d'entre eux comme le Brésil, le Mexique, ou les

plus dynamiques comme la Corée du Sud ou Taiwan connaissent un fort ralentissement de leur croissance.

– En second lieu, les premiers signes d'une baisse des prix du pétrole (annonciateurs d'un « contre-choc » pétrolier) apparaissent rapidement, révélant le caractère artificiel de la hausse de 1980 à un moment où les importateurs ont les moyens de mettre rapidement en œuvre des énergies de substitution (multiplication des centrales nucléaires). Dès 1982-1983, l'O.P.E.P. enregistre une diminution de ses recettes globales, ce qui a pour effet de réduire ou même de supprimer le recyclage des pétrodollars qui avait précédemment alimenté le crédit international.

– Enfin, et c'est de loin le fait le plus important, les États-Unis ont adopté depuis 1979 une politique monétaire restrictive assortie de taux d'intérêt très élevés. Ce retour à l'orthodoxie libérale qu'accentue l'administration Reagan a pour effet d'attirer aux États-Unis le plus clair des capitaux disponibles dans le monde en faisant considérablement monter le cours du dollar (qui s'échange à 8 francs en août 1983 contre 3,98 francs en octobre 1979). Les importations libellées en dollars (les deux tiers du total mondial) renchérissent et, comme le crédit international devient rare et cher, les pays déficitaires sont acculés à diminuer leurs achats, au détriment de leur activité économique. Parce qu'ils se sont beaucoup endettés pour soutenir leur économie dans les années 1970, quand le crédit était facile, et parce qu'ils n'offrent cependant plus assez de garanties pour obtenir de nouveaux prêts, les pays du tiers-monde et certains pays socialistes entrent dans une crise financière majeure. Dès l'été 1982, le Mexique, l'Argentine, la Pologne puis le Brésil se déclarent en cessation de paiement et obtiennent de leurs créanciers une renégociation de leur dette, aboutissant à un étalement sur une plus longue durée des échéances de remboursement contre l'engagement d'adopter une gestion financière plus rigoureuse, donc beaucoup moins orientée vers l'expansion que dans les années précédentes (voir le chapitre 13).

Des pays industriels développés, soumis à deux chocs pétroliers en cinq ans, à ceux de l'O.P.E.P. désormais confrontés à une baisse de leurs recettes, puis aux économies socialistes en crise et à celles du tiers-monde au bord du gouffre financier, le monde entier paraît plongé dans un profond marasme. Rares sont les pays qui, comme le Japon ou ses voisins de l'Asie en développement, parviennent à préserver un taux annuel de croissance de l'ordre de 5 %. Il reste que la raréfaction du crédit, la baisse du prix du pétrole, et d'une

manière plus générale le retour à un libéralisme plus intransigeant en matière sociale préparent les conditions d'une désinflation dont les premiers effets se font sentir dès 1982 dans l'O.C.D.E. (les prix n'augmentent plus que de 7 % dans l'année) ; le mal inflationniste qui ronge les économies depuis dix ans semble en passe d'être maîtrisé.

Une crise insolite : l'invention de la « stagflation »

● L'anomalie de la « stagflation »

La période de marasme économique qui s'ouvre en 1975 mêle des caractères classiques, communs à toutes les crises économiques modernes, et des symptômes plus originaux, dont le plus déroutant est sans aucun doute la combinaison inédite de la récession et de l'inflation.

La manifestation la plus habituelle et la plus évidente des crises économiques consiste en un arrêt brutal de l'expansion suivi d'un ralentissement durable des rythmes de la croissance économique. C'est en 1975 que le groupe des pays de l'O.C.D.E. qui détient une position dominante dans l'économie mondiale enregistre pour la première fois depuis la guerre un recul absolu de l'ordre de 1 % de son P.N.B. global par rapport à l'année 1974, ce qui marque une rupture sans commune mesure avec les récessions qui avaient périodiquement ralenti la grande croissance des « trente glorieuses » depuis 1945. Autre signe négatif, les échanges commerciaux accusent en 1975 une contraction de 5 % de leur volume, soulignant ainsi d'emblée le caractère international de la crise. Celle-ci va bientôt manifester sa gravité particulière par sa durée, même si l'enfoncement dans la dépression a pu être évité, contrairement au scénario des années 1930. En effet, entre 1975 et 1983, les grandes productions significatives ont continué à augmenter atteignant pour beaucoup d'entre elles leur niveau record en 1979, et la richesse des nations mesurée par l'évolution du P.N.B. (d'ailleurs illusoirement gonflé par l'inflation) a repris sa courbe ascendante, mais à des rythmes irréguliers et très ralentis en comparaison des décennies précédentes. La croissance annuelle moyenne de l'O.C.D.E. se trouve ainsi ramenée au niveau de 2 %, contre 5,4 % entre 1960 et 1972, soit une réduction de plus de moitié. D'autre part, ces moyennes expriment mal

l'aspect chaotique de la croissance : si la crise de 1975 a été suivie de quatre années de reprise parfois hésitante, une véritable rechute se produit entre 1980 et 1983, avec un nouveau recul de la production et des échanges, sans que cette fois les économies socialistes et en développement échappent au marasme comme elles y étaient parvenues entre 1975 et 1979. Après avoir frappé en priorité les pays capitalistes libéraux, la crise tend à devenir véritablement mondiale au début des années 1980.

La poussée du chômage, qui touche 5,5 % des actifs de l'O.C.D.E. dès 1975 et plus de 10 % en 1982, traduit les ravages opérés sur la vie des entreprises par le ralentissement important et durable de la croissance. Celui-ci contraint à la faillite les plus fragiles des petites et moyennes entreprises dont le dépôt de bilan provoque des licenciements brutaux et massifs. Parmi les firmes résistantes, nombreuses sont celles qui ne voient aucune nécessité d'embaucher du personnel supplémentaire puisqu'elles travaillent déjà au-dessous de leurs capacités de production et que les perspectives de croissance paraissent maussades. Pourtant, la montée du chômage résulte d'un mécanisme plus complexe que ne le suggère ce schéma simple et classique. En effet, à la différence de ce qui s'était produit dans les années 1930, les créations d'emplois l'emportent globalement sur les suppressions, grâce notamment au dynamisme des industries de pointe, qui mettent en œuvre des techniques avancées, et des activités liées au développement des services. Mais ces créations ne suffisent ni à compenser les pertes enregistrées dans les industries traditionnelles et, phénomène plus ancien, dans l'agriculture, ni à satisfaire la demande d'emplois nouveaux que renforce l'arrivée sur le marché du travail des générations nombreuses de l'après-guerre qui viennent remplacer, année après année, les classes creuses de la première moitié du siècle arrivées à l'âge de la retraite. La très forte demande de travail féminin qui caractérise les sociétés développées et qui accompagne au demeurant la tertiairisation des économies ne fait qu'amplifier ce phénomène démographique fondamental. Un facteur technologique vient enfin aggraver l'effet sur l'emploi de ces données conjoncturelles et démographiques, dans la mesure où un nombre croissant de chefs d'entreprise cherchent la solution de la crise dans la modernisation de leur équipement productif, en bref dans la substitution d'un capital plus efficient à un travail estimé moins rentable. Au total, les pays de l'O.C.D.E. comptent ensemble 15 millions de chômeurs en 1975 et plus de 30 millions en 1982, aggravation qui annonce, en dépit d'indemnisations substantielles,

une nouvelle menace de contraction de la demande, et qui donne la mesure du problème social qui s'installe dans des démocraties attachées jusqu'alors à la réduction des inégalités.

C'est bien l'inflation, sa persistance et plus encore son accélération en période de récession économique qui représente le caractère le plus original et le plus déroutant de la crise des années 1970. Dès 1975, la hausse des prix atteint 10 % et se maintient les années suivantes à ce niveau élevé d'« inflation à deux chiffres », généralement jugé incompatible avec une saine gestion économique, car il pousse les taux d'intérêt à des niveaux incompatibles avec le maintien de la consommation et de l'équilibre financier des entreprises. Résumée par le néologisme de « stagflation », cette combinaison inédite de l'inflation et du chômage va à contre-courant de l'expérience des crises précédentes qui s'étaient traduites jusque dans les années 1930 par une forte déflation. Elle contredit l'enseignement théorique de la courbe de Phillips, économiste australien qui avait démontré que le chômage et l'inflation évoluaient nécessairement à l'inverse l'un de l'autre, la montée du chômage devant normalement neutraliser les revendications salariales, donc provoquer une baisse des rémunérations entraînant elle-même une diminution des coûts de production et finalement des prix à la consommation. Toute la pensée libérale admettait le postulat selon lequel en période de crise, le rétablissement des équilibres favorables à la reprise économique exigeait une réduction concomitante des prix et des salaires.

Les méfaits d'une inflation forte et durable sont d'autant moins contestés que l'expérience en a déjà été vécue au lendemain des deux guerres mondiales. La hausse des prix déforme les statistiques qui sont à la base des prévisions économiques ; elle fausse les conditions de la concurrence commerciale entre des pays qui connaissent des taux d'inflation sensiblement différents, et ruine tout effort d'harmonisation monétaire entre de tels pays. D'une manière générale, elle alimente les comportements spéculatifs au détriment des options productives, seules capables d'apporter des solutions réelles à la récession et au sous-emploi. La maîtrise de l'inflation et du chômage constitue donc un objectif prioritaire des politiques de lutte contre la crise.

La stagflation dans les grands pays industriels

1. Ralentissement de la croissance et hausse des prix

(taux de croissance en pourcentage annuel moyen)

	Croissance du PIB en volume		Croissance de la production industrielle		Hausse des prix	
	1961-1973	1974-1980	1961-1973	1974-1980	1961-1973	1974-1980
États-Unis	4	2,1	5,2	1,9	3,2	9,2
Japon	9,6	3,6	12,3	2,5	6,2	9,6
Allemagne fédérale	4,3	2,2	4,9	1,3	3,3	4,7
France	5,4	2,6	5,4	2	5,1	11,1
Royaume-Uni	3,2	0,9	3	0,1	5,1	15,9
Italie	5,3	3,8	6,4	2,8	4,6	17,2

Source : d'après Ramses 1996, éd. Dunod/IFRI.

2. Ralentissement de l'effort d'investissement et des gains de productivité du travail

(évolution en pourcentage annuel moyen)

	Évolution de l'investissement productif		Évolution des gains de productivité du travail	
	1960-1973	1973-1981	1960-1973	1973-1981
États-Unis	4,6	1,6	2,1	0,2
Japon	14,1	2	8,6	2,9
Allemagne fédérale	4,4	2,2	4,4	2,6
France	7,6	1,2	4,7	2,4
Royaume-Uni	4,5	1,7	2,8	1,2

Source : D. Auvers, *L'Économie mondiale*, La Découverte, coll. « Repères », 1989, p. 25.

3. Évolution de l'emploi (taux annuel de croissance en %) et taux de chômage (en % des actifs)

	Évolution de l'emploi		Taux de chômage (moy.)	
	1961-1973	1974-1980	1961-1973	1974-1980
États-Unis	2	2,2	4,9	6,9
Japon	1,3	0,7	1,2	2,6
Allemagne fédérale	0,3	0	0,8	3,4
France	0,7	0,3	2	4,8
Royaume-Uni	0,3	0,1	2,1	3,9
Italie	-0,5	1	4	5,1

Source : d'après Ramses 1996, éd. Dunod/IFRI.

4. La rechute de 1979-1983 (évolution en pourcentage annuel moyen)

	Croissance	Emploi	Chômage (taux en 1983)
États-Unis	0,9	0,5	9,5
Japon	3,8	1,2	2,6
Allemagne fédérale	0,5	-0,8	7,5
France	0,9	-0,4	8,1
Royaume-Uni	0,4	-1,6	13,2

Source : D. Auvers, *L'Économie mondiale*, La Découverte, coll. « Repères », 1989, p. 31.

● Une crise industrielle majeure

Même si l'agriculture mondiale connaît des difficultés récurrentes qui tiennent largement à l'incohérence des politiques agricoles, c'est le marasme durable des industries qui révèle sans doute le mieux la signification de la crise des années 1970. Dès la fin des années 1960, le rythme de croissance de la production industrielle se ralentit d'un quart par rapport à la première moitié de la décennie, traduisant une tendance à la saturation des marchés solvables. En ce qui concerne la gamme des biens électroménagers qui ont soutenu la croissance, l'équipement des ménages des pays développés approche du seuil de saturation ; de même pour l'automobile, les ventes correspondent de plus en plus au remplacement d'un véhicule usagé, ce qui rend la demande moins intense que lorsqu'il s'agissait d'un premier équipement. Ni les pays socialistes, dont les économies sont encore très autocentrées, ni les

pays en développement n'ont les moyens de compenser ce freinage relatif de la demande dans les pays industriels libéraux.

Ce sont les industries pilotes des deux premières révolutions industrielles qui connaissent les plus graves difficultés dans les pays développés, du textile à l'automobile en passant par la sidérurgie. En cours de restructuration depuis les années 1960, les industries textiles des États-Unis et de l'Europe occidentale subissent de plein fouet la concurrence des pays en développement qui exploitent dans cette production traditionnelle les avantages comparatifs de leurs bas coûts de main-d'œuvre. Dans la C.E.E., les faillites se multiplient, provoquant la suppression de 700 000 emplois, souvent féminins, en quelques années.

Industrie de base de la reconstruction de l'après-guerre, la sidérurgie des pays développés ne connaît guère un sort plus enviable. Son expansion se heurte désormais à des marchés largement équipés, tandis que ses coûts de production, déjà alourdis par le vieillissement technique et les charges salariales, sont encore poussés à la hausse par le renchérissement du prix des combustibles énergétiques que les grands complexes sidérurgiques consomment en abondance. Impossible dans ces conditions d'affronter la concurrence des aciers japonais produits par des équipements qui n'ont pas 20 ans d'âge, ni même de participer largement à l'équipement des pays en voie de développement, car les plus dynamiques d'entre eux s'emploient précisément à créer des aciéries modernes et compétitives pour disposer de bases industrielles nationales. Dès 1969, les sidérurgistes américains obtiennent des protections à l'importation : en 1978, la sidérurgie française s'écroule sous le fardeau de l'endettement, au sein d'une sidérurgie européenne que la Commission de Bruxelles déclare « en état de crise manifeste » en 1980.

Quant à la construction automobile, grande industrie de la croissance des « trente glorieuses » et apanage des États-Unis et de l'Europe, elle connaît sa première crise grave en 1975, non seulement à cause de la cherté des carburants et du renchérissement du crédit imposé aux acheteurs (les taux d'intérêt suivant l'inflation), mais aussi sous l'effet de la concurrence toute nouvelle des voitures japonaises, qui porte des coups redoutables à l'industrie américaine et provoque l'effondrement de la production britannique.

D'autres branches industrielles sont plus ou moins durement atteintes au même moment, qu'il s'agisse des constructions navales européennes incapables de résister à la concurrence des chantiers nippons beaucoup plus productifs (voire à celle des pays de l'Est –

que l'on pense à Gdansk), ou qu'il s'agisse des multiples activités de la filière pétrochimique (du raffinage aux matières plastiques et aux textiles synthétiques) confrontées à l'accroissement du coût de leur matière première.

En revanche, les industries de pointe, et singulièrement les branches d'activité liées à la filière électronique, font preuve de dynamisme sans toutefois compenser complètement les pertes d'emplois provoquées par la crise générale des activités manufacturières. Celle-ci met à nu les faiblesses des industries anciennes et montre que la crise des années 1970 correspond à une profonde mutation des modes de production à l'échelle planétaire.

● Des économies nationales inégalement touchées

Comme ses devancières, la crise des années 1970 a eu ses bénéficiaires et ses perdants, puisqu'elle correspond en réalité à une redistribution partielle des forces économiques dans le monde.

En dépit d'une ouverture plus large sur l'extérieur, les économies socialistes évoluent encore pour l'essentiel en marge du reste du monde et leur situation dépend au premier chef d'un système de planification dirigiste qui se révèle de moins en moins efficace. Il est néanmoins évident que l'URSS, très grand producteur-exportateur de pétrole et de gaz naturel, a tiré bénéfice des chocs pétroliers qui ont au contraire pesé sur ses partenaires socialistes. De 1975 à 1982, la dette extérieure globale des pays de l'Est triple, passant de 26 à 81 milliards de dollars, évolution qui témoigne au demeurant de l'ouverture relative des économies socialistes aux échanges mondiaux.

Dans le groupe des bénéficiaires se détachent d'abord les exportateurs de pétrole majoritairement représentés par l'O.P.E.P. La considérable réévaluation des cours a permis aux pays de l'organisation d'accumuler des réserves globales estimées à quelque 400 milliards de dollars en 1981, et de devenir du même coup une source essentielle de distribution du crédit international par le jeu du recyclage des pétrodollars, mécanisme cependant géré pour l'essentiel par les grandes banques occidentales. Les plus peuplés d'entre eux ont engagé des plans de développement économique, parfois trop ambitieux par rapport à l'évolution du marché pétrolier après 1982 (cas du Mexique ou du Nigeria), ou même pour obtenir l'adhésion de leur peuple (comme en Iran). Si la manne pétrolière a incontestablement enrichi les exportateurs, elle n'a pas, le plus souvent, permis de régler tous les problèmes liés au sous-développement.

Parmi les pays du tiers-monde, certains États non pétroliers ont réussi une percée spectaculaire sur le plan industriel. À côté du Brésil, de l'Argentine ou de l'Inde dont le démarrage industriel est plus ancien, c'est en particulier le cas des quatre pays ateliers d'Asie que sont la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour qui ont, par un effort soutenu d'investissement, mis à profit leurs atouts spécifiques. Le niveau très bas de leurs salaires leur a permis de conquérir des parts de marché croissantes à l'exportation, Hong Kong et Singapour tirant en outre parti de leur position géopolitique pour devenir des centres financiers actifs. De là des taux de croissance proches de 10 % par an, défiant la crise mondiale au point de provoquer la délocalisation partielle de grandes firmes occidentales qui sont de plus en plus nombreuses à implanter des unités de production dans l'Asie en développement, quitte à réimporter ensuite cette production délocalisée vers leurs pays d'origine. En 1980, les pays de la zone O.C.D.E. ont acheté aux « nouveaux pays industriels » 18 % de leurs importations de bien manufacturés, mais cette part est de 25 % pour les États-Unis, et elle est particulièrement forte en ce qui concerne le textile et les vêtements, ainsi que le petit appareillage électrique ou électronique. La Corée du Sud vend déjà des navires, des produits sidérurgiques et des usines complètes qu'achètent volontiers les pays du tiers-monde, lesquels se procurent dès 1980 plus du tiers (37,4 %) de leurs importations industrielles en recourant au commerce Sud-Sud : c'est autant de parts du marché mondial perdues par les pays industrialisés du Nord.

Cependant, la grande majorité des pays sous-développés ne sont ni des exportateurs de pétrole ni des « nouveaux pays industriels ».

Face aux aléas de la conjoncture, la plupart d'entre eux dépendent entièrement des cours erratiques des produits bruts qu'ils exportent, et beaucoup n'ont d'autre ressource que de s'endetter (en empruntant aux banques occidentales une partie des pétrodollars recyclés) pour tenter de satisfaire au minimum vital les besoins d'une population en explosion démographique. Globalement, la dette du tiers-monde qui était inférieure à 100 milliards de dollars en 1973, est passée de 180 à 626 milliards de dollars entre 1975 et 1982, atteignant alors le point de rupture à l'origine d'une crise majeure des paiements. Au bas de l'échelle de la pauvreté se détache un groupe de nombreux pays qui, du Bangladesh aux Caraïbes en passant par l'Afrique subsaharienne, présentent une situation alarmante ; l'O.N.U. les distingue depuis 1971 comme les « pays les moins avancés » auxquels doit être réservé le bénéfice d'aides particulièrement avantageuses.

La situation des pays industriels apparaît contrastée, même si tous ressentent les secousses de la crise.

Les États-Unis, dont la puissance productive reste sans égal, connaissent une croissance honorable entre 1976 et 1979. D'une part, le marché pétrolier américain demeurant jusqu'en 1981 coupé du marché mondial (en vertu des accords d'Achnacarry qui datent de 1927), les hausses de prix du baril n'ont eu que de faibles répercussions sur les prix intérieurs. D'autre part, l'administration Carter a mené entre 1976 et 1979 une politique de taux d'intérêt modérés et de dépréciation du dollar, options favorables à l'expansion du crédit et au soutien des exportations, tandis que les secteurs les plus fragiles de l'économie américaine étaient protégés par un éventail complexe de mesures douanières. Le point noir reste cependant la détérioration de la compétitivité réelle des produits américains (particulièrement nette pour les biens de grande consommation, négligés et mal adaptés à la demande mondiale), de sorte que le creusement des déficits des comptes extérieurs risque de miner la position dominante du dollar. C'est pour tenter d'enrayer cette évolution défavorable que le Président Carter nomme, en 1979, Paul Volker à la tête de la Réserve fédérale (*Fed*) avec pour mission de rétablir une gestion monétaire orthodoxe, donc plus rigoureuse et de nature à restaurer le statut international du dollar. Cette volte-face amorce le retour d'une politique libérale dont les mesures de dérégulation (des marchés énergétiques, des transports, des services financiers) constituent un autre volet essentiel.

L'Europe occidentale qui fut le berceau de la première révolution industrielle est rudement frappée par la crise ; malgré la mise en production des gisements de la mer du Nord, les effets des chocs pétroliers y sont fortement ressentis et la dépréciation du dollar constitue une gêne pour les exportations du vieux continent, d'autant que les productions européennes pâtiennent souvent d'un vieillissement des équipements. En contrepartie, le Marché commun forme le cadre d'une organisation commerciale dont le dynamisme résiste bien aux effets de la crise. Cependant, la désindustrialisation est particulièrement grave en Grande-Bretagne où s'effondrent littéralement des industries aussi importantes que la sidérurgie et l'automobile. Sur le continent, la situation paraît beaucoup plus contrastée. Alors que la France maintient ses positions sur la base de ses technologies avancées (aérospatiale, nucléaire, télécommunications) mais en différant

dangereusement la modernisation de ses industries vieilles (textile, sidérurgie, métallurgie), l'Allemagne fédérale constitue un pôle de forte résistance à la crise en modernisant rapidement les branches qui sont depuis longtemps à la base de sa puissance industrielle (chimie, constructions mécaniques et électriques) et reste ainsi un pôle majeur du commerce international.

C'est pourtant le Japon qui semble avoir trouvé les réponses les plus efficaces à la crise en adoptant des solutions originales mais conformes aux traditions nationales. Les conglomérats nippons (*zakai* successeurs des *zaibatsu*) réalisent une complète intégration des fonctions financières, productives, commerciales selon des formes et des pratiques qui associent la puissance de l'ensemble à la souplesse de la gestion interne, notamment en matière de relations sociales. Une quête attentive de l'innovation donne aux firmes japonaises la maîtrise des brevets de fabrication alors même que la recherche fondamentale reste modeste dans l'archipel. Une analyse perspicace des marchés internationaux et de leurs perspectives d'évolution débouche sur des options commerciales efficaces et rentables. À travers le M.I.T.I. (Ministère de l'industrie et du commerce extérieur), le gouvernement définit les grandes lignes de la stratégie économique japonaise que les entreprises appliquent avec efficience. L'économie japonaise a pu ainsi préserver un taux de croissance suffisant pour éviter le chômage, en misant à la fois sur un marché intérieur dynamique et, de plus en plus, sur l'exportation d'une gamme de produits très concurrentiels, aciers spéciaux, navires, automobiles, produits électroniques destinés au grand public. La réussite japonaise paraît alors couronner un nouveau modèle de production destiné à remplacer le vieux système fordiste du début du siècle. Il est vrai que le Japon est moins sensible que d'autres pays aux chocs venus de l'extérieur parce que son économie reste encore relativement peu ouverte, particulièrement sur le plan financier puisque le yen ne devient convertible qu'au début des années 1980.

Au total, les dérives de puissance qui accompagnent la crise n'obéissent pas à une règle simple. La diversité du tiers-monde se trouve mise en pleine lumière puisque les nouveaux riches du pétrole ont souvent moins bien amorcé leur décollage économique que les « nouveaux pays industriels », et que de nombreux pays s'enfoncent dans le sous-développement et l'endettement. Entre les trois grands pôles de l'O.C.D.E. l'Europe apparaît comme la plus menacée de déclin, n'ayant ni la puissance acquise des États-Unis

ni le dynamisme conquérant du Japon. Ces reclassements traduisent l'inégale rapidité d'adaptation des différentes économies aux conditions nouvelles créées par la crise ; ils sanctionnent l'efficacité des politiques adoptées, sans que rien cependant ne soit définitivement tranché au début des années 1980.

La gestion de la crise : du keynésianisme au libéralisme

● Les limites de la gestion « keynésienne »

Le caractère insolite de la « stagflation » a d'abord pris au dépourvu les responsables de la politique économique de la plupart des États. Les formations politiques se réclamant ouvertement du libéralisme étaient portées à réduire les causes de la crise à l'accident conjoncturel des chocs pétroliers et à la concurrence des pays en développement, tandis que celles qui défendaient l'interventionnisme de l'État mettaient en accusation la stratégie des firmes multinationales et appelaient à une relance planifiée, appuyée sur un vaste secteur nationalisé qui échapperait à la logique perverse du profit privé. Les premières sous-estimaient l'ampleur et la profondeur de la crise, et les secondes faisaient peu de cas des capacités d'adaptation du capitalisme en période de difficultés. Un compromis provisoire s'est établi dans la pratique sous la forme d'une gestion conjoncturelle empruntant ses recettes au message keynésien. Les techniques utilisées se ressemblent d'un pays à l'autre : l'indemnisation du chômage, la réduction des taux d'intérêt et le recours au déficit budgétaire constituent les instruments de la relance lorsque la croissance marque le pas, et à contrario l'alourdissement de la pression fiscale et la remontée des taux d'intérêt sont les moyens utilisés pour refroidir une conjoncture qui devient par trop inflationniste.

De 1974 à 1979, les plans de relance et de refroidissement se succèdent dans tous les pays selon une gestion en *stop and go* (déjà expérimentée sans grand succès au Royaume-Uni) qui évite la dépression généralisée mais n'apporte pas de solution définitive à la crise. En réalité, si la redistribution keynésienne limite incontestablement les méfaits sociaux de la crise, elle a aussi pour inconvénient de creuser les déficits tout en renforçant, par le soutien de la demande, une inflation déjà alimentée par l'élévation des coûts de production des entreprises (hausse des tarifs énergétiques,

augmentations des charges salariales, renchérissement du crédit). Les mesures d'austérité n'ont de même que peu d'emprise sur la hausse des prix tout en exerçant des effets nocifs de ralentissement de la conjoncture.

● **La prise de conscience des mutations structurelles**

La résistance de la crise aux thérapies keynésiennes convainc les économistes que le marasme provient, en réalité, d'un blocage durable du système de production et de consommation de masse qui avait permis la grande croissance des « Trente Glorieuses ». Dans les pays développés, la consommation croît plus lentement que par le passé à cause du ralentissement démographique, de la saturation relative des marchés de biens durables ou semi durables arrivés au stade du renouvellement et du poids excessif de l'endettement des ménages. De son côté, la production, moins stimulée par la demande, se trouve freinée par l'épuisement du mode de production issu de la deuxième révolution industrielle et qualifié de « fordiste ». Le travail à la chaîne ne semble plus capable d'apporter de nouveaux gains de productivité d'autant que les ouvriers manifestent par leur taux croissant d'absentéisme leur refus des contraintes. En revanche, le syndicalisme qui s'est développé avec le fordisme est assez puissant pour arracher au patronat des augmentations de salaires le plus souvent supérieures aux gains de productivité, au détriment du profit des entreprises. Dès la fin des années 1960, celles-ci en viennent à réduire leur effort d'investissement qui disparaît à peu près complètement après 1973. En France par exemple, la progression de l'investissement se réduit de 7 % par an entre 1970 et 1973 à seulement 0,5 % par an entre 1973 et 1978. Le capital tend alors à s'investir dans les pays du tiers-monde quand il n'abandonne pas purement et simplement l'investissement productif au profit des placements spéculatifs que favorise le désordre des monnaies.

La modernisation des techniques de production, grâce notamment à la diffusion des applications de l'électronique, et la restauration de la rentabilité du capital s'imposent dès lors comme les conditions d'une véritable sortie de crise. Elles s'accompagnent presque partout d'une remise en question des solutions keynésiennes et d'un retour au libéralisme qui avait en quelque sorte perdu sa légitimité depuis la grande dépression des années 1930.

● Une coopération internationale maintenue mais limitée

À la différence de la dépression des années 1930 qui avait rapidement provoqué une rupture des relations économiques et financières, la concertation internationale a résisté à la crise des années 1970. Si elle a pu préserver pour l'essentiel le maintien et parfois le dynamisme des échanges commerciaux et financiers, elle n'a pas pour autant réussi à obtenir que les différents États coopèrent véritablement dans une lutte commune contre les effets de la crise.

Entamé dans le cadre du G.A.T.T. en 1973, un nouveau cycle de négociations multilatérales connu sous le nom de *Tokyo round* aboutit en 1979 à un accord prévoyant de nouvelles réductions tarifaires ainsi que l'adoption de codes destinés à combattre les entraves techniques ou juridiques aux échanges. Il est vrai que, conclus sous les mêmes auspices que le G.A.T.T., les A.M.F. ou accords multifibres, qui décident de réguler dès 1974 l'importation des produits textiles en provenance des pays sous-développés, prennent un tour assez nettement protectionniste à partir de 1977. Même si, par ailleurs, se multiplient les mesures de protection des intérêts nationaux sous la forme d'accords d'autolimitation des exportations, négociés entre partenaires commerciaux, ou parfois sous la forme plus rigide de quotas imposés par les importateurs, le commerce international est resté actif dans les années 1970. Durement touché par la crise de 1975, il reprend son expansion dès 1976 pour atteindre en 1979 ses plus hauts niveaux tant en valeur qu'en volume, avant d'être plus durablement affecté par la rechute de 1980-1982. Quant aux échanges financiers, ils sont constamment stimulés, aussi bien par l'activité intense du crédit international, abondamment alimenté par le recyclage des pétrodollars, que par les flux d'investissement qui bénéficient particulièrement aux nouveaux pays industriels d'Amérique et d'Asie.

La coopération internationale face à la crise est moins efficace. Ni les rencontres annuelles entre les dirigeants des pays les plus riches du monde (du sommet de Rambouillet en 1975 à celui de Williamsburg en 1983), ni la conférence dite Nord-Sud, qui s'est tenue à Paris en 1976-1977, n'ont permis de dépasser les intérêts nationaux ou régionaux pour harmoniser les politiques de lutte contre la crise. Seuls les accords de Lomé négociés en 1975 puis en 1980 entre la C.E.E. et les A.C.P. (pays en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) apparaissent novateurs dans la mesure où ils mettent sur pied un mécanisme de garantie des recettes d'exportation des pays A.C.P.

S'agissant enfin de la coopération Est-Ouest, les promesses d'ouverture de 1973 s'assombrissent dès 1975, lorsque les États-Unis lient la concession d'avantages commerciaux à la libre circulation des Juifs d'URSS (amendement Jackson), pour faire place à une nouvelle période de tension en 1979-1980 (embargo décrété par le Président Carter contre l'URSS coupable d'avoir envahi l'Afghanistan). La menace que font peser sur l'Allemagne fédérale les nouvelles fusées soviétiques (SS 20) déployées en Europe centrale et orientale incite les responsables américains à sortir de la réserve qu'ils observaient depuis la fin de la guerre du Vietnam, pour installer en Allemagne des fusées de type Pershing : le monde semble revenu aux pires moments de la guerre froide, tension qui alourdit encore le climat économique.

La *pax americana*, qui avait soumis l'Occident à l'autorité des États-Unis dans le cadre de la guerre froide, avait en même temps stabilisé l'environnement économique international et permis le redressement des économies européenne et japonaise, notamment à la faveur de la surévaluation du dollar depuis la guerre. La crise monétaire qui éclate en 1971 avec la première dévaluation du dollar marque la fin de cette période : les États-Unis, qui traversent une grave crise de confiance au lendemain de leur échec vietnamien, doivent désormais défendre âprement leurs positions sur les fronts de la monnaie, de la technique, de la compétitivité commerciale. Cette nouvelle attitude américaine perturbe l'environnement économique international, simultanément déstabilisé par la percée temporaire de l'O.P.E.P., par la montée plus durable de la puissance japonaise dans le commerce mondial, par l'essor des nouveaux pays industrialisés du tiers-monde. L'économie et les finances mondiales sont entrées dans une longue période de recomposition, caractérisée par une profonde modernisation des techniques de production et de communication, et par une intensification des relations aussi concurrentielles que complémentaires entre les régions du globe. La gestion même de l'économie prend dès le début des années 1980 de nouvelles formes plus libérales tant à l'échelle des nations qu'à celui des grandes régions du globe et même de la planète entière. C'est en accélérant les mutations en cours et en imposant la mise en place d'une nouvelle gestion de l'économie que la crise insolite des années 1970 marque un grand tournant dans l'histoire économique du xx^e siècle.

La rénovation du capitalisme à la fin du XX^e siècle

La quête de solutions contre la crise de *stagflation* conduit dès le début des années 1980 à un retour en force des principes et des pratiques du libéralisme économique qui, dans le but de libérer les forces du marché, vise à limiter le recours à l'interventionnisme des gestions keynésiennes. Inauguré dans les pays anglo-saxons, ce néolibéralisme se diffuse rapidement à travers le monde, influençant jusqu'aux pays communistes.

La « révolution libérale » coïncide avec des mutations techniques qui se cristallisent dans une véritable révolution de la communication et l'avènement d'une *nouvelle économie* impliquant une profonde réorganisation des structures de tous les secteurs productifs, et un développement sans précédent des activités de service. Au confluent de cette double révolution, les entreprises qui sont au cœur du capitalisme libéral se doivent d'adapter leurs modes de fonctionnement aux mutations en cours. Ces transformations rapides ont un impact direct sur la répartition de l'emploi et l'organisation du travail dans un sens qui remet en question les équilibres et protections hérités des Trente Glorieuses, et n'est pas toujours synonyme de progrès social, alors même que le syndicalisme recule devant la gestion libérale.

Le retour en force du libéralisme économique

● La révolution néolibérale de 1979-1980

Le retour au libéralisme s'est imposé à la fin des années 1970 à partir d'une critique des idées et des pratiques keynésiennes qui s'étaient révélées peu efficaces dans la lutte contre la crise de stagflation. Promu par les économistes de l'école de Chicago (Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976), repris dans d'autres universités américaines (*James-Mason* près de Washington, *Hoover Institution* de Stanford en Californie, *Auburn* en Alabama), ce néolibéralisme a essentiellement préconisé des politiques économiques fondées sur le *monétarisme* (intervention de l'État limitée à une gestion rigoureuse de la création monétaire), et sur *l'économie de l'offre* qui, en opposition à la stimulation de la demande privilégiée par les keynésiens, donne la priorité à la production qui doit être favorisée par une diminution des contraintes entravant l'initiative privée (déréglementation), et par un allègement des charges (salariales, fiscales, sociales) pesant sur les entreprises et les épargnants. C'est le marché, aux antipodes de toute planification, qui doit relancer la croissance et en assurer l'équilibre par une saine concurrence entre les acteurs dont les décisions nourrissent l'activité économique. Vis-à-vis de l'extérieur, les néolibéraux prônent l'extension du libre-échange, appliqué au commerce des marchandises mais aussi à celui des services, en même temps qu'une totale libération des mouvements de capitaux. Il n'empêche que ce néolibéralisme ne peut faire abstraction de tout l'héritage keynésien, et qu'il s'apparente à l'ordolibéralisme pratiqué en Allemagne depuis 1949 et que l'on résume souvent par la formule d'une « *économie sociale de marché* » qui donne autant de poids que possible au marché et réduit la garantie de l'État au strict nécessaire. Les mesures de protection sociale qui avaient caractérisé les politiques de *welfare state* (État providence) depuis 1945, doivent être strictement subordonnées aux capacités de financement dégagées par l'activité économique : il s'agit de créer prioritairement de la richesse par la libération des forces productives avant de répondre aux besoins d'assistance sociale.

● La diffusion du néolibéralisme

Dès 1979, la nouvelle politique monétaire de l'administration Carter, confiée à Paul Volcker, applique strictement ces préceptes, afin de rétablir la valeur du dollar rudement affectée par la crise des années 1970.

L'accession de Margaret Thatcher au poste de Premier ministre du Royaume-Uni en 1979, puis l'élection de Ronald Reagan à la Maison Blanche en 1980 font des pays anglo-saxons les modèles des expériences néolibérales. Au monétarisme renforcé, les nouvelles équipes dirigeantes ajoutent plusieurs projets qui vont clairement dans le sens du désengagement de l'État, à savoir un ambitieux programme de privatisation des entreprises nationalisées britanniques, un engagement ferme de réduire les impôts aux États-Unis, et dans les deux cas une volonté de supprimer toutes les réglementations jugées abusives et paralysantes pour l'activité économique.

En Europe continentale, l'option libérale n'est pas moins ferme, même si elle se teinte de caractères empruntés aux traditions nationales.

En Allemagne fédérale, où la Bundesbank ne s'est jamais écartée d'une gestion monétaire rigoureuse depuis sa fondation, le chancelier Helmut Schmidt met l'accent sur la nécessité de restaurer les bénéfices des entreprises en affirmant que « *les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, et les investissements de demain créent les emplois d'après-demain* ».

En France, le gouvernement de Raymond Barre infléchit sa gestion dans un sens plus libéral après les élections législatives de 1978, en suspendant notamment l'aide de l'État aux entreprises qui ne présentent pas de garanties suffisantes d'assainissement de leur situation, et en s'employant à briser les rigidités de fonctionnement inventoriées depuis 1960 par le rapport Armand-Rueff. Dénoncé et brutalement rejeté par l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, le libéralisme devait à partir de 1983 venir tempérer les ambitions dirigistes des deux premières années de la gestion socialo-communiste, avec en particulier une restauration spectaculaire de l'image de marque de l'entreprise privée, et une gestion monétaire de plus en plus rigoureuse, dite « politique du franc fort ». La première vague de privatisation d'entreprises nationalisées se situe lors de la première cohabitation (Jacques Chirac Premier ministre de François Mitterrand entre 1986 et 1988), en suivant les privatisations britanniques sans atteindre, et de loin, la même importance. On voit partout en Europe les partis sociaux-démocrates infléchir leur conception et leur gestion de la vie économique et sociale dans un sens plus libéral.

Il n'est pas jusqu'aux pays communistes adeptes d'un dirigisme absolu en matière économique et sociale qui n'assouplissent leur gestion à l'exemple de la *Perestroïka* engagée par Mikhaïl Gorbatchev en 1986, avant que la disparition de l'URSS en 1991 ne livre la Russie à un libéralisme débridé. Libérés de la tutelle sovié-

tique, les pays communistes d'Europe centrale et orientale adoptent à leur tour la voie libérale, en suivant le chemin déjà emprunté par la Hongrie, et que la Tchécoslovaquie avait voulu expérimenter jusqu'en 1968 sous la forme d'un « *socialisme à visage humain* ». En Chine, où des réformes ont été engagées après la mort de Mao Zedong en 1976, des zones littorales ouvertes aux lois du marché sont créées dès le milieu des années 1980.

● **L'ouverture des frontières et la libération des échanges**

Les principales institutions de la vie économique mondiale, acquises depuis leur fondation aux principes libéraux, ont mis leur influence au service de la diffusion et du développement des nouvelles pratiques libérales. Ainsi, le F.M.I. (Fonds monétaire international) n'apporte son aide aux pays endettés qu'en contrepartie de l'adoption d'une politique libérale impliquant austérité financière, déréglementation, privatisations, ouverture plus large aux échanges extérieurs. De nombreux pays en développement ont ainsi dû libéraliser des politiques économiques longtemps imprégnées de nationalisme, dirigistes et peu ouvertes aux échanges en provenance de l'extérieur, à commencer par les partenaires latino-américains des États-Unis : ainsi, sous l'impulsion de dirigeants formés dans des universités américaines, le Mexique a profondément réformé sa politique économique et sociale dans un sens libéral après la grave crise financière ouverte en 1982. De même, la Banque mondiale conditionne son aide au développement à l'adoption de la voie libérale.

Dans le cadre du G.A.T.T. se poursuivent des cycles de négociation dans le but d'obtenir un démantèlement des barrières douanières aussi complet que possible. L'*Uruguay round*, ouvert en 1986, s'est terminé, après de multiples péripéties, par un accord signé le 15 avril 1994 à Marrakech ; il engage les 117 signataires à procéder à un nouvel abaissement des tarifs douaniers (qui devrait ramener leur taux moyen aux environs de 5 % dans les pays développés, mais encore de 25 à 30 % dans le tiers-monde). L'accord de Marrakech prévoit également une libéralisation des échanges de services ainsi qu'une protection de la propriété intellectuelle, très impliquée dans les ventes et l'utilisation de brevets techniques, qui deviennent l'objet d'une lutte sans merci entre les entreprises et les différentes régions du monde alors en proie à une véritable révolution technologique.

Succédant au G.A.T.T., l'O.M.C. (Organisation mondiale du commerce) fondée en 1995, a pour mission de surveiller le libre jeu de la concurrence internationale et de promouvoir parallèlement une libération sans cesse plus poussée des échanges en l'étendant aux services.

L'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique) qui s'est élargie à de nouveaux membres gagnés aux principes libéraux (Corée du Sud, Mexique, Pologne, République tchèque) a pris à son compte le projet de libération complète des investissements internationaux en proposant d'abolir à terme tout obstacle national à l'investissement en provenance de l'étranger.

Après de multiples expériences d'économie dirigée, le xx^e siècle s'achève sur une réaffirmation du capitalisme libéral dont les principes sont rassemblés en « dix commandements » par l'économiste américain John Williamson sous le nom de « consensus de Washington ». On en attend la naissance d'une « *nouvelle économie* » capable d'assurer une croissance soutenue et équilibrée, le dynamisme du marché devant tirer le maximum de croissance et de profit des progrès techniques en gestation.

Progrès techniques et révolution de la communication

● Les progrès de la recherche

Constamment soutenue par les États et les entreprises, particulièrement depuis la crise des années 1970, la recherche-développement (R & D) a débouché dans les années 1990 sur des progrès nouveaux et suffisamment significatifs pour populariser l'expression des « *nouvelles technologies de l'information et de la communication* » (N.T.I.C.) créditées d'effets considérables, parfois assimilés à une nouvelle révolution industrielle. Les chocs pétroliers ont certes contribué à l'essor de l'industrie nucléaire, notamment en France, et aux techniques d'exploitation des ressources renouvelables (air, eau, soleil), mais la retombée des prix du baril d'or noir dans les années 1980 a eu pour effet de modérer le rythme de ces recherches. En vingt ans, la technologie a surtout progressé dans trois domaines principaux : celui des nouveaux matériaux (céramiques industrielles, matériaux composites, fibres optiques), celui des connaissances et

des moyens d'action sur le vivant (biologie, génétique à l'origine du clonage et de la culture des OGM – organismes génétiquement modifiés) qui ne vont pas sans poser de graves problèmes philosophiques, juridiques et moraux, et celui enfin de la communication de l'information auquel on reconnaît la plus grande influence sur les mutations économiques des deux dernières décennies du xx^e siècle. Désormais, le coût de la recherche devient beaucoup plus élevé que celui de la fabrication des objets produits en grandes séries, qu'il s'agisse de composants électroniques ou de produits agro-alimentaires conditionnés pour la consommation du plus grand nombre.

● La rénovation des industries anciennes

Ces avancées techniques se traduisent certes par l'essor de nouvelles activités directement liées à la filière électronique, mais aussi par la rénovation des industries parvenues à maturité et fortement ébranlées par les crises cycliques qui se sont succédé depuis 1974. La filière du textile et de la confection, dont la production reposait traditionnellement sur une main-d'œuvre nombreuse, utilise désormais des techniques de pointe (comme le rayon laser pour la découpe des tissus) qui exigent la mobilisation de capitaux beaucoup plus importants que par le passé. Dans les anciens pays industriels, les sidérurgistes envoient leurs vieux équipements à la ferraille, et les remplacent par des complexes équipés de la coulée continue, ou par des mini-acières électriques de capacité réduite mais bien adaptées aux besoins changeants des marchés (solution inaugurée en Europe par les *Bresciani*, sidérurgistes italiens de la région de Brescia).

L'industrie automobile trouve une nouvelle jeunesse en modifiant tout à la fois les modèles fabriqués et la façon de les produire. Allégées pour consommer moins de carburant grâce à l'emploi de matières plastiques résistantes, les voitures modernes sont également équipées de dispositifs anti-pollution. À l'ancienne sécurité « passive », assurée par l'épaisseur des tôles (les « belles américaines » des années 1960), se substitue la sécurité « active » dépendant des progrès du freinage et de la tenue de route, tandis que le fonctionnement général des véhicules repose sur l'automatisme d'une quantité croissante de composants électroniques. Les méthodes de production se transforment parallèlement en exigeant des investissements considérables. Les chaînes d'assemblage des véhicules emploient de moins en moins d'ouvriers spécialisés (O.S.), et utilisent de plus en plus de robots électroniques dans des « ateliers

flexibles » aisément adaptables aux changements des modèles à fabriquer. Selon le système inauguré au Japon par la firme Toyota, la production dite en « flux tendu » s'ajuste précisément à la demande immédiate (élimination des stocks onéreux à gérer), et sa qualité est contrôlée de manière à supprimer tout défaut afin de réduire les charges des services après-vente ; une concertation permanente au sein de « cercles de qualité » entre les cadres et les ouvriers de l'entreprise permet d'améliorer constamment la production. Ces méthodes sont imitées avec un succès inégal en Europe et aux États-Unis (à l'exemple de la division « *Saturn* » de la *General Motors*) : en bref, le toyotisme se substitue au fordisme.

Dans ces branches d'activité, il s'agit d'une façon générale de remplacer l'ancienne production de masse par une production de meilleure qualité et plus finement adaptée à l'évolution souvent imprévisible de la demande qui s'exprime sur un marché de plus en plus planétaire. Elle est bien révolue l'époque des modèles standardisés comme la célèbre « Ford T » dans les années 1920 et comme la 2 CV Citroën dans les années 1950 : c'est désormais la demande de l'acheteur qui dicte les conditions de la fabrication. La firme japonaise Sony en tirera un slogan publicitaire « *Vous en avez rêvé, Sony l'a fait* ».

● La révolution informatique

Produit de la filière électronique qui assemble des composants à base de silicium, l'ordinateur constitue le cœur du nouveau système technique qui se met en place et rénove l'ensemble de l'économie. C'est véritablement à partir de la fin des années 1980 que l'informatique s'est diffusée dans les petites entreprises et dans le grand public sous la forme du micro-ordinateur personnel (*personal computer* ou PC) adapté à de multiples fonctions qui vont du jeu à la gestion des administrations et des entreprises. Leur capacité de traitement de l'information gagne rapidement et constamment en puissance, tandis que leurs prix relatifs diminuent fortement et que s'élargit en conséquence le marché d'équipement informatique des ménages et des entreprises. La prévision de Gordon Moore, co-fondateur d'*Intel* (fabricant du processeur Pentium) qui annonçait en 1965 le doublement du nombre de transistors placés sur une puce de silicium tous les 18 mois, s'est vérifiée jusqu'à la fin du siècle et semble devoir se pérenniser. Le résultat est, qu'à prix constant, les ordinateurs de l'an 2000 traitent l'information 66 000 fois plus vite qu'en 1975, tandis que leur prix a été divisé par 10 000.

Les télécommunications entrent également dans un nouvel âge avec la possibilité offerte par l'électronique et les satellites d'acheminer instantanément, en temps réel, des masses d'informations considérables d'un point à un autre de la planète ; en 20 ans, la vitesse de transmission des données par une ligne téléphonique ordinaire a été multipliée par 22.

La numérisation des signes typographiques aussi bien que du son et des images donne naissance aux équipements de *multimédia* capables de transmettre en temps réel (l'unité de traitement devient la nano-seconde) de très grandes quantités d'informations mises en mémoire. Le couplage de l'ordinateur et de la téléphonie (y compris les téléphones cellulaires ou mobiles) donne toute son efficacité au réseau Internet qui met en contact direct, instantané, un nombre illimité d'intervenants disséminés sur l'ensemble de la planète.

L'expansion rapide du réseau Internet qui, depuis 1988, double chaque année le nombre de ses utilisateurs, symbolise le dynamisme de cette nouvelle organisation mondiale de l'information en réseau. Mis au point dès 1969 par l'Université de Californie à Los Angeles (U.C.L.A) pour coordonner plus efficacement les programmes de recherche américains en matière spatiale et militaire, puis livré au domaine public quelques années plus tard, le principe consiste à faire dialoguer des ordinateurs équipés de logiciels différents en utilisant les réseaux de téléphone. Dénommé « Internet » en 1983, ce *réseau des réseaux* reliait déjà en 1995 cinq millions d'ordinateurs, dont 1,4 million au service de 80 000 entreprises disséminées à la surface du globe ; en 1999, ce sont déjà 60 millions d'ordinateurs qui dialoguent sur la toile d'Internet, et le nombre d'internautes ne cesse de croître rapidement. Cette expansion s'explique par la mise en place des liaisons à haut ou très haut débit, par la possibilité de télécharger rapidement de la musique ou des images, par le développement des connexions à partir de téléphones mobiles, et enfin par la baisse des prix des ordinateurs devenus accessibles à la fin du siècle pour un grand nombre de ménages.

● **Tertiarisation et affirmation du capitalisme financier**

On constate que la nouvelle mutation de l'économie s'opère autour des activités d'information et de communication qui relèvent davantage des services que de l'industrie. La tertiarisation des économies développées progresse jusqu'à représenter plus de 60 % de l'emploi et de la création de richesse, et même plus des deux

tiers (voire près des trois quarts) aux États-Unis et en Grande-Bretagne, un peu moins en France et surtout en Allemagne fédérale et au Japon, pays qui accordent toujours une grande importance à l'industrie. En réalité, produits manufacturés et services qui les accompagnent (recherche, conception, financement, marketing, transports, assurances, services après-vente...) deviennent de plus en plus étroitement imbriqués, au point qu'il est souvent difficile d'établir la part qui revient à chacune des deux formes d'activité. La production agricole n'échappe pas à cette évolution, dans la mesure où elle se trouve de plus en plus intégrée dans des complexes agro-industriels qui utilisent les biotechnologies et qui incorporent une part croissante de services.

À côté des services destinés à rendre plus efficaces les activités de production de biens divers, on assiste à une prolifération des services voués à la satisfaction des besoins sociaux (santé, enseignement, aides sociales diverses... mais aussi restauration rapide, loisirs), phénomène qui accentue le caractère hétéroclite de cet immense secteur tertiaire.

Mais ce sont les services financiers qui ont connu une extraordinaire montée en puissance en s'autonomisant par rapport aux activités productives. Libérées depuis 1976 des contraintes monétaires du système de Bretton-Woods et tirant profit de la libéralisation des échanges de capitaux, les transactions financières ont connu une expansion sans précédent dans les années 1980. Ce dynamisme exceptionnel doit en effet beaucoup à la complète libéralisation des opérations de change, à la déréglementation des activités boursières dont le *Stock Exchange* de Londres donne l'exemple en 1986 (le « *Big Bang* »), tandis qu'aux États-Unis l'administration reaganienne s'emploie à supprimer toutes les réglementations qui corsetaient les banques et Wall Street depuis les années 1930 afin de préserver les épargnants de tout risque d'une faillite comparable à celle de 1929. Cette libéralisation qui s'étend progressivement à de nombreux pays prend tout son effet grâce aux nouvelles possibilités techniques qu'offrent l'informatique et les télécommunications de mettre en relation permanente les principaux marchés financiers de la planète (cotation en temps réel 24 heures sur 24), et même de faire gérer les transactions par des ordinateurs dûment programmés à cet effet. La finance devient un secteur qui ne semble plus avoir pour finalité première de fournir les capitaux nécessaires à la bonne marche des activités productives, mais plutôt de produire de l'argent en faisant circuler l'épargne disponible dans des marchés

animés par des opérateurs en quête d'un profit maximum. Le *trader* devient le modèle de ces spécialistes agissant sur les places boursières au service de banques, de sociétés d'assurance ou de fonds de placement spéculant sur l'évolution de la valeur des titres de toute nature. Illustrant cette évolution, la première version du film *Wall Street* réalisé en 1987 par Oliver Stone, met en scène un de ces *traders* avide de promotion rapide en vue de faire fortune le plus vite possible pour accéder au monde étroit des *yuppies* (pour *Young Urban Professional*), cadres de la haute finance qui investissent le cœur rénové des villes américaines. Suivant l'exemple déjà ancien de la *City* de Londres, les quartiers d'affaires constituent le centre nerveux des grandes métropoles qui contrôlent le réseau de la finance et, en conséquence, de l'économie mondiale. Le monde de la finance dicte de plus en plus ses normes d'exigence d'un maximum de profit à l'ensemble de l'économie. La crise des années 1970 a favorisé le passage du capitalisme d'une logique depuis longtemps industrielle à une logique proprement financière.

Ainsi, de l'ensemble de ces mutations naît à la fin du ^{xx}e siècle une économie en réseau organisée autour de centres nerveux qui en commandent le fonctionnement par des relations multiples ; les villes à fonction mondiale, continentale, nationale, régionale, composent ainsi la carte d'une nouvelle métropolisation de l'économie planétaire dominée par les capitales économiques et financières des grandes puissances, de New York à Tokyo, en passant par Londres, Francfort, Paris, Milan, mais aussi Singapour et bientôt Shanghai. Chacun de ces centres financiers lutte pour maintenir ou augmenter son poids en attirant capitaux et transactions financières, à l'image des Bourses de Londres et de Francfort qui rapprochent leurs activités précisément en l'an 2000.

La rénovation des entreprises : du fordisme au toyotisme

● Le rétablissement du pouvoir des actionnaires

L'entreprise, cellule de base de la vie économique qui réunit le capital et le travail, est par excellence l'endroit où se concrétisent toutes les

mutations en cours. La révolution financière redonne aux Bourses le pouvoir sur les entreprises qui y sont cotées et se trouvent soumises au verdict quotidien de la fluctuation du prix de leurs actions. C'est pourquoi les actionnaires qui en sont les propriétaires reprennent la maîtrise de la stratégie des entreprises dont ils confient la gestion à des managers qui ne sont plus seulement des salariés bien payés comme dans le système que l'économiste américain Galbraith avait qualifié de « technostucture » dans les années 1960, mais sont aussi des actionnaires, ne serait-ce qu'à travers la détention de « stock-options » qu'ils reçoivent en complément substantiel de leur salaire. La recherche du profit maximum, objectif central de toute entreprise privée dans le cadre du capitalisme libéral, conduit à de sévères restructurations qui sonnent le glas de l'entreprise industrielle fordiste, modèle d'organisation de la production depuis le début du xx^e siècle. Il ne s'agit plus de contrôler de bout en bout le processus de fabrication à l'intérieur de la firme pour imposer ensuite sa production au marché, mais d'adapter l'entreprise à la demande pour assurer aux actionnaires les dividendes les plus élevés possibles. S'agissant de la gestion du personnel, l'entreprise libérale pratique une politique rigoureuse d'emploi et de rémunération des salariés. Le nouveau « gouvernement d'entreprise » (*corporate governance*) vise en conséquence à réduire ses coûts de fonctionnement par une organisation plus efficace de la gestion qui passe souvent par la réduction des charges salariales, au prix du licenciement d'une partie plus ou moins importante du personnel. Les exemples se multiplient d'entreprises bénéficiaires (mais pas toujours assez au gré des investisseurs) qui n'en procèdent pas moins à de drastiques réductions de personnel assorties de douloureux plans sociaux. Apparues aux États-Unis, terre d'élection du libéralisme, ces formes de gestion ont gagné l'Europe qui avait expérimenté depuis 1945 un capitalisme plus soucieux des intérêts des salariés comme de l'ensemble de la société, des équilibres locaux, et de la préservation de l'environnement. Déjà combattues lors de la fermeture de l'usine *Renault* à Vilvorde en 1997, ces restructurations souvent maladroitement annoncées ont soulevé de vives protestations en France contre la firme *Michelin* en l'an 2000, situations et manifestations appelées à se multiplier au début du siècle suivant. La délocalisation d'unités de production vers des pays offrant des conditions de fabrication moins onéreuses (particulièrement en matière salariale et fiscale) participe aussi à la désindustrialisation des anciens pays développés.

● La réorganisation du grand capitalisme

Tirant profit de la libéralisation des marchés financiers, les grands groupes se recomposent en permanence pour tirer le meilleur parti possible des innovations, s'assurer le contrôle de marchés en voie de mondialisation, et disposer de marges de manœuvre financières nécessaires aux opérations de rachat qui garantissent la pérennité de la maîtrise dans le secteur d'activité d'élection de la firme, quand ils ne facilitent pas sa réorientation vers des zones de profit plus attractives.

Dans la très grande majorité des cas, la restructuration permanente des groupes industriels a résulté de fusions ou d'absorptions librement négociées en bourse ; ces fusions-acquisitions ont aussi souvent pris la forme, classique aux États-Unis mais plus inhabituelle en Europe, des offres publiques d'achat (O.P.A.), opérations boursières par lesquelles une entreprise tente de prendre le contrôle d'une autre entreprise en proposant de racheter ses actions à un prix déterminé, généralement supérieur au cours du moment afin d'inciter les petits porteurs à céder tout ou partie de leurs titres.

Ces grandes manœuvres de restructuration ont pris simultanément ou successivement deux directions opposées. Dans un sens souvent suivi dans les années 1980, des investisseurs qualifiés de « *raiders* » cherchent à racheter des groupes fragilisés par la crise pour les démembrer, les revendre par morceaux (« *par appartements* »), en rompant à la faveur de l'opération les accords contractuels qui garantissaient des avantages sociaux aux salariés de la firme originale (niveau des salaires, couverture des risques en cas de maladie ou d'accident, pensions de retraite). Cette réduction de la dimension des entreprises qualifiée de l'anglicisme « *downsizing* », illustre la formule « *Small is beautiful* » lancée par un ancien directeur des charbonnages britanniques qui avait pu mesurer les inconvénients d'une firme géante trop rigide pour réagir rapidement à la crise et incapable de s'adapter aux mutations en cours. Puis, surtout durant la dernière décennie du ^{xx}e siècle, les grandes firmes se reconstituent par des opérations boursières de fusions-acquisitions en recentrant leur activité sur leur « cœur de métier », mais sans rétablir les anciens avantages sociaux.

Dans les anciennes branches d'activité particulièrement affectées par la crise des années 1970, quelques exemples témoignent de l'importance de ces réaménagements structurels.

Une grande société pétrolière comme *Esso*, l'ancienne *Standard Oil* créée par Rockefeller, a diversifié ses activités pour devenir une

véritable compagnie énergétique (sous le nouveau sigle d'*Exxon*) en s'intéressant en particulier à la production d'énergie nucléaire ; l'*US Steel* dont l'image était restée liée au nom de son fondateur Andrew Carnegie, s'est partiellement dégagée de la sidérurgie en devenant *US X*, tandis que la *General Motors* s'est engagée dans l'aérospatiale. Dans les domaines de pointe en revanche, la concurrence a poussé les firmes à concentrer leur effort sur une activité prioritaire, à l'exemple du conglomérat international I.T.T. (*International telephone and telegraph*) qui se recentre sur les télécommunications pour faire face à la concurrence de l'autre géant américain qu'est A.T.T. (*American telephone and telegraph*) dans ce domaine d'avant-garde. La firme I.B.M., leader mondial de l'informatique, mise en difficulté au début des années 1990 par la concurrence des fabricants d'ordinateurs à usage personnel (*Compaq, Apple, Toshiba...*), menacée de dépendance à l'égard des fournisseurs de microprocesseurs (*Intel*) de logiciels (*Microsoft*), et bientôt de moteurs de recherche (*Google*), s'est engagée dans une profonde restructuration qui a ramené ses effectifs de 383 000 à 215 000 salariés entre 1989 et 1995 ; désireuse de prendre une place prépondérante dans l'informatique en réseau, *I.B.M.* spécialise désormais ses départements en fonction des types de services informatiques rendus (aux compagnies d'assurance, aux banques, à l'industrie...) et individualise de même la fabrication de ses matériels.

D'abord nombreuses dans le secteur de l'énergie qui était au cœur de la crise des années 1970 (rachat en 1982 de *Marathon Oil* par *US Steel* devenue *US X*, prise de contrôle de *Gulf Oil* par *Chevron* en 1984...), les OPA ont ensuite gagné toutes sortes d'activités industrielles (comme celle de *General Motors* sur *Hugues Aircraft* en 1985, de *KKR* sur *Nabisco* en 1989 pour 24 milliards de dollars, montant record des années 1980), puis dans les services (en 1995, *Westinghouse* rachète la chaîne de télévision *CBS*, et *Walt Disney* devient la première compagnie mondiale de loisirs après le rachat de *Capital Cities/ABC*). Ces transactions financières qui accompagnent la recomposition des groupes suivent donc logiquement l'évolution de la redistribution sectorielle des activités, de l'industrie vers les services depuis le début des années 1980. Ainsi, à la fin des années 1990, une nouvelle vague de fusions-acquisitions a affecté les activités de la communication qui sont au cœur de la rénovation du système productif, pour un montant total de 3 435 milliards de dollars en 1999, nouveau record en progression de 30 % par rapport à l'année 1998. Des oligopoles se constituent, qui se disputent le

marché mondial : ainsi quatre ou cinq firmes multinationales du disque dont *Sony*, *Universal Music*, *EMI*... se partagent la distribution de musique en pleine expansion, tandis que cinq *majors* réalisent 80 % de la production cinématographique mondiale.

● **L'essor des nouvelles entreprises de la communication**

En parallèle à la recomposition des firmes historiques du ^{xx}e siècle, de nouvelles entreprises se créent pour exploiter les possibilités offertes par les nouvelles techniques d'information et de communication. On a qualifié de « *start up* » (« jeunes pousses ») ces entreprises audacieuses qui se lancent sur des marchés instables, aux perspectives mal définies, et qui réclament pourtant des financements conséquents. Les années 1990 fourmillent d'exemples qui témoignent de la réussite spectaculaire de quelques-unes de ces nouvelles entreprises vouées à l'informatique. Après les succès boursiers du navigateur *Netscape* en 1995, puis du moteur de recherche *Yahoo !* en 1996, et de *Google* en 1998, c'est le fabricant d'organiseur *Paint Pilot*, introduit à la cote en mars 2000 qui cumule en quelques séances une capitalisation de 53 milliards de dollars quand celle de la *General Motors* n'en atteint que 47 milliards de dollars. La même année, c'est le fournisseur d'accès à Internet *America On Line* (A.O.L.) introduit au Nasdaq seulement en 1996 qui absorbe *Time Warner*, une valeur sûre de l'ancienne économie. *Intel* et *Microsoft*, des entreprises créées au tournant des années 1980 viennent en 1999 remplacer de vieilles entreprises dans la composition de l'indice *Dow Jones* des valeurs industrielles.

● **L'entreprise s'organise en réseau**

La dernière mutation de l'entreprise au ^{xx}e siècle réside dans la redistribution des fonctions de conception, de fabrication et de vente des produits. La maison mère du groupe se réserve les segments nobles de la recherche, de la conception du produit, de la promotion de son image dans les médias, et délègue les tâches de production à des entreprises moyennes organisées dans un réseau de sous-traitance soumis aux directives et au contrôle du donneur d'ordres qui assure *in fine* la commercialisation.

Cette organisation, aux antipodes du fordisme qui concentrait pratiquement dans sa gigantesque usine de *River Rouge* près de Détroit toute la filière de production, a été développé par le constructeur d'automobiles japonais *Toyota* qui assemble des pièces fournies

par un réseau de sous-traitants hiérarchisé en quatre niveaux et étroitement contrôlé, notamment en ce qui concerne les exigences de qualité. L'entreprise dominante se réserve ainsi les activités les plus profitables tout en utilisant la sous-traitance comme un amortisseur de crise en cas de contraction de la demande. La très grande et la petite dimension d'entreprise se trouvent ainsi associées par des relations qui créent une forte interdépendance des différents éléments du réseau.

En parallèle, la libéralisation des échanges pousse les grandes entreprises à modifier leur stratégie d'implantation d'unités de production dans l'espace géographique du globe. Les sociétés multinationales ont à l'origine créé des filiales à l'étranger pour contourner les barrières douanières et accéder ainsi plus directement aux marchés nationaux convoités. Avec l'abaissement des tarifs douaniers et la libre circulation des capitaux, les firmes multinationales deviennent au contraire transnationales en décomposant leurs filières de production dans des réseaux internationaux qui associent plusieurs territoires, chaque étape de fabrication étant localisée en fonction des avantages offerts par tel ou tel pays, parfois fort éloignés les uns des autres. Les éléments constitutifs du produit final sont ensuite transportés vers un ou plusieurs centres d'assemblage en vue de leur commercialisation simultanée sur plusieurs continents. Les banques suivent les entreprises qu'elles ont l'habitude de financer en ouvrant des agences à l'étranger, l'ubiquité du dollar facilitant grandement leurs transactions. Dans la dernière décennie du xx^e siècle apparaissent des entreprises que l'on qualifie de « globales », parce qu'elles considèrent le globe terrestre comme un espace de marché unifié, qui donne une réalité à l'image d'un « *Global village* » pressenti dès les années 1960 par l'écrivain canadien Marshall McLuhan. En dehors des *majors* du pétrole qui sont nécessairement transnationales puisque la production, le raffinage et la distribution à la pompe ont toujours eu des localisations nationales différentes, des sociétés appartenant à des secteurs d'activité très différents comme *Philips*, *Nestlé* ou *Ford* qui réforment significativement sa stratégie au point de vouloir faire de son modèle *Escort* un « *world car* », figurent parmi les premières entreprises globales. L'ensemble de ces firmes transnationales, qui ont très majoritairement leur maison mère aux États-Unis, en Europe occidentale et au Japon (donc dans la « triade ») cumulent déjà le quart du PIB mondial dans les dernières années du siècle, attestant ainsi l'entrée de l'économie dans l'âge de la mondialisation (voir tome 4, chapitre 1).

S'il fallait résumer les mutations de l'entreprise industrielle à la fin du xx^e siècle, l'évolution du constructeur d'automobiles *Renault* en donnerait un très bon exemple. Nationalisée au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, la *Régie Renault*, durement touchée par la crise des années 1970 et 1980, est progressivement privatisée dans les années 1990. L'île Seguin à Boulogne-Billancourt, son bastion historique qui regroupait depuis 1920 l'ensemble de la filière de production, est fermé en 1992, tandis qu'en 1998 est inauguré à Guyancourt le technopole de Renault qui concentre la recherche et la conception des modèles, et devient l'établissement le plus important de l'entreprise en France. Partie prenante dans la course à l'augmentation des capacités de production et à l'élargissement de ses marchés, *Renault* prend en 1999 le contrôle de *Nissan*, le deuxième constructeur d'automobiles japonais alors en difficulté, et multiplie ses implantations d'usines hors de France.

Les conséquences sociales des mutations de l'économie

● La redistribution de l'emploi

Dans les pays industriels développés, le processus de modernisation économique qui a caractérisé les vingt dernières années du siècle a eu de profondes répercussions sur le volume et les structures de l'emploi.

Les mutations de l'économie ont entraîné une modification importante de la qualification et de la répartition des emplois entre les différents secteurs d'activité. Malgré le ralentissement de la croissance économique, les effectifs de la population active se sont fortement accrus depuis vingt ans (d'environ 35 millions de personnes aux États-Unis, de 12 millions au Japon, de seulement 3,5 millions en Allemagne fédérale et 3 millions en France...). La création de nouveaux emplois a été particulièrement importante dans les nouvelles industries de pointe, et plus encore dans les activités tertiaires qui rassemblent désormais la majorité des actifs dans les pays développés. En revanche, les restructurations industrielles ont entraîné la destruction de nombreux postes de travail dans les branches anciennes d'activité, et les emplois agricoles ont poursuivi

leur reflux commencé depuis longtemps pour ne plus regrouper à la fin du siècle que 3 à 6 % des actifs dans les pays industriels avancés.

La modernisation des modes de production a d'abord transformé le travail, en exigeant fréquemment des qualifications plus poussées, évoluant à l'unisson des progrès techniques introduits dans les méthodes de fabrication : le technicien a remplacé l'ouvrier du système fordiste. Il en est résulté un ample mouvement de « désindustrialisation », c'est-à-dire de recul de l'emploi industriel, car de nombreux postes de travail, naguère occupés par des ouvriers peu qualifiés (O.S.), ont été pris en charge par des machines automatiques commandées par des ordinateurs programmés par des ingénieurs et surveillés par des techniciens. Comme la création de nouveaux emplois dans les branches pilotes de la filière électronique et informatique n'a pas compensé les suppressions dans les secteurs anciens, le volume de l'emploi industriel a partout régressé en valeur absolue, et son poids relatif par rapport à l'ensemble des actifs a fléchi davantage encore (il est tombé entre 20 et 30 % des actifs selon les pays). L'ouverture des frontières a aussi eu pour conséquence d'aggraver encore cette contraction des emplois industriels les moins qualifiés.

La tertiarisation de l'économie a au contraire multiplié les emplois de service qui regroupent à la fin du xx^e siècle entre les deux tiers et les trois quarts des actifs. Cette croissance spectaculaire débouche sur une grande hétérogénéité des qualifications et des situations sociales, allant des niveaux d'études, de responsabilité, de pouvoir les plus élevés jusqu'aux emplois subalternes liés à des tâches répétitives et souvent pénibles mais n'exigeant que peu de qualification. C'est peut-être dans le secteur de la grande distribution commerciale que l'on trouve l'équivalent tertiaire, le plus souvent féminin, de l'ouvrier spécialisé d'usine, y compris dans les cadences imposées tant par la direction du magasin que par la pression de la clientèle. Il y a aussi une distinction essentielle à retenir entre les emplois précaires des services privés et ceux relativement bien protégés des services publics, en dépit de leur remise en cause par les gestions libérales.

● Mutations économiques et sous-emploi

Le problème est qu'à partir du début des années 1980, les créations de postes dans les services publics ou privés n'ont plus équilibré les pertes additionnées de l'agriculture et de l'industrie, et n'ont pu *a fortiori* satisfaire la forte demande de travail des générations encore très nombreuses nées dans les années 1960, d'autant que les jeunes femmes sont plus désireuses que par le passé d'obtenir un emploi.

Frappant préférentiellement les régions et les activités déclassées dont les anciens pays noirs géographiquement enclavés au cœur des continents constituent une sorte de modèle (des Appalaches au Borinage belge en passant par les Midlands britanniques), le chômage tend aussi à isoler sélectivement des groupes sociaux de plus en plus précisément identifiés. Il s'agit des travailleurs trop faiblement qualifiés pour conduire les machines perfectionnées, des femmes dont l'arrivée massive sur le marché du travail a submergé le développement des activités tertiaires qu'elle accompagnait, et des jeunes issus du baby-boom qui affluent en générations nombreuses sur des marchés insuffisamment créateurs d'emplois nouveaux pour les accueillir tous. Chacune de ces trois catégories défavorisées connaît des taux de chômage beaucoup plus élevés que la moyenne. Il n'est guère utile d'insister sur le terrible gaspillage de richesse que représente pour une société l'exclusion des jeunes de l'activité professionnelle ; en cas de sous-emploi prolongé, c'est proprement leur possibilité d'insertion sociale qui se trouve gravement hypothéquée.

● **La « flexibilité du travail » et ses conséquences sociales**

Parallèlement à l'extension du sous-emploi, les crises puis la gestion libérale des entreprises ont favorisé la multiplication d'activités précaires, acceptées comme des pis-aller. C'est souvent le gonflement des services subalternes, correspondant à des emplois peu qualifiés, peu productifs, mal rémunérés (dans la restauration rapide ou dans les entreprises de gardiennage et de nettoyage par exemple), qui a permis de réduire l'effectif des chômeurs. C'est aussi accessoirement la création d'entreprises fragiles, et généralement peu durables, qui se traduit par une remontée du travail indépendant au détriment du salariat classique, mouvement très marqué notamment en Grande-Bretagne. Bénéficiaires de la mutation du marché du travail, les sociétés d'intérim qui fournissent aux entreprises demandeuses de la main-d'œuvre sur commande et sur mesure ont connu un développement rapide depuis les années 1980.

La tendance dominante du néolibéralisme est à la flexibilité du travail, souhaitée par les organisations patronales et acceptée comme un facteur d'assouplissement des rapports entre travail et loisir ou tâches ménagères par une partie du salariat (jeunes encore en formation professionnelle ou femmes). Sous la pression du marché, il s'agit de moduler le temps de travail en fonction de l'activité économique,

sur des périodes d'ajustement très variables, allant pratiquement de la journée à la durée entière de la vie professionnelle. Deux formes principales de contrats de travail permettent cette adaptation : d'une part le travail à temps partiel (inférieur à la durée légale du travail) mais qui peut être à durée indéterminée (CDI), et le travail temporaire qui peut être à plein temps mais dans le cadre d'un contrat à durée déterminée (CDD). Cela suppose la révision de législations sociales considérées comme trop rigides dans la fixation des horaires de travail, ou comme trop sourcilieuses en ce qui concerne les procédures de licenciement (en France par exemple, le gouvernement a supprimé en 1986 la procédure d'autorisation administrative naguère nécessaire avant tout licenciement). Bien entendu, la notion de flexibilité du travail a des implications géographiques, exigeant une plus grande mobilité régionale et interrégionale, voire internationale de la main-d'œuvre. Elle suppose aussi une détermination de plus en plus individualisée des rémunérations, qui deviennent ainsi de moins en moins dépendantes de grilles salariales hiérarchisées de manière contraignante. Toutes ces modifications appellent nécessairement une décentralisation des négociations portant sur les nouvelles conditions d'emploi ; elles tendent à se localiser au niveau de chaque entreprise, voire de chaque établissement, bien loin de la pratique ancienne des accords nationaux élaborés par les grandes confédérations syndicales puis inscrits dans des conventions collectives de portée générale. Cette évolution a pour effet principal de peser sur le niveau général des rémunérations, relayant une critique systématique de la garantie d'un salaire minimum (le S.M.I.C. en France), pratique contraire au libéralisme et jugée discriminatoire en matière de compétitivité, compte tenu de la faible qualification de la main d'œuvre payée à ce niveau, et du poids des charges sociales qui en alourdit le coût pour l'entreprise. Le salariat qui concerne la grande majorité des actifs (plus de 80 %) perd peu à peu sa double signification de garantie d'un niveau de vie décent et d'accès à un système de protection sociale financé (notamment en France) sur la base des salaires. Il arrive même que le salariat devienne synonyme de pauvreté comme aux États-Unis où, en 2000-2001, le cinquième des inscrits sur les listes de pauvreté (6,8 millions sur 33 millions) sont pourtant considérés comme ayant un travail (ce sont les *working poor*). Les sociétés développées tendent ainsi à se diviser à peu près également entre ceux qui bénéficient de revenus convenables (et quelques-uns très élevés dans les activités financières, les industries de pointe ou les métiers de la communication moderne), et ceux

qui ne gagnent pas assez pour vivre décemment. Cependant, les politiques libérales poussent à un démantèlement des systèmes de protection sociale mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sous le nom générique de *Welfare State* ou État providence.

● Le recul du syndicalisme

Dans tous les grands pays occidentaux, la crise des années 1970 a miné les appareils syndicaux, tous réduits à une stratégie défensive privilégiant la sécurité de l'emploi. Dans les années 1980, la modernisation accélérée de l'économie a profondément entamé la substance même du syndicalisme en réduisant les effectifs dans les branches anciennes fortement syndicalisées au profit d'activités de services traditionnellement moins ouvertes à l'action syndicale. La multiplication des petites et moyennes entreprises (notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni) dans les nouvelles activités de service est une bonne chose pour l'emploi et la croissance, mais elle ne favorise guère l'organisation syndicale, mal acceptée par un patronat qui ne dispose pas des mêmes marges de manœuvre que les directions des grandes entreprises. De plus, durant les vingt dernières années du siècle, la combativité des gouvernements libéraux a contraint à la capitulation des syndicats aussi puissants que celui des ouvriers de l'automobile aux États-Unis, ou celui des mineurs britanniques dès 1984.

La crise du syndicalisme se traduit d'abord par un effondrement des effectifs syndicaux qui s'amplifie à partir de 1980. En un quart de siècle, les taux de syndicalisation des salariés sont tombés aux environs de 30 % en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, à 13 % aux États-Unis, à 9 % en France ; ils restent nettement plus élevés dans les pays Scandinaves (de l'ordre de 80 % en Suède) où l'existence de social-démocraties fortement enracinées a freiné le recul syndical.

Force est de constater une progression de la précarité sociale dans les pays industrialisés, soit du fait d'un chômage important dans les pays qui comme la France ou l'Allemagne garantissent un minimum salarial, soit du fait de l'insuffisance des revenus dans les pays les plus libéraux (États-Unis, Royaume-Uni) qui réduisent leur taux de chômage par la création d'emplois souvent instables et mal payés.

L'efficacité du néolibéralisme, dont l'objectif avéré est la création de richesse en vue d'assurer le bien-être social par la consommation, doit maintenant être confrontée au verdict de l'évolution conjoncturelle soumise aux lois du marché à la fin du xx^e siècle.

Croissance économique et désordres financiers (1980-2000)

L'évolution tourmentée de la conjoncture économique mondiale durant les deux dernières décennies du ^{xx}e siècle rend compte tout à la fois de l'efficacité des politiques néolibérales (fin de la stagflation), mais aussi des déséquilibres financiers qu'entretiennent des mouvements spéculatifs de grande ampleur.

Deux périodes de croissance stimulées par des relances de l'économie américaine (à partir de 1983, puis de 1994) encadrent une grave crise financière provoquée par l'éclatement des bulles spéculatives constituées dans l'euphorie de la prospérité.

L'économie mondiale connaît à la fin du ^{xx}e siècle une exceptionnelle période de croissance sans inflation, dans laquelle certains observateurs voient l'avènement d'une « nouvelle économie » fondée sur la diffusion mondiale de la révolution informatique, dans le cadre d'une économie libéralisée. Pourtant, le sous-emploi ne se résorbe pas, et la crise asiatique de 1997 qui aggrave le marasme de l'économie japonaise vient témoigner du risque que constituent les déséquilibres financiers dans une économie de plus en plus mondialisée.

La reprise déséquilibrée des années 1980

● Relance américaine et retour de la croissance

À partir du milieu de l'année 1983, peut-être déjà en prévision de l'échéance électorale de novembre 1984, l'administration reaganienne enclenche une puissante relance économique qui exerce des effets d'entraînement plus ou moins forts sur les différents espaces de l'économie mondiale.

Le P.N.B. américain augmente d'environ 6 % entre l'été 1983 et l'été 1984, entraînant la création de 6 millions d'emplois supplémentaires (ce qui ramène le taux de chômage à 7,4 % des actifs en 1984), tandis que la hausse des prix retombe à 4,7 % : l'économie américaine se dégage nettement du carcan de la « stagflation ». Imputée par l'administration républicaine aux bienfaits du libéralisme reaganien qui supprime la plupart des contraintes réglementaires enserrant la finance et l'économie américaine depuis la dépression des années 1930, cette relance économique est aussi le fruit de stimulations que l'on pourrait qualifier de « keynésiennes », c'est-à-dire une réduction des taux d'intérêt qui a pour effet de faire repartir les ventes d'automobiles et la construction de logements, et surtout un gonflement sans précédent en temps de paix des dépenses militaires (en liaison directe avec le projet « d'initiative de défense stratégique » – I.D.S. ou « guerre des étoiles ») qui donne une forte impulsion à la recherche-développement et aux industries d'armement. Même si elle ne peut pas être complètement attribuée aux effets bénéfiques de la théorie de l'offre, la relance reaganienne ouvre pour les États-Unis une période de croissance d'une rare durée, puisqu'elle se prolonge au rythme annuel moyen de près de 4 % jusqu'à la récession de 1990.

Par sa puissance, la reprise américaine a immédiatement entraîné dans son sillage l'ensemble de l'économie mondiale par le relais du commerce extérieur. En effet, aux États-Unis, la demande intérieure est devenue trop dynamique pour que la production nationale puisse la satisfaire entièrement. Il a donc fallu accroître les importations (de 23 % dans la seule année 1984), et l'importance du marché américain est telle (on l'estime au quart du marché mondial) que ces achats supplémentaires ont provoqué une croissance de 9 % des échanges internationaux, réveillant ainsi durablement le commerce mondial qui stagnait depuis 1980. En effet, après avoir marqué un palier de 1985 à 1987, date à laquelle les échanges internationaux ont retrouvé le niveau de 2 000 milliards de dollars déjà atteint en 1979, ceux-ci

ont redémarré en 1988 pour dépasser en 1989 la valeur globale de 3 000 milliards de dollars, et atteindre en 1990 les 3 500 milliards de dollars.

Tous les pays n'ont cependant pas profité au même degré de la force d'entraînement de l'économie américaine. Ce sont les pays exportateurs d'Asie, Japon et Corée du Sud en tête, mais aussi l'Inde et la Chine qui ont été les principaux bénéficiaires du redémarrage des échanges, au point qu'en 1984 le trafic de l'océan Pacifique a dépassé pour la première fois de l'histoire du commerce international celui de l'océan Atlantique. Leader économique incontesté de la zone asiatique, le Japon tire de sa compétitivité une grande efficacité commerciale ; les excédents accumulés font du Japon la première puissance financière du monde à partir de 1987, sur la base d'un yen fortement réévalué par rapport au dollar (le mot japonais *endaka* désigne cette réévaluation du yen).

Du Canada au Brésil, les pays de l'hémisphère occidental ont également suivi la relance des États-Unis, tandis que la C.E.E., absorbée dans sa restructuration industrielle, s'accrochait moins bien à la locomotive américaine (la croissance n'y dépasse pas 2,4 % en 1984). La production industrielle tarde à retrouver le niveau qu'elle avait atteint avant la rude crise de 1980-1982 ; c'est seulement en 1986 que la France et l'Italie y parviennent.

D'autres pays ignorent pratiquement ce retour de la croissance. À l'Est de l'Europe, les économies socialistes s'enfoncent dans une crise irréversible ; au Sud de la planète, la plupart des pays du tiers-monde se trouvent contraints à l'austérité par la charge de leur dette et, comme ils sont en même temps pénalisés par la profonde rechute des cours des matières premières (y compris celui du pétrole après 1985), ils n'ont plus les moyens de renouer avec la croissance (voir le chapitre 13).

Il convient donc de nuancer l'ampleur de la croissance des années 1980 : son intensité oscille entre 2,5 et 3 % en moyenne annuelle pour l'ensemble de l'économie mondiale (soit à peu près la moitié du rythme des années 1960), elle concerne en priorité les pays industrialisés ou en voie d'industrialisation (et essentiellement ceux d'Asie), et elle est remise en question par l'arrivée d'une nouvelle récession dès le début de la décennie 1990.

● Une désinflation durable

La croissance économique des années 1980 s'est accompagnée d'un phénomène de « désinflation » (c'est-à-dire de ralentissement de

la hausse des prix) profond et durable, qui sort l'économie mondiale de la « stagflation » caractéristique de la crise des années 1970.

Amorcé dès le début de la décennie dans les pays anglo-saxons qui ont été les premiers à adopter une politique monétaire restrictive, le recul de l'inflation se généralise ensuite dans les principaux pays industriels où la hausse des prix est contenue depuis 1984 nettement au-dessous de 5 % par an.

Parmi les facteurs qui se sont conjugués pour juguler l'inflation, il faut souligner en premier lieu la volonté politique de gouvernements qui ont mis à l'ordre du jour la rigueur budgétaire et ont fait prévaloir l'austérité salariale afin de rompre la spirale inflationniste des salaires et des prix. Ces options caractéristiques du libéralisme ont même été acclimatées avec succès à partir de 1982-1983 dans la gestion socialiste de la France.

En même temps, la profonde dépression des cours des matières premières, symbolisée par l'effondrement du prix du baril de pétrole (encore 25 dollars en 1985 et seulement 10 dollars en 1987) influent très favorablement sur les coûts de production des pays industrialisés qui importent l'essentiel de leurs besoins énergétiques et minéraux. Depuis les accords monétaires de l'hôtel Plaza à New York en septembre 1985, l'importante décote du dollar tend à amplifier cet avantage, au moins pour les pays à monnaie relativement forte, puisque de nombreux produits du commerce international se règlent en devise américaine. Enfin, la modernisation technique de la production, grâce à la mise en place de nouvelles machines empruntant une efficacité accrue à la filière électronique, a provoqué un redémarrage des gains de productivité du travail dans les pays industrialisés.

Ces quatre groupes de facteurs sont intervenus en proportion variable dans les grandes nations industrialisées, mais ils ont tous contribué à une réduction des coûts de production : la désinflation a entraîné une relative baisse des taux d'intérêt, allégeant d'autant les charges financières des entreprises ; les gains de productivité du travail se sont accompagnés d'une modération salariale, et la baisse des matières premières s'est répercutée directement sur le prix des produits manufacturés.

Le contraste est cependant vif si l'on observe la situation de nombreux pays sous-développés, singulièrement ceux d'Amérique latine qui, bien loin de connaître la désinflation, sont au contraire la proie d'une hyperinflation qui peut dépasser le taux exorbitant de 1 000 % par an, au Brésil par exemple. La désinflation apparaît donc

comme un phénomène particulièrement sélectif dans un monde où les facteurs favorables aux uns défavorisent les autres.

Si la désinflation contribue à consolider les bases de la reprise économique des années 1980, celle-ci est en revanche fragilisée par des déséquilibres financiers qui traduisent tout à la fois un excès d'endettement, des mouvements spéculatifs facilités par la déréglementation des marchés financiers, et l'absence de discipline monétaire internationale. C'est en réalité une croissance à crédit qui a nourri la prospérité des années 1980.

● Un endettement généralisé

Les années 1980 ont été marquées par une crise d'endettement quasi générale qui a fait peser une menace permanente sur le système bancaire international. Héritée de la période de crédit facile des années 1970, la montée de l'endettement n'a été que partiellement contenue par la hausse des taux d'intérêt des années 1980. Ainsi, à partir de 1983, le gouvernement des États-Unis a laissé s'accumuler de gigantesques déficits internes et externes qui ne pouvaient être comblés que par de la création monétaire (solution limitée par la pratique du monétarisme), ou par un appel massif aux marchés internationaux de capitaux, en usant et abusant du statut privilégié du dollar ; dès le milieu des années 1980, les États-Unis étaient redevenus débiteurs nets à l'égard du reste du monde, alors qu'ils en étaient créditeurs depuis 1917. La relance économique américaine a donc été soutenue par un recours systématique à l'emprunt auprès des détenteurs de xéno-dollars : Japon, Allemagne fédérale, et certains pays pétroliers disposant d'excédents commerciaux.

Dans les pays industrialisés, les ménages ont consommé à crédit, de sorte que leur taux d'endettement a fortement augmenté entre 1980 et 1989, tandis que leur épargne s'est dangereusement amenuisée. Les entreprises ont également largement recouru à l'emprunt pour financer leur modernisation et relancer leur production. Mais, à l'instar de l'exemple américain, ce sont les États qui sont devenus les plus gros emprunteurs, pour financer des déficits publics quasi permanents du fait d'un accroissement des dépenses (pour soutenir l'activité économique et couvrir les risques sociaux aggravés par la crise) plus rapide que l'évolution des recettes, d'autant que le libéralisme ambiant poussait à la réduction de la pression fiscale.

L'endettement du tiers-monde (qui sera étudié en détail dans le chapitre 13) représente un cas particulier, le plus en vue depuis qu'en 1982 les principaux débiteurs se sont déclarés dans

l'incapacité d'honorer leurs échéances. L'importance du problème posé tient d'abord à la masse de la dette rapportée aux capacités financières des débiteurs : un encours global de 1 341 milliards de dollars à la fin de 1990 (mais un peu moins de 1 200 milliards de dollars si l'on exclut la dette des pays socialistes), entraînant des remboursements qui absorbent environ le quart des recettes d'exportation des P.V.D. Elle tient aussi à la concentration géographique des débiteurs (les plus importants sont latino-américains), ce qui constitue une menace pour de nombreuses banques internationales créditrices, à commencer par celles des États-Unis. La multiplication des accords de rééchelonnement conclus sous l'égide du F.M.I., l'octroi de nouveaux prêts à des pays choisis pour leurs potentialités de développement (plan Baker de 1985 remanié par le plan Brady de mars 1990), ou l'annulation d'une partie de la dette d'origine publique des pays les plus pauvres forment un éventail de solutions partielles au problème de la dette. Ces mesures ont évité l'écèlement d'une crise financière majeure, tant redoutée depuis 1982 ; si elles n'ont pas réussi à régler cette épineuse question d'un endettement que l'on a laissé atteindre des proportions dangereuses, elles paraissent toutefois capables d'en amortir progressivement le choc. Il reste que l'effort de remboursement imposé aux débiteurs du tiers-monde a abouti à cette situation paradoxale que depuis 1982, date à partir de laquelle les nouveaux crédits octroyés aux P.V.D. se sont raréfiés, les échéances d'emprunt acquittées par les pays pauvres au profit des pays riches l'ont emporté sur les flux inverses de capitaux (en 1990, le solde est encore de 43 milliards de dollars au passif des pays sous-développés endettés), phénomène qui fait obstacle au décollage économique des pays du Sud de la planète.

● Désordres financiers et monétaires

L'absence d'une discipline monétaire acceptée par les principaux acteurs de l'économie mondiale a favorisé les opérations spéculatives, faussé l'ajustement des balances commerciales et contribué grandement au déséquilibre des finances internationales. Nettement surévalué par la politique de prestige du Président Reagan, et de ce fait responsable du creusement du déficit commercial américain, le dollar n'a pu être depuis lors stabilisé à sa juste parité économique malgré la multiplication des accords conclus dans ce but (accords de l'hôtel Plaza à New York en septembre 1985 pour obtenir une dépréciation du dollar, puis les accords du Louvre à Paris en

février 1987 pour en freiner le rythme...). Loin de traduire fidèlement l'état du marché, le flottement des changes (que le Système monétaire européen tente d'épargner à la C.E.E. depuis sa création en 1979) est utilisé par les gouvernements comme un instrument de politique économique, au risque de fausser le bon fonctionnement des échanges internationaux, et de saper les bases financières de la reprise des années 1980.

Soutenues par la reprise du commerce international, stimulées par la restructuration des grands groupes capitalistes, mais principalement alimentées par le recours massif des États au crédit international, et dopées par des mouvements spéculatifs de grande ampleur, les transactions financières ont connu une expansion sans précédent dans les années 1980. Ce dynamisme exceptionnel doit beaucoup à la complète libéralisation des opérations de change monétaire, à la déréglementation des activités boursières, et plus généralement à l'autonomisation des activités financières par rapport aux secteurs productifs (voir chapitre 2). En 1990, les marchés des changes en arrivent à traiter l'équivalent de 500 milliards de dollars par jour, volume sans comparaison avec les besoins de financement du commerce international (3 500 milliards de dollars dans l'année), ni avec les flux de l'investissement international (de l'ordre de 360 milliards de dollars durant l'année 1990), et sans commune mesure avec les réserves de change des sept pays les plus riches du monde (G7) qui n'atteignent que 281 milliards de dollars en 1990. L'économie financière a donc pris une grande autonomie par rapport à la production et aux échanges de biens réels. Pour n'être pas nouvelle, cette dissociation qui s'est brusquement amplifiée ne va pas sans risque, d'autant qu'elle s'explique largement par des comportements spéculatifs jouant sur des instruments financiers de création récente (« nouveaux instruments financiers », produits dérivés des classiques actions et obligations), trop volatils pour être convenablement maîtrisés. De graves secousses boursières ont sanctionné l'excès de ces pratiques spéculatives en même temps qu'elles révélaient certaines contradictions de la reprise économique des années 1980.

Le krach boursier de 1987 et la première crise du néolibéralisme financier

● Le krach boursier de 1987

Le krach boursier de 1987 illustre bien les fragilités financières de la croissance américaine. La chute de 508 points enregistrée le lundi 19 octobre 1987 par l'indice *Dow Jones* (ce qui représente une perte de 22,8 % en une seule séance !) est à mettre en relation directe avec un relèvement des taux d'intérêt par la Réserve fédérale (Fed), mesure imposée par la nécessité d'attirer des capitaux pour combler les très importants déficits américains : dès lors les opérateurs se sont portés sur l'achat d'obligations à haut rendement, délaissant les actions dont les cours se sont affaîssés en conséquence. Après une succession de séances défavorables, les bourses européennes ont vu leur indice chuter d'un tiers en moins d'un mois, tandis que New York et Tokyo abandonnaient respectivement un quart et un cinquième de leur niveau antérieur. L'injection massive de liquidités qui a suivi (augmentation de 40 % en une année), a permis de soutenir l'économie et de préserver un certain climat de confiance, tout en regonflant les moyens monétaires de l'inflation et de la spéculation.

Croissance économique, prix et emploi dans les grands pays industriels (1981-1995)

Croissance lente et désinflation

(évolution annuelle moyenne en pourcentage)

	Croissance du PIB en volume		Croissance de la production Industrielle		Hausse des prix	
	1981-1990	1990-1995	1981-1990	1990-1995	1981-1990	1990-1995
États-Unis	3,3	2,2	2,3	2,5	4,5	3,5
Japon	4,1	2,2	4	- 0,5	2,1	1,7
Allemagne fédérale	2,5	2,9	1,8	1,7	2,6	3,6
France	2,5	1,5	1,1	0,3	6,5	2,5
Royaume-Uni	1,4	1	0,8	1,1	6,2	4,3
Italie	2,4	1,4	1,3	0,6	10,1	5

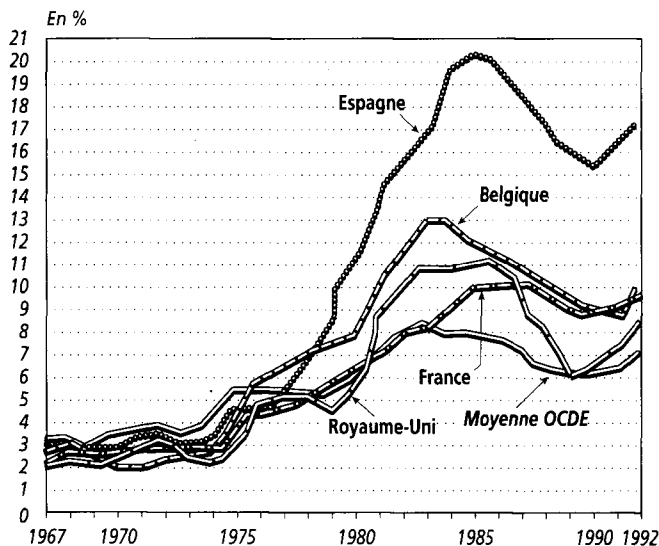
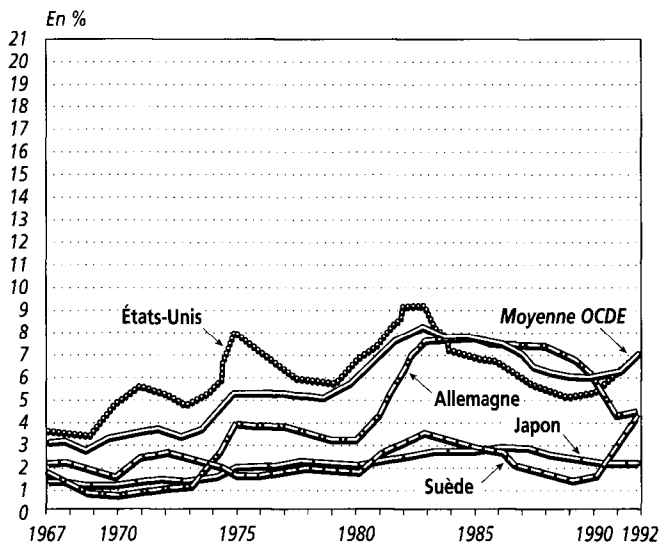
Source : d'après Ramses 1996, éd. Dunod/IFRI.

● Une nouvelle récession (1989-1993)

La première moitié de la dernière décennie du siècle a été marquée par une nouvelle rechute de l'économie mondiale, très inégalement répartie, qui a débuté dès 1989 aux États-Unis où elle a aussi été surmontée plus vite qu'ailleurs grâce à une gestion libérale qui permet la succession rapide de destruction et de création novatrice d'activités, phénomènes inhérents à la pratique du capitalisme libéral. Entre 1989 et 1994, le rythme de croissance de l'économie mondiale connaît en effet un net ralentissement, ponctué par un recul de 1,5 % en 1991, et ne retrouve qu'en 1994 un taux proche de 2 %, performance encore mal consolidée en 1995. Si l'effondrement des économies socialistes européennes en voie de reconversion libérale a évidemment pesé sur la conjoncture mondiale, il faut aussi attribuer la responsabilité de cette nouvelle récession aux pays riches de l'O.C.D.E. dont la croissance annuelle moyenne n'a guère dépassé 2 % entre 1988 et 1994, avec un recul du P.I.B. global de la zone en 1993. On retrouve sans peine les symptômes habituels des périodes de récession : l'effort d'investissement fléchit, même dans des pays qui, comme le Japon et l'Allemagne, en ont toujours fait une priorité, la production industrielle stagne en France et en Italie (et elle recule même de 3 % au Japon entre 1990 et 1995 !), le taux de chômage double, remontant de 3,5 % à 7,8 % des actifs de l'ensemble de l'O.C.D.E., et, si la pauvreté progresse dans le tiers-monde, elle se développe aussi dans les pays riches. L'expansion qu'avait connue le commerce international entre 1985 et 1990 est enrayée jusqu'en 1993, mais elle renaît puissamment après 1994, au point que les échanges de marchandises atteignent en 1995 une valeur record de 4 500 milliards de dollars, dynamisme qui a contribué à limiter les effets de la récession et a favorisé l'amorce d'une reprise annonciatrice de la prospérité des dernières années du ^{xx}e siècle. De même, les tensions inflationnistes, dont la renaissance est toujours redoutée par les gouvernements, ont continué à être bien maîtrisées par des politiques monétaires vigilantes, et l'inflation a même été ramenée à des niveaux plus raisonnables (à deux chiffres) dans les pays latino-américains qui avaient souffert d'hyperinflation dans les années 1980 (il est vrai que le mal a alors gagné la Russie, mais dans des proportions moindres).

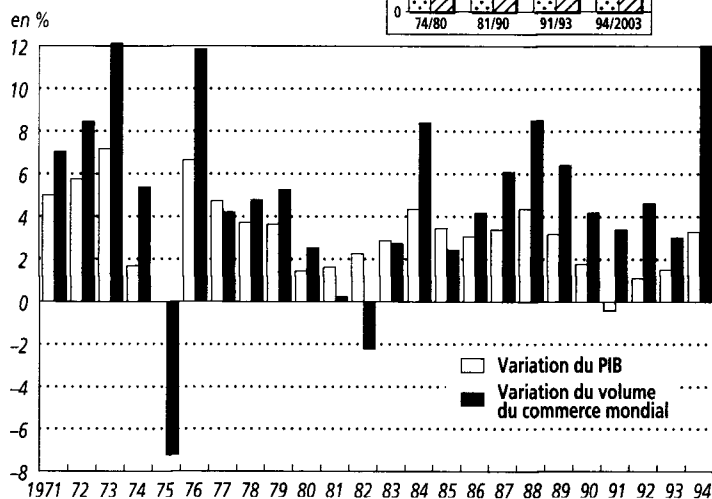
Le chômage dans les principaux pays de l'OCDE

(en pourcentage de la population active)



Source : O. Mazel, *Les chômages*, Le Monde, éd. Marabout, 1993, p. 127.

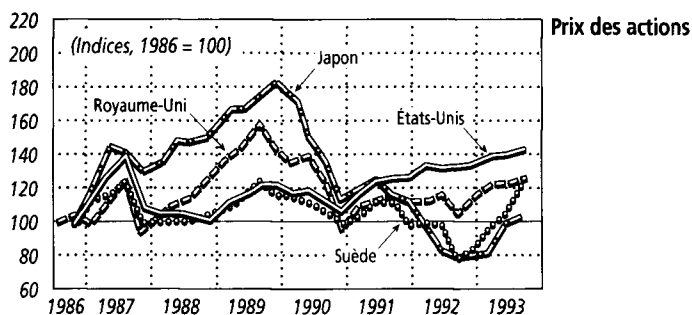
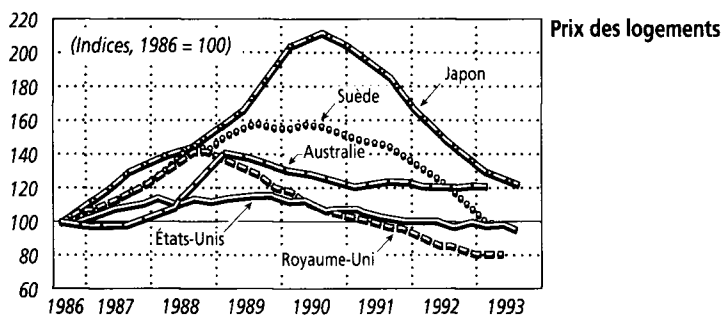
Évolution de la production et du commerce mondial de 1971 à 1994



Source : Bilan économique et commercial du Monde, 1994, p. 43.

La récession du début des années 1990 n'est pas liée, comme celles de 1974-1975 et de 1980-1982, aux effets d'un choc pétrolier (l'éphémère hausse du prix du baril provoquée par la guerre du Golfe est postérieure au ralentissement de l'économie), mais aux conséquences du dégonflement brutal des bulles spéculatives qui s'étaient formées à la fin des années 1980 sous la forme d'une hausse excessive des valeurs boursières et des prix de l'immobilier. Enclenché à des dates différentes dans les pays industrialisés, dès 1989 aux États-Unis et au Royaume-Uni, le mécanisme de la récession a suivi un enchaînement analogue : la hausse des taux d'intérêt (pratiquée pour conjurer les risques d'inflation) accompagne et accentue le dégonflement des bulles spéculatives qui ne sont plus alimentées par du crédit facile ; cette décrue salutaire n'en dévalorise pas moins les patrimoines boursiers et immobiliers et met les institutions financières en difficulté tandis qu'elle ruine la confiance des investisseurs, soit autant de facteurs propices à la réduction de l'activité économique.

La récession du début des années 1990 : les bulles financières et leur dégonflement



Source : Ramses 1995, éd. Dunod/IFRI, p. 159

● Formes régionales de la récession

Symptômes et chronologie de la récession dans les grands pays industriels

(taux annuel le plus défavorable en %)

		1991	1992	1993	1994	1995
États-Unis	• Croissance du PIB • Croissance de la production industrielle • Taux de chômage	- 0,6 - 1,7	 7,4			
Royaume-Uni	• Croissance du PIB • Croissance de la production industrielle • Taux de chômage	- 2 - 3,9		 10,3		
RFA	• Croissance du PIB • Croissance de la production industrielle • Taux de chômage			- 1,1 - 5,8	 10,6	
France	• Croissance du PIB • Croissance de la production industrielle • Taux de chômage			- 1 - 3,7	 12,6	
Italie	• Croissance du PIB • Croissance de la production industrielle • Taux de chômage			- 0,7 - 2,1	 11,5	
Japon	• Croissance du PIB • Croissance de la production industrielle • Taux de chômage		 - 6,1	- 0,2		 3,1

La diversité des situations régionales a cependant influencé le déroulement du scénario résumé ci-dessus, chaque région de l'économie mondiale développant sa propre version de la crise, selon une chronologie et avec une intensité variables.

Aux États-Unis, la faillite des caisses d'épargne illustre l'impact de la crise financière : pour avoir imprudemment engagé les fonds de leurs déposants dans des placements spéculatifs à la faveur de la déréglementation des années 1980, elles laissent plus de 300 milliards de dollars à la charge du budget, donc des contribuables américains ; atteintes à leur tour par la carence de leurs débiteurs, les banques américaines resserrent leurs crédits, provoquant une récession industrielle qui contraint les trois quarts des entreprises à réduire leurs effectifs, ce que traduit une forte remontée du chômage en 1991. Les activités les plus modernes et les entreprises les plus puissantes sont affectées par la récession, à l'instar d'I.B.M. qui connaît sa première grande crise ; les régions attractives de la « *sunbelt* » ne sont pas plus épargnées que l'ancienne « *manufacturing belt* » du Nord-Est et des Grands lacs. L'importance des déficits et de l'endettement publics conduit le gouvernement fédéral à recourir une fois encore à la politique monétaire pour limiter les effets de la récession : la baisse des taux d'intérêt stimule la création monétaire et entraîne une décote du dollar qui soutient les exportations américaines : certains experts estiment que cet avantage de change a permis de réduire de moitié l'impact de la crise économique aux États-Unis. Une reprise franche s'amorce outre-Atlantique dès 1992 pour déboucher en 1994 sur une croissance de 4 % du P.N.B., suffisante pour entraîner un nouveau creusement du déficit commercial et faire craindre un retour de l'inflation. L'administration Clinton suivant la politique monétaire prudente et habile d'Alan Greenspan, va cependant réussir à stabiliser la croissance économique en évitant les dérapages inflationnistes malgré la réduction du chômage liée au dynamisme des créations d'emplois de l'économie américaine. Cette sortie précoce de la récession s'accompagne d'une réaffirmation de la puissance mondiale de l'économie américaine, d'autant que l'Europe et le Japon, touchés plus tardivement par la récession, peinent à s'en dégager.

L'Europe présente trois versions différentes de la récession : tandis que la Grande-Bretagne connaît une évolution très proche de celle de l'Amérique du Nord, et que les pays de l'ancien bloc socialiste européen traversent une grave crise de reconversion, (leur passage à l'économie de marché se heurtant à la pesanteur des héritages de l'étatisation), l'Ouest du continent suit une évolution économique originale, du fait de l'impact de la réunification allemande dans un contexte d'approfondissement de l'Union européenne.

En effet, la forte demande nourrie par la volonté du chancelier Kohl de remettre rapidement à niveau les nouveaux *lander* orientaux rentrés dans la fédération allemande en 1990, a contribué à soutenir l'activité et à retarder l'arrivée de la récession. Cependant, le volume considérable des emprunts allemands maintient les taux d'intérêt à un niveau très élevé (près de 10 % contre 3,5 % aux États-Unis en 1992) qui pèse négativement sur l'investissement et la consommation, et entraîne en parallèle une forte appréciation du deutsche Mark (et par suite des monnaies liées au S.M.E.) qui handicape les exportations, toutes conditions de l'installation d'une récession économique. Cette situation intenable pour les économies européennes les plus fragiles engendre des opérations spéculatives qui menacent le système monétaire européen à partir de 1993-1994 et alimentent des déséquilibres financiers incompatibles avec les critères de convergence définis dans le cadre du traité de Maastricht.

Au Japon, l'éclatement des bulles financières a été à la mesure des excès spéculatifs des années 1980 qui ont accumulé des masses considérables de créances douteuses dans le bilan des banques et autres institutions financières (notamment les *jusen* spécialisées dans les prêts immobiliers). Cette crise financière majeure se traduit d'abord par le long krach de la Bourse de Tokyo (le « *Kabuto Cho* ») qui, après avoir ébranlé entre 1987 et 1989 la suprématie de Wall Street, subit entre 1990 et l'été 1992 une perte d'un tiers de la valeur globale de son patrimoine mobilier. Cette déflation a fini par briser le dynamisme de la production japonaise : le P.I.B. n'augmente plus en moyenne que de 1,4 % par an entre 1990 et 1995, reflétant un recul de la production industrielle qui avait été jusqu'alors le fer de lance de la croissance économique du pays.

Les pays du tiers-monde (dont l'évolution sera étudiée plus précisément au chapitre 13), ont réagi très différemment à la récession des années 1990. Les exportateurs de produits primaires ont été lourdement pénalisés par la rechute des cours des matières premières au plus fort de la crise, mais bénéficient à partir de 1994 d'une forte remontée des prix, ce qui explique la croissance honorable d'un certain nombre de pays africains en 1995-1996.

Les pays d'Amérique latine ont pour une part profité de la récession qui a frappé l'Amérique du Nord, dans la mesure où leurs économies, partiellement dégagées de l'étau de la dette, ont attiré les capitaux qui ne trouvaient plus à s'investir au Nord ; il en est résulté une croissance qui a permis par exemple au Mexique d'entrer

en 1994 dans la zone de libre-échange constituée par les États-Unis et le Canada (A.L.E.N.A.), et de devenir en même temps membre de l'O.C.D.E., mais la crise monétaire et financière dans laquelle s'est trouvé de nouveau plongé le Mexique en 1994-1995 a remis en question l'embellie économique de l'Amérique latine (par un mécanisme de contagion que la presse a qualifié « d'effet *tequila* »).

L'Asie en développement qui regroupe un nombre croissant de nouveaux pays industriels (N.P.I.) échappe très largement aux effets de la récession. Elle constitue au contraire un pôle dynamique qui a des effets d'entraînement de plus en plus sensibles sur l'ensemble de l'économie mondiale, surtout depuis que ces géants démographiques que sont l'Inde et la Chine (ensemble 38 % de la population mondiale) ont amorcé un tournant libéral qui leur assure des taux de croissance proches de 10 % par an.

● Les conséquences financières de la récession

La récession n'a pas mis fin aux désordres monétaires et financiers qui l'avaient déclenchée. Selon un processus propre à l'économie libérale, la crise a d'abord révélé et sanctionné les désordres monétaires, les excès spéculatifs, les dérives en matière d'endettement public et privé. La faillite d'un grand nombre d'institutions financières trop laxistes a imposé une refonte douloureuse mais nécessaire et salutaire des systèmes bancaires dans de nombreux pays et contraint les gouvernements à adopter une gestion plus rigoureuse. Cependant, la récession n'a pas accouché d'un nouveau système monétaire international, l'endettement des États et des entreprises a été mis au grand jour, et l'essor des nouvelles techniques de la communication a suscité de nouveaux comportements spéculatifs en drainant trop de capitaux au détriment des autres secteurs d'activité. Ces déséquilibres constituent à terme une menace pour la solidité de la reprise économique qui s'amorce dès 1992 aux États-Unis. En effet :

– Le système monétaire international n'a pas retrouvé la stabilité garantie par des règles communes que l'on espérait établir à la fin des années 1980. Les oscillations de la valeur du dollar ont continué à perturber les marchés des changes, en alimentant des comportements spéculatifs souvent nuisibles pour les partenaires des États-Unis. C'est ainsi que le 16 septembre 1992, George Soros, inventeur des *hedge funds* (fonds d'investissement à risques), a les moyens de vendre pour dix milliards de livres sterling en pariant

sur sa dévaluation, opération qui contraint Londres à faire sortir sa monnaie du Système monétaire européen (SME) ; cette opération spéculative suivie d'attaques contre la peseta, la lire, le franc français ont mis à mal en 1993-1994 la construction monétaire européenne, seule véritable zone de stabilité dans le monde entre 1987 et 1992 ; la décision d'élargir à plus ou moins 15 % les marges de fluctuation des monnaies du S.M.E par rapport à l'Ecu a en effet instauré provisoirement un flottement à peine déguisé, pas même respecté par tous les pays membres. La dépréciation du dollar a eu aussi pour effet mécanique de renchérir artificiellement la valeur du yen japonais, facteur aggravant de la crise multiforme traversée par l'économie nipponne. Enfin, le risque de change qui résulte de ce flottement quasi général des monnaies impose aux agents économiques de se couvrir par des interventions sur les marchés monétaires, opérations qui ont pour effet de perturber le fonctionnement normal du commerce international. Plus de 1 000 milliards de dollars sont alors traités chaque jour par les marchés des changes, au risque de déstabiliser les économies par leurs mouvements mal contrôlés. Les gestionnaires de fonds de pension (cotisations de retraite) des États-Unis et du Japon interviennent sur les marchés financiers avec des marges de manœuvre considérables, suffisantes pour influencer les cours et susciter des comportements spéculatifs à partir des indications que donnent leurs options. Il s'agit dans la plupart des cas d'investissements de portefeuille, placés à court terme, donc volatils, susceptibles d'être rapidement déplacés d'une bourse à l'autre. Ainsi, en décembre 1994, le retrait brutal de capitaux placés à court terme au Mexique a soumis ce pays convalescent à une nouvelle crise aux graves conséquences sociales, le même phénomène devant se reproduire en 1997 au détriment des pays émergents d'Asie (voir page 73).

– La récession a mis à mal bon nombre de banques qui avaient imprudemment engagé une partie de leurs avoirs dans les opérations de spéculation immobilière et boursière des années 1980, en diminuant la valeur de leurs actifs et en alourdissant leur bilan de créances douteuses ou franchement irrécupérables. C'est tout le système de crédit à l'économie qui s'en est ainsi trouvé gravement affaibli.

Si les banques américaines entament leur convalescence au milieu des années 1990, il n'en va pas de même pour les banques japonaises en plein marasme (difficultés des banques régionales, faillite de la banque *Daiwa* à cause de pertes sur le marché américain), ni pour les vénérables institutions de la City de Londres

(à la retentissante faillite de *Barings* s'ajoutent les reprises de *S.G. Warburg* par l'*Union des Banques suisses*, de *Kleinwort Benson* par la *Dresdner Bank*, du courtier *Smith New Court* par l'Américain *Merrill Lynch*), ni pour les banques françaises (pertes abyssales du *Crédit Lyonnais*, graves difficultés du *Crédit foncier* en 1996).

– Les dettes de toutes natures se sont alourdies du fait de la récession. L'endettement extérieur du tiers-monde et des pays européens qui sortent du socialisme a franchi en 1995 la barre des 2 000 milliards de dollars (la Russie ayant en 1995 une dette de 99 milliards de dollars, dont le service absorbe 23 % de ses recettes d'exportation). C'est peu à côté de la dette publique des pays de l'O.C.D.E. qui s'élève à 13 000 milliards de dollars en 1994 (soit 70 % du P.I.B. cumulé de la zone, contre 42 % seulement en 1980) ; quant à la dette publique des États-Unis qui atteint 4 900 milliards de dollars en 1995, elle évolue littéralement à vue d'œil de 10 000 dollars par seconde sur un panneau lumineux qui affiche son montant instantané dans la 42^e rue de New York, dans le but de sensibiliser l'opinion à la croissance de cette charge qui pèse lourdement sur le budget fédéral. En France, la dette de l'État est passée de 1 783 milliards de francs en 1990 (contre 500 milliards de francs en 1981) à près de 3 200 milliards de francs à la fin de l'année 1995. Une grande partie de cet endettement est comblée par de nouveaux emprunts de capitaux privés étrangers qui circulent librement à travers le monde : « La dette nourrit la dette ».

La récession a cependant créé les conditions d'un assainissement des structures financières et permis l'adoption de politiques économiques plus rigoureuses, fréquemment sous l'œil vigilant du Fonds monétaire international. La volonté de résorber les déficits publics et d'alléger le poids de l'endettement empêche les gouvernements d'utiliser les dépenses budgétaires pour doper l'activité économique, tandis que la surévaluation artificielle de certaines monnaies (en Europe et au Japon) entrave les exportations et conduit les entreprises à limiter leurs coûts salariaux de production (donc à freiner la consommation intérieure), avec l'appui de gouvernements monétaristes qui craignent en permanence le retour de l'inflation.

Néanmoins, ces mesures de rigueur permettent une baisse des taux d'intérêt favorable à une reprise modérée, mais mieux équilibrée, de l'activité économique. Enrayée entre 1992 et 1994, la réalisation d'une monnaie unique en Europe a repris sa marche en avant sous l'impulsion du traité de Maastricht qui, dès 1992, en a décidé l'aboutissement pour la fin du siècle.

Une fin de siècle prospère avec quelques ombres au tableau

● Une croissance inégale mais sans inflation

Globalement, le xx^e siècle s'est achevé avec une augmentation de la richesse économique mondiale de 5 % en l'an 2000 par rapport à l'année précédente, taux de croissance qui n'avait été atteint que quatre fois depuis la crise des années 1970 (en 1976, 1978, 1985 et 1988). Presque partout dans le monde, à l'exception du Japon et de nombreux pays africains, la croissance sans inflation a caractérisé les dernières années du siècle.

En forte reprise depuis 1993, le commerce international a cumulé une valeur de 4 300 milliards de dollars dès 1994 ; l'ouverture accrue des pays aux échanges internationaux en a porté le montant à 5 565 milliards de dollars en 1999. En parallèle, l'investissement international est resté important malgré le ralentissement imposé par la récession du début de la décennie : tombé de 222 à 171 milliards de dollars entre 1990 et 1992, le volume annuel des sorties de capitaux destinés à l'investissement direct à l'étranger (I.D.E.) est remonté dès 1993 à 195 milliards de dollars pour culminer à 827 milliards de dollars en 1999. L'intensification des échanges commerciaux et financiers internationaux signifie que le phénomène de mondialisation évoqué depuis quelques années devient une réalité perceptible.

Comme lors de la reprise économique des années 1980, ce sont les États-Unis qui ont ouvert la voie à cette prospérité de la fin du xx^e siècle.

● L'exceptionnel dynamisme de l'économie américaine

Depuis la fin de l'année 1991, les États-Unis connaissent une période de croissance tellement exceptionnelle qu'elle a inspiré l'hypothèse de l'entrée dans une nouvelle ère de prospérité indéfinie, libérée des aléas des cycles économiques. L'analyse des données met en évidence :

- La durée inédite de cette période de croissance dont le taux encore modeste jusqu'en 1995 (+ 2,4 % en moyenne annuelle) a dépassé les 4 % à partir de 1997 pour atteindre les 5 % en l'an 2000 ; les décennies 1960 et 1980 s'étaient accompagnées de périodes de croissance plus courtes et qui ne présentaient pas le même rythme

ascendant. La puissance de l'investissement a poussé les cours de la bourse à la hausse, l'indice *Dow Jones* battant record sur record durant la décennie et la montée de la valeur des actions garantissant le remboursement des emprunts contractés par les entreprises comme par les ménages.

- Le reflux du chômage à des niveaux exceptionnellement bas, passant du taux de 6,4 % des actifs dans la première moitié de la décennie à 4 % en l'an 2000, situation proche du plein emploi qui se traduit même par l'apparition de pénuries de main d'œuvre dans certaines régions (le *Middle West*) ou dans certains secteurs d'activité (la haute technologie). C'est que la forte croissance de la production a puissamment stimulé les embauches, entraînant la création nette de 2,5 millions d'emplois en moyenne annuelle.

- Une inflation réduite, la hausse des prix ralentissant, passant de 3,4 % en 1992 à moins de 1 % en 1998 pour remonter à 2,4 % en l'an 2000 : le phénomène de surchauffe habituellement lié à la croissance de la production et à la résorption du chômage, phénomène qui avait alimenté l'inflation des prix dans les années 1960, et qui a été constamment redouté dans les années 1990 par Alan Greenspan (le président de la Réserve fédérale), n'a donc pas produit ses effets néfastes.

La conjonction de ces évolutions n'est pas conforme aux enseignements de la théorie économique classique, et cette anomalie a suggéré l'idée de l'émergence d'une « nouvelle économie » fondée sur une accélération du progrès technique auquel une gestion économique libérale de plus en plus ouverte sur le monde donne toute son efficacité. Le progrès des techniques aurait été à l'origine d'une croissance plus intensive, caractérisée par des gains de productivité élevés (entre 2 et 3 % par an depuis 1996) rendant compatibles la hausse de la production et la maîtrise des prix que la contrainte de la concurrence extérieure imposait par ailleurs. Cette interprétation, qui met en avant la thèse d'un changement radical de la nature de l'économie, se fonde sur le rôle qu'y jouent les activités liées aux « nouvelles technologies de l'information et de la communication » (N.T.I.C). Si elles ne participent que pour moins de 10 % à la formation de la richesse nationale des États-Unis, elles mobilisent en revanche plus de la moitié de l'effort d'investissement et font flamber les indices boursiers (notamment celui du Nasdaq, société spécialisée dans la cotation des titres liés aux nouvelles technologies), soutiennent une consommation dynamique qui correspond à l'équipement fréquemment renouvelé

des entreprises et des ménages, stimulent sans doute les gains de productivité (difficiles à quantifier), et participent finalement pour environ 30 % à la progression de l'ensemble de l'économie. Selon certains, la croissance de plein emploi et sans inflation y trouverait des bases nouvelles, solides et durables.

Quoi qu'il en soit, l'accroissement des richesses a été considérable aux États-Unis depuis le début de la décennie, permettant de transformer les déficits budgétaires des années 1980 en confortables excédents malgré la diminution de la pression fiscale, tandis que la perpétuation des déficits commerciaux favorisait la croissance des exportations à destination du marché américain, et exerçait ainsi un effet de diffusion de la croissance chez les partenaires économiques des États-Unis, soit la plupart des pays de la planète.

● Une prospérité contagieuse

La croissance économique a tendu à se généraliser à des dates et des rythmes variables selon les grandes régions de l'économie mondiale, avec une convergence remarquable dans les trois dernières années du siècle.

L'Europe occidentale, en voie d'unification monétaire, a retrouvé le chemin de la croissance depuis 1997, avec de grands écarts de dynamisme entre l'Irlande, particulièrement accueillante pour les capitaux étrangers investis dans l'économie de la communication moderne, qui frôle les 10 % en l'an 2000, et plusieurs pays (Danemark, Allemagne, Italie, Royaume-Uni) qui n'atteignent pas tout à fait les 3 % la même année. On constate partout une bonne maîtrise de l'inflation et une décrue des taux de chômage qui restent cependant encore supérieurs à 5 % des actifs. La France a vu son P.I.B. croître en l'an 2000 de 3,5 % par rapport à 1999, progression à l'origine d'une « cagnotte » fiscale qui a donné une certaine marge de manœuvre au gouvernement Jospin, non sans alimenter un débat sur l'utilisation des bénéfices de la croissance dans le cadre de sa politique économique et sociale. L'inachèvement de l'Union européenne exerce certainement un effet de freinage sur les capacités de croissance de la zone, bien que la faiblesse relative de l'euro par rapport au dollar ait alors favorisé les exportations européennes.

Les pays d'Europe centrale et orientale (P.E.C.O.) dont l'économie naguère fortement dirigée dans le cadre de régimes communistes est en transition vers l'économie de marché, vivent une mutation difficile et douloureuse qui les a plongés dans une

terrible dépression économique entre 1990 et 1995. Mais, depuis 1996, certains de ces pays, notamment la Pologne et la Hongrie, ont renoué avec la croissance en même temps que s'amplifiaient leurs échanges avec l'Europe de l'Ouest et que se dessinaient les perspectives de leur entrée dans l'Union européenne dès la première décennie du *xxi*^e siècle. La Russie, elle-même plongée dans une grave désorganisation politique, économique et financière, a entrepris une restructuration difficile de son système de gestion et bénéficie de la forte remontée des cours du pétrole en l'an 2000.

La situation des pays en développement est plus contrastée. En Asie, la croissance « à deux chiffres » de la Chine exerce un effet d'entraînement sur l'ensemble de la région, cependant frappée par une nouvelle crise spéculative en 1997, alors que le Japon ne parvient pas à sortir de son marasme (voir page 72).

Les pays d'Amérique latine dont les échanges sont fortement orientés vers les États-Unis ont naturellement bénéficié du dynamisme de l'économie américaine ; le Mexique a rapidement surmonté la crise de 1994 grâce au soutien de son grand voisin et partenaire du Nord dans le cadre de l'A.L.E.N.A. qui a entrepris de libéraliser les échanges commerciaux et financiers entre ses membres. La situation des pays latino-américains reste cependant très inégale et souvent précaire, notamment là où règne l'instabilité politique comme au Pérou.

L'Afrique subsaharienne, toujours dépendante des cours fluctuants des produits de base, déchirée par des guerres intestines récurrentes, pâtit d'une croissance stagnante à moins de 3 % par an, à peine égale au taux d'accroissement démographique de nombreux pays de ce continent dont la population est maintenue dans un état de pauvreté parmi les plus extrêmes de la planète.

La bonne santé économique de la fin du *xx*^e siècle se lit dans les données du tableau de la page 71 : une croissance durable et dont le rythme va *crescendo* jusqu'à l'an 2000, une inflation maîtrisée, un chômage modéré (avec quelques exceptions notables en Europe). Le spectre de la grave crise des années 1970 s'efface, d'autant que de nombreux observateurs attribuent la réussite de la fin du siècle aux mérites de la mondialisation libérale qui stimule l'activité économique en faisant jouer la concurrence internationale dans tous les domaines, et en assurant la diffusion planétaire de la prospérité par l'intensification des flux de toutes natures qui rendent interdépendants tous les espaces du globe.

Les incertitudes de la prospérité

Quelques éléments invitent pourtant à modérer cet optimisme « fin de siècle ».

Comparée aux périodes précédentes, la croissance des années 1990 apparaît comme très modérée, ainsi que le montre ce tableau tiré d'une étude de la Banque mondiale réalisée en 1999 :

	Région	1966-1973	1974-1990	1991-1998
Croissance du PIB (en %)	MONDE	5,2	3	2,5
	Économies à revenu élevé	5	2,8	2,3
	Économies à revenu faible et intermédiaire	6,2	3,8	3,2
Croissance du PIB par tête (en %)	MONDE	3,1	1,2	1
	Économies à revenu élevé	4,1	2,1	1,6
	Économies à revenu faible et intermédiaire	3,7	1,8	1,6

Le retard et la modération de la progression européenne, ainsi que la stagnation japonaise, attirent l'attention sur les dysfonctionnements de deux pôles majeurs de l'économie mondiale, qui expliquent largement la relative modération des performances de la dernière décennie du siècle, et tendent à restreindre la « nouvelle croissance » à l'expérience des États-Unis.

L'Europe en voie d'intégration apparaît encore en devenir, soumise aux contraintes stabilisatrices des critères de Maastricht (notamment la maîtrise des prix et des déficits publics), ne consacrant pas encore assez de moyens à la recherche, et pâtissant d'un moteur allemand bridé par la lourde charge de remise à niveau des nouveaux Länder de l'Est en voie de reconversion du dirigisme au libéralisme.

● Un chômage en recul mais résistant

Depuis le début des années 1980, le chômage frappe en permanence de 30 à 35 millions d'actifs dans l'O.C.D.E., et les durées moyennes de chômage s'allongent, dépassant parfois une année entière (chômage de longue durée). En Europe, c'est encore presque un actif sur dix qui se trouve privé d'emploi. Le contraste reste fort entre les États-Unis où, grâce à la capacité de réagir aux récessions, le taux de chômage

par rapport aux actifs a été ramené au-dessous de 5 %, et l'Europe occidentale, continent qui détient le record peu flatteur des taux de chômage les plus élevés du monde industrialisé.

En Europe et aux États-Unis les chiffres du chômage seraient d'ailleurs à réévaluer en fonction, notamment, de l'existence de « travailleurs découragés » qui ne sont plus comptabilisés comme chômeurs par les services statistiques compétents car ils ont fini par renoncer à forcer les portes trop hermétiquement fermées du marché du travail entrant ainsi dans un processus d'exclusion souvent irréversible. Pour peu que le travailleur privé d'emploi n'ait plus le recours d'un support familial, il tombe rapidement dans l'exclusion, expulsé de son logement et condamné à grossir les rangs des « sans domicile fixe », situation à partir de laquelle les possibilités de réinsertion deviennent des plus aléatoires. On estime à 20 % de la population des pays développés l'effectif des personnes défavorisées qui survivent sans pouvoir accéder aux biens de consommation courants, et parmi ces pauvres, un sur dix ne dispose même plus des moyens de subsistance les plus élémentaires.

● L'enlissement de l'économie japonaise

L'exception japonaise mérite réflexion, car elle concerne la deuxième puissance économique mondiale, tenue depuis 1945 pour un modèle d'efficacité et d'adaptation aux circonstances, grâce à ses capacités d'innovation. Or, malgré une dizaine de plans de relance qui ont porté la dette publique de 60 % à 120 % du P.I.B. entre 1990 et 2000, l'économie nipponne stagne littéralement depuis dix ans (à l'exception de l'année 1996), l'industrie enregistre un recul de sa production et le chômage longtemps inconnu voit son taux doublé dans les années 1990 (il passe de 3 % à 6 % des actifs) selon un comptage avantageux qui sous-estime la gravité de la situation de l'emploi. Seul le mouvement des prix confirme la maîtrise de l'inflation, encore que leur évolution négative en 1999 et en 2000 suggère un climat de déflation que l'on retrouve dans l'effondrement des cours des actions à la Bourse de Tokyo, et dans la forte baisse des prix de l'immobilier. Certes, des accidents fournissent des éléments d'explication. Le tremblement de terre qui, en janvier 1995, a détruit Kobé (cœur portuaire de la deuxième région industrielle du pays) a aggravé la situation, tandis que les attentats au gaz sarin de la secte Aoun jetaient le trouble dans l'opinion japonaise, et semaient un doute sur l'image de solidarité considérée comme un facteur essentiel de l'efficacité économique du Japon. La même année, la

décote du dollar poussait le yen à des niveaux prohibitifs pour les exportations japonaises (deuxième *endaka* mettant le dollar à moins de 100 yens). Il reste que le Japon n'a pas réussi à réorganiser son système bancaire gravement atteint par le *krach* de 1987, le bilan de la plupart des banques nippones restant surchargé de créances douteuses. D'autre part, dans un climat de crise politique, le Japon peine à s'adapter aux mutations de la fin du siècle, en particulier au passage d'une économie nationale peu ouverte sur l'extérieur à un capitalisme libéral internationalisé qui lui a imposé depuis 1980 la convertibilité du yen et l'ouverture aux flux financiers en même temps qu'une concurrence commerciale plus agressive. Les insuffisances de sa recherche fondamentale mettent aussi le Japon en retard dans l'acquisition des nouvelles techniques informatiques. Les structures économiques du pays sont elles-mêmes remises en question, au-delà des insuffisances des banques ; ainsi les *keiretsu* (comme d'ailleurs les *chaebols* coréens), conglomérats peu transparents dans leur gestion, trop liée à l'administration nationale (le fameux M.I.T.I.), plus ouverte sur l'extérieur (par l'exportation) qu'à l'extérieur (par l'importation), et plus soucieuse de gagner des parts de marché pour préserver leur volume d'emploi que de réaliser le maximum de profits.

Le Japon qui a longtemps privilégié les relations lointaines avec les États-Unis et l'Europe tente de réorganiser les bases de sa puissance en Asie, mais l'ensemble de la région est affectée en 1997 par un *krach* brutal qui marque les limites de la prospérité et révèle un nouveau type de crise directement issu des excès du libéralisme financier.

● Le krach asiatique de 1997

Cette crise (dont l'étude sera reprise dans le chapitre 13) est révélatrice des dangers d'un système financier international pratiquement libéré de toute règle commune, et par suite de tout contrôle supranational depuis la fin des années 1970. Appelé à l'aide, le F.M.I. a qualifié de « *nouveau type de crise économique* » cette bourrasque financière qui vient frapper des pays en forte croissance depuis plusieurs années, dont les comptes publics sont correctement gérés, mais dont les banques et les entreprises privées se révèlent inadaptées aux conséquences de l'internationalisation libérale.

Le krach qui éclate en Thaïlande en juillet 1997 illustre bien les dangers de la nouvelle économie.

Montrant un grand dynamisme économique, la Thaïlande voit affluer des vagues de capitaux étrangers (le volume en est multiplié par 6 entre 1990 et 1996) qui gonflent le crédit intérieur, font monter la valeur des titres boursiers et de l'immobilier jusqu'à en faire des bulles spéculatives. Il devient difficile d'exporter avec une monnaie, le baht, qui est attaché par un lien fixe au dollar alors en pleine réévaluation. La surévaluation évidente de la monnaie thaïlandaise suscite une spéculation à la baisse que le gouvernement de Bangkok ne peut enrayer bien qu'il y épuise ses réserves de change : le 2 juillet 1997 le baht est détaché du dollar, et son cours chute brutalement de 35% entraînant une défiance générale à l'égard des pays voisins dont l'économie présente peu ou prou les mêmes caractéristiques que celles de l'économie thaïlandaise. La croissance ralentit dans toute la région, devient même négative en Thaïlande, les échanges commerciaux se contractent, les capitaux étrangers se retirent. La situation contraint à mobiliser une aide internationale sans précédent de 100 milliards de dollars (le double de ce qui avait été octroyé au Mexique en 1994-1995), et un plan rigoureux d'austérité assorti d'une profonde restructuration du système bancaire et de la gestion des entreprises privées. La Corée, l'Indonésie mais aussi les Philippines et la Malaisie qui referme alors ses frontières, connaissent des réaménagements du même ordre. La crise asiatique de 1997 signale que sans un minimum de régulation et de surveillance le capitalisme libéralisé à l'extrême peut conduire à de graves désordres, et peut-être pas seulement dans des économies émergentes.

L'afflux excessif de capitaux vers les pays les plus dynamiques et vers les nouvelles branches de l'information et de la communication a contribué à priver les secteurs anciens des ressources financières nécessaires à leur modernisation, tout en construisant des bulles spéculatives dont l'éclatement inévitable engendre des crises redoutables. Celles-ci donnent à craindre que la *nouvelle économie* créatrice de richesses n'ait aussi engendré un nouveau type de crises cycliques à base de spéculations financières mal contrôlées, appelées à se répéter au début du *xxi^e* siècle.

Un monde déstabilisé (1973-1985)

La « guerre du Kippour » marque, avec le premier « choc pétrolier », en 1973, le début d'une dégradation des rapports entre l'Est et l'Ouest qui s'aggrave à la fin des années 1970 : sur fond de crise économique mondiale et de retrait américain, se développe une offensive communiste sur tous les continents. Toutefois, l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en 1979 provoque une vive réaction des États-Unis qui cherchent alors à contrer les ambitions de l'URSS, notamment en matière d'armement stratégique avec le déploiement de nouveaux missiles en Europe et l'élaboration d'un ambitieux projet de défense stratégique (I.D.S.). Ces efforts et la reprise de l'initiative américaine sur les terrains où l'URSS avait fait avancer ses pions depuis le milieu des années 1970 incitent les dirigeants soviétiques à la modération. Les choix de Gorbatchev aboutissent à la « désatellisation » de l'Europe de l'Est puis à la décomposition de l'URSS à partir de 1989.

Le tournant de 1973

● Nouveaux rapports de force au Moyen-Orient

Depuis la « guerre des Six jours », la situation au Moyen-Orient a évolué favorablement pour les adversaires d'Israël. Il y a eu tout d'abord, entre 1968 et 1970, une stabilisation du pouvoir dans la plupart des États arabes. En Libye, le colonel Kadhafi règne depuis 1969 sur un pays faiblement peuplé mais fort de sa richesse en pétrole. L'année précédente, un coup d'État militaire en Irak a porté au pouvoir le général Bakr, lequel se rapproche de Moscou et se réconcilie avec les Kurdes du général Barzani, en rébellion depuis des décennies contre le gouvernement de Bagdad. Normalisation et stabilisation également en Syrie, où le général Assad a pris le pouvoir en novembre 1970, et en Jordanie où le roi Hussein a engagé la même année – avec succès – l'épreuve de force contre les combattants palestiniens, en passe de faire la loi dans son royaume. Ce coup de force contre les fedayin a entraîné une crise grave avec la Syrie et l'Égypte, mais à la conférence des non-alignés, réunie à Alger en septembre 1973, s'opère une réconciliation générale entre les chefs d'État arabes.

Second facteur favorable, les bonnes relations que la Syrie, l'Irak et l'Égypte – cette dernière jusqu'en juillet 1972, date à laquelle Anouar Al-Sadate décide de renvoyer les 20 000 techniciens et « conseillers militaires » soviétiques – entretiennent avec l'URSS, ce qui leur a permis d'accumuler d'importants stocks d'armes modernes. De plus, l'évolution des relations entre les deux Grands offre aux Égyptiens et à leurs alliés une liberté de mouvement qu'ils n'avaient pas jusqu'alors. En effet, les accords passés en mai 1972 et juin 1973 ont clairement établi qu'en matière de paix internationale, les États-Unis et l'URSS n'ont d'autre préoccupation que de prévenir les « tensions dangereuses » pouvant conduire à la guerre nucléaire. Ce qui laisse de côté les conflits périphériques limités et déconnecte complètement le problème israélo-arabe du jeu mondial des superpuissances. Cette abstention concertée des Américains et des Russes confère aux pays du « champ de bataille » une autonomie de décision dont les plus motivés vont user sans attendre.

À ces atouts d'ordre politique et diplomatique s'ajoute le poids quantitatif des hommes et des armes. Pour les seuls États riverains d'Israël, le rapport des forces est de 12 contre 1 en faveur des Arabes pour les effectifs de la population, de 2 contre 1 pour les éléments immédiatement mobilisables, de 2 contre 1 également pour les avions

et de 3 contre 1 pour les chars. Certes, l'armée israélienne conserve dans de nombreux domaines l'avantage qualitatif, mais les choses ne sont plus tout à fait ce qu'elles étaient. Les armées arabes, particulièrement celle de l'Égypte, ont accompli en six ans des progrès remarquables, aussi bien techniquement, en partie grâce aux conseillers soviétiques, que moralement. Les premiers engagements sérieux dans le Sinaï vont ainsi montrer à l'opinion mondiale stupéfaite que les mêmes soldats qui avaient, en 1967, abandonné leurs souliers dans le désert, étaient devenus capables de livrer combat en rase campagne et de faire reculer l'une des meilleures armées du monde.

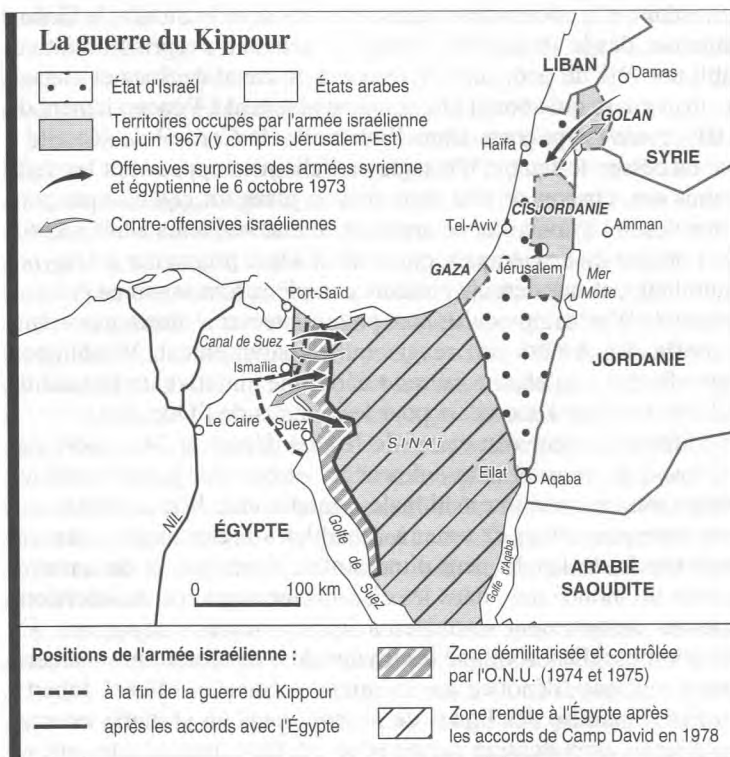
● La « guerre du Kippour » et ses conséquences

Préparée dans le plus grand secret, l'offensive égypto-syrienne commence le 6 octobre 1973, le jour de la fête juive du « Yom Kippour ». L'effet de surprise et l'emploi de nouvelles armes sophistiquées fournies par les Russes (avions *Mig 21*, fusées sol-air *S.A.M. 6*, etc.) aidant, elle obtient des succès sensibles dans le Sinaï et le Golan. Toutefois, dès le 16 octobre, l'armée israélienne a repris l'initiative, établi une tête de pont sur la rive ouest du canal de Suez et engagé une manœuvre qui aboutit une semaine plus tard à l'encerclement de la III^e armée égyptienne. Dans l'intervalle, le Conseil de sécurité a voté un cessez-le-feu qui n'est que partiellement appliqué et les deux Grands ont, chacun de leur côté, mis en place un gigantesque pont aérien destiné à ravitailler en armes et en matériel leurs alliés respectifs. Lorsque les Soviétiques, qui veulent à tout prix éviter à l'Égypte l'humiliation d'une déroute militaire complète, font savoir au gouvernement de Washington qu'ils sont prêts à intervenir directement dans le conflit, les Américains réagissent vigoureusement. Washington avertit Brejnev qu'elle ne saurait tolérer une initiative unilatérale de l'URSS dans une zone vitale pour les intérêts de l'Occident.

Tandis qu'un nouveau cessez-le-feu est décidé le 24 octobre par le Conseil de sécurité et que des négociations s'engagent entre les belligérants, la crise internationale retombe vite. Elle a permis aux deux superpuissances de tester à chaud les « règles du jeu » devant empêcher le déclenchement d'un conflit planétaire, et de montrer au reste du monde que, dans les circonstances graves, les décisions majeures demeuraient soumises à leurs volontés conjuguées. En même temps, elle a souligné les limites du « condominium » américano-soviétique (dénoncé par le ministre français Michel Jobert), et a fait apparaître des lignes de fracture dans un système international jusqu'alors dominé par les relations Est-Ouest, d'une part, en

révélant que les deux Grands avaient de plus en plus de mal à contrôler le jeu des acteurs secondaires ; d'autre part, en faisant brusquement émerger les possibilités d'action d'un tiers-monde depuis toujours voué à l'impuissance résignée ou à la véhémence verbale.

La guerre du Kippour s'est accompagnée en effet de décisions d'une portée considérable pour l'avenir économique et politique de la planète. Les 16 et 17 octobre 1973, les ministres des pays membres de l'O.P.A.E.P. (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole), réunis à Koweït, ont décidé d'augmenter unilatéralement de 70 % le prix de référence du brut – première étape d'une escalade qui, en deux mois, aboutira au quadruplement des prix du pétrole – et d'autre part de réduire chaque mois de 5 % leur production de pétrole, « jusqu'à ce que les Israéliens se soient complètement retirés des territoires occupés et que les droits légitimes du peuple palestinien aient été restaurés ».



L'utilisation de l'arme pétrolière n'aura que peu d'effets sur les États-Unis, dont la dépendance à l'égard des hydrocarbures en provenance du golfe Persique est alors faible (5 à 6 % du total consommé). Elle a même tendance dans un premier temps à renforcer les positions américaines en revalorisant les ressources nationales et en faisant mesurer aux alliés – Européens et Japonais – l'étroitesse de leurs possibilités de manœuvre. En revanche, les mesures arrêtées au Koweït, si elles ne marquent pas à proprement parler le coup d'envoi d'une crise mondiale qui a déjà commencé à se manifester de diverses manières, donnent brusquement à celle-ci une ampleur et une gravité qui ne vont pas tarder à affecter la majorité des États de la planète ; avec pour corollaire la dégradation du climat des relations internationales et le passage d'une ère d'équilibre relatif à une situation mouvante et porteuse de tous les périls.

Affrontements communistes en Asie

● 1975 : le retrait américain d'Indochine

L'unification du Vietnam au profit des communistes s'opère au printemps 1975. Les accords de Paris n'ont pas mis fin à la guerre entre le Nord et le Sud, où les forces du G.R.P. n'ont cessé depuis 1973 de gagner du terrain aux dépens des soldats du général Thieu. Aux États-Unis, la « vietnamisation » du conflit et le retour de centaines de milliers de jeunes démobilisés n'ont fait qu'accentuer l'hostilité de l'opinion publique envers une guerre jugée inutile, coûteuse et étrangère aux idéaux du peuple américain. Aussi, lorsque pour endiguer l'offensive communiste, en avril 1975, le Président Ford demande au Congrès un crédit de 722 millions de dollars destiné à fournir une « aide militaire d'urgence » au gouvernement de Saigon, se heurte-t-il à un refus catégorique. Fin avril, tandis que Thieu prend le chemin de Formose, la résistance sudiste s'effondre brusquement. Les Nord-Vietnamiens et les hommes du G.R.P. font leur entrée à Saigon, évacuée en catastrophe par les derniers soldats américains et aussitôt rebaptisée Hô Chi Minh-Ville.

Le désengagement des États-Unis entraîne au même moment la victoire des forces révolutionnaires dans les deux États voisins du Vietnam : Pathet Lao au Laos et « Khmers rouges » au Cambodge. Dans ce dernier pays, l'écrasement des armées du général Lon Nol

– qui avait écarté du pouvoir en 1969 le prince Norodom Sihanouk – est devenu inévitable à partir du moment où, malgré les protestations du Président Nixon, le Congrès eut supprimé les crédits destinés aux bombardements des Khmers rouges par l'aviation américaine (août 1973). Après la chute de Phnom Penh, en avril 1975, un régime de terreur est mis en place par le nouveau maître du « Kampuchea démocratique », Pol Pot : exode forcé des habitants de la capitale appelés à se « régénérer » par des travaux à la campagne, familles dispersées, opposants au régime, membres des anciennes classes dirigeantes ou simples suspects torturés ou massacrés par des « gardes rouges » (il y aura au moins un million de victimes). La seconde guerre du Vietnam s'achève donc pour les Américains par un échec, grave pour leur prestige et leur crédibilité dans la région. Toutefois, la « théorie des dominos » ne se vérifie pas au-delà des frontières de l'ancienne Indochine française. La Thaïlande, malgré de sérieuses difficultés avec le Cambodge voisin et l'existence de maquis communistes au Nord, a résisté à la poussée révolutionnaire. Elle a également pris ses distances à l'égard de Washington et constitué après la dissolution de l'O.T.A.S.E., avec la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et Singapour, un groupement régional, l'A.S.E.A.N., destiné à promouvoir entre ses membres une coopération économique et à offrir un front commun contre les menées subversives des pays alliés de l'URSS.

● **L'Asie du Sud-Est, un conflit sino-soviétique**

L'Asie du Sud-Est constitue désormais un enjeu dans l'affrontement qui oppose, depuis le début des années 1960, l'URSS à la Chine communiste. Inquiet du rapprochement qui s'est opéré entre la Chine et les États-Unis, puis avec le Japon – le « traité de paix et d'amitié » d'août 1978 comporte une clause « anti-hégémonique » dirigée contre l'URSS – le Kremlin redoute la constitution d'un axe Washington-Tokyo-Pékin et dénonce les manœuvres d'encerclement de ses adversaires. La Chine, de son côté, craint d'être prise en tenaille entre l'Union soviétique et son allié vietnamien. Considérant que l'URSS est devenue leur « ennemi principal », les dirigeants chinois ont élaboré, pour donner un contenu idéologique à leur action, la « théorie des trois mondes » : États-Unis et URSS forment le « premier monde », celui des « impérialismes ». Le « second monde » comprend les pays en voie de développement, dont la Chine se veut le leader. Enfin, l'Europe, le Canada, le Japon

constituent un « troisième monde », susceptible de s'opposer à l'hégémonie des deux Grands.

Cette construction de l'esprit sera utilisée pour justifier une *Realpolitik* qui, dans la pratique, s'écarte fréquemment des idéaux de l'« internationalisme prolétarien ». En 1973, Pékin a reconnu la junte militaire qui a pris le pouvoir au Chili après le putsch contre le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende. En 1975, il a soutenu en Angola, contre le M.P.L.A. prosoviétique, l'U.N.I.T.A., alliée du Zaïre et de l'Afrique du Sud. Au-delà des alibis idéologiques, c'est bien une rivalité globale entre deux grandes puissances aux intérêts divergents qui caractérise les relations entre les deux « Mecques » du communisme mondial.

Pour la première fois de leur histoire, des États communistes ont recours à la guerre pour régler leurs différends dans le Sud-Est asiatique. Les dirigeants vietnamiens, qui s'étaient longtemps tenus à mi-distance de l'URSS et de la Chine, se sont depuis 1975 liés étroitement à la première, plus lointaine et moins suspecte à leurs yeux de vouloir établir sur la région un protectorat qui fait partie de l'héritage historique de l'Empire du Milieu. À ces mobiles défensifs, justifiés par l'appui de Pékin au régime de Pol Pot, s'ajoutent d'autres motivations : les problèmes intérieurs du Vietnam, réunifié mais économiquement affaibli par une guerre de trente ans, la tendance de ses dirigeants à rechercher dans des succès extérieurs le maintien d'un consensus qui a été forgé par la lutte anti-impérialiste et résiste mal aux désillusions produites par la mise en place d'un régime extrêmement rigoureux, enfin l'inimitié séculaire entre Vietnamiens et Khmers. De là résultent les deux conflits armés entre pays communistes qui se succèdent dans le courant de l'année 1979. En janvier, le Vietnam, qui a signé l'année précédente un traité d'amitié avec l'URSS et est devenu membre du C.O.M.E.C.O.N., envahit le Cambodge, élimine le régime de Pol Pot et établit sur le pays un protectorat de fait, comme il l'avait fait au Laos en 1977 par des moyens pacifiques. Mais il s'agit bien d'un affrontement indirect entre les deux « géants » du monde communiste.

En envahissant le Cambodge, le Vietnam rétablit ainsi à son profit et de façon indirecte l'ancienne « Union indochinoise », artificiellement réalisée par les colonisateurs français. En février-mars 1979, ce sont les Chinois qui, pour briser « l'encerclement » soviéto-vietnamien, décident de donner une « leçon » au gouvernement de Hanoi, en envahissant temporairement le Nord du Vietnam, sans que l'URSS intervienne autrement que par des livraisons accrues d'armes et de

matériel. On assiste, depuis lors, à une certaine détente. La situation s'est quelque peu décrispée avec le relatif apaisement des tensions sino-soviétiques. Tandis que des maquis antivietsamiens se sont constitués au Cambodge et que le douloureux problème des réfugiés entretient des frictions entre Hanoi et certains pays de l'A.S.E.A.N., l'avenir de la région paraît dépendre de plus en plus de l'évolution des rapports entre l'URSS et la Chine. Or, depuis 1989, ces deux pays se trouvent complètement accaparés par leurs problèmes intérieurs.

En novembre, le prince Norodom Sihanouk a regagné Phnom Penh. Reconnu comme chef de l'État, il s'appuie sur le gouvernement de Hun Sen en place depuis 1985 et rompt la coalition qui l'associait lui-même aux Khmers rouges. C'est à lui désormais qu'il incombe de réconcilier les diverses factions politiques et de réinsérer le Cambodge dans la vie internationale.

En Afrique et dans l'océan Indien

● L'enjeu africain

Jusqu'en 1975, l'Afrique est restée largement à l'écart de la confrontation Est-Ouest. Sauf en Algérie et au Congo ex-belge, la décolonisation s'y est opérée de façon pacifique, souvent par l'insertion dans des ensembles dirigés par l'ancienne métropole (Commonwealth, Communauté française). Aussi des liens nombreux se sont-ils maintenus entre celle-ci et les jeunes États nés de l'écatement des empires constitués au siècle dernier. La France notamment a conservé une influence importante dans la partie occidentale du continent, ainsi qu'en Afrique centrale, entretenant des relations privilégiées avec des États « modérés » tels que la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Sénégal mais aussi soutenant des régimes autoritaires comme ceux de Mobutu au Zaïre ou de Bokassa I^{er} en Centrafrique.

Or, le continent africain représente aujourd'hui un enjeu capital de la politique internationale. Constitué d'États économiquement faibles et politiquement instables, aux frontières artificiellement fixées par les colonisateurs, déchiré par des conflits socio-politiques recouvrant de très anciennes rivalités, ethniques et religieuses, il offre aux convoitises des grands États industriels les immenses ressources de son sous-sol. En pourcentage de la production mondiale, l'Afrique (notamment dans sa partie centrale et méridionale) fournit ainsi au

début de la décennie 1980 environ 75 % des diamants, 70 % de l'or et du cobalt, 50 % du vanadium et du platine, de 30 à 35 % du chrome et du manganèse, 20 % de l'uranium et du cuivre, etc. : autant de produits vitaux pour les économies du monde développé. À quoi s'ajoute la position qu'elle occupe sur la route du pétrole, joignant par le Cap le golfe Persique aux pays gros consommateurs d'énergie importée de l'Europe de l'Ouest, et formant, avec les pays riverains de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est, un « arc de crises » devenu depuis la zone la plus disputée dans la confrontation planétaire entre les principaux acteurs du jeu international.

● L'entrée en scène des deux Grands

Jusqu'alors peu intéressée par l'Afrique, l'URSS s'y est solidement implantée depuis 1975. Le relatif effacement des États-Unis, conséquence de la crise morale qui a suivi la guerre du Vietnam, et les conditions dans lesquelles s'est opérée la décolonisation portugaise, lui ont permis de faire avancer ses pions au Mozambique où elle entretenait de bonnes relations avec l'unique mouvement de libération, le F.R.E.L.I.M.O., et en Angola. Dans ce dernier pays, l'intervention directe des soldats cubains, eux-mêmes appuyés par l'URSS qui a fourni, par pont aérien, un matériel considérable, a permis au M.P.L.A. d'Agostinho Neto de triompher de ses adversaires plus conservateurs du F.N.L.A. et de l'UN.I.T.A., au moment où, à la fin de 1975, ceux-ci paraissaient sur le point de l'emporter avec l'appui armé des Zaïrois, des Sud-Africains, des Américains (en relation avec le F.N.L.A. depuis 1960 mais empêchés de s'engager à fond du fait des résistances du Congrès) et même des Chinois.

Dans la partie orientale du continent, les Soviétiques ont également marqué des points depuis 1975, prenant appui, d'abord sur la Somalie, puis troquant cette alliance en 1976 contre celle de l'Éthiopie, un État de 30 millions d'âmes, disposant de ressources importantes et capable de devenir à leur profit le « gendarme » de la corne de l'Afrique. Là encore, ce sont les 20 000 Cubains envoyés dans l'Ogaden pour en chasser les Somaliens, tout prêts à profiter de la situation créée à Addis Abeba par la chute du Negus Hailé Sélassié (remplacé par de jeunes officiers convertis au « marxisme-léninisme ») en s'emparant de cette province de l'empire éthiopien, qui ont emporté la décision. L'influence soviétique en Afrique a donc accompli dans les années 1970 des progrès spectaculaires. L'Angola et l'Éthiopie, membres du C.O.M.E.C.O.N., le Mozambique, le Congo, le Bénin sont devenus

de solides bastions alignés sur la diplomatie du Kremlin, lequel entretient d'autre part d'excellentes relations avec l'Algérie et la Libye, et soutient en Namibie les combattants du S.W.A.P.O., en lutte contre l'Afrique du Sud (qui continue d'exercer, au mépris des décisions de l'O.N.U., un protectorat de fait sur cette ancienne colonie allemande).

Les Occidentaux ont réagi diversement à cette offensive de l'URSS et de ses alliés. Sous la présidence de Jimmy Carter, les États-Unis avaient pris leurs distances vis-à-vis du pouvoir blanc sud-africain, en butte – du fait de sa politique de ségrégation (*apartheid*) et de son action en Namibie – à l'hostilité de la majeure partie des États du continent. Ils avaient d'autre part favorisé, en étroite collaboration avec le Royaume-Uni, l'avènement en Rhodésie (devenue Zimbabwe) d'un gouvernement dominé par la majorité noire. Toutefois, après l'élection de Ronald Reagan, Washington a renoué avec sa politique traditionnelle de soutien à l'Afrique du Sud et au régime ultraconservateur du Zaïre. De son côté, la France a, jusqu'en 1981, joué en Afrique de l'Ouest et du centre un rôle de « gendarme » régional, soutenant les pouvoirs en place contre leurs ennemis de l'intérieur, intervenant militairement au Tchad, au Sahara occidental (ex-espagnol) contre les rebelles du front Polisario soutenus par l'Algérie, et au Zaïre.

Rien n'est joué cependant dans cette zone éminemment mouvante de la planète où toute évolution, dans un sens ou dans l'autre, peut être remise en question du jour au lendemain.

● Une zone instable : l'océan Indien

La rivalité des puissances en Afrique et au Moyen-Orient s'est étendue aujourd'hui aux États riverains de cette région. Présents, avec l'Éthiopie et le Sud-Yémen, au débouché de la mer Rouge, les Soviétiques pouvaient théoriquement, jusqu'à une date récente, à partir de l'Angola et du Mozambique, exercer une pression sur la route navale du Cap, autrement dit sur l'artère pétrolière de l'Occident. Cela leur assurait, compte tenu des progrès spectaculaires de leur marine de guerre, un atout important dans l'éventualité de conflits locaux et régionaux. De là à « couper la route du pétrole », il y avait fort à faire tant demeuraient incontestables la suprématie navale des États-Unis et de leurs alliés, la multiplicité et la qualité de bases qu'ils détenaient dans l'Atlantique Sud et autour de l'océan Indien, les réticences des pays amis et alliés à concéder à l'URSS autre chose que des facilités portuaires. Sans parler du *casus belli*

qu'aurait constitué pour le bloc de l'Ouest une menace directe sur ses approvisionnements pétroliers.

Là encore, comme au Moyen-Orient, on ne peut que constater la plus grande fluidité du rapport de forces qui tient à l'évolution de situations internes sur lesquelles les grandes et les moyennes puissances ont de moins en moins de prise.

Les nouvelles tensions internationales et leurs prolongements (de la fin des années 1970 au début des années 1990)

● La fin du condominium américano-soviétique

Le monde est entré, à la fin de la décennie 1970, dans une nouvelle période de tension internationale, passant en quelque sorte de la « détente » à la « paix tiède ». Les raisons de ce changement de climat sont nombreuses et complexes. À l'Ouest, les Américains et leurs alliés reprochent aux Soviétiques d'avoir tiré parti de la détente pour obtenir – contrairement aux principes énoncés par Kissinger – des avantages unilatéraux : reconnaissance sans contrepartie du *statu quo* hérité de la guerre, progression du camp socialiste en Asie du Sud-Est et en Afrique, accords de coopération leur permettant, par le biais des livraisons de blé américain et des transferts de technologie, de pallier certaines déficiences de leur économie, et surtout effort d'armement faisant de l'URSS la première puissance militaire du globe. De leur côté, les dirigeants du Kremlin font grief au Président Carter et à son conseiller Zbigniew Brzezinski d'utiliser la politique des droits de l'Homme pour s'immiscer dans les affaires intérieures des pays socialistes et pour tenter de les déstabiliser. De part et d'autre, dans un climat alourdi par les effets de la crise économique mondiale, on interprète dans un sens offensif les initiatives de l'adversaire. L'URSS redoute un rapprochement plus intime entre Washington et Pékin, débouchant sur l'encerclement du bloc de l'Est. Les Occidentaux s'inquiètent des menaces pesant sur la sécurité de l'Europe et sur ses approvisionnements pétroliers.

La fin de la détente coïncide avec celle du « condominium » américano-soviétique. En proie à de graves difficultés internes, les deux Grands ont vu leur influence décroître dans le monde au moment où

émergeaient de nouveaux pôles de puissance et de nouveaux centres de décision : Chine, Japon, C.E.E., pays de l'O.P.E.P., etc. Nombreux sont désormais les conflits « périphériques » qui échappent à leur contrôle et risquent d'aboutir à un affrontement général. Le danger est d'autant plus grand que les divers acteurs du jeu mondial disposent d'armements de plus en plus importants et perfectionnés et transposent leurs rivalités sur le terrain du terrorisme international, autre facteur de déstabilisation de la planète.

● **Échec et réveil américain en Asie centrale**

Sous la présidence de Jimmy Carter, les États-Unis enregistrent un grave revers en Asie occidentale à la suite de la révolution iranienne. Commencée en janvier 1978, celle-ci aboutit un an plus tard à la chute et à l'exil du Shah, tandis qu'une « république islamique » est instaurée à Téhéran. Sous l'impulsion de l'imam Khomeiny, rentré de son exil en France pour prendre la tête de la « révolution islamique », le nouveau régime a substitué à la dictature policière de Mohammed Reza celle – plus sanguinaire encore – du clergé chiite et a pris, dans tous les domaines, le contre-pied de la politique pratiquée par le Shah. Longtemps « gendarme du golfe » au profit des États-Unis, l'Iran s'est ainsi replié sur lui-même, réduisant de 50 % ses ventes de pétrole, fermant ses frontières aux influences occidentales sans pour autant se rapprocher de l'URSS et menaçant d'exporter sa révolution intégriste dans toutes les parties du monde musulman. Autrement dit, il constitue depuis 1979 un agent de déstabilisation dans une zone où Washington doit se contenter d'alliés moins sûrs et surtout moins puissants : Égypte et Arabie Saoudite.

Mais c'est l'intervention soviétique en Afghanistan qui marque sans conteste le tournant décisif dans les relations entre l'Est et l'Ouest. En 1978, ce pays dont l'économie et la société ont conservé de nombreux traits d'archaïsme, s'est donné à la suite d'un coup d'État militaire un gouvernement prosoviétique, bientôt dominé par Nur Mohammad Taraki, chef de la fraction la plus dure du parti communiste. Celui-ci procède à de nombreuses réformes de structures et exerce une répression vigoureuse contre les notables traditionnels : grands propriétaires et mollahs, mais il est assassiné en septembre 1979 par les partisans du premier secrétaire du parti, Hafizollah Amin. C'est pour éliminer ce dernier, jugé par eux incapable de faire face à la guérilla contre-révolutionnaire, que les Soviétiques décident trois mois plus tard d'intervenir militairement

en Afghanistan, engageant dans l'affaire plusieurs dizaines de milliers d'hommes et un matériel considérable, tout en plaçant à la tête du nouveau gouvernement le leader de l'aile modérée du parti, Babrak Karmal. Pour le Kremlin, il s'agit d'empêcher, conformément à la « doctrine Brejnev », un pays entré dans le « camp » socialiste d'en sortir, mais aussi de prendre position à proximité du golfe Persique, à un moment où le gendarme iranien se trouve en pleine crise, et de déjouer ce qu'il considère comme une manœuvre d'encerclement de la part des Américains et des Chinois. Sans doute Moscou a-t-il sous-estimé l'ampleur des réactions adverses. Tandis qu'à l'Assemblée générale des Nations unies, il y a 104 voix pour condamner son initiative (contre 18 pour et 18 abstentions) et que les ministres des Affaires étrangères des pays islamiques, réunis en janvier 1980 à Islamabad, sont unanimes à dénoncer « l'agression contre le peuple afghan », le Président Carter décrète l'embargo sur les livraisons de blé et le boycottage des Jeux olympiques de Moscou. Il est vrai que le chef de la Maison Blanche considère le « coup de Kaboul » comme une « menace pour la paix mondiale ».

L'affaire afghane a donc eu pour effet de réveiller l'Amérique, longtemps traumatisée par le Vietnam. Conjuguant ses effets avec celle des otages de Téhéran (52 membres de l'ambassade américaine retenus en captivité pendant 444 jours), l'initiative du Kremlin a fortement pesé dans le mouvement d'opinion qui a porté à la présidence, en novembre 1980, le républicain Ronald Reagan, réputé pour son antisoviétisme militant et pour son hostilité à la politique de « détente » pratiquée par le tandem Nixon-Kissinger.

● L'aiguïsement des tensions au Moyen-Orient

Conflits anciens et rivalités nouvelles se conjuguent pour faire du Moyen-Orient une zone dangereuse pour la paix du monde. Face à la montée de l'intégrisme musulman et à la volonté d'autonomie des petits acteurs régionaux, les superpuissances ont de plus en plus de mal à contrôler la situation et à gérer de concert – à supposer qu'elles le désirent – les crises qui se développent dans ce secteur. Si l'arbitrage de Jimmy Carter a permis de rétablir la paix entre l'Égypte et Israël (accords de Camp David en septembre 1978), toutes les tentatives ultérieures pour mettre fin au conflit entre l'État juif et les autres pays arabes et pour donner une solution à la question palestinienne ont échoué. Déchiré par les rivalités entre réfugiés palestiniens, « islamo-progressistes », maronites chrétiens et autres minorités soutenues par tel ou

tel État riverain, le Liban a été partiellement occupé par les Syriens, puis envahi par Israël en juin 1982, ce qui a entraîné – après le siège de Beyrouth – l'élimination provisoire de l'O.L.P. Il a été ensuite à la fois soumis aux influences conflictuelles des principales puissances régionales et en proie à de sanglantes luttes intérieures, prolongées par un terrorisme aux ramifications planétaires dont l'Europe de l'Ouest a constitué la cible prioritaire.

Plus caractéristique encore à la fin du « condominium » appliqué à la région, la guerre qui a opposé, entre 1980 et 1988, l'Iran de Khomeiny et l'Irak de Saddam Hussein pour la possession du Chott-el-Arab. Les combats qui se sont livrés entre ces deux pays autour du golfe Persique ont fait plus d'un million de morts, sans que Washington et Moscou aient pu faire quoi que ce soit pour y mettre fin. Un cessez-le-feu a finalement été accepté par les deux belligérants en août 1988, conséquence à la fois de l'état d'épuisement de leurs économies et des efforts déployés par le secrétaire général des Nations unies. Toutefois, le retour à la paix a été de courte durée.

Moins de trois ans en effet après que Saddam Hussein eut accepté le cessez-le-feu décrété par l'O.N.U. (résolution 598 du 20 juillet 1988), s'engageait autour du golfe Persique un conflit opposant à l'Irak une coalition de 32 États mandatés par l'organisation internationale et dirigée par les États-Unis. Au sortir d'une guerre qui avait lourdement pesé sur son économie, l'Irak se trouvait surendetté. Aussi comptait-il à la fois sur la reprise de ses exportations pétrolières et sur la bienveillance de ses alliés et créanciers pour redresser sa situation financière. Or le prix du baril de pétrole accuse en 1990 une baisse sensible – imputée par Saddam Hussein au « complot » qui relierait les pays modérés du Golfe aux États-Unis pour inonder le marché et faire chuter les prix –, tandis que le Koweït refuse de passer l'éponge sur les quelque 10 à 15 milliards de dollars prêtés à l'Irak durant la guerre à la différence de l'Arabie Saoudite qui a effacé la dette saoudienne en avril 1990. Il en résulte, stimulée par les frustrations d'une population irakienne dont le pouvoir d'achat a fortement baissé, une vive tension entre l'Émirat et son grand voisin du nord, lequel revendique par ailleurs un plus large accès au golfe Persique avec la cession par le Koweït des îles de Warba et de Boubiyan. Sans doute Saddam Hussein songe-t-il également, au-delà de ces exigences précises, à exercer son leadership sur le monde arabe et à prendre la tête d'une coalition anti-israélienne. Toujours est-il qu'il s'est appliqué au lendemain du conflit contre l'Iran à renforcer la puissance militaire de son pays, installant des

bases de missiles sol-sol, accumulant les armes chimiques et activant les recherches en vue de la construction de bombe atomiques.

La crise éclate le 2 août 1990 avec l'invasion du Koweït par l'armée irakienne, suivie quelques jours plus tard de la « fusion totale et irréversible » des deux États. Pendant plusieurs mois, négociations et menaces réciproques alternent, tandis que l'accord se fait à l'O.N.U., où finalement le Conseil de sécurité autorise les États membres qui coopèrent avec le Koweït « à user de tous les moyens nécessaires » pour obliger l'Irak à évacuer le Koweït au plus tard le 15 janvier 1991. Deux jours après l'expiration de ce délai commence l'opération « Tempête du désert ». Les forces aériennes alliées (américaine, britannique, française, koweïtienne et saoudienne) bombardent en Irak et au Koweït des objectifs variés et vont poursuivre leur action pendant toute la durée de la guerre, tandis que les Irakiens répliquent en incendiant les puits de pétrole koweïtiens et en envoyant des missiles Scud sur l'Arabie Saoudite et sur Israël, de manière à impliquer l'État hébreu dans le conflit et à dissocier la coalition à laquelle participent certains pays arabes (Syrie, Maroc, Égypte). Le 24 février, les forces alliées déclenchent une opération terrestre de grande envergure. En quelques jours, ils libèrent le Koweït, envahissent le sud de l'Irak et obligent Saddam Hussein à accepter le cessez-le-feu dicté par le Conseil de sécurité (résolution 686 du 2 mars 1991). La guerre s'achève donc par une défaite totale de l'Irak qui devra payer les dommages de guerre et détruire toutes ses armes non conventionnelles.

De tous les secteurs de la planète en proie à des tensions entre les États et les groupes ethniques, le Proche et le Moyen-Orient continuent de former la zone la plus instable et la plus dangereuse pour la paix du monde. Sans doute, le retour au pouvoir des travaillistes en Israël, en 1992, et les initiatives prises par le Premier ministre, Yitzhak Rabin, pour amorcer un processus de paix, ont-ils un peu modifié le climat des rapports entre l'État hébreu, les pays arabes et les Palestiniens. Le 9 septembre 1993, à la suite de longues tractations secrètes, menées à Oslo, sont publiées les lettres échangées entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin portant reconnaissance réciproque de l'O.L.P. et de l'État d'Israël. Le 13, à l'invitation du Président américain Bill Clinton, est signée à Washington une déclaration par laquelle l'O.L.P. reconnaît à Israël le droit de vivre en paix et en sécurité et renonce au terrorisme, tandis qu'Israël reconnaît l'organisation présidée par Arafat comme « représentant du peuple palestinien ». La poignée de main « historique » entre le

chef de l'O.L.P. et le Premier ministre israélien devient le symbole d'un proche retour à la paix, qui est pourtant loin d'être acquis.

● L'Amérique latine

Jusqu'à la fin des années 1970, les États-Unis ont veillé jalousement au maintien du *statu quo* social et politique dans l'hémisphère occidental. Mais leur hégémonie paraît de plus en plus contestée, tout particulièrement dans cette « chasse gardée » traditionnelle qu'est l'Amérique latine. Jusque-là, sans remettre en cause l'existence d'un régime allié de l'URSS à Cuba, les Américains ont, par tous les moyens, pratiqué une politique d'endiguement du « communisme », conforme à leurs intérêts économiques et stratégiques, comme à ceux des classes dirigeantes locales, dans une zone où le sous-développement chronique ou les effets d'un décollage économique rapide s'accompagnent d'énormes disparités sociales et favorisent la contagion révolutionnaire. Ils ont ainsi, au nom de la défense du « monde libre », apporté continûment leur soutien à des dictatures militaires ultraconservatrices, fournissant à ces régimes d'exception une aide financière et militaire, entraînant et parfois encadrant leurs polices et leurs armées, intervenant directement (à Saint-Domingue en 1965) ou indirectement (au Chili en 1973) pour éliminer des équipes dirigeantes jugées dangereuses pour leurs intérêts et pour la stabilité de la région.

L'attitude de Washington à l'égard des États latino-américains a subi une transformation profonde mais de courte durée sous la présidence de Jimmy Carter. Proclamant son attachement aux droits de l'Homme et au principe de la souveraineté des nations, celui-ci a pratiqué – non sans quelques entorses – une politique d'aide sélective envers les États du continent, réduisant l'appui militaire et financier accordé à des pays comme le Chili, l'Argentine ou l'Uruguay. Sans autre résultat pour la démocratie que de créer une solidarité de fait entre des pays au régime aussi opposé que les dictatures militaires sud-américaines et l'Union soviétique, également accusées de violation des droits de l'Homme. Surtout, la volonté affichée par le gouvernement américain de ne plus considérer l'Amérique latine comme une « chasse gardée » où il était de son devoir de maintenir l'ordre et la sécurité – c'est-à-dire de s'opposer à toute modification du *statu quo* – a favorisé l'avènement des forces progressistes, se réclamant ou non du castrisme, en particulier dans la zone des Caraïbes. En mars 1979, la gauche s'est ainsi emparée du pouvoir par la force dans l'île de Grenade, et en juillet de la même année, le Président

du Nicaragua, Anastasio Somoza, a dû prendre le chemin de l'exil, chassé par des guérilleros du « front sandiniste » de libération. Somoza n'était pas seulement le chef d'État tout-puissant de ce petit pays d'Amérique centrale. Il en était partiellement le propriétaire, détenant un tiers des terres cultivées et la majeure partie des industries (il avait, après le séisme de 1972, détourné à son profit les secours venus de l'étranger). La réduction par Carter de l'aide militaire que ses prédécesseurs avaient généreusement accordée à Somoza, a été pour beaucoup dans le succès de ses adversaires. Victorieux, ceux-ci se sont défendus d'être communistes. Mais le risque de contagion révolutionnaire dont est porteuse l'expérience sandiniste et l'aide que le nouveau régime a apportée aux maquis du Salvador et du Guatemala, ont eu tôt fait de mobiliser aux États-Unis les partisans du retour à la politique du « gros bâton » (*Big Stick*).

Aussi, depuis l'élection de Ronald Reagan, la « République impériale » (Raymond Aron) a-t-elle renoué avec certaines pratiques du passé. Cherchant à éviter la déstabilisation de l'Amérique latine, elle a rétabli son aide aux régimes les moins respectueux des droits de l'Homme et soutenu l'action de juntas militaires ou de gouvernements prêts à utiliser tous les moyens – y compris le massacre délibéré de populations civiles comme au Salvador – pour venir à bout de la subversion. Washington ne dispose plus toutefois des mêmes facilités qu'il y a quinze ou vingt ans pour maintenir dans cette partie du monde sa conception de la *pax americana*. Elle doit tenir compte de la volonté d'indépendance des dirigeants latino-américains et de l'émergence de nouveaux acteurs régionaux, comme le Mexique ou le Brésil, désireux eux aussi d'exercer un droit de regard sur les affaires du continent, ainsi que des réserves formulées à l'égard de sa politique par certains dirigeants occidentaux (le Président Mitterrand en particulier) ou par ceux de l'Internationale socialiste.

Cette crise du *leadership* nord-américain sur l'Amérique latine s'est manifestée avec une particulière acuité lors de la « guerre des Malouines », au printemps 1982, lorsque le Président Reagan a dû choisir de soutenir le Royaume-Uni contre l'Argentine, dans un conflit dont il n'a pu empêcher le déclenchement et qui a permis aux Soviétiques et aux Cubains de marquer des points dans la région en soutenant, au moins verbalement, la cause des « anti-impérialistes » de Buenos-Aires. Il est d'ailleurs indéniable que ces difficultés américaines ont compté dans l'avènement d'un régime démocratique en Argentine (Raúl Alfonsín élu à la présidence de la République et début d'une répression légale contre les militaires de l'ancienne junte)

en décembre 1983. Enfin, si l'intervention des États-Unis dans l'île de la Grenade, en novembre de la même année, s'explique d'abord par la volonté de Washington de répondre à l'attentat de Beyrouth (200 soldats américains de la force multinationale d'interposition tués par l'explosion d'un véhicule-suicide bourré d'explosifs), en vertu de la doctrine des « repréailles périphériques », il n'en reste pas moins vrai que le choix des Caraïbes traduisait la volonté du gouvernement Reagan de réaffirmer son autorité dans ce secteur du monde, comme l'a démontré par la suite l'aide apportée à la *Contra* antisandiniste au Nicaragua, puis l'intervention à Panama, en décembre 1989, destinées à renverser le régime dictatorial corrompu du général Noriega.

Jusqu'au milieu des années 1980, les effets de la crise, conjugués avec ceux de l'endettement, ayant aggravé les inégalités de revenus entre riches et pauvres, les oligarchies dominantes ont éprouvé de plus en plus de difficultés à contenir les poussées revendicatives des masses et à empêcher une radicalisation pouvant déboucher sur un processus révolutionnaire trouvant appui auprès de l'URSS et de son allié cubain. Pour écarter ce risque de déstabilisation généralisée, les États-Unis ont, tantôt maintenu leur soutien aux dictatures en place, tantôt au contraire favorisé un processus de démocratisation qui a bientôt pris le pas – la fin de la guerre froide aidant – sur les solutions musclées.

Au Nicaragua, le régime sandiniste s'est effondré au début de 1990, conséquence à la fois de la lassitude d'une population que la dictature imposée par le gouvernement de Daniel Ortega avait peu à peu éloignée du Front sandiniste, et de la décomposition de l'URSS, dont l'appui avait permis à ce dernier de supporter de graves difficultés économiques, ainsi que la pression des forces contre-révolutionnaires : la *Contra*. Depuis mars 1989, celle-ci a cessé de bénéficier de l'aide militaire américaine, fournie d'abord très officiellement par l'administration Reagan, puis sous la forme clandestine de fonds obtenus grâce à la livraison d'armes à l'Iran (*Irangate*). Ce n'est donc pas la victoire sur le terrain des forces rebelles qui a contraint le pouvoir sandiniste à jeter du lest, mais bien davantage son isolement international. En application du plan Arias (du nom du président du Costa-Rica), adopté en février 1989, le gouvernement de Managua a dû accepter d'organiser des élections libres qui ont eu lieu en février 1990 avec le concours des casques bleus et ont donné la majorité à la candidate de l'opposition, Violeta Chamorro, devenue chef de l'État et du gouvernement.

Au Salvador, autre pièce de l'« arrière-cour » des États-Unis en Amérique centrale, un accord signé en 1991 sous l'égide des Nations

unies a également mis un terme à douze ans d'une guerre civile très sanglante (80 000 morts) opposant au pouvoir de droite la guérilla marxiste du Front Farabundo Marti de Libération nationale. Les élections d'avril 1994 ont donné le pouvoir à l'Alliance républicaine nationale (A.R.E.N.A.) et à son chef, Armando Calderon Sol, face à la « Gauche unie » de Ruben Zamora, soutenue par l'ex-Front Farabundo Marti, reconverti en parti politique (le F.M.L.N.). Depuis cette date, le régime présidentiel fonctionne tant bien que mal sur fond de reprise économique et de fortes tensions sociales.

Pratiquant à l'égard du régime castriste une politique d'embargo renforcé dont les effets sont douloureusement ressentis par la population cubaine (restrictions, carences alimentaires, aggravation de la criminalité et de la prostitution), les Américains ont ainsi profité du renversement à leur profit de la conjoncture internationale pour rétablir leur domination indirecte sur l'Amérique centrale et la zone des Caraïbes.

Après le Brésil, le Pérou, la Bolivie et l'Uruguay, l'Argentine, soumise depuis 1976 à la sanglante dictature des généraux, a vu – contrecoup du désastre des Malouines – le régime militaire s'effondrer devant les manifestations populaires et des élections générales porter au pouvoir le parti radical et son principal leader, Raúl Alfonsín. Au Paraguay, en février 1989, le général Stroessner a été renversé « au nom de la démocratie » par son ancien bras droit, le général Rodriguez, membre comme lui du parti officiel, *Colorado*, et en août, après quarante ans de gouvernement militaire, Juan Carlos Wasmosy est devenu président à la suite de sa victoire électorale du 9 mai.

Battu aux élections de décembre 1989, le général Pinochet, chef de la Junte qui avait renversé en 1973 le gouvernement d'Union populaire de Salvador Allende, a enfin mis un terme à dix-sept ans d'une dictature féroce mais modernisatrice, en cédant la présidence à Patricio Aylwin, leader de la Concentration des partis pour la démocratie. Le Chili est donc redevenu un État démocratique et Pinochet, retenu pendant plus d'un an en Grande-Bretagne et accusé de crime contre l'humanité, attend dans son pays que la justice chilienne lui demande des comptes pour les atrocités commises par son régime. Il est vrai que, dans nombre de cas, la démocratie ainsi installée ou réinstallée avec la bénédiction de Washington, demeure placée sous la « surveillance » des militaires, et que le processus de libéralisation ne s'est pas accompli sans à coups. En Argentine, il aura fallu l'échec de trois coups d'État pour que les militaires se résolvent

à rentrer dans leurs casernes, et le successeur d'Alfonsín, Carlos Menem, qui se réclamait d'un péronisme modéré, a imposé en dépit de véhémentes protestations, que soient amnistiés les anciens dirigeants de la dictature. Au Paraguay, si les libertés fondamentales ont été restaurées, l'armée reste fortement politisée et en position défensive dans ses rapports avec le pouvoir. Au Pérou, en avril 1992, le Président Alberto Fujimori a suspendu les règles du jeu démocratique en dissolvant les chambres et en annonçant la mise en marche d'une réforme constitutionnelle qui sera adoptée par référendum à une faible majorité en octobre 1993.

Sur fond de difficultés économiques persistantes et d'effets, socialement ravageurs, des choix néo-libéraux effectués par la plupart des dirigeants politiques en charge du pouvoir, les nouvelles démocraties latino-américaines doivent également compter avec le terrorisme d'extrême droite ou d'extrême gauche et avec l'action des guérillas. Celles-ci ont vu certes leur activité décroître depuis quinze ans, mais elles n'ont pas disparu et ont même trouvé un nouveau moyen de survivre financièrement avec le trafic du pavot et de la cocaïne, notamment au Pérou, avec le Sentier lumineux « maoïste », et en Colombie. Dans ce dernier pays, la lutte contre les mouvements d'opposition armée (M. 19, F.A.R.C. pro-communiste, E.L.N. castriste) se double d'une action militaire directement dirigée – avec l'appui logistique des États-Unis – contre les *narcos*, véritables armées privées des « barons de la drogue » groupés en cartels (cartel de Medellín, dont le « parrain », Pablo Escobar, a été tué en décembre 1993, cartel de Cali), l'une et l'autre permettant au pouvoir de légitimer les atteintes aux droits de l'Homme commises par la police et par l'armée, ainsi que les arrestations et assassinats de dirigeants syndicaux.

● L'Europe de l'Est

Pendant cette période, l'URSS connaît également des difficultés croissantes pour maintenir la cohésion de son camp, travaillé par des forces centrifuges. Les démocraties populaires d'Europe de l'Est connaissent une contestation de plus en plus forte. Cette remise en question permanente du modèle soviétique et de l'hégémonie exercée par le Kremlin se nourrit des résurgences du nationalisme – fréquemment exploité par les dirigeants communistes eux-mêmes pour restaurer un consensus que la doctrine marxiste-léniniste ne suffit plus à maintenir – et prend selon les pays des aspects très divers.

Si, jusqu'à l'automne 1989, dans la plupart des démocraties populaires de l'Est européen, la contestation est restée un phénomène

minoritaire, elle a pris en Pologne un caractère de masse. Dans ce pays, la révolte de l'*intelligentsia* a vite gagné – conséquence des difficultés économiques et de la forte hausse des denrées alimentaires – la plus grande partie du monde ouvrier et paysan, prenant appui sur un sentiment national puissant et sur l'audience très forte de l'Église catholique, encore accrue par l'élection en 1978 d'un pape polonais, Jean-Paul II. Ici, le refus du modèle soviétique a abouti en 1980 à une vague d'agitation et de grèves qui a obligé le P.C. à reconnaître une première fois l'existence légale d'un syndicat indépendant du parti, *Solidarnosc* (Solidarité), dirigé par Lech Walesa (prix Nobel de la Paix, 1983). Mais la persistance des troubles et surtout l'inquiétude des dirigeants des pays du pacte de Varsovie, confrontés à une évolution peu conforme aux pratiques en vigueur depuis trente ans dans les démocraties populaires, ont incliné les éléments durs du PC polonais à prendre l'initiative d'un coup de force, permettant aux Soviétiques de faire l'économie d'une intervention armée.

Le 13 décembre 1981, le général Jaruzelski a proclamé « l'état de guerre » en Pologne, fait arrêter les leaders de Solidarité et entamé un processus de « normalisation » qui a provoqué de vives réactions en Occident et a accru la tension entre l'Est et l'Ouest. Une semaine après la proclamation de « l'état de guerre », le général Jaruzelski adressait à Leonid Brejnev, à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire du numéro un soviétique, un message de remerciement dans lequel il déclarait, éclairant par là même le rôle joué par l'URSS dans la « normalisation » polonaise : « *Vous avez grandement contribué à la cause du développement de l'internationalisme prolétarien. Nous vous remercions pour votre compréhension de la situation difficile et dramatique dans notre pays, pour l'aide économique qui permet d'atténuer les effets des difficultés que nous connaissons. La société polonaise a pu se convaincre une nouvelle fois que, dans les moments difficiles, elle peut toujours compter sur ses amis soviétiques. Nous demeurons fermement attachés au principe du renforcement des idées du socialisme, de l'indépendance et de la souveraineté de l'État polonais. Nous œuvrons résolument pour son développement démocratique dans l'esprit du renouveau socialiste, pour la mise en œuvre des principes du marxisme-léninisme dans les conditions nationales polonaises.* ».

De 1981 à 1988, la Pologne a été soumise à un véritable régime d'état de siège, sans que ce renforcement du totalitarisme ait en quoi que ce soit permis de redresser l'économie et fait taire les

oppositions. Aussi, sous la double pression de la « société civile » polonaise – dont la résistance a continué de s'exprimer par le truchement du syndicalisme clandestin – et de l'URSS, désormais encline à favoriser des réformes pour éviter le pire, le général Jaruzelski a-t-il engagé en 1988 un processus de libéralisation qui a abouti à la cessation de l'« état de guerre », à la légalisation de Solidarnosc et à des élections qui ont assuré à cette organisation, en dépit des restrictions imposées par le pouvoir à la représentation des électeurs (les deux tiers des sièges sont d'entrée de jeu réservés au P.C.), un véritable triomphe électoral (juin 1989). Pour la première fois dans l'histoire des démocraties populaires de l'Est, un gouvernement présidé par un non-communiste, M. Tadeusz Mazowiecki, a été constitué en août 1989. En décembre 1990, Lech Walesa a été élu président au suffrage universel, obtenant 74,25 % des voix au second tour.

Cette évolution a entraîné une réaction en chaîne dans les démocraties populaires où les mouvements demandant une démocratisation se sont développés et amplifiés en 1989, aboutissant à peu près partout à l'élimination du communisme, à la dislocation du bloc de l'Est, au rétablissement de la souveraineté et de l'indépendance par les États membres du pacte de Varsovie, en même temps qu'au réveil des nationalismes et à l'éclatement de certains États multi-ethniques (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, ex-URSS).

Stratégie, armements, désarmement

● Les doctrines stratégiques

Les possibilités infinies de destruction des armements atomiques et thermonucléaires ont bouleversé les règles de la stratégie. Après 1945, il s'agit moins de prévoir la guerre et de la préparer que de dissuader l'ennemi potentiel de prendre le risque d'un affrontement également dangereux pour les deux belligérants. À partir de cette donnée de base, les doctrines ont beaucoup évolué depuis la fin de la guerre. Jusqu'à la fin des années 1950, le monopole, puis la supériorité écrasante des États-Unis en matière d'armements nucléaires leur ont permis de fonder la dissuasion sur un principe simple : toute attaque dirigée contre un pays allié serait immédiatement suivie d'une riposte massive – ce qui impliquait le recours à l'arme atomique – visant n'importe

quel point du camp adverse. À l'usage, il apparut toutefois que cette doctrine du « tout ou rien », dite des « représailles massives », était inadaptée à des agressions mineures et s'avérait d'autant plus irréaliste que les Soviétiques avaient eux aussi les moyens de frapper le territoire de leurs adversaires. De là l'adoption, sous la présidence de John Kennedy, d'une nouvelle doctrine élaborée par le secrétaire à la Défense Robert Mac Namara, et fondée sur l'idée d'une « riposte graduée » (*flexible response*). À toute attaque de l'adversaire par des moyens conventionnels, il serait répliqué par une action de même nature puis, de degré en degré, on passerait à l'utilisation des armes nucléaires « tactiques » (artillerie, fusées à courte portée), puis « stratégiques » (fusées à moyenne portée et missiles intercontinentaux dits I.C.B.M.). À chaque degré de l'escalade, on essaierait d'obtenir de l'adversaire qu'il mette fin à son agression.

La logique de la riposte graduée a longtemps été refusée par certains acteurs du jeu international. La France et la Chine tout d'abord, dont les forces de frappe relativement modestes impliquaient que soit maintenu le principe de la « dissuasion du faible au fort » (elles peuvent en effet causer à l'agresseur des dommages hors de proportion avec les enjeux qu'elles représentent). L'URSS ensuite, dont les responsables estimaient qu'une guerre nucléaire ne pouvait être que totale et devait être « gagnée » comme une guerre ordinaire.

Ces données nouvelles, largement liées aux bouleversements technologiques, ont fortement ébranlé les bases sur lesquelles reposait l'équilibre de la terreur et ont accru les possibilités de conflit au sommet, dans la mesure où une « première frappe » peut détruire ou réduire les forces de l'adversaire sans anéantir systématiquement ses villes et sa population. Cette « remilitarisation » de l'arme nucléaire a obligé les deux Grands à affiner leurs doctrines stratégiques et à rendre un minimum de crédibilité au principe de la dissuasion.

Depuis la fin des années 1970, le déploiement en Europe de missiles soviétiques SS-20, susceptibles de désarmer en une seule frappe l'essentiel des forces de l'O.T.A.N., a fait craindre aux Européens de l'Ouest que les États-Unis ne s'engagent pas automatiquement dans un conflit nucléaire impliquant l'emploi de leur propre force stratégique. Pour parer à ce risque de « découplage », le conseil Atlantique a décidé, à la fin de 1979, d'installer dans plusieurs pays de l'O.T.A.N. des fusées Pershing-II et des « missiles de croisière ». Ce qui a entraîné dans ces pays de puissantes manifestations pacifistes, mais a sans doute pesé sur les choix ultérieurs de Gorbatchev.

● Un monde surarmé

Le monde est entré, depuis la fin des années 1960, dans une formidable course aux armements. Entre les deux Grands, celle-ci a porté principalement sur les armes stratégiques : bombardiers géants, missiles à long rayon d'action (I.C.B.M.), mobiles ou basés en « silos », dotés ou non d'ogives multiples (M.I.R.V.), sous-marins nucléaires échappant aux moyens de détection les plus sophistiqués, etc. Cet arsenal gigantesque, constamment accru et renouvelé – car les technologies progressent rapidement dans ce domaine où chacun est à la recherche de l'arme « absolue » – leur permet de disposer d'une force de frappe capable d'anéantir des dizaines de fois toute vie sur la planète. Toutefois, du fait des conflits et des tensions multiples dans le monde, ce sont surtout les armements conventionnels qui ont connu depuis les années 1960 une prolifération sans précédent.

Les implications économiques de cette compétition sont considérables : l'effort financier (5 % du P.N.B. pour les États-Unis, de 12 à 15 % pour l'URSS) pèse lourdement sur l'économie des deux Grands, principalement de l'URSS qui doit consacrer à sa défense sur deux fronts (Europe de l'Ouest et Chine) une partie des sommes dont elle aurait besoin pour combler son retard sur les États-Unis. Ces derniers sont en principe mieux partagés, car une partie importante des budgets de recherche et des industries liées à l'armement trouvent des retombées dans le circuit de l'économie civile.

Les dépenses militaires globales ont, pendant le dernier quart de siècle, augmenté de 60 % en valeur constante. Elles tournent autour de 500 milliards de dollars par an dans les années 1980, soit une dépense moyenne infiniment supérieure à celle des programmes humanitaires mis sur pied par l'O.N.U. : 60 cents par habitant de la planète et par an contre 100 dollars pour les armements, dont les ventes ont augmenté dans des proportions énormes dans les années 1978-1991. Pour les pays exportateurs – États-Unis et URSS totalisant à eux deux 70 % des ventes, France (11 %), Royaume-Uni, Israël, Italie et nouveaux pays industrialisés tels que le Brésil, la Corée du Sud et Taiwan – les ventes d'armes constituent un poste clé dans la balance commerciale et un moyen de résoudre, par le biais des conflits périphériques, certaines difficultés économiques et sociales. Face à cette situation, les efforts de désarmement n'ont, jusqu'à une date récente, donné que des résultats symboliques. En 1969, l'Assemblée générale des Nations unies a lancé l'idée d'une « décennie du désarmement » qui est restée lettre morte. Depuis cette date, les

grands accords portant sur la réglementation des essais et la non-prolifération des armes nucléaires, complétés par des traités ponctuels portant sur la dénucléarisation de l'espace, des fonds marins, de l'Antarctique et de l'Amérique latine, ont été maintenus et respectés, mais ils n'engagent que les pays signataires jusqu'à la signature du traité F.N.I. (Forces Nucléaires Intermédiaires) en décembre 1987, le seul accord de désarmement proprement dit a été celui qui, en 1972, a proscrit l'usage des armes biologiques et à toxines.

Dans ces conditions, les deux Grands ont dû se contenter de négocier bilatéralement des engagements visant à la « limitation des armements » (*Arms Control*), c'est-à-dire à la stabilisation de l'équilibre nucléaire. Ce sont les accords S.A.L.T. I et II (*Stratégie Arms Limitations Talks*). Le premier, signé à Moscou en 1972, a fixé un plafond aux engins offensifs terrestres et maritimes et limité à deux les sites dotés de missiles-antimissiles (A.B.M.) ce qui, en privant la population de protection, constitue pour chacune des deux puissances un gage des intentions pacifiques de l'adversaire potentiel (principe de la « destruction mutuelle assurée » ou M.A.D.). On voit que la « maîtrise des armements » devient ici partie intégrante de la doctrine stratégique.

Le second, paraphé à Vienne en 1979, fixait aux panoplies nucléaires des deux Grands des limites à la fois quantitatives (nombre de vecteurs) et qualitatives (nombre d'ogives par fusée), mais ils n'ont pas été ratifiés par le Congrès américain. Enfin, les négociations sur la réduction des armements conventionnels en Europe (M.B.F.R. puis M.F.R.) n'ont donné aucun résultat. Il y a eu cependant, depuis 1988, des initiatives unilatérales de réduction de ces armements et des effectifs terrestres, opérées unilatéralement par l'U.R.S.S. Elles ont pris un caractère significatif en 1989 et 1990.

Les années 1980 ont donc été marquées, dans un contexte de retour à la guerre froide, par un échec de la « maîtrise des armements » et une relance vertigineuse de la compétition en cette matière dont le projet I.D.S. du Président Reagan constitue l'apogée et peut-être l'un des éléments déterminants du renversement de climat qui s'est effectué en 1987. En tout cas, il est clair que l'équilibre de la terreur qui s'est instauré avec l'arme nucléaire a empêché que les conflits localisés dans le tiers-monde ne dégénèrent en affrontements planétaires.

La crise américaine (1973-1992)

À la fin des années 1960, les États-Unis sont plongés dans la crise économique. Leur économie se maintient au premier rang mondial, mais leur compétitivité décline face à celle du Japon et de l'Europe. Non moins grave est la crise politique marquée par le scandale du *Watergate*, la révélation des ingérences de la C.I.A. et les affaires de corruption. L'intégrité morale du Président démocrate Jimmy Carter ne relève pas l'image de l'exécutif qui accumule les échecs économiques et internationaux. Les années 1970 voient le recul des positions américaines dans le monde après le désenchantement du Vietnam, et le communisme gagne du terrain. L'élection du républicain Ronald Reagan à la présidence manifeste la volonté des Américains d'un redressement fondé sur le libéralisme économique et social et sur l'anticommunisme à l'extérieur. Ses succès en politique extérieure et son apparente réussite économique, obtenue au prix d'un énorme endettement, ne résistent pas au retour de la récession en 1990, conduisant à l'échec son successeur George Bush en 1992, face au démocrate Bill Clinton.

La crise économique

● Ses manifestations

C'est une crise aux manifestations classiques. En 1973, les États-Unis subissent une série de difficultés : guerre du Vietnam, scandale du *Watergate* et crise économique mondiale. Les quelques récessions de brève durée et de faible intensité qui avaient eu lieu depuis 1945 n'avaient pas entamé la confiance des Américains dans la solidité de leur économie, car elles étaient suivies de reprises souvent vigoureuses. Pourtant, il y avait des signes de faiblesses qui ne disparaissaient pas depuis le milieu des années 1960 : le chômage (jamais moins de trois millions de chômeurs), la capacité industrielle non utilisée au maximum, les déficits du budget et de la balance commerciale, et surtout l'inflation. Avant même les premiers signes de la crise mondiale, il avait fallu dévaluer le dollar en 1971, après avoir décidé quatre mois plus tôt qu'il ne serait plus convertible en or, car les stocks d'or détenus ne représentaient plus qu'une faible partie de l'endettement extérieur. Cette dévaluation se révèle insuffisante et il faut en pratiquer une seconde de 10 % en février 1973, après une nouvelle alerte monétaire et économique. C'est la fin du mythe d'un dollar stable et dominateur et l'optimisme du peuple américain en est affecté. L'embargo arabe sur le pétrole à l'automne 1973 provoque une crise de l'énergie qui ne fait qu'accentuer les difficultés. L'inflation dépasse 13 %, le chômage augmente, la production industrielle stagne et, en 1974, le déficit commercial atteint 5 milliards de dollars. Les gouvernements américains sont placés devant le redoutable problème de résoudre une crise à la fois monétaire et économique.

● Les politiques de lutte contre la crise

Pour lutter contre la crise, les présidents américains ont le choix entre ces deux priorités qui apparaissent antithétiques : sauver la monnaie ou relancer l'économie. Afin de faciliter le redémarrage économique et de résorber le chômage, on laisse le dollar se déprécier, ce qui avantage les exportations et l'investissement de capitaux étrangers dans les entreprises américaines, mais l'inflation continue à se développer. En même temps, la consommation intérieure est relancée par la baisse des taux d'intérêt qui facilite le crédit – moyen le plus fréquemment employé – ou par une baisse de la pression fiscale. Au lieu de choisir la relance économique, les dirigeants peuvent préférer sauver la monnaie. La lutte est alors conduite non plus

contre le chômage, puisqu'il n'y aura pas création d'emplois, mais contre l'inflation. La restriction du crédit par augmentation des taux d'intérêt provoque une diminution de la consommation intérieure qui entraîne une baisse de la production, un accroissement du chômage, une détérioration des exportations, les promoteurs de cette méthode attendant du rétablissement des équilibres financiers une reprise économique ultérieure.

Les Présidents Nixon et Ford donnent la priorité à la relance économique, mais ils ne peuvent contenir l'inflation. Le Président Carter qui leur succède pratique simultanément l'une et l'autre de ces politiques ; il en résulte une confusion et un cumul des inconvénients des deux méthodes. À la fin de son mandat, en 1980, l'inflation dépasse toujours 13 %, la production industrielle décline, le chômage touche 8 millions de personnes, soit 10 % de la population active. À partir de 1980, le Président Reagan choisit en priorité de redresser la monnaie en pratiquant une politique de taux d'intérêt élevés, mais il ne désespère pas en même temps de provoquer une reprise économique en diminuant les impôts. Si, à partir de l'été 1982, l'inflation recule et le dollar commence un redressement spectaculaire (il passe de 1981 à 1985 de 4,50 F à 9 F), la récession économique paraît, dans un premier temps, s'étendre. Alors qu'elle concernait essentiellement jusque-là la construction immobilière et l'automobile, elle touche durant l'été 1982 les industries sidérurgiques, les machines-outils, la chimie, les textiles, l'industrie pétrolière et l'industrie touristique. Le nombre de chômeurs atteint alors 10,8 millions, soit presque 10 % de la population active, pendant que s'accroissent le déficit du budget et celui de la balance commerciale. On semble s'acheminer vers un échec de la politique du Président Reagan lorsque, fin 1982, celui-ci, renonçant à un de ses dogmes, décide une augmentation des impôts pour faire face au déficit. Mais à partir de 1983 se produisent des signes de redressement économique aux États-Unis : la production reprend, le chômage amorce une décrue alors que l'inflation demeure contenue par des taux d'intérêt élevés et un dollar fort.

● **Une compétitivité entamée, mais des atouts importants**

On constate désormais qu'entre l'Europe occidentale et le Japon d'une part, les États-Unis de l'autre, il y a réduction des écarts en ce qui concerne le niveau de vie et la productivité du travail. Ce déclin relatif de l'économie des États-Unis se traduit aussi sur le marché intérieur où la concurrence étrangère s'accroît, même dans

les secteurs où les Américains sont bien placés, comme celui de l'automobile ou de l'électronique, et sur le marché mondial, où la part de l'industrie américaine ne cesse de régresser.

Part de l'industrie nationale aux États-Unis et dans le monde

(en %)

Aux États-Unis	1960	1970	1979
Automobiles	95,9	82,8	79
Électronique grand public	94,4	68,4	49,4
Calculatrices	95	63,8	56,9

Dans le monde	1962	1970	1979
Véhicules à moteur	22,6	17,5	13,9
Avions	70,9	66,5	58
Machines agricoles	40,2	29,6	23,2

À l'exception de l'agriculture et de rares autres secteurs, la baisse de la productivité du travail est partout sensible. On l'attribue à une série de facteurs : changements dans la composition de la main-d'œuvre (croissance du pourcentage des jeunes travailleurs ayant moins d'expérience) ; diminution des dépenses de recherche... Les économistes radicaux insistent sur le mécontentement des travailleurs contre la prolifération des réglementations et la monotonie du travail et les partisans du libéralisme économique le plus total lient la baisse de la productivité à l'intervention du secteur public, soutenant que l'effort pour redistribuer les revenus aboutit à l'affaiblissement de la motivation pour le travail. Enfin, on constate que les investissements se détournent des secteurs productifs dont les taux de profit déclinent, au profit des secteurs de services improductifs, commerciaux ou publicitaires.

Mais les États-Unis peuvent garder malgré la crise le titre de première puissance économique mondiale. Ils possèdent un immense marché intérieur de 230 millions de consommateurs aux revenus en moyenne élevés. Ils sont le terrain d'expérience des produits nouveaux et le laboratoire des idées et des techniques pour les chercheurs de tous les pays. L'agriculture américaine est la plus puissante du monde, la plus développée, la plus riche et la plus innovatrice : les États-Unis ont, en 1976, exporté 36 millions de tonnes de blé, soit plus de la moitié du total mondial, 45 millions de tonnes de céréales

secondaires (presque les deux tiers du total mondial) et 15 millions de tonnes d'oléagineux, soit plus de la moitié du total mondial. Un rapport de la C.I.A. prédit que dans les prochaines décennies, le monde dépendra, de plus en plus, pour sa subsistance, des exportations agricoles américaines. Les États-Unis détiennent aussi environ 90 % du stock mondial de l'information et occupent de ce fait une position dominante sur le marché de l'informatique.

Les sociétés multinationales d'origine américaine installées hors des États-Unis ont une production quatre fois supérieure aux exportations américaines ; on parle à leur sujet d'une « seconde Amérique ». Enfin, le dollar renforce sa position de monnaie d'échange internationale, puisque, depuis les accords de la Jamaïque de 1976, il est admis en remplacement de l'or comme moyen de paiement international.

Les grandes firmes multinationales dans le monde

(classées selon le chiffre d'affaires)

1 General Motors	Automobile	États-Unis
2 Royal-Dutch Shell	Pétrole	Royaume-Uni / Pays-Bas
3 Exxon	Pétrole	États-Unis
4 Ford	Automobile	États-Unis
5 Toyota	Automobile	Japon
6 IBM	Informatique	États-Unis
7 IRI	Holding d'industries	Italie
8 General Electric	Matériel électrique	États-Unis
9 British Petroleum	Pétrole	Royaume-Uni
10 Daimler-Benz	Automobile	Allemagne
11 Mobil	Pétrole	États-Unis
12 Hitachi	Holding d'industries	Japon

La crise politique (1973-1980)

● Une crise de confiance

En janvier 1973, les Américains sortent de la guerre du Vietnam qui, selon le Président Nixon, a été « la plus longue, la plus difficile qu'aura connue l'Amérique » ; on pourrait ajouter la plus traumatisante, car c'est la première fois que, malgré un effort militaire colossal, les États-Unis ne peuvent imposer leurs conditions à

l'adversaire. La confiance des Américains dans l'efficacité de leur appareil militaire en est diminuée. La même année, ils subissent les premiers effets de la grande crise économique mondiale et un scandale politique, le *Watergate*, vient ajouter au désarroi américain, portant un coup très dur à la confiance qu'ils accordent à leurs institutions politiques.

Au départ, le *Watergate* apparaît comme une simple affaire de cambriolage : cinq « plombiers » (en fait, d'anciens agents des services secrets) sont surpris en juin 1972, durant les préliminaires de la campagne présidentielle, en flagrant délit de cambriolage du siège du Comité national démocrate, installé dans l'immeuble du *Watergate* à Washington. Ils venaient y poser des micros. L'enquête indique que ces hommes étaient en étroite relation avec de proches collaborateurs du Président Nixon, et le Sénat crée une commission d'enquête. L'affaire prend des proportions plus importantes lorsqu'un ancien adjoint du Président révèle que celui-ci enregistre depuis deux ans les conversations et les communications téléphoniques qui ont lieu dans son bureau.

À l'issue d'une longue bataille de procédure, les sénateurs contraignent le Président à communiquer les bandes magnétiques qui révèlent sa complicité dans l'affaire du *Watergate* et ses tentatives pour étouffer l'enquête. Sous la pression des leaders républicains du Congrès, Nixon doit démissionner le 9 août 1974 pour éviter que soit conduite à son terme la procédure d'*impeachment* lancée contre lui. Il est alors remplacé par le vice-Président Gerald Ford, récemment nommé à la place de Spiro Agnew qui a lui-même démissionné en raison d'ennuis avec la justice ! Un tel choc ne reste pas sans conséquences : malgré l'intégrité du Président Ford, le Congrès manifeste la plus grande méfiance envers les initiatives de l'exécutif et sa majorité démocrate s'oppose à la plupart des mesures présidentielles. On assiste alors à un rééquilibrage des pouvoirs en faveur du Congrès.

La révélation de l'intervention de la C.I.A. dans les affaires intérieures du Chili ajoute à la crise morale. Une commission d'enquête du Sénat aboutit à un rapport qui est un réquisitoire contre la centrale d'espionnage : 7 millions de personnes sont fichées par elle, dont 500 000 Américains ; la C.I.A., avec l'appui du Président Nixon et du secrétaire d'État Kissinger, a dépensé des sommes importantes pour provoquer l'échec du gouvernement de gauche du Président Allende au Chili en septembre 1973. Aussi le Sénat propose-t-il de démanteler l'Agence et de la placer sous le contrôle direct du Congrès.

Le monde des affaires est atteint lui aussi par la vague de scandales qui touche les États-Unis. D'importantes firmes américaines sont convaincues d'avoir distribué des pots-de-vin à des personnalités politiques étrangères pour s'assurer des contrats profitables. La révélation de pratiques contraires à la morale politique américaine conduit l'opinion à douter d'un système de valeurs qu'elle considérait jusqu'alors comme un modèle intangible.

● **L'échec de Jimmy Carter (1977-1980)**

En 1976, Jimmy Carter, gouverneur de Géorgie depuis 1970, s'impose comme candidat démocrate pour affronter le Président Ford. Ce dernier est si peu populaire qu'il a été difficilement désigné comme candidat républicain, devançant de peu son rival conservateur Ronald Reagan, gouverneur de Californie, représentant de l'aile droite du parti républicain. L'Amérique qui vient d'essuyer des échecs économiques et politiques et de subir des scandales est sensible au programme de Carter qui veut régénérer la politique américaine en s'appuyant sur les valeurs de l'Amérique profonde et provinciale, et elle élit le candidat démocrate qui l'emporte sur son rival avec plus d'un million de voix d'avance. Le nouveau Président, baptiste convaincu, est un homme droit ; il entend mettre la morale au premier plan de toute son action politique. Il faut, déclare-t-il en janvier 1976, exiger une publication complète des intérêts industriels et financiers de tous les personnages officiels ; aucun d'eux ne devrait poursuivre une activité qui puisse être en contradiction avec l'intérêt public. Lui-même fournit les comptes de ses finances personnelles et s'engage à le faire chaque année pendant la durée de son mandat (Jimmy Carter, officier de marine, a repris en 1953 la plantation familiale de cacahuètes). Il se pose en défenseur des droits de l'Homme, se prononce contre le racisme sans vouloir réaliser de force l'intégration (il nomme un Noir, Andrew Young, comme représentant des États-Unis à l'O.N.U.), sanctionne les pays qui violent les droits de l'Homme comme l'Argentine, l'Éthiopie, l'Ouganda, envoie personnellement une lettre d'encouragement au dissident soviétique Sakharov. C'est qu'il est convaincu que la responsabilité du Président doit être de restaurer l'autorité morale du pays en matière de politique étrangère. Or, déclare-t-il, « *toute politique qui fortifie les dictateurs ou crée des réfugiés, qui prolonge la souffrance ou retarde la justice raciale, affaiblit cette autorité* ».

Mais ces bons sentiments ne se traduisent pas par un redressement de la politique étrangère.

Loin d'être impressionnés par les admonestations du Président Carter, les Soviétiques intensifient la lutte contre leurs dissidents. Les échecs répétés de politique extérieure conduisent les Américains à constater que l'image de leur pays dans le monde se détériore et ils en tiennent rigueur au Président Carter. Les hésitations de celui-ci en matière économique ne permettent pas à l'Amérique de sortir de la crise. Le président a cependant voulu faire de la lutte contre le gaspillage de l'énergie la grande affaire de son mandat. En 1977, les États-Unis consomment 850 millions de tonnes de pétrole dont 400 sont importées et, en 10 ans, les importations ont doublé. Il propose donc un plan d'économies nationales fondé sur la diminution des importations et l'utilisation des ressources nationales car, déclare-t-il en avril 1977 : *« D'ici à dix ans, nous pourrions ne plus trouver de pétrole à importer, d'aucun pays, à aucun prix acceptable (...). Si nous manquons à agir vite, nous subissons une crise économique, sociale et politique qui menacera la liberté de nos institutions »*. Mais le Congrès rejette ses propositions.

Très vite, l'écart se creuse entre les espoirs que les Américains avaient placés dans le Président Carter et la modestie des réalisations. L'image de marque du Président s'affaiblit et les élections de « mi-course » de 1978 révèlent un recul des démocrates et un net glissement à droite de l'électorat. Dès ce moment, la reconduction du mandat de Jimmy Carter en 1980 s'avère compromise : les bons sentiments ne suffisent pas à résoudre la crise américaine. Et celle-ci est d'autant plus sensible chez les Américains qu'avec la fin de la guerre du Vietnam s'amorce un recul des positions américaines dans le monde qui, de 1973 à 1980, ne cessent de se détériorer.

Une position dans le monde ébranlée (1973-1980)

● La révision de la stratégie mondiale

La guerre du Vietnam qui s'achève début 1973 a coûté au peuple américain 45 000 morts, 300 000 blessés et plus de 150 milliards de dollars. Au lieu de la victoire escomptée, les États-Unis n'ont réussi qu'à perdre la face. Quand la nation, qui se prétendait championne de la liberté dans le monde, apprend qu'un lieutenant américain a massacré toute la population du village vietnamien de My-Lai, elle est saisie d'horreur. Aussi, la paix signée, le Président Nixon, aidé de son conseiller spécial pour la politique étrangère, le futur secrétaire

d'État Henry Kissinger, applique une nouvelle stratégie qui, sans être de désengagement – les États-Unis sont toujours le chef de file du « monde libre » – met fin à un sur-engagement militaire et diplomatique. À la présence militaire, les États-Unis veulent substituer une assistance indirecte, moins coûteuse pour eux en hommes et en argent. Il n'est plus question de « *concevoir tous les plans, préparer tous les programmes, exécuter toutes les décisions et entreprendre toute la défense des nations libres du monde (...)* ».

En bref, les États-Unis ne se reconnaissent ni assez riches, ni assez puissants militairement pour défendre seuls les pays menacés par le communisme. Désormais, les alliés doivent participer au maximum à leur propre défense. Réaliste, le Président Nixon cherche donc à employer une stratégie adaptée aux moyens dont il dispose. À l'intervention directe et massive, il préfère un engagement sélectif et souple, et préconise davantage l'usage de la diplomatie. Cette nouvelle stratégie exige des Américains un renoncement à des positions qui jusqu'alors étaient considérées comme « taboues ». C'est toute une révision de la politique étrangère des États-Unis qui doit être envisagée.

L'un des aspects les plus frappants de cette révision est l'ouverture vers la Chine. Déjà amorcée avant la fin de la guerre du Vietnam, elle est surtout motivée par des préoccupations stratégiques, même si les intérêts économiques n'en sont pas absents. Cette politique consiste à exploiter les rivalités idéologiques qui séparent la Chine de Mao Zedong et l'URSS depuis le début des années 1960. Le rapprochement des États-Unis et de la Chine communiste devrait conduire les Soviétiques à faire des concessions aux Américains car ils ne peuvent sans risque voir s'établir des relations privilégiées avec leurs adversaires. Alors que leur pays ignorait délibérément la Chine communiste depuis 1949, date de sa création, les Américains ont la surprise d'apprendre, en juillet 1971, que Kissinger vient d'avoir des entretiens avec le Premier ministre chinois Zhou Enlai. En février 1972, Nixon rencontre donc Mao Zedong et une charte établit la coexistence pacifique entre les États-Unis et la Chine communiste, qui est alors admise à l'O.N.U.

Comme le Président Nixon l'avait prévu, l'ouverture vers la Chine entraîne un rapprochement avec les Soviétiques qui l'invitent à Moscou en mai 1972. C'est la première fois qu'un Président des États-Unis se rend en URSS ; c'est aussi le début de négociations quasi permanentes entre les deux puissances qui se reconnaissent des responsabilités particulières dans le maintien de la paix mondiale. Un

premier accord est signé sur la limitation des armements stratégiques (S.A.L.T. I). En juin 1973, un voyage de Brejnev aux États-Unis aboutit à des accords bilatéraux qui établissent des relations commerciales entre les deux puissances et font des États-Unis le premier fournisseur de l'Union soviétique. Toutefois, le Congrès américain, sous la pression de l'opinion publique, pose comme condition à leur ratification l'assouplissement de la politique soviétique envers l'émigration des Juifs. Capitaux et technologie américaine pénètrent dans l'économie soviétique. Le symbole du rapprochement URSS-États-Unis est le vol spatial « Soyouz-Apollo » en juillet 1975 : il a fallu des mois d'intense coopération pour qu'un vaisseau soviétique et un vaisseau américain s'arriment dans l'espace, et l'échange d'une poignée de main par les commandants de bord est retransmise par la télévision dans le monde entier.

● Un recul sur la scène internationale

La politique de détente n'exclut pourtant ni les rivalités ni les tensions. Quand les chefs d'État des deux grandes puissances se rencontrent, ils n'abordent pas les questions brûlantes et, par puissances interposées, ils continuent à s'opposer tant au Moyen-Orient qu'au Vietnam par exemple. Or, cette rivalité paraît bien tourner à l'avantage de l'URSS, puisqu'en diverses parties du monde, le communisme marque des points. C'est ainsi qu'en 1975, le Vietnam du Sud s'effondre sous la poussée de l'offensive communiste, alors que le maintien de son indépendance était le seul bénéfice que les Américains avaient retiré de la guerre. Sollicité par le Président Ford d'accorder une aide exceptionnelle au gouvernement sud-vietnamien, le Congrès refuse catégoriquement. L'heure est à la passivité, aussi bien en Asie, où les Khmers rouges prennent le contrôle du Cambodge en avril 1975 sans que les États-Unis réagissent, qu'en Afrique où la crise éthiopienne et la décolonisation de l'Angola permettent une extension de l'influence des Soviétiques aidés par les Cubains. En décembre 1975, l'Angola devient une « République populaire et démocratique ». *« On a rarement vu dans l'histoire un pays comme les États-Unis acceptant avec tant de passivité un changement radical dans le rapport des forces »*, déclare à ce moment Henry Kissinger. Pour l'heure, c'est plutôt contre Kissinger lui-même que l'opinion américaine se retourne. Elle est indignée de la répression exercée contre les dissidents en URSS et du fait qu'au nom du réalisme politique les États-Unis ne protestent pas. Si bien que le Président Ford doit retirer à Kissinger la présidence du Conseil

national de sécurité américaine. Mais le Président lui-même ne prête-t-il pas le flanc à la critique lorsqu'il refuse de recevoir Soljenitsyne pour ne pas froisser le Kremlin ? Du Président Carter, l'opinion attend une attitude plus ferme vis-à-vis des Soviétiques, surtout après l'intervention militaire de ceux-ci en Afghanistan en janvier 1980. Pour faire échec à Moscou, le Président Carter se rapproche de la Chine en lui accordant la clause de la nation la plus favorisée sur le plan commercial (faveur toujours refusée à l'URSS).

Les efforts du Président Carter pour redresser la situation des États-Unis dans le monde ne sont guère couronnés de succès. S'il réussit à faire signer à Camp David (septembre 1978) des accords de paix entre l'Égypte et Israël, il perd la face en Iran. La révolution islamique de l'ayatollah Khomeiny défie ouvertement la puissance américaine en prenant en otage le personnel de l'ambassade des États-Unis à Téhéran en novembre 1979 et en le maintenant en détention malgré les démarches pressantes du gouvernement américain. Une opération de commando, organisée par le Président pour libérer les otages, échoue en avril 1980. Cet échec, ajouté à tous les autres, place les États-Unis en position de faiblesse face à l'URSS. Si l'on compare la carte mondiale des zones d'influences soviétique et américaine en 1950 et en 1980, on mesure bien le recul des États-Unis devant la poussée de l'URSS.

Le retour au conservatisme (1980-1992)

● Un tournant : l'élection de Reagan

En novembre 1980, le candidat républicain Ronald Reagan est élu Président des États-Unis avec 51 % des suffrages exprimés, battant le Président sortant, Jimmy Carter (41 %) et un candidat indépendant, Anderson (7 %). Les élections ont les apparences d'un raz-de-marée en faveur du courant conservateur représenté par le nouveau Président, puisque celui-ci emporte 45 États sur 50 (dont tous les États du Sud – Géorgie exceptée – qui votent traditionnellement démocrate). De plus, les républicains obtiennent la majorité au Sénat et progressent à la chambre des Représentants.

En fait, il faut nuancer le triomphe de Ronald Reagan. L'abstention, traditionnellement forte dans les élections américaines à tous les niveaux, a, cette fois, atteint 53 % des électeurs potentiels. Ronald

Reagan n'a donc été élu que par 26,9 % de ceux-ci. L'importance de l'abstention s'explique par le fait que les deux principaux candidats en présence étaient l'un et l'autre des conservateurs ; les libéraux, sans représentant, ont alors moins voté qu'à l'accoutumée. La victoire de Ronald Reagan représente surtout un désir de changement à tout prix et un rejet de Jimmy Carter, considéré comme trop hésitant. Le nouvel élu choisit comme vice-Président George Herbert Bush, ancien directeur de la C.I.A. et ancien ambassadeur des États-Unis à l'O.N.U.

Le nouveau Président est né en Californie en 1911. Il a fait dans les années 1930 une carrière d'acteur à Hollywood. Dans les années 1950, il se lie aux milieux d'affaires et adhère en 1962 au parti républicain. Avec l'appui de l'aile conservatrice de ce parti, il est élu en 1967 gouverneur de Californie et conserve ce mandat jusqu'en 1975, gouvernant de façon pragmatique en dépit du caractère intransigeant de son programme. Dans la première déclaration qui suit son élection à la présidence des États-Unis, il propose aux Américains de prendre un « nouveau départ ». Son objectif est de *« remettre l'Amérique sur pied et de raviver le grand esprit américain de service bénévole, de coopération, d'initiative individuelle ; un esprit qui, tel un courant profond et puissant, anime toute l'Histoire de notre nation »*. Il s'agit de rendre confiance au peuple américain dans les valeurs fondamentales de sa civilisation, ébranlées par la succession de crises que connaît le pays depuis 1973.

● Une présidence populaire

Pour Reagan et les conservateurs qui l'entourent, l'origine de tous les maux réside dans l'accroissement excessif des pouvoirs de l'État et dans son interventionnisme. Il faut donc réformer ou assouplir les réglementations qui entravent le développement industriel et laisser jouer librement les mécanismes du marché.

Ronald Reagan s'attaque immédiatement aux problèmes les plus urgents : le déficit budgétaire, le chômage qui frappe près de 8 millions d'Américains et l'inflation qui atteint 13,5 %. Pour les résoudre, il met en œuvre la « théorie de l'offre » qui n'a encore jamais été tentée dans un pays industriel. Le moteur de l'opération consiste à diminuer les impôts, en échange de quoi on attend des Américains (et surtout des plus aisés et des grandes sociétés) qu'ils investissent et créent des emplois nouveaux, générateurs à leur tour d'une masse imposable qui supprimerait le déficit budgétaire. Comme, au début de l'opération, les revenus de l'État vont diminuer,

il faut nécessairement couper dans le budget fédéral, ce qui entraîne une réduction du nombre des fonctionnaires fédéraux et une diminution des dépenses d'aide sociale.

Autre volet de la politique de Ronald Reagan qui tranche avec la pratique de son prédécesseur, celui qui concerne la politique étrangère qu'il annonce comme « musclée ». Face à l'Union soviétique qu'il présente comme « l'empire du mal », il définit un programme stratégique de grande envergure, l'« initiative de défense stratégique » (I.D.S., encore baptisée « guerre des étoiles ») qui prévoit une surveillance et des interventions dans l'espace. Il s'agit de « *restaurer une marge de sécurité* » vis-à-vis de l'URSS, jugée économiquement et financièrement incapable de s'engager dans cette voie. L'effort doit porter particulièrement sur la défense de l'Europe, défaut de la cuirasse du monde occidental. Jugeant la détente comme une voie à sens unique favorisant l'expansion du communisme, le Président retrouve contre celui-ci le ton de l'époque de la guerre froide.

Au fil des années, les divers développements de cette politique que Reagan, utilisant ses aptitudes d'ancien comédien sait habilement présenter aux Américains (on le surnomme le « grand communicateur »), font de lui le plus populaire des Présidents des États-Unis. Triomphalement réélu en 1984 sans que les démocrates puissent lui opposer un adversaire à sa taille, il achève en novembre 1988 son second mandat en conservant une réelle popularité. Par rapport à ses objectifs initiaux, quel bilan peut-on présenter de son administration ?

En 1988, Les États-Unis sont en paix et paraissent prospères. Ronald Reagan a sorti son pays de la crise et il a réussi à rendre confiance aux Américains qui redoutaient de voir leur pays engagé sur la voie du déclin. La présidence de « Reagan le Magnifique » est considérée comme une réussite et on a comparé l'homme à John Kennedy, tous deux s'étant battus « *pour permettre aux Américains d'être à nouveau satisfaits de leur pays* ». Mais au-delà de cette ressemblance, complaisamment soulignée dans un but électoral, afin d'attirer les électeurs démocrates, les idées et la pratique de Reagan en politique intérieure sont fort éloignées de celles de John Kennedy. Ce dernier voulait supprimer la pauvreté aux États-Unis et avait réussi à la faire reculer, alors qu'à la fin du mandat de Reagan, elle s'est accrue, surtout pour les gens de couleur.

En fait, c'est « l'Amérique moyenne » qui a lieu d'être satisfaite de la présidence de Reagan. L'inflation est maîtrisée, le chômage a été ramené de 9,5 à 5,4 % de la population active (il est plus

élevé pour les Noirs, un sur trois d'entre eux vivant au-dessous du seuil de pauvreté). Mais ces résultats n'ont pu être atteints qu'au prix du développement d'une dette colossale car une grande partie des économies annoncées par Reagan sur les dépenses civiles n'a pu être pratiquée pour des raisons électorales et les dépenses militaires ont continué à croître. La ponction fiscale qui pèse sur les Américains est demeurée aussi forte qu'auparavant car si les impôts ont été diminués, cette diminution a été compensée par l'accroissement des cotisations sociales et des taxations locales. Pour équilibrer les finances américaines, Reagan pensait pouvoir compter sur l'épargne des citoyens qui disposeraient de revenus en hausse. Or ceux-ci sont allés à la consommation et l'Amérique de la fin des années quatre-vingt vit au-dessus de ses moyens. Il faut donc faire appel à l'étranger pour combler un déficit d'épargne de 150 milliards de dollars, que Reagan lègue à son successeur à la Maison Blanche.

En revanche, ce sont les Japonais qui placent aux États-Unis leurs excédents d'épargne de 100 milliards de dollars (bons du Trésor, actifs industriels ou immobiliers), suscitant la crainte de les voir progressivement prendre le contrôle de l'ensemble des sociétés cotées à Wall Street. Le déficit américain représente donc un lourd héritage, d'autant que le dollar, monnaie de réserve internationale, ne peut être fondé sur des déficits.

Cependant, le bilan de politique étrangère paraît plus heureux, bien que la présidence de Ronald Reagan s'achève sur des positions antithétiques de celles du début de son administration. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en 1985, a permis de passer progressivement de la tension à la détente avec l'URSS. Les deux gouvernements des États-Unis et de l'Union soviétique ont en effet à résoudre un problème commun : l'accroissement des dépenses militaires entraîne des difficultés qui peuvent difficilement durer sans porter un préjudice énorme à leur pays. Elles provoquent, aux États-Unis, le déficit budgétaire, la diminution des dépenses sociales et ouvrent la voie aux investissements étrangers qui achètent les entreprises américaines ; en URSS, elles rendent en partie compte du déficit alimentaire, des retards de modernisation et entraînent le mécontentement de la population. Mais aucun des deux Grands ne peut envisager de restreindre ses dépenses d'armement sans obtenir la réciprocité de l'autre. C'est pourquoi les diplomates et les chefs d'État ont entrepris des négociations qui ont débouché sur des accords de désarmement.

● Le temps du désenchantement : George Herbert Bush (1988-1992)

La popularité de Ronald Reagan et les succès apparents de sa présidence expliquent que lors des élections présidentielles de novembre 1988, les Américains choisissent de porter à la Maison Blanche le vice-Président George Herbert Bush, présenté comme son fidèle continuateur. Il est élu par 54 % des voix contre 46 % à son adversaire démocrate Michael Dukakis (avec 50 % d'absentions). Le Président des États-Unis, membre d'une famille patricienne de la côte Est, apparaît comme un homme de grande expérience. Ancien directeur de la C.I.A., ancien ambassadeur à l'O.N.U. et à Pékin, il a joué durant la présidence de Ronald Reagan le rôle d'un véritable pèlerin de l'administration américaine, ne cessant de se déplacer à travers le monde pour présenter la politique des États-Unis. Son élection assurée, il se fixe pour objectif de maintenir une « *Amérique forte et résolue dans le monde, avec un grand cœur à l'intérieur* ». Pour ce faire, il appelle à l'unité et à la réconciliation, ce qui est habile de la part d'un Président qui ne peut compter sur un Congrès à la majorité républicaine, les démocrates y ayant assuré leur domination en confortant la majorité dont ils disposent dans les deux Chambres. La tâche du nouveau Président n'apparaît donc pas aisée.

Toutefois, l'expérience dont il dispose en matière de politique étrangère, supérieure à celle de tous ses prédécesseurs à la présidence, constitue pour lui un atout de taille. En fait, George Bush doit affronter une situation contrastée. À l'intérieur, il doit faire face au problème grave du déficit budgétaire et payer le prix de la politique de dépenses à crédit faites par l'administration Reagan. Problème d'autant plus difficile à résoudre qu'il doit compter avec un Congrès démocrate, résolu à ne pas lui faciliter la tâche. En dépit de ses promesses électorales, George Bush doit envisager des augmentations d'impôts, évidemment impopulaires. Ce n'est qu'au prix d'interminables négociations avec le Congrès qui mettent virtuellement l'État fédéral en cessation de paiement qu'il parvient à faire adopter le budget fin 1990. Mais à l'extérieur, la crise de l'URSS, l'effondrement de l'empire soviétique, la politique conciliatrice de Gorbatchev font des États-Unis la seule superpuissance mondiale. C'est à ce titre que, jouant le rôle de gendarme du monde, ils font condamner par l'O.N.U. l'agression de l'Irak contre le Koweït en août 1990, et prennent la tête d'une coalition internationale qui, après

avoir établi l'embargo contre l'Irak déclenche en janvier 1991 la « guerre du Golfe » pour obliger le Président irakien Saddam Hussein à évacuer le Koweït. La rapide victoire obtenue, peu coûteuse en pertes humaines pour la coalition, porte la puissance américaine dans le monde à un sommet qui n'avait pas été atteint depuis longtemps et la popularité du Président Bush au zénith.

Mais si, jusqu'en 1990, les États-Unis connaissent une période de prospérité anormalement longue (puisqu'elle dure depuis 1982 alors que les phases de prospérité n'ont guère excédé 6 ans depuis 1945), la récession se produit en 1991. La production nationale dont la croissance avait été de 3,9 % en 1988 et qui, depuis lors, n'avait cessé de se ralentir, tombant à 2,5 % en 1989 puis 1 % en 1990 devient négative en 1991 avec - 0,7 %. La première conséquence de cette crise est la poussée du chômage qui passe de 5,5 % de la population active à 7,1 % début 1992, touchant alors 9 millions d'Américains. Quant au déficit budgétaire, l'administration américaine prévoit qu'il atteindra des records en 1992, représentant 6,7 % du P.N.B., le taux le plus élevé depuis 1946. Pour remédier à cette détérioration de la situation économique, le Président des États-Unis compte sur une reprise économique qui se fait attendre et sur les recettes du reaganisme : allègements fiscaux consentis à certains agents économiques dont on espère qu'ils se solderont par des injections des sommes ainsi épargnées dans l'économie, redistribution d'une partie des sommes prélevées sur le budget de la défense, rendu moins indispensable par la disparition de l'adversaire soviétique. Mais l'espérance de voir la croissance atteindre 2,2 % en 1992, année électorale, apparaît comme un vœu pieux.

Dans ces conditions, George Bush est très vivement critiqué pour sa politique économique dont les sondages révèlent qu'elle est récusée par plus des deux tiers des Américains. On reproche au Président de ne pas se montrer assez ferme envers les Japonais qui sont accusés, surtout par les constructeurs automobiles, d'être responsables de la récession américaine. L'opinion et les démocrates qui sont majoritaires au Congrès exigent une politique contraignant les Japonais à acheter américain ou, dans le cas d'un refus, leur interdisant de vendre aux États-Unis, attitude fort éloignée du libéralisme économique prôné par les républicains. En 1990, le déficit commercial des États-Unis avec le Japon atteint 41 milliards de dollars.

De la C.E.E. à l'Union européenne (1973-1992)

La cohésion de la C.E.E. est ébranlée par la crise économique mondiale à laquelle elle ne réagit pas globalement. Le Royaume-Uni essaye une politique de « contrat social » sous les gouvernements travaillistes puis, avec Margaret Thatcher, une politique néo-libérale ultra conservatrice. En RFA, les difficultés économiques et politiques, bien prises en charge par le gouvernement socialiste de Helmut Schmidt, s'effacent dans les années 1980 sous la direction du chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl avant que la réunification allemande de 1990 n'ouvre au pays de nouvelles perspectives. Pendant que l'Italie connaît une série de crises, la chute de trois dictatures de l'Europe méridionale permet un nouvel élargissement de la C.E.E. qui se rééquilibre ainsi vers le Sud. Relancée dès 1985, la construction européenne s'accélère dans les années 1990 avec la transformation de la C.E.E. en une Union européenne désireuse de réaliser progressivement son unification économique tout en jetant les bases d'une véritable union politique.

Les illusions perdues du Royaume-Uni (1974-1990)

● Face à la crise

La crise mondiale n'épargne pas plus le Royaume-Uni que les autres États européens mais, à la différence des autres pays industrialisés, ses difficultés économiques depuis 1973-1974 ne sont pas dues principalement aux « chocs pétroliers ». Grâce à la mise en exploitation d'importants gisements d'hydrocarbures en mer du Nord à la fin des années 1970, le Royaume-Uni est au contraire le seul pays d'Europe (avec la Norvège) à pouvoir assurer son indépendance énergétique. Mais cet atout considérable ne peut contrebalancer la crise structurelle de son économie qui souffre de langueur depuis un quart de siècle (taux moyen annuel de croissance de 2,6 % entre 1950 et 1975 contre 4,8 % pour la France et 5,7 % pour l'Allemagne de l'Ouest). Au classement des puissances industrielles, le Royaume-Uni est même dépassé par l'Italie dans les années 1980...

Face à d'importantes revendications sociales accentuées par la crise économique, aux difficultés de son intégration à la Communauté européenne, au développement du nationalisme irlandais, gallois et écossais, le Royaume-Uni va adopter deux attitudes fort différentes : une politique de conciliation avec les travaillistes, au pouvoir de 1974 à 1979 ; une politique de néo-libéralisme musclé avec le « thatchérisme » de 1979 à 1990. La grande puissance qui dominait le monde aux XVIII^e et XIX^e siècles doit désormais se battre avec énergie pour enrayer un indéniable déclin.

● Le « contrat social » des travaillistes (1974-1979)

Revenus de justesse au pouvoir en février 1974 dans un contexte de grave crise sociale, les travaillistes réussissent à relancer l'activité économique à demi-paralysée en amorçant avec les syndicats une politique de « contrat social » sur les salaires, les prix et la législation du travail. Fort de ce premier succès, le gouvernement Wilson provoque de nouvelles élections dès octobre 1974 afin d'affermir sa position. Mais les travaillistes ne gagnent que 2 % des voix, et leurs 18 sièges supplémentaires ne leur assurent qu'une faible majorité parlementaire. En effet, comme en février, le déclin des conservateurs s'est accompagné d'une forte poussée en faveur

des libéraux ainsi que des nationalistes écossais et gallois, ce qui remet en question le bipartisme traditionnel facilitant l'alternance gouvernementale.

L'incertitude politique grandit encore avec la démission surprise du Premier ministre Wilson en avril 1976, remplacé par James Callaghan, et la défaite de plusieurs travaillistes lors d'élections partielles. Contraint de « piloter à vue » en fonction du soutien conditionnel des députés libéraux, écossais ou gallois, le gouvernement Callaghan réussit à se maintenir au pouvoir jusqu'en mars 1979 où, pour la première fois depuis 1924, une motion de défiance est votée aux Communes. La Chambre dissoute, les conservateurs qui ont à leur tête depuis 1975 une femme, Margaret Thatcher, remportent les élections de mai 1979.

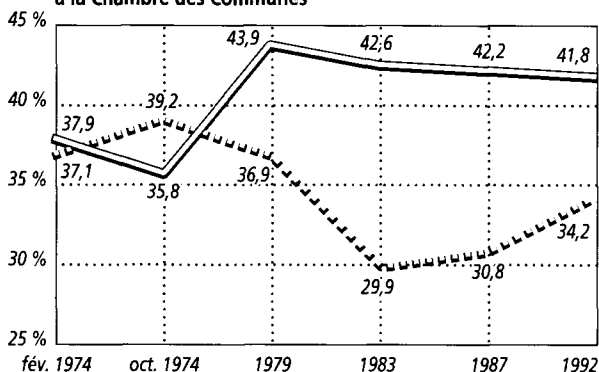
Cet échec électoral des travaillistes s'explique en partie par la rupture du « contrat social » conclu en juin 1974 entre le gouvernement Wilson et les *Trade-Unions*. Ceux-ci avaient en effet accepté une politique stricte des salaires en échange de plusieurs mesures : l'abrogation des lois antisyndicales votées par les conservateurs, de nouvelles nationalisations, des garanties contre les licenciements... Le dirigisme des gouvernements Wilson et Callaghan ainsi que le « miracle pétrolier » favorisent un net redressement de l'économie britannique en 1977 et 1978. Mais les salariés, qui ont vu leur pouvoir d'achat réel baisser en 1976 et 1977, refusent tout nouveau sacrifice : une série de grandes grèves éclatent au cours de l'hiver 1978, mécontentant l'opinion et isolant davantage un gouvernement à la merci de la coalition de ses adversaires aux Communes.

● **Les débuts difficiles de la « dame de fer » (1979-1982)**

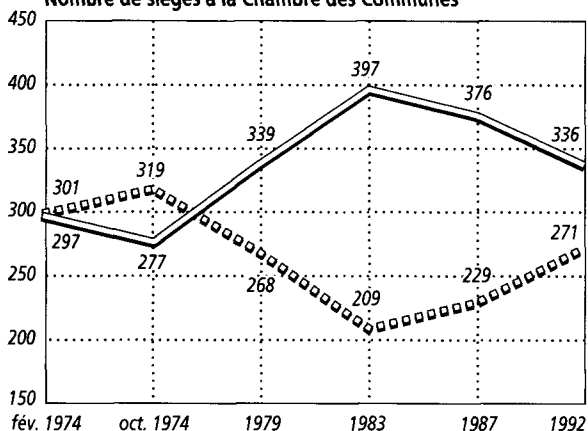
À la tête des conservateurs victorieux des élections de mai 1979, Mme Thatcher impose sa forte personnalité qui lui vaut rapidement le surnom de « dame de fer ». Rompant totalement avec le dirigisme travailliste, le nouveau Premier ministre prône au contraire un néolibéralisme *quasi* absolu, l'action du gouvernement devant se limiter principalement au contrôle de la monnaie. Ce changement d'orientation de la politique économique se manifeste notamment par une tentative de restructuration industrielle (dénationalisation, fermeture d'entreprises non rentables comme certains puits de mines...) et par une attitude très ferme à l'égard des syndicats.

Les deux grands partis dans la vie politique britannique de 1974 à 1992

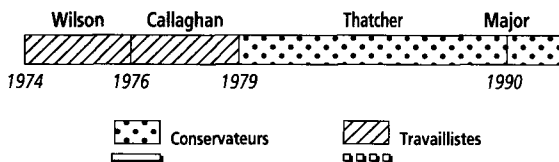
Pourcentage des voix obtenues aux élections à la Chambre des Communes



Nombre de sièges à la Chambre des Communes



Les gouvernements



En dépit de quelques succès, le bilan économique et social des premières années du gouvernement Thatcher se révèle particulièrement lourd : entre 1979 et 1981, le produit national diminue de 5,5 % ; pour la première fois depuis la guerre, le revenu réel par habitant baisse de 2 % en 1981 ; quant au nombre de chômeurs, il passe de 1,3 million en mai 1979 à plus de 3,3 (14 % de la population active) en septembre 1982... Ce chômage, qui touche principalement les jeunes, les travailleurs immigrés et l'Irlande du Nord (où le taux dépasse 22 % de la population active), n'est pas sans incidence sur les nombreux troubles qui secouent la société britannique : batailles entre *mods* et *punks*, émeutes raciales de Brixton (au Sud de Londres), recrudescence de la crise irlandaise... La détermination de la « dame de fer » et les faibles résultats de sa politique suscitent alors une vive opposition parfois jusque dans les rangs mêmes du parti gouvernemental. En mars 1981, des travaillistes modérés et quelques conservateurs opposés au « thatcherisme » fondent un parti social-démocrate. Allié au vieux parti libéral, il remporte quelques succès lors d'élections partielles, laissant espérer une « troisième voie » entre un pouvoir autoritaire et un travaillisme en proie à des divisions internes... avant que « l'affaire des Malouines » ne remette tout en question.

En difficulté dans le domaine intérieur, Mme Thatcher remporte au contraire d'indéniables succès en politique extérieure. Reprenant le principe de « renégociation » du traité de Rome lancé par les travaillistes en 1974, elle obtient une assez forte réduction de la contribution britannique à la C.E.E. (alors que Wilson avait obtenu plus de concessions sur la forme que sur le fond). Elle réussit à faire jouer au Royaume-Uni un rôle important dans le règlement de l'affaire rhodésienne qui aboutit à la fondation d'un nouvel État indépendant, le Zimbabwe, en avril 1980. Et surtout, elle n'hésite pas à répondre par la force à l'occupation des îles Falkland (Malouines) par l'armée argentine le 2 avril 1982. La victoire militaire du Royaume-Uni le 14 juin après deux mois et demi d'une guerre, anachronique et ultramoderne à la fois, est acclamée par la *quasi* totalité des Britanniques. Ce climat d'Union nationale autour du gouvernement de Mme Thatcher a largement contribué à son succès aux élections législatives de juin 1983.

● Les « belles années » de Mme Thatcher (1983-1988)

Le « thatcherisme » marque alors profondément de son empreinte la vie économique et sociale du Royaume-Uni : importantes privatisations (gaz, téléphone, distribution des eaux, transports aériens, sidérurgie...), réduisant le secteur public britannique de plus d'un tiers ; diminution du pouvoir des syndicats après l'échec de la grande grève des mineurs en 1984-1985 ; hostilité grandissante du gouvernement britannique à l'élaboration d'une politique européenne dans le cadre du Marché commun... Le néo-libéralisme thatchérien, proche parent du « reaganisme », remporte indéniablement quelques succès : augmentation de la productivité industrielle, chute de l'inflation entre 1982 et 1987, diminution du chômage entre 1986 et 1990, rétablissement de l'autorité de l'État... Au plan international, la fermeté de la « dame de fer » face à la construction européenne flatte une opinion publique britannique toujours assez réservée vis-à-vis du Marché commun.

Mais cette « révolution conservatrice » accroît les disparités sociales et régionales ; aux *yuppies*, grands profiteurs de l'essor de la City, s'opposent les laissés pour compte de la restructuration industrielle, victimes de mesures qui s'attaquent peu à peu aux acquis de « l'État providence » ; à la vitalité du Sud de l'Angleterre s'oppose le déclin des vieux « pays noirs »... Aussi le Royaume-Uni des années 1980 connaît-il à plusieurs reprises de grandes flambées de violences : émeutes raciales, notamment en 1985 ; hooliganisme dans les stades de football comme au Heysel en mai 1985 et à Sheffield en avril 1989.

Affaiblis par le déclin du syndicalisme ouvrier et par leurs divisions internes, les travaillistes ne peuvent empêcher les conservateurs de garder une confortable majorité aux élections de 1987. Battus pour la troisième fois consécutive, les opposants au « thatcherisme » vont alors tenter de se restructurer pour apparaître comme une alternative politique crédible : en mars 1988 se crée une nouvelle formation centriste, le parti des démocrates sociaux et libéraux (S.L.D.), fusion de la majorité du parti social-démocrate (né d'une scission du parti travailliste en 1981) avec le vieux parti libéral ; en octobre, au congrès de Blackpool, le *Labour party* finit par se rallier à l'économie de marché, comme les socialistes allemands à Bad-Godesberg en 1959. Au sein même du parti conservateur, l'intransigeance de Mme Thatcher, en matière de politique européenne notamment, fait naître une sourde opposition interne.

● La fin du gouvernement Thatcher (1989-1990)

Ce n'est qu'en juin 1989, aux élections européennes, que Mme Thatcher subit son premier échec politique. Marqué par un fort taux d'abstention (64 %) et par l'émergence d'un courant écologique important (15 %) mais sans lendemain, ce scrutin voit le parti travailliste devancer nettement le parti conservateur (40 % des suffrages exprimés contre 34 %). Ce désaveu s'explique par la réapparition d'importants problèmes économiques (ralentissement de la croissance, nette reprise de l'inflation...) et par un fort mécontentement lié à une réforme du système de protection sociale en avril 1988, réduisant considérablement le rôle de « l'État providence ».

La fronde contre Mme Thatcher grandit au sein du parti conservateur qui lui reproche la création, en avril 1990, d'un nouvel impôt local très impopulaire, la *poll-tax*, et qui la contraint d'accepter l'entrée de la livre dans le Système monétaire européen en octobre. Un mois plus tard, au congrès conservateur, son ancien ministre de la Défense (démissionnaire en 1986), Michael Heseltine, se présente contre elle pour le *leadership* du parti et réussit à la mettre en ballottage. La « dame de fer » démissionne aussitôt de ses fonctions de Premier ministre (22 novembre 1990) après onze années de « règne ».

● L'Angleterre face au nationalisme celtique

Les années 1970 sont également marquées par une forte poussée nationaliste dans les « pays celtiques » du Royaume-Uni, non seulement en Irlande du Nord secouée par de violents troubles depuis 1968, mais également au pays de Galles et en Écosse. Fondés respectivement en 1925 et 1927, le *Plaid Cymru* (parti nationaliste gallois) et le *Scottish National Party* (parti national écossais), qui n'avaient jusque-là qu'une audience très limitée, obtiennent leurs premiers succès électoraux à la fin des années 1960. Ils voient alors leurs effectifs décupler et leurs suffrages grimper à chaque élection locale ou nationale, notamment en Écosse où l'on attend beaucoup du « miracle pétrolier » de la mer du Nord. Aux élections d'octobre 1974, les 3 députés du *Plaid Cymru* et les 11 du S.N.P. constituent un appoint non négligeable à la faible majorité travailliste. Mais en mars 1979, un projet de « dévolution » dotant le pays de Galles et l'Écosse d'une assemblée élue avec des pouvoirs plus ou moins importants est repoussé par référendum. En recul au plan électoral dans les années 1980, le nationalisme gallois et écossais n'en continue pas moins de s'affirmer au plan culturel.

Plus grave est la situation de l'Irlande du Nord, qui s'enlise dans une véritable guerre civile depuis le début des années 1970, la question de la réunification de l'île se superposant désormais aux premières revendications concernant l'égalité civique et sociale entre l'importante minorité catholique et la majorité protestante. La prise en main de l'administration de l'Irlande du Nord par Londres en 1972 ne met pas fin aux troubles, les deux communautés se tournant au contraire de plus en plus vers leurs représentants les plus extrémistes : le révérend Paisley pour les protestants, l'I.R.A. « provisoire » pour les catholiques. Attentats, répression, grèves de la faim (mort de Bobby Sands et de neuf autres militants nationalistes en 1981) restent le lot quotidien de l'Irlande du Nord dans une guerre qui fait déjà des centaines de victimes. Londres et Dublin s'efforcent alors conjointement de trouver une solution politique à ce conflit, mais un accord signé en novembre 1985 à Hillsborough entre Mme Thatcher et le Premier ministre de la république d'Irlande, Garret Fitzgerald, reste inopérant devant la double hostilité des extrémistes protestants unionistes et des catholiques de l'I.R.A. La lutte durera encore près de treize ans.

De l'Allemagne de l'Ouest à l'Allemagne unifiée (1974-1990)

● La RFA face à la crise économique

Après la longue période de croissance presque ininterrompue, la RFA subit en 1974-1975 une récession consécutive aux effets des mesures de stabilisation monétaire prises en 1973 et au premier « choc pétrolier ». Le ralentissement de l'activité économique se manifeste notamment par une baisse de la consommation, des investissements et des exportations, ainsi que par une poussée du chômage (750 000 personnes en octobre 1974, 1 350 000 en février 1975).

Le gouvernement social-démocrate de Helmut Schmidt (qui a succédé à Willy Brandt en mai 1974) réussit à surmonter la crise dès 1976 par une politique budgétaire favorable à la relance des investissements et de la consommation, au prix d'un fort endettement de l'État sur le marché intérieur. Un accord tacite avec les syndicats sur le « partage des sacrifices » lui permet de limiter l'inflation et l'excédent de la balance des paiements conduit même à plusieurs

réévaluations du deutsche Mark alors que les autres monnaies européennes sont en crise : le D.M. devient ainsi une devise particulièrement recherchée, la deuxième monnaie de réserve du monde en 1979.

Mais la République fédérale connaît ensuite une nouvelle crise, due notamment à l'augmentation de sa facture pétrolière et à une détérioration de sa balance commerciale. Si la puissance financière du pays reste grande, son activité économique s'est fortement ralentie au début des années 1980. Le taux de croissance est devenu pratiquement nul, la barre des deux millions de chômeurs (8 % de la population active) est franchie en septembre 1982 et il faut l'intervention du gouvernement pour sauver le grand groupe *A.E.G.-Telefunken* (n° 2 de l'industrie électronique avec 124 000 salariés). Mais une politique rigoureuse de lutte contre l'inflation, une balance commerciale fortement excédentaire et la solidité du Mark permettent la relance de l'expansion dès le milieu des années 1980, la RFA apparaissant toujours comme la principale force d'entraînement de l'économie européenne, suscitant à la fois admiration et inquiétude chez ses partenaires.

À la veille de la réunification allemande, la crise semblait largement surmontée, le pays ayant réussi à retrouver une croissance non négligeable tout en jugulant l'inflation, réussissant même à réduire le chômage aux alentours de 6-7 %.

● **Du « consensus social » à la contestation radicale**

Même au cœur de la crise, la RFA reste relativement calme dans le domaine social : peu de grandes grèves avant celles de la sidérurgie en 1978-1979, la première occupation d'usine dans ce pays ne datant que de 1975... La classe ouvrière allemande, par l'intermédiaire de la puissance centrale syndicale D.G.B., ne remet pas en cause le système, s'intégrant parfaitement à « l'économie sociale de marché ». La cogestion est même étendue en 1976 à toutes les entreprises industrielles et commerciales de plus de 2000 salariés, mais elle n'est pas vraiment paritaire, les actionnaires gardant le pouvoir de décision en cas de désaccord avec les salariés. Un certain consensus social existe, reposant sur un éventail des revenus moins ouvert et des inégalités sociales moins fortes que dans beaucoup de pays industrialisés. Il est cependant remis en question par une grande partie des jeunes générations, mal à l'aise dans un pays qui, depuis 1974, vieillit dans des proportions inquiétantes en raison d'un très faible taux de natalité.

Après la contestation universitaire des années 1960, la RFA connaît dans les années 1970 une importante vague de terrorisme, œuvre de petits groupes minoritaires comme la « Fraction armée rouge », autour d'Andréas Baader, dont le but est de renverser par la violence le régime bourgeois. Ces jeunes contestataires, souvent issus des milieux aisés, s'en prennent alors aux représentants de cette société qu'ils veulent détruire (hommes d'affaires, banquiers, juges...), faisant vivre les villes allemandes sous la terreur des attentats et des bombes. Cette vague de violence culmine en 1977 avec l'enlèvement puis l'assassinat de Hans Martin Schleyer, le président du patronat allemand, et le « suicide » de trois des principaux dirigeants de la « bande à Baader » dans la prison de Stammheim. Ce climat de terreur et de répression policière que décrivent notamment Heinrich Böll dans son roman *L'Honneur perdu de Katharina Blum* (1974) et M. Von Trotta dans son film *Les Années de plomb* (1981) marque profondément la société allemande sans entraîner cependant une résurgence électorale du néo-nazisme comme on avait pu le voir lors de la crise de 1965-1969.

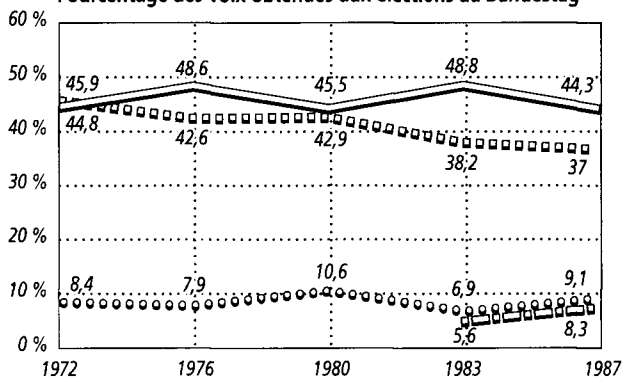
Dès la fin des années 1970, c'est au contraire en direction de mouvements écologiques et pacifistes que se tourne une grande partie de l'opposition extra-parlementaire. En 1979, la plupart des organisations écologistes se regroupent dans une formation politique, les « Verts », qui devient rapidement le point de ralliement de tous les mouvements contestataires ouest-allemands, animant notamment les grandes manifestations contre les armes nucléaires au début des années 1980. Acceptant le cadre légal et parlementaire, les « Verts » vont faire leur entrée dans plusieurs diètes régionales, puis au Bundestag où leur anticonformisme bouscule quelques habitudes.

● L'alternance politique en action

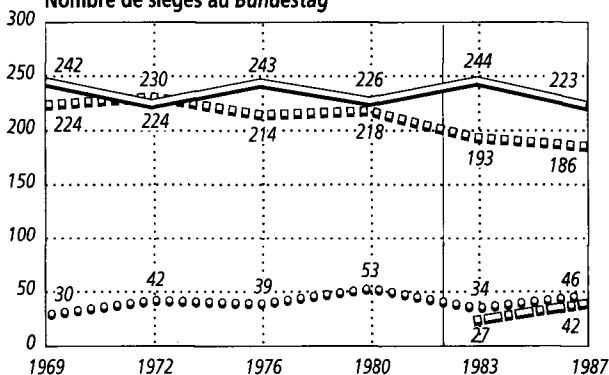
Le remplacement de Willy Brandt par Helmut Schmidt à la Chancellerie, en 1974, ne met pas fin à la coalition socialiste-libérale au pouvoir depuis 1969. Celle-ci remporte à nouveau les élections législatives en 1976 et 1980, ces dernières étant marquées par une forte progression du parti libéral (F.D.P.) qui cherche alors à peser davantage dans la coalition. En désaccord avec le S.P.D. sur le projet de budget, le F.D.P. décide de quitter le gouvernement en septembre 1982.

La vie politique allemande de 1972 à la Réunification

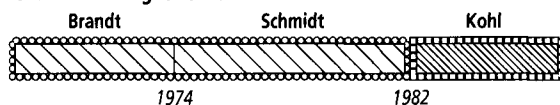
Pourcentage des voix obtenues aux élections au Bundestag



Nombre de sièges au Bundestag



Chanceliers et gouvernements



Partis

- Chrétiens-démocrates (CDU-CSU)
- - - - - Socio-démocrates (SPD)
- ... Libéraux (FDP)
- . - . - Verts

Chanceliers

- o o o o o Social-démocrate
- - - - - Chrétiens-démocrate

Gouvernements

- Coalition SPD-FDP
- Coalition CDU-FDP

Les libéraux concluent alors un accord avec les chrétiens-démocrates et, pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, une « motion de défiance constructive » est votée au Bundestag le 1^{er} octobre 1982. Helmut Schmidt est aussitôt remplacé à la Chancellerie par le leader de la nouvelle coalition C.D.U.-F.D.P., le chrétien-démocrate Helmut Kohl. Des élections législatives anticipées en mars 1983 renforcent la majorité de la nouvelle coalition gouvernementale, grâce au net succès de la C.D.U., alors que les « verts » (écologistes pacifistes) font pour la première fois leur apparition au Bundestag (5,6 % des voix et 27 sièges) et que les libéraux ne s'y maintiennent que de justesse, tous leurs électeurs n'ayant pas approuvé leur revirement. Si les élections législatives de 1987 maintiennent bien au pouvoir la coalition C.D.U.-F.D.P., le paysage politique allemand continue à se modifier à la fin des années 1980 avec l'enracinement d'un fort courant « vert » (8,3 % des voix aux législatives de 1987) et l'émergence d'une nouvelle formation d'extrême droite (fondée en 1983), le parti républicain (7 % des voix aux élections européennes de juin 1989).

En politique extérieure, tout en poursuivant ses efforts en faveur de l'Union européenne (signature de l'Acte unique en février 1986), le chancelier Kohl multiplie depuis 1987 des contacts avec le nouveau gouvernement soviétique. Le rôle important joué par la RFA (au sein de l'O.T.A.N.) dans les différents accords sur les armes nucléaires de 1987 à 1989, comme la double visite de George Bush et Mikhaïl Gorbatchev à Bonn au printemps 1989, placent désormais la diplomatie ouest-allemande à l'avant-garde de la nouvelle phase de détente internationale, ce qui va lui permettre de jouer un rôle important dans la crise de l'Europe de l'Est en 1989-1990.

L'Europe méridionale de 1974 au début des années 1990

Les années 1970 sont riches en événements pour les États de l'Europe méridionale. Le seul pays démocratique, l'Italie, est alors fortement déstabilisé par le terrorisme alors que les trois dictatures, le Portugal, la Grèce et l'Espagne, basculent entre 1974 et 1977 dans le camp de la démocratie, ce qui va leur permettre par la suite d'adhérer au Marché commun.

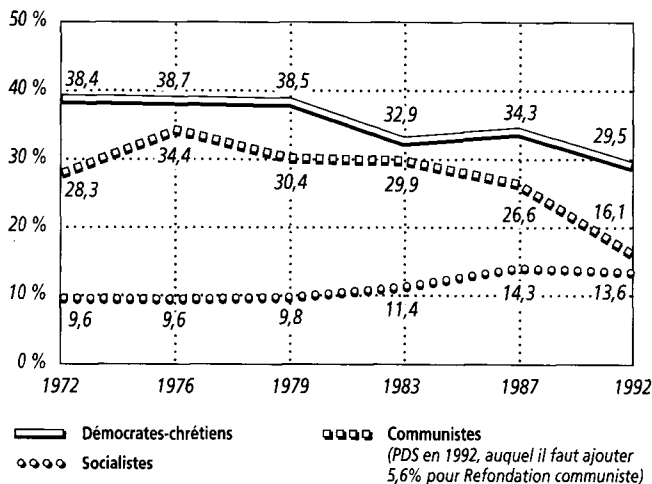
● Une démocratie en crise : l'Italie

La crise mondiale de 1973-1974 frappe lourdement une économie italienne déjà en difficulté depuis la fin des années 1960. L'endettement extérieur, l'inflation et la dépréciation de la lire s'accompagnent d'un ralentissement de l'activité industrielle, augmentant le nombre de chômeurs et de travailleurs marginaux. La crise provoque en effet la généralisation d'une véritable « économie souterraine » marquée par un fort développement de la sous-traitance, de la fraude fiscale et du « travail au noir » touchant notamment les jeunes, les femmes et les méridionaux. Grâce à ce « système D », les Italiens atténuent les rigueurs de la crise jusqu'au milieu des années 1980, avant que le pays ne connaisse de 1986 à 1990 un véritable « boom » économique marqué par une forte croissance industrielle (+ 6 % par an), lui permettant de devancer le Royaume-Uni au classement des grandes puissances.

Mais ce « second miracle » ne permet pas à l'Italie de surmonter les faiblesses structurelles de son économie : une énorme dette publique (environ 110 % de son produit intérieur brut) alimentée par un lourd déficit budgétaire, des services publics très déficients, un taux de chômage supérieur à 10 % de la population active, une inflation encore trop élevée par rapport à la plupart des pays européens qui entraîne une dévaluation de la lire de 4 % en 1990.

Comme en Allemagne de l'Ouest, la société italienne connaît dans les années 1970 une vague de terrorisme urbain, œuvre parfois de mouvements d'extrême droite mais surtout des « Brigades rouges » qui, notamment, enlèvent et assassinent en 1978 le leader de la Démocratie chrétienne, Aldo Moro. L'impuissance des gouvernements de centre-gauche face à cette désagrégation de l'État se traduit aux élections de 1976 par une poussée du parti communiste (+ 7,3 % des voix) qui atteint un score voisin de celui de la Démocratie chrétienne (34,4 % contre 38,8 %). Sans que soit pleinement réalisé le « compromis historique » réclamé par le P.C.I. (qui n'obtiendra pas de ministères mais la présidence de grandes commissions), l'entente entre les deux plus grandes formations italiennes permet au pays de connaître une relative stabilité politique jusqu'en 1979 avant le retour à une nouvelle période de crises gouvernementales dans le cadre des vieilles formules de centre-gauche. Discreditée par plusieurs scandales politico-financiers, la Démocratie chrétienne perd même, pour la première fois depuis 1945, le poste de président du Conseil en 1981.

Évolution des suffrages des principaux partis italiens de 1972 à 1992



L'échec du terrorisme urbain des Brigades rouges au début des années 1980 ne constitue qu'un bref succès pour la démocratie italienne confrontée, principalement dans le Sud, à une autre tentative de déstabilisation : celle de la mafia. De l'assassinat en 1982 du général Délia Chiesa, chargé de la lutte antiterroriste, à ceux des juges Falcone et Borsellino à Palerme en 1992, l'organisation terroriste, malgré une répression grandissante, tient spectaculairement tête à l'État. Dans cette constante désagrégation du tissu social de l'Italie, la classe politique connaît une déconsidération grandissante qui se traduit notamment par une certaine méfiance à l'égard des institutions et des formations traditionnelles. La Démocratie chrétienne tombe à 32,9 % des voix aux élections de 1983 et le parti communiste à 26,6 % en 1987, le seul parti enregistrant quelques progrès étant alors le parti socialiste de Bettino Craxi, président du Conseil de 1983 à 1987 : des changements qui annoncent les grands bouleversements de l'échiquier politique italien dans les années 1990.

● **Le Portugal après la « révolution des œillets » (1974-1991)**

C'est la dernière grande décolonisation qui est à l'origine du renversement de la plus longue des dictatures européennes (en place depuis 1926 !). Alors que le Portugal s'efforce en 1973 de maintenir sa domination sur ses « provinces africaines » en révolte (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau), un groupe de capitaines décide de mettre un terme à ces guerres coloniales et de restaurer la démocratie. Le 25 avril 1974, un coup d'État fomenté par ce « Mouvement des forces armées » (M.F.A.) met fin au régime dictatorial de Caetano, successeur de Salazar, et rétablit les libertés dans le pays. Mais le nouveau Président de la République, le général Spínola, apparaît rapidement trop conservateur au M.F.A. et aux partis de gauche réapparus après le 25 avril (le parti socialiste de Mario Soares, le parti communiste d'Alvaro Cunhal...). Il doit démissionner dès septembre 1974 (et tentera vainement un putsch en mars 1975). Le pouvoir passe alors entre les mains de militaires progressistes soutenus par le parti communiste jusqu'à la « normalisation » de 1975 où socialistes et modérés reprennent en main la situation. Alors que l'économie se dégrade, une lutte politique complexe, où interviennent de nombreux groupes de pression, se déroule dans le pays. Vainqueurs relatifs des élections de 1975 et 1976, les socialistes doivent rapidement abandonner le pouvoir, et les partis de droite l'emportent aux législatives de 1979.

Dès lors, la normalisation s'accroît, marquée par l'arrêt de la réforme agraire et la suppression en 1982 du Conseil de la révolution, dernier organisme militaire chargé de maintenir les idéaux d'avril 1974... De 1983 au début des années 1990, le Portugal connaît une alternative tranquille entre centre-gauche et centre-droit, Mario Soares, élu Président de la République en 1986 et brillamment réélu en 1991, cohabitant sans trop de problèmes avec des gouvernements de centre-droit dirigés par le leader du parti social-démocrate Cavaco Silva, vainqueur des élections législatives de 1985 à 1991.

L'entrée dans le Marché commun, en janvier 1986, après de longues négociations, stimule l'économie du pays avec un taux annuel de croissance de l'ordre de 4 %, le Portugal bénéficiant d'importantes aides communautaires. Si la consommation progresse globalement, les disparités demeurent importantes dans ce pays où la protection sociale reste très en retard par rapport aux autres pays européens : bas salaires, durée hebdomadaire du travail très élevée (44 heures), faibles retraites et allocations familiales, sous scolarisation des enfants...

● La Grèce après les « colonels »

En Grèce, c'est l'invasion de Chypre par l'armée turque qui provoque la chute du « régime des colonels » en juillet 1974. Rentré d'exil, le leader de la droite classique, Constantin Caramanlis, rétablit les libertés dans le pays. Son parti, la Nouvelle Démocratie, remporte largement les élections de novembre 1974 (53 % des voix et 221 sièges sur 300) puis, avec une majorité plus réduite, celles de 1977 marquées par la montée du parti socialiste panhellénique (P.A.S.O.K.) d'Andréas Papandréou. Sous le gouvernement Caramanlis, la Grèce tente de poursuivre son « décollage » économique malgré la crise mondiale et devient en janvier 1981 le 10^e membre du Marché commun. Sept ans après la « dictature des colonels », la nette victoire de la gauche aux élections de 1981 (172 sièges au P.A.S.O.K., 13 au parti communiste contre 115 à la Nouvelle Démocratie) amène au pouvoir Andréas Papandréou à la tête d'un gouvernement socialiste homogène qui se maintient au pouvoir après les élections de 1985. Mais, miné par plusieurs scandales, le P.A.S.O.K. subit un échec aux élections législatives de 1989 et 1990, la victoire de Constantin Caramanlis à l'élection présidentielle de mai 1990 consacrant le retour au pouvoir de la Nouvelle Démocratie.

● L'Espagne, du général Franco à Felipe Gonzales

En Espagne, la dictature franquiste ne survit pas longtemps à la mort du « Caudillo » le 20 novembre 1975. Proclamé roi d'Espagne deux jours plus tard, Juan Carlos (successeur désigné par Franco lui-même dès 1969) achemine son pays vers la démocratie sans trop de difficultés. Après une courte période de transition, la libéralisation du régime s'amorce dès 1976. Les partis d'opposition, y compris le parti communiste, peuvent participer en 1977 aux premières élections libres du pays depuis 1936. Malgré les nostalgiques du franquisme, la nouvelle Constitution espagnole de 1978 confirme cette option démocratique approuvée par la grande majorité de la population. La vie politique est alors dominée par l'Union du centre démocratique (U.C.D.) fondée en 1977 par le Premier ministre Adolfo Suarez. Les difficultés économiques nées de la crise mondiale, les revendications régionales au Pays Basque et en Catalogne ainsi que plusieurs complots militaires (notamment le spectaculaire coup de force du colonel Tejero contre les Cortès à Madrid le 23 février 1981) affaiblissent le centrisme espagnol écartelé entre des tendances opposées. Après la démission du Suarez en 1981, son successeur Calvo Sotelo ne peut empêcher la débâcle de l'U.C.D. aux élections

d'octobre 1982 nettement remportées par le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) de Felipe Gonzales.

La transition démocratique assurée, les socialistes au pouvoir vont mettre l'accent sur l'économie, en fonction notamment de l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun, réalisée après d'âpres discussions en 1986. Un plan rigoureux d'austérité et de restructuration économique permet de diminuer l'inflation et le déficit commercial, d'assainir le tissu industriel et de rationaliser la production. Grâce en partie à l'arrivée massive de capitaux extérieurs (néerlandais notamment), l'Espagne connaît le plus fort taux de croissance de la Communauté à la fin des années 1980. Mais cet essor économique se fait au prix d'un important taux de chômage (de l'ordre de 20 %) et de fortes disparités régionales, ce qui provoque un certain mécontentement dans le monde du travail. Malgré d'importants conflits sociaux et la persistance du terrorisme basque de l'E.T.A., les socialistes remportent à nouveau les élections législatives de 1986 et 1989, permettant ainsi à Felipe Gonzales de célébrer ses dix ans de pouvoir en 1992 par deux grandes manifestations : les Jeux olympiques de Barcelone et l'Exposition universelle de Séville.

L'Europe, une nouvelle grande puissance ?

● L'Europe face à la crise

Avec ses 252 millions d'habitants, l'Europe des « Neuf » qui commence à fonctionner le 1^{er} janvier 1973 apparaît comme la seconde puissance économique du monde après les États-Unis. L'Union douanière, déjà réalisée entre les six anciens pays membres, doit progressivement s'étendre aux trois nouveaux pour s'achever le 1^{er} janvier 1978, et l'on envisage pour 1980 la création d'une véritable Union économique et monétaire. Mais, dès 1974, la Communauté connaît des sérieuses difficultés dues à plusieurs facteurs :

- le désordre du système monétaire international, qui montre rapidement le manque de coopération et de solidarité entre les pays membres de la C.E.E. ;

- le premier choc pétrolier, qui souligne l'absence de politique énergétique commune et les attitudes différentes des États membres face aux pays de l'O.P.E.P. ;

— l'attitude de certains gouvernements (demande de « renégociation » du traité d'adhésion par l'Angleterre, mesures protectionnistes prises par l'Italie et le Danemark) qui remettent en question les bases mêmes du Marché commun.

La Communauté doit, dès lors, abandonner son projet d'Union économique et monétaire pour sauvegarder l'essentiel, notamment l'achèvement de l'Union douanière et le maintien d'une Politique agricole commune. Celle-ci doit d'ailleurs faire face à de nombreuses crises, subissant notamment les aléas des fluctuations monétaires entre les pays membres. Le mécanisme établi en 1972 pour limiter les variations entre les devises européennes elles-mêmes arrimées au dollar (« le serpent dans le tunnel ») n'empêche pas plusieurs réévaluations du Mark et au contraire l'affaiblissement d'autres monnaies communautaires. La mise en place en 1979 d'un Système monétaire européen (auquel le Royaume-Uni n'adhérera qu'en 1990) va toutefois permettre une relative stabilisation des taux de change malgré d'inévitables « réajustements » (au bénéfice du Mark notamment).

Mais la C.E.E. n'a pu adopter une attitude commune en ce qui concerne les approvisionnements pétroliers ce qui, après l'échec de l'*Euratom*, consacre l'absence de toute politique européenne dans le domaine de l'énergie. Il en va alors de même pour les transports, le développement technologique, l'industrie... On ne trouve pas non plus de véritables mesures communes pour lutter contre l'inflation et le chômage qui touche à des degrés divers tous les États membres (12,3 millions de chômeurs dans la C.E.E. fin 1983, soit 10,9 % de la population active). Et si, après un référendum demandé par le gouvernement travailliste en 1975, le Royaume-Uni décide finalement de rester dans le Marché commun, l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher en 1979 va rendre l'intégration britannique encore plus difficile.

● Restructuration et élargissement de la C.E.E.

Le relatif échec de l'Union économique entre les « Neuf » est aussi lié en partie aux problèmes posés par la réalisation d'une véritable Europe politique, alors que le « sommet de Paris » en octobre 1972, avait envisagé pour 1980 la transformation de la C.E.E. en une « Union européenne » susceptible de parler d'une seule voix en politique extérieure. En décembre 1974, les chefs d'État et de gouvernement décident bien d'institutionnaliser leurs réunions périodiques, donnant en quelque sorte naissance à un nouvel organisme communautaire, le Conseil européen, siégeant au moins deux fois

par an. Mais le rapport sur l'Union européenne, confié au Premier ministre belge Léo Tindemans, ne reçoit en 1976 qu'un accueil très mitigé. Et ce n'est qu'à la suite de nombreuses discussions que les « Neuf » parviennent à s'entendre sur l'élection directe de l'Assemblée européenne, tout en gardant des modalités différentes selon les pays. Cette réforme du mode de scrutin ne fait cependant guère avancer l'idée européenne la première consultation communautaire en juin 1979, marquée par un fort taux d'abstention (40 %, dont 70 % en Grande-Bretagne), n'est en fait qu'une juxtaposition d'élections nationales, les clivages particuliers à chaque pays l'emportant largement sur les enjeux européens dans le choix des votants. Présidé par la Française Simone Veil jusqu'en 1982 puis par le Néerlandais Piet Dankert de 1982 à 1984, le « Parlement européen », malgré sa meilleure représentativité, garde un rôle politique effacé.

À partir de 1974, la chute des régimes dictatoriaux de l'Europe méridionale permet un nouvel élargissement du Marché commun. Déjà associée à la C.E.E. depuis 1961, la Grèce demande son adhésion dès 1975 et est admise sans trop de difficultés le 1^{er} janvier 1981. En revanche, l'intégration de l'Espagne et du Portugal pose plus de problèmes, en raison notamment de l'inquiétude de nombreux agriculteurs français et italiens devant la concurrence des produits ibériques. Après de longues négociations commencées en 1977, les pays de la Communauté donnent le feu vert en 1985, permettant l'entrée effective de l'Espagne et du Portugal le 19 janvier 1986.

L'élargissement de la C.E.E. de six à neuf, puis de neuf à douze n'a sans doute pas renforcé sa cohésion. Pourtant, son pouvoir d'attraction demeure, puisque de plus en plus de pays sollicitent leur adhésion : la Turquie, Chypre, Malte, l'Autriche, la Suède, la Finlande... Depuis l'éclatement du bloc communiste, certains États de l'Europe de l'Est regardent aussi dans sa direction... La C.E.E. a également conclu avec de nombreux pays du tiers-monde des accords de coopération : par la Convention de Lomé, signée en 1975 et renouvelée en 1979, 1984 et 1989, elle est désormais associée à plus de soixante pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.).

● Une nouvelle relance européenne (1985-1992)

Depuis le milieu des années 1980, plusieurs initiatives intéressantes relancent une construction européenne qui semblait quelque peu bloquée comme le projet *Eurêka* (lancé par la France en avril 1985), concernant la recherche technologique, ou le programme *Erasmus* (mai 1987) sur les échanges universitaires entre les pays de la

Communauté. C'est également en 1985 que la Commission de Bruxelles, sous l'impulsion de son nouveau président, le Français Jacques Delors, propose de réaliser entre les Douze un « grand marché intérieur » pour le 1^{er} janvier 1993. Adopté par le Conseil européen réuni à Luxembourg en décembre 1985, l'« Acte unique » est officiellement signé en février 1986. Étendant le champ d'application du traité de Rome, il définit l'Europe comme un « *espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes et des capitaux sera assurée* » par l'élimination de toutes les entraves juridiques, techniques, fiscales et sanitaires. L'« Acte unique », qui renforce quelque peu les pouvoirs du Parlement européen, stipule aussi que les décisions communautaires, sauf pour quelques cas bien précis, seront désormais prises à une majorité qualifiée et non plus à l'unanimité. Ratifié sans problèmes par les Parlements nationaux, il est entré en application en 1993.

La réalisation de « l'Union économique et monétaire » (U.E.M.) pose en revanche beaucoup plus de problèmes. Adopté au sommet de Madrid en juin 1989, le « plan Delors » prévoit, au terme de trois étapes, la création d'une monnaie unique émise par une banque centrale européenne. Malgré les difficultés rencontrées par de nombreux pays européens pour se soumettre aux conditions exigées, le sommet de Madrid, en décembre 1995, confirme la date du 1^{er} janvier 1999 pour le passage à la monnaie unique (qui ne sera libellée en « Euro » que trois ans plus tard, en 2002).

L'échec de la tentative libérale en France (1974-1981)

À partir de 1974, la France subit la crise économique qui se manifeste par la chute de la production et la fin de la croissance. Le pays se débat alors entre l'inflation, qui détériore sa position internationale et le chômage, générateur de tensions sociales. À la crise économique s'ajoute une crise politique. Élu président en 1974, Valéry Giscard d'Estaing est pris entre l'opposition de gauche, dominée par le parti communiste et la concurrence des gaullistes, conduits par Jacques Chirac. Grâce à la division de la gauche, le Premier ministre Raymond Barre réussit néanmoins à préserver la majorité de droite aux élections de 1978.

Mais la tentative de résoudre la crise économique en s'appuyant sur les mécanismes libéraux de l'économie de marché conduit, dans un premier temps, à l'aggravation du chômage. Cet échec est sanctionné à l'élection présidentielle de 1981 par l'élection de François Mitterrand, puis par la conquête de la majorité à l'Assemblée par les socialistes.

De la crise économique à la crise sociale

● Un nouveau contexte économique : la crise

Depuis 1970, les signes de malaise économique se multiplient dans l'ensemble du monde. Les premières manifestations sont d'ordre monétaire avec la suspension de la convertibilité du dollar en 1971 qui jette bas le système monétaire international. Désormais les monnaies ne sont plus rattachées à l'or et n'ont plus entre elles de parités fixes : elles fluctuent en fonction de leur solidité et de l'inflation plus ou moins forte que connaissent les différents pays. Or, le franc français, sujet à une forte inflation, est particulièrement éprouvé. Ces difficultés sont mises en évidence en 1972 lorsque les États membres du Marché commun décident de créer le « serpent monétaire européen » qui lie leurs monnaies les unes aux autres, avec d'étroites marges de fluctuations. Le franc, dont l'inflation accélère la dépréciation par rapport aux autres monnaies, en particulier au deutsche Mark, éprouve les plus grandes difficultés à se maintenir dans le système et doit finalement en sortir en janvier 1974.

Mais si les manifestations de la crise sont perceptibles de longue date, ce sont véritablement les chocs pétroliers qui révèlent son ampleur. La décision prise en 1973 par les pays de l'O.P.E.P. d'accroître brutalement le prix du pétrole va aboutir au quadruplement de celui-ci en 1974, précipitant la France dans une dépression dont elle ne commence à se relever qu'en 1976. En 1979, le « second choc pétrolier », né du renversement de la monarchie iranienne et de l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeiny (ce qui entraîne la chute de la production iranienne et la raréfaction du pétrole disponible), aboutit à une nouvelle hausse : le pétrole vaut alors neuf fois son prix de 1972. Le résultat de ces « deux chocs pétroliers » est le déséquilibre de la balance commerciale de la France qui importe les trois quarts de son énergie. Il s'ensuit un important déficit, un effort d'économie d'énergie pour limiter de coûteuses importations, mais qui entraîne une diminution de l'activité économique, et surtout une chute des exportations françaises puisque le coût de l'énergie renchérit les produits nationaux. Du même coup, tous les progrès accomplis depuis 1965 sur la voie de la transformation de la France en grande puissance industrielle exportatrice sont remis en question. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on assiste à un ralentissement et même à une diminution de la production industrielle qui chute de 10 % en 1975. C'en est fait de la

croissance ininterrompue qui semblait être devenue depuis la guerre la loi normale de l'économie française. La France est entrée dans la crise et elle est désormais menacée comme les autres puissances industrielles par ces deux maux que sont l'inflation et le chômage.

● Le cancer de l'inflation

Contrairement aux crises qu'on connaissait jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le ralentissement de la production s'accompagne non de l'habituelle chute des prix, mais d'une très forte inflation. Ainsi naît une situation originale de stagnation de la production accompagnant l'inflation, pour laquelle les économistes ont créé le terme de « stagflation ».

Dès 1974, l'inflation, contenue jusqu'alors en deçà du seuil de 10 %, franchit cette limite et la France entre dans l'ère de l'« inflation à deux chiffres ». Depuis cette date, le franc ne cesse de se déprécier par rapport aux monnaies des grandes puissances industrielles; en particulier le mark allemand, le yen japonais et, avec des nuances, le dollar américain, cette dépréciation résultant pour l'essentiel de la différence des taux d'inflation entre la France et ces pays.

Si l'explication de cette inflation de temps de crise est malaisée, les effets en sont redoutables. Les économistes estiment en effet que deux causes peuvent expliquer à la fois la stagnation de la production et la poursuite d'une forte inflation dans le monde : la hausse des prix pétroliers (qui maintient des prix élevés tout en gênant la production) et le dérèglement du système monétaire international qui laisse aux États une grande liberté de création de monnaie.

La croissance (taux annuel en %)

	1970-1973	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
	5,8	5,4	2,8	- 0,3	4,6	3	3,3	3,2	1,7

L'inflation en France et dans quelques grands pays (en %)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
France	8,1	15,2	11,7	9,6	9,6	11,8	13,4	13,6	14,1
Grande-Bretagne	9,8	17,1	24,2	16,5	15,9	11,2	17,2	18	11,7
RFA	6,6	6,9	6	4,5	4	2,4	5,4	5,5	6,7
Italie	11,4	19,3	17	16,5	17	13,3	21,4	21,2	18,6
États-Unis	7,8	11,8	9,1	5,8	6,5	9	13,3	13,5	10,2
Japon	11,3	25	11,8	9,3	8,1	3,5	5,8	8	4,1

Mais, c'est dans les facteurs sociaux et politiques qu'il faut chercher l'explication d'une inflation plus élevée en France que dans les autres pays industriels : le poids des syndicats et l'existence d'une politique contractuelle qui permet l'augmentation des salaires nominaux, même lorsque la croissance de la production cesse ; l'importance des prestations sociales (dont certaines ont tendance à augmenter en période de crise, comme l'indemnisation du chômage) ; la facilité de la création monétaire qui, dans un premier temps, permet d'alimenter l'activité économique.

Ces divers éléments ne peuvent être remis en question qu'en rognant le niveau de vie des Français alors que le maintien de l'inflation évite les difficultés sociales et politiques. Mais ils entraînent une détérioration de l'économie française par rapport à ses concurrentes étrangères, une augmentation du prix des produits français, une perte des marchés extérieurs, un déficit de la balance commerciale, une dépréciation de la monnaie. À l'inverse, la lutte contre l'inflation entraîne une diminution de l'activité économique et une aggravation du chômage, plaie sociale de la crise.

● La montée du chômage

Dès 1974, la France connaît une forte poussée de chômage. Celui-ci résulte de deux facteurs : en premier lieu, des nombreuses faillites d'entreprises, provoquées par la diminution d'activité économique due à la crise, faillites qui n'atteignent pas seulement les entreprises les moins concurrentielles, mais aussi celles qui se sont endettées pour le rester et qu'une diminution de leurs ventes conduit à leur perte. Mais, en second lieu, le chômage est aussi dû à la volonté d'adaptation des grandes firmes modernes qui entendent diminuer leurs coûts en réduisant le nombre de leurs salariés et en automatisant au maximum leur activité : le « dégraissage des effectifs » devient un moyen de rétablir la trésorerie des entreprises. Les effets cumulés de ces facteurs ont pour résultat une croissance continue du nombre des chômeurs : 420 000 en 1974, un million en 1977, un million et demi en 1980, deux millions en octobre 1981. À cette date 8,9 % de la population active française connaît le chômage.

La lutte contre le chômage suppose une politique de relance économique qui a pour effet d'aggraver l'inflation. Pour faire reculer le chômage, l'État doit modifier artificiellement les conditions économiques qui prévalent depuis 1974. Il lui faut soit créer lui-même les emplois publics, soit encourager les entreprises à embaucher en leur offrant des avantages financiers (subventions, allègements d'impôts

ou de charges), en rendant le crédit plus aisé, et, par-dessus tout en tentant de provoquer une reprise économique par l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs. À terme, toutes ces actions aboutissent à créer de la monnaie, c'est-à-dire à relancer l'inflation.

C'est dans ce contexte de crise économique, marqué par une perpétuelle oscillation entre combat contre le chômage et lutte contre l'inflation, que se déroule la vie politique française depuis la mort du Président Pompidou en 1974.

La crise politique : un Président sans majorité (1974-1978)

● L'élection de Valéry Giscard d'Estaing

La mort de Georges Pompidou provoque un bouleversement au sein de la majorité gaulliste. Elle laisse en effet celle-ci sans chef politique clairement désigné, à la différence de ce qui s'était passé en 1969. Jacques Chaban-Delmas, l'ancien Premier ministre dont la popularité dans l'opinion, révélée par des sondages, fait le candidat naturel des gaullistes, annonce d'emblée son intention de se présenter. Le rival le plus dangereux de Jacques Chaban-Delmas est le ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing, chef de file des républicains-indépendants, les modérés ralliés au gaullisme. À gauche la situation est plus claire : les trois partis signataires du Programme commun de gouvernement (communiste, socialiste, radical de gauche) présentent, comme en 1965, François Mitterrand, devenu depuis 1971 Premier secrétaire du parti socialiste.

Le premier tour des élections présidentielles de 1974 est surtout marqué par la rivalité de Jacques Chaban-Delmas et de Valéry Giscard d'Estaing. Assuré de l'appui de l'U.D.R. et des principales personnalités gaullistes, le premier paraît devoir l'emporter. Mais bien des éléments jouent contre lui. D'abord l'hostilité des conseillers de Georges Pompidou, Pierre Juillet et Marie-France Garaud, qui inspirent une fronde au sein de l'U.D.R. : 43 personnalités gaullistes, entraînées par Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur et fidèle du président défunt, signent un appel qui revient à favoriser Valéry Giscard d'Estaing. Jacques Chaban-Delmas a aussi contre lui une partie de l'électorat conservateur de la majorité, hostile au réfor-

misme dont il a fait preuve lorsqu'il était Premier ministre. Cet électorat se prononce pour le chef de file des républicains-indépendants. Ce dernier reçoit également l'appui du Centre démocrate de Jean Lecanuet qui lui rallie ainsi la totalité des centristes. L'utilisation adroite des sondages qui révèlent la détérioration de la position du candidat gaulliste par les partisans de Valéry Giscard d'Estaing, une campagne de rumeurs dirigées contre l'ancien Premier ministre, la supériorité des prestations télévisées du ministre des Finances vont transformer en lourde défaite l'échec, désormais attendu, de Jacques Chaban-Delmas.

Au soir du premier tour, le 5 mai 1974, si François Mitterrand arrive en tête avec 43 % des voix, ce qui représente une forte poussée à gauche, Valéry Giscard d'Estaing l'emporte nettement sur son concurrent gaulliste (32,9 % contre 14,6 %). Les gaullistes ont perdu l'Élysée pour la première fois depuis 1958. Au second tour, le 19 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing est élu Président de la République. Au terme d'une campagne passionnée, dont le sommet est un affrontement télévisé entre les deux candidats restés en lice, François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing, ce dernier l'emporte d'extrême justesse (50,8 % des voix) sur le candidat de la gauche. Moins de 350 000 voix séparent les deux hommes en métropole. Pour le nouveau Président qui a promis aux Français le « *changement sans le risque* » (la même majorité, mais avec un chef non gaulliste) et s'est hasardé à prophétiser que son élection serait le « *début d'une ère nouvelle* », les lendemains d'élection apparaissent bien difficiles : la France est politiquement coupée en deux et sa propre position est bien fragile.

● Une situation politique incertaine

Le chef de l'État se trouve en effet pris entre deux dangers qui ne lui laissent qu'une étroite marge de manœuvre. Le premier est qu'il n'est pas le chef du parti majoritaire. Pour la première fois depuis 1958, le Président de la République n'est pas le leader ou l'inspirateur de l'U.D.R. qui, avec 183 députés, reste le groupe dominant de l'Assemblée nationale. Valéry Giscard d'Estaing ne peut, pour sa part, compter vraiment que sur une centaine d'élus républicains-indépendants et centristes. Il a absolument besoin pour pouvoir gouverner de l'appui de l'U.D.R. Or, dans le camp gaulliste, la campagne électorale a laissé des cicatrices mal fermées : nombre d'élus n'acceptent qu'à contrecœur de voir leur échapper la direction du régime qu'ils ont fondé et sont tentés par une attitude

d'opposition, redoutable pour le chef de l'État qui se verrait ainsi privé de majorité. Le second danger que doit affronter le nouveau Président de la République est la poussée de la gauche qui lui interdit de tenter l'aventure de nouvelles élections, dont le résultat serait fort hasardeux. De fait, le brillant résultat obtenu par François Mitterrand, qui a failli l'emporter, a stimulé l'opposition et surtout le parti socialiste. Grossi de nouveaux adhérents, il poursuit ses progrès dans l'opinion publique, comme le révèlent sondages et élections partielles. À l'automne 1974, les observateurs politiques estiment que la gauche est virtuellement majoritaire dans le pays. Dans ces conditions, une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale comporterait un risque tel que le nouveau Président doit y renoncer. Il n'a désormais d'autre choix que de composer avec la majorité gaulliste de l'Assemblée.

Son premier souci est de neutraliser le mouvement gaulliste dont nombre de membres sont hostiles ou réservés à son égard. Pour y parvenir, il va s'appuyer sur ceux des membres de l'U.D.R. qui ont soutenu sa candidature, et tout particulièrement sur leur chef, Jacques Chirac. Celui-ci est nommé Premier ministre. Dans son gouvernement figurent quatre personnalités membres de l'U.D.R. (mais aucun n'est un dirigeant de premier plan du mouvement), ce qui est pour le chef de l'État une manière d'affirmer sa fidélité à la majorité et rend malaisée une opposition ouverte, d'autant qu'elle émanerait d'hommes qui, depuis 1958, affirment la primauté du chef de l'État dans les institutions. Mais, à l'inverse, la présence, parmi les ministres d'hommes qui se sont toujours présentés comme des adversaires du gaullisme, le républicain-indépendant Michel Poniatowski, le centriste Jean Lecanuet, le radical Jean-Jacques Servan-Schreiber, fait l'effet d'une provocation pour les membres du mouvement gaulliste. J. Chirac met à profit le désarroi de ceux-ci après des élections qui leur ont fait perdre la présidence de la République pour prendre, par surprise, la tête de l'U.D.R., en décembre 1974. Tenue en main par le Premier ministre qui a révélé son savoir-faire politique, l'U.D.R. cesse d'être un danger pour le chef de l'État. Mais la rançon de la situation est que le Président doit ménager son Premier ministre, chef du principal parti de la majorité et qui détient la clé du soutien parlementaire. Le problème se trouve ainsi déplacé. Une dissidence des gaullistes n'est plus à craindre. Mais, fin 1974, la puissance de J. Chirac est telle qu'on peut légitimement s'interroger : à la primauté absolue du Président qui a marqué la V^e République, ne va-t-on pas voir se substituer une

« dyarchie », un pouvoir à deux têtes où le Premier ministre, chef de la majorité parlementaire, ferait jeu égal avec le chef de l'État, élu du suffrage universel, en attendant peut-être de le supplanter ? C'est là tout l'enjeu de la première phase du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, de 1974 à 1976.

● La phase de transition (1974-1976)

Les débuts du septennat de Valéry Giscard d'Estaing sont marqués par la volonté de faire passer dans les faits le changement promis par le Président. Celui-ci s'applique à donner de lui-même une image moderne et détendue, contrastant avec la rigueur un peu compassée qui était de règle sous les présidences antérieures. Il multiplie, dans ce but, les gestes symboliques : remontée à pied des Champs-Élysées pour se rendre à l'Arc de Triomphe, modification du rythme de La Marseillaise pour la rendre moins belliqueuse, visite aux détenus dans les prisons... De manière plus fondamentale sont prises des décisions importantes pour la société française : la majorité civile est abaissée à 18 ans, un secrétariat d'État à la Condition féminine est créé, une loi légalise l'avortement, le divorce est facilité, etc. Un certain nombre de mesures sociales sont prises dès 1974 pour éviter que le poids de la crise naissante ne retombe sur les plus défavorisés : garantie de ressources d'une année pour les chômeurs, mesures en faveur des handicapés, augmentation du minimum vieillesse. Toutefois, l'opposition reproche au chef de l'État d'agir au coup par coup, sans plan d'ensemble, et de se contenter de réformes spectaculaires, touchant les mœurs plus que les structures qui se trouvent à la source des inégalités. De surcroît, les velléités réformatrices se heurtent au conservatisme de la majorité. Si bien que, passés les premiers mois du septennat, l'ardeur réformatrice du Président s'apaise, et l'accent est vite porté sur les difficultés politiques qui assaillent la majorité.

L'accord passé en 1974 entre le Président Giscard d'Estaing et J. Chirac ne tarde guère à être mis à rude épreuve. Maître du jeu parlementaire en raison de la puissance de l'U.D.R. qu'il domine désormais, J. Chirac se comporte plus en partenaire égal qu'en exécutant des volontés du chef de l'État. Celui-ci ne tarde pas à prendre ombrage de la liberté d'action de son Premier ministre.

Le conflit va éclater sur la tactique à suivre vis-à-vis de l'opposition socialiste. Portée par la vague de mécontentement qui accompagne les conséquences de la crise économique, celle-ci multiplie les succès électoraux qui la font apparaître comme la principale force politique du pays. Aux élections cantonales de 1976, la gauche

recueille 52 % des suffrages, devenant ainsi la force majoritaire. Devant le danger, J. Chirac propose une double riposte : un plan de relance économique pour vaincre le chômage et ôter à l'opposition son argument le plus fort ; des élections anticipées, de manière à prendre de vitesse la vague socialiste et à la vaincre politiquement avant qu'elle ne grossisse. Le refus de Valéry Giscard d'Estaing qui prône au contraire une « décrispation » vis-à-vis de l'opposition nourrit les craintes de l'U.D.R. qui le soupçonne de méditer un renversement d'alliances en s'entendant avec les socialistes pour rejeter, puis démanteler le parti gaulliste et réunir autour de lui un grand parti libéral et centriste. En août 1976, Jacques Chirac donne avec éclat sa démission de Premier ministre. Il est remplacé par Raymond Barre, professeur d'économie, devenu ministre du Commerce extérieur. Le conflit est désormais ouvert entre gaullistes et giscardiens, les frères ennemis de la majorité. Il va dominer la vie politique française jusqu'à la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, et marquer profondément la préparation des élections législatives de 1978.

● **Les élections de 1978 : une France coupée en quatre**

Ayant quitté son poste de Premier ministre, Jacques Chirac va se donner les moyens de poursuivre hors du pouvoir son action politique. Il transforme l'U.D.R. en lui donnant un nouveau nom, le Rassemblement pour la République (R.P.R.), place à sa tête des hommes nouveaux, issus de la génération venue au gaullisme après 1958, en même temps que lui-même, développe son implantation dans le pays et se consacre inlassablement à accroître l'audience de son parti. En même temps, il s'efforce d'apparaître comme un recours, mettant en évidence les divergences qui séparent gaullisme et giscardisme, attaquant, parfois violemment, la politique du gouvernement et n'hésitant pas même à mettre en cause le chef de l'État. Il prend un visible plaisir à le défier, par exemple lors des élections municipales de 1977 où il se fait élire maire de Paris contre Michel d'Ornano, candidat désigné personnellement par le Président de la République. Pour faire échec au R.P.R. qui prend parfois les allures d'un parti d'opposition, Valéry Giscard d'Estaing rassemble les forces qui le soutiennent, républicains – c'est le nouveau nom des républicains-indépendants – centristes et radicaux au sein d'une coalition, l'Union pour la démocratie

française (U.D.F.). La discorde entre R.P.R. et U.D.F. semble condamner la majorité à l'échec pour les élections de 1978, d'autant que la gauche poursuit ses progrès, remportant triomphalement les élections municipales de 1977.

Le changement d'attitude du parti communiste en 1977 va remettre en cause la victoire attendue de la gauche. Les élections législatives partielles, municipales et cantonales apportent au parti communiste la preuve que les progrès de la gauche favorisent essentiellement son partenaire socialiste tandis que lui-même stagne ou recule. Il craint qu'en cas de victoire de la gauche aux législatives de 1978 il en soit réduit à n'être plus qu'une force d'appoint qui se marginalisera, à l'image des partis communistes d'Allemagne ou de Scandinavie, réduits à peu de chose par les puissantes social-démocraties. C'est cette crainte qui explique son changement d'attitude durant l'été 1977. Désireux de se distinguer du parti socialiste (comme le R.P.R. des giscardiens), il dénonce le « virage à droite » du parti socialiste, multiplie les anathèmes contre ses dirigeants et ses idées, cependant que lui-même se présente comme une force révolutionnaire intransigeante, à coups de discours tranchants et d'actions spectaculaires (souvent mal accueillies par l'opinion). Si bien qu'à la veille des élections de 1978, la majorité et l'opposition sont profondément divisées. La France est coupée en quatre tendances dont l'alliance deux à deux n'est plus que formelle, les rivalités internes semblant parfois prendre le pas sur les antagonismes séparant la majorité présidentielle de ses adversaires.

Cette division de la gauche permet à la majorité de remporter, contre toute attente, les élections législatives de 1978. Les querelles entre communistes et socialistes annulent les effets de la poussée à gauche dans l'opinion. Au premier tour, en effet, l'ensemble des partis de gauche rassemble 49,8 % des voix contre 46,8 % pour les candidats de la majorité présidentielle. Mais les cicatrices laissées par la violence des attaques entre communistes et socialistes se soldent au second tour par une assez nette défaite en sièges de la gauche (200 pour celle-ci contre 290 pour la majorité). Le chef de l'État est désormais assuré d'une majorité pour la fin de son septennat, même si cette majorité le paralyse, le R.P.R. devant au dynamisme de Jacques Chirac d'en conserver la primauté (154 élus).

Le résultat des élections permet à Valéry Giscard d'Estaing de confirmer Raymond Barre à la tête du gouvernement et à celui-ci de développer sans entraves, grâce à la consolidation de la majorité, la politique libérale de lutte contre la crise qui a sa faveur.

L'échec de la politique de Raymond Barre (1976-1981)

● Une tentative libérale de lutte contre la crise

Raymond Barre doit sa nomination à la tête du gouvernement en 1976 et son maintien en poste jusqu'en 1981 (fin du septennat) à ses compétences économiques. Il est en effet clair désormais que la préoccupation première du pays est la lutte contre la crise économique qui développe ses conséquences désastreuses sur l'économie et la société françaises. C'est pour provoquer une relance économique avant les élections de 1978 que Raymond Barre est placé en 1976 à l'hôtel Matignon. C'est pour sortir la France de la crise avant l'échéance présidentielle de 1981 qu'il y est maintenu au lendemain des législatives. Lui-même d'ailleurs se présente comme un technicien de l'économie attelé à la tâche du redressement du pays et feignant de mépriser la « politique politicienne ». En le saluant tour à tour comme « *le meilleur économiste de la France* » ou comme le « *Joffre de l'économie* », le chef de l'État souligne la tâche prioritaire qu'il lui assigne et sur laquelle il joue son septennat et son éventuelle réélection en 1981.

Les résultats des élections de mars 1978

	% des suffrages exprimés (1 ^{er} tour)	Nombre de députés
Parti communiste	20,6 %	86
Parti socialiste et radicaux de gauche	24,9 %	114
Écologistes	2,2 %	0
UDF	21,4 %	124
RPR	22,5 %	154
Divers majorité	2,3 %	12

De 1976 à 1981 R. Barre va effectivement donner la priorité à la lutte contre la crise économique, témoignant d'une inébranlable confiance dans la validité de ses analyses. Adeptes des théories

économiques libérales, il est persuadé que la relance économique et le recul du chômage ne peuvent résulter que du rétablissement des grands équilibres économiques, et non de l'intervention de l'État. Dès l'automne 1976, il lance le « plan Barre » qui vise à rendre à l'économie française sa compétitivité internationale en luttant contre l'inflation : les prix et les tarifs publics sont bloqués pendant trois mois, cependant qu'est mis en place un « encadrement du crédit » rendant son octroi plus difficile. De cet assainissement, le Premier ministre attend une relance des exportations entraînant une reprise de la production et, comme conséquence, le recul du chômage. Atténuée à la veille des élections de 1978, cette politique est reprise avec plus de vigueur après le succès de la majorité.

R. Barre et son ministre des Finances René Monory mettent en place une politique néo-libérale comme la France n'en avait pas connue depuis la Seconde Guerre mondiale : les entreprises qui ne peuvent subsister que grâce à l'aide publique (les « *canards boiteux* », selon R. Barre) sont abandonnées à leur sort ; les autres sont affranchies des divers contrôles qui limitaient leur liberté (contrôle des prix, encadrement du crédit...) ; leur trésorerie se trouve soulagée d'une partie des charges sociales, mises au compte des salariés ou du budget de l'État ; enfin, l'épargne est encouragée à se diriger vers l'investissement industriel. Mais cette tentative de solution libérale à la crise se solde par un rapide accroissement du chômage qui tend vers le cap des deux millions à la veille des élections présidentielles de 1981. Malgré l'indemnisation, le chômage va peser d'un poids très lourd sur le comportement des électeurs.

● 1981 : l'alternance

Le premier tour des élections présidentielles de 1981 oppose moins la majorité à l'opposition (on s'attend pour le second tour à un duel entre V. Giscard d'Estaing et F. Mitterrand, les deux rivaux de 1974) qu'il n'est un concours opposant au sein des deux coalitions l'allié le plus faible à la force dominante, l'objectif ultime étant de mesurer l'audience des grandes forces politiques. Jacques Chirac dans la majorité, Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, dans l'opposition contestent la prééminence des champions de leur camp et ne ménagent guère V. Giscard d'Estaing pour le premier, F. Mitterrand pour le second. Le premier tour place en tête le Président sortant (28,2 %) et F. Mitterrand (25,9 %), qui devancent J. Chirac (17,95 %) et G. Marchais (15,42 %), sans compter six « petits candidats ». Si ce résultat attendu ne surprend personne,

en revanche, deux faits frappent les observateurs : le sensible recul du parti communiste qui perd 5 % des voix par rapport à 1978 et la désaffection de l'électorat envers V. Giscard d'Estaing dont le résultat de 1981 (alors qu'il est Président sortant) est inférieur au premier tour de 1974.

Le second tour des élections, le 10 mai, va se jouer sur la cohérence des alliances. Alors que François Mitterrand reçoit l'appui de tous les candidats de gauche et d'extrême gauche, y compris de Georges Marchais, le Président sortant n'enregistre que des ralliements partiels, hésitants, réservés dans la majorité. Jacques Chirac, qui annonce qu'il votera personnellement pour le Président, laisse la liberté de vote à ses électeurs, avant de se raviser et de lancer un appel en faveur de son rival allié. Cette différence de mobilisation rend compte de la défaite de V. Giscard d'Estaing. Au soir du second tour, il est nettement battu, n'ayant rassemblé que 48,2 % des suffrages contre 51,8 % au candidat socialiste. L'analyse du scrutin montre que c'est plus l'abstention dans la majorité sortante que l'importance de la poussée à gauche qui explique le succès de François Mitterrand. Quoi qu'il en soit, pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, un Président de gauche accède à l'Élysée. C'est la réalisation d'une alternance pour laquelle le poids du chômage et celui de la crise économique paraissent avoir été déterminants.

La victoire de la gauche va être complétée par les élections législatives en juin 1981. Après avoir nommé Premier ministre Pierre Mauroy, dirigeant de premier plan du parti socialiste, le nouveau chef de l'État dissout l'Assemblée nationale élue en 1978 et qui risque de rendre tout gouvernement impossible puisque la gauche y est minoritaire. Les élections des 14 et 21 juin aboutissent à un véritable raz-de-marée socialiste, à la confirmation du recul communiste et à la défaite de l'ancienne majorité. Au second tour, le parti socialiste détient la majorité absolue des sièges (284 sur 488), et 333 députés avec ses alliés. À l'issue du scrutin, quatre ministres communistes entrent au gouvernement Mauroy.

Les résultats des élections de 1981

	% des suffrages exprimés (1 ^{er} tour)	Nombre de députés
Parti communiste	16,18 %	44
Parti socialiste et radicaux de gauche	37,60 %	284
Écologistes	0,61 %	5
UDF	20,91 %	83
RPR	19,10 %	61
Divers majorité	2,78 %	11

La France au temps des alternances et des cohabitations (1981-2002)

Écartée du pouvoir depuis un quart de siècle, la gauche y revient en 1981 avec un vaste programme de réformes de structure. Mais les mécontentements face aux transformations et surtout l'échec économique conduisent en 1983-1984 à un ralliement des socialistes à l'économie de marché, encore accentué par la victoire de la droite aux élections législatives de 1986. Désormais, toutes les élections enregistrent la défaite de l'équipe au pouvoir et trois « cohabitations » entre un Président et un Premier ministre d'opinions opposées se succèdent jusqu'en 2002, contraignant les hommes au pouvoir à trouver des compromis préservant les intérêts nationaux et modifiant profondément les comportements des responsables politiques.

L'échec socialiste face à la crise (1981-1984)

● Le « changement »

Écartée des affaires depuis un quart de siècle, la gauche entreprend dès son arrivée au pouvoir d'importantes réformes qu'elle place sous le signe du changement. Elle met au premier plan de son action la lutte contre la crise économique. Prenant le contre-pied de la politique de Raymond Barre, le gouvernement Mauroy donne la priorité à la lutte contre le chômage et à la relance de l'activité économique. Le crédit est desserré, les taux d'intérêt sont abaissés. Le S.M.I.C. et les bas salaires sont revalorisés, la reprise de la consommation étant considérée comme le moteur de celle de la production. Enfin, pour lutter contre le chômage, des avantages sont consentis aux entreprises qui embauchent et concluent des « contrats de travail », et la durée légale hebdomadaire du travail est ramenée de 40 à 39 heures, prélude d'une semaine de 35 heures.

Probablement plus importantes sur le long terme sont les réformes de structure qui doivent modifier le visage du pays et qui se développent autour de quelques grands axes :

- La décentralisation est mise en œuvre par Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur. Elle a pour objet de rapprocher les centres de décision de la population. Dans les communes, les départements, les régions, les autorités élues (maires, présidents des conseils généraux et régionaux) sont désormais chargées d'exécuter les décisions des assemblées qu'elles président, les pouvoirs des préfets (qui prennent le nom de commissaires de la République) se limitant à la direction des services de l'État dans leur département.

- La nationalisation est destinée à compléter les mesures prises à la Libération en plaçant entre les mains de l'État l'essentiel du crédit et des secteurs clés de la production, ce qui lui donne les moyens d'orienter de manière décisive l'économie nationale. Entrent ainsi dans le secteur contrôlé par l'État cinq grands groupes industriels qui, par leur puissance et leur compétitivité, représentent des secteurs de pointe de la production (*Compagnie générale d'Électricité, Compagnie de Saint-Gobain, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt*), les banques d'affaires dont les dépôts dépassent un milliard de francs (au total 36 banques représentant 95 % des dépôts nationaux) et deux compagnies financières (la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, la Compagnie financière de Suez). À la tête de cet impressionnant secteur économique

et financier, l'État annonce son intention de restructurer l'économie française, de manière à la rendre apte à affronter la compétition internationale, en particulier en pratiquant les investissements nécessaires.

– La planification, quelque peu mise en sommeil sous les précédents gouvernements, redevient le projet de développement de la France. Un plan intérimaire de deux ans (1982-1983) est prévu pour transformer les tendances léguées par le précédent septennat tandis qu'un plan définitif (le IX^e plan, couvrant la période 1984-1988) doit inscrire dans les faits les projets socialistes. De la même volonté de préparer l'avenir se réclame la refonte de l'organisation et des objectifs de la recherche, mise en œuvre par Jean-Pierre Chevènement, qui entend mettre celle-ci au service de la modernisation du pays.

– Enfin, toute une série de mesures sont destinées à modifier le visage de la société française. Une nouvelle politique de la santé est développée qui insiste sur la modernisation des équipements collectifs publics, transforme les études médicales, met fin à la coexistence d'un secteur public et d'un secteur privé dans les hôpitaux. En matière de justice, l'accent est mis sur l'humanisation des pratiques pénales avec l'abolition de la peine de mort, la suppression des quartiers de Haute Sécurité dans les prisons, l'adoucissement du régime pénal, l'abolition de la loi « Sécurité et liberté », jugée répressive par la nouvelle majorité. Le ministre du Travail Jean Auroux fait voter par le Parlement une série de lois qui donnent aux travailleurs (et aux syndicats) des droits plus étendus dans l'entreprise. Après de longues études, le ministre de l'Éducation nationale Alain Savary fait voter au Parlement, en 1983, une loi modifiant profondément les missions et les structures de l'enseignement supérieur désormais appelé à préparer plus directement les cadres nécessaires au développement économique et social du pays, et une série de missions et de commissions envisagent de substantielles transformations dans les collèges, les lycées, l'enseignement de diverses disciplines.

Au total, la fièvre de transformation qui saisit la nouvelle majorité laisse peu de secteurs en dehors de son champ d'activité (sauf peut-être le domaine des affaires extérieures et militaires où les lignes de force de la politique suivie jusqu'alors demeurent en place).

● Les difficultés

Toutefois, à mesure que l'expérience socialiste se déroule, les difficultés s'amoncellent qui vont rendre de plus en plus malaisée la mise en pratique du changement souhaité par les nouveaux dirigeants du pays. Certaines de ces difficultés tiennent à l'opinion publique. Les

réformes ont d'abord été bien accueillies par une opinion avide de changement : c'est le temps de l'« état de grâce » où toutes les mesures du nouveau pouvoir rencontrent un écho favorable, l'opposition de droite paraissant isolée dans sa lutte contre les transformations. Mais progressivement, le changement entraîne des mécontentements dans divers secteurs de l'opinion. Les uns, qui ont voté pour la nouvelle majorité, s'irritent d'une activité réformatrice jugée trop lente et incomplète. D'autres s'inquiètent ou protestent contre des réformes qui, en bouleversant les situations antérieurement acquises, paraissent léser des intérêts ou remettre en cause des acquis. Les mécontentements catégoriels se multiplient : protestations des commerçants ou des industriels contre la lourdeur des charges, manifestations des cadres qui se plaignent des impôts et de la limitation de leurs pouvoirs du fait des lois Auroux, colère des médecins contre les transformations du système médical, rancœur des professeurs d'Université contre les projets Savary, vastes rassemblements des défenseurs de l'école privée contre les textes préparés par le ministre pour tenter d'unifier le système éducatif, opposition d'un certain nombre d'étudiants à la réforme de l'Université, etc. Sur fond de crise économique et d'alourdissement de la pression fiscale, cette addition de mécontentements débouche dès 1982 sur le renforcement de l'opposition. D'abord traumatisée par l'ampleur de sa défaite de 1981, profondément divisée entre partisans de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing qui se renvoient réciproquement la responsabilité de l'échec, l'opposition se ressaisit avec les premières manifestations de lassitude de l'opinion. Elle mène au Parlement de violentes batailles contre les projets de réforme, pratiquant l'obstruction par la multiplication des amendements, s'efforçant de retarder leur mise en pratique en déférant la plupart des nouveaux textes au Conseil constitutionnel. Mais surtout, elle se trouve stimulée par les sondages qui, dès 1982, révèlent l'effritement, puis l'effondrement de la cote de popularité des nouveaux gouvernants. Le sentiment d'un renouveau de l'opposition semble enfin confirmé par le succès qu'elle remporte aux diverses élections partielles, aux élections cantonales de 1982, aux élections municipales de 1983, aux élections européennes de 1984.

Elle développe alors une thèse présentant comme éphémère la présence de la gauche aux leviers de commande, qu'elle attribue à un égarement passager de l'opinion. Affirmant en toute occasion que la gauche n'est plus majoritaire dans l'opinion (mais c'était vrai de l'ancienne majorité avant 1981), elle prépare avec soin les futures échéances (législatives de 1986, présidentielles de 1988).

● L'échec économique et ses conséquences

Toutefois, les difficultés proviennent surtout de la poursuite de la crise économique que le nouveau pouvoir n'est pas parvenu à juguler. En 1981, les nouveaux dirigeants s'attendent à une reprise économique mondiale et leur politique de relance par la consommation a pour but de devancer une sortie de crise qu'on estime proche. Or, rien de tel ne se produit. La France poursuit seule une politique de relance qui coûte d'autant plus cher qu'elle s'accompagne de réformes sociales onéreuses, alors que les autres grands pays industriels restent fidèles à la politique de restriction du crédit et de la consommation. Cette politique à contre-courant, si elle permet de contenir la poussée du chômage (stabilisé autour des deux millions) va aboutir à la détérioration de la situation internationale de la France. L'augmentation des charges des entreprises françaises les rend moins compétitives, la balance commerciale accroît son déficit qui atteint d'alarmantes proportions fin 1982. Déficit budgétaire et déficit extérieur conjuguent leurs effets pour provoquer la dépréciation du franc, encore aggravée par la hausse permanente du dollar, monnaie de référence du commerce international. À trois reprises (automne 1981, juin 1982, mars 1983), le franc est dévalué.

Cette détérioration de la situation économique conduit en diverses étapes à partir de juin 1982 à un infléchissement de la politique gouvernementale. Sans renoncer à la lutte contre le chômage, elle donne progressivement la priorité à l'objectif économique de rétablissement des grands équilibres sur l'objectif social d'accroissement du niveau de vie. La lutte contre l'inflation devient la préoccupation essentielle du pouvoir. Prix et salaires sont bloqués jusqu'à l'automne 1982 et soumis à un strict contrôle après la sortie du blocage ; la diminution du pouvoir d'achat des plus aisés est envisagée, et le gouvernement ne promet d'amélioration qu'aux titulaires du S.M.I.C. L'accent est mis sur le ralentissement de la hausse des prix, le redressement de la balance commerciale, la limitation du déficit budgétaire, l'allègement des charges des entreprises dont on attend qu'elles investissent pour provoquer la relance.

Ces mesures ne suffisent pas à redresser une situation qui empire de mois en mois. C'est en mars 1983 que se produit le tournant décisif. La révélation d'un énorme déficit commercial, d'un endettement record, d'une dégradation de la monnaie entraînant des spéculations contre le franc, rend inévitable des décisions capitales. Deux solutions seulement sont possibles.

La première consiste à maintenir les grands traits de la politique poursuivie depuis 1981 : relance modérée de la consommation, priorité à la lutte contre le chômage, acceptation du déficit de la balance commerciale et de la détérioration de la monnaie. Mais cette politique impliquerait la rupture avec le Marché commun, la mise en place d'un système douanier protectionniste et la sortie de la France du système monétaire européen. Préconisée par le ministre de l'Industrie et de la Recherche, Jean-Pierre Chevènement, cette politique est rejetée par le Premier ministre Pierre Mauroy et le ministre de l'Économie et des finances, Jacques Delors.

Avec l'appui du Président de la République, ils décident d'accepter les contraintes internationales de l'économie de marché et la discipline européenne. Dès lors, s'impose la nécessité de rétablir les grands équilibres rompus dans les domaines du commerce extérieur et du budget et, pour y parvenir, il n'existe qu'une voie, celle de la rigueur, qui exige des sacrifices de la part de la population.

Le choix opéré en mars 1983 marque la reconnaissance de l'échec économique de la politique engagée depuis 1981, par laquelle les socialistes entendaient démontrer qu'il était possible de rompre, par l'action de l'État, avec la logique du capitalisme et de l'économie de marché. C'est toute la culture économique du socialisme français depuis le XIX^e siècle qui se trouve ainsi remise en cause.

● **L'échec économique et la crise sociale et politique (1983-1984)**

Les conséquences de la nouvelle logique économique ne tardent pas à faire sentir leurs effets. Le rétablissement des équilibres économiques, rendu nécessaire par le choix de mars 1983, conduit à de nouveaux pas dans la voie de la rigueur.

Une restriction de la consommation des Français est envisagée, pendant que la pression fiscale s'alourdit. Cette politique d'austérité a pour résultat de relancer le chômage.

Par ailleurs, l'impossibilité de continuer à financer sur les fonds publics des industries lourdement déficitaires et la volonté de consacrer les investissements à moderniser l'appareil industriel conduisent en 1983 et 1984 le gouvernement à restructurer l'économie française. Tandis que l'accent est mis délibérément sur l'informatique, considérée comme la clé de l'avenir, le secteur chimique nationalisé est restructuré en 1983. Au début de 1984, le gouvernement décide de diminuer l'activité des charbonnages et de la sidérurgie qui accumulent les déficits, ce qui entraîne fermetures de sites et suppressions

d'emplois. Désormais, le mot d'ordre des entreprises, nationalisées ou non, est celui de la diminution des effectifs afin de rétablir la situation financière.

Les retombées sociales de la politique économique entraînent un vif mécontentement dans la clientèle traditionnelle de la gauche (salariés touchés par le chômage, syndicats) mais aussi l'inquiétude de régions entières qui redoutent de faire les frais de la modernisation (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine). De manière de plus en plus nette dès 1983, le parti communiste, bien que présent au gouvernement, prend ses distances avec une politique dont il considère qu'elle s'éloigne des engagements électoraux de la gauche. À ce mécontentement s'ajoute l'inquiétude des défenseurs de l'école privée. Le ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, prépare un texte destiné dans son esprit à mettre fin à la querelle scolaire qui oppose en France les « laïques » aux partisans de l'école privée. Assez bien accepté par ces derniers, le texte est modifié par le Premier ministre afin de complaire aux laïques les plus intransigeants. Il s'ensuit de vastes manifestations de protestation qui réunissent des centaines de milliers de parents d'élèves des écoles privées. Fin juin 1984, l'opinion française paraît en plein divorce avec le pouvoir ; le 17 juin, la majorité rassemble seulement 33 % des suffrages aux élections européennes (le parti communiste tombant à 11 %) ; le 24 juin, plus d'un million de personnes manifestent à Paris contre la politique du gouvernement à l'égard de l'école privée.

Prenant conscience de l'échec et de la menace qui pèse sur la majorité pour l'élection législative de 1986, le Président de la République décide de frapper un grand coup pour reconquérir l'opinion. Acceptant la démission de Pierre Mauroy, il nomme Premier ministre un de ses proches, Laurent Fabius, qui se fixe comme objectif de « *moderniser la France et de rassembler les Français* ». En désaccord avec les perspectives du nouveau gouvernement, les communistes quittent le ministère. C'est une nouvelle phase du septennat de François Mitterrand qui s'ouvre durant l'été 1984.

Le tournant libéral des socialistes (1984-1988)

● Le gouvernement Fabius (1984-1986)

Bien que l'infléchissement de la politique de la majorité socialiste soit perceptible dès 1982, le gouvernement de Laurent Fabius marque un tournant décisif vers une pratique plus libérale du pouvoir. Le

nouveau Premier ministre se préoccupe en premier lieu d'apaiser les querelles nées des projets sur l'école privée. Nouveau ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement abandonne les textes mis au point par son prédécesseur Alain Savary et décide, au grand mécontentement des syndicats enseignants, d'en revenir au *statu quo* antérieur.

Ce contentieux réglé, l'action de Laurent Fabius tourne autour des deux objectifs fondamentaux qu'il s'était assignés. La réconciliation des Français, outre l'abandon des projets sur l'école privée, passe par la renonciation aux grands objectifs idéologiques des débuts du septennat au profit d'une gestion plus pragmatique des affaires. Le Premier ministre qui se veut réformateur et libéral est considéré avec sympathie par une large partie de l'opinion, bien que les communistes et une partie des socialistes critiquent sa recherche du consensus, qu'ils jugent comme un abandon du programme de la gauche.

Mais l'idée-force du Premier ministre, soutenu par le Président de la République, est la modernisation du pays, et celle-ci passe par un retour au libéralisme qui indigné une partie de la majorité et fait passer progressivement les communistes de celle-ci à la neutralité, puis à l'opposition. Pour moderniser la France, le gouvernement pratique en effet une politique de larges restructurations industrielles dans le secteur nationalisé, procédant à des diminutions d'effectifs qui provoquent de vives réactions sociales. Par ailleurs, la règle que le Premier ministre décide d'imposer aux entreprises nationalisées est celle de la limitation de l'intervention de l'État afin de laisser jouer librement les mécanismes du marché. Il ne manque guère une occasion de faire l'éloge de la productivité, de la rentabilité, du profit. Ajouté à ce retour incontestable vers le libéralisme, le gouvernement continue à pratiquer une politique de stricte austérité sur les salaires, laquelle a pour résultat d'entraîner une désinflation relativement rapide qui rapproche progressivement l'évolution des prix en France de celle des autres grands pays industriels.

Au début de 1986, les résultats obtenus sont incontestables. L'inflation est stoppée, les grands équilibres sont en voie de rétablissement, les querelles du début du septennat sont réglées ou presque.

Les retombées politiques de cette situation sont importantes. Longtemps très basse, la cote de popularité du Président et de son Premier ministre remonte dans les sondages. À la veille des élections de mars 1986, le parti socialiste amorce une spectaculaire remontée qui rend incertains les résultats des futures élections, d'autant que la majorité sortante a rétabli le scrutin proportionnel qui n'avait pas

été utilisé depuis 1956 et qui risque, en favorisant l'extrême droite représentée par le Front national de Jean-Marie Le Pen, d'interdire aux partis de droite de rassembler la majorité qu'ils espèrent.

● Les élections de 1986 et la « cohabitation »

Les élections du 16 mars donnent une courte victoire à la droite, que la percée du Front national a gênée, sans lui ôter cependant la majorité absolue, acquise à quelques voix près.

Les résultats des élections en 1986

	% des suffrages exprimés (1 ^{er} tour)	Nombre de députés
Parti communiste	9,78 %	35
Parti socialiste et mouvement des radicaux de gauche	32,65 %	215
UDF	41 %	129
RPR		145
Divers droite	3,90 %	14
Front national	9,65 %	35

Ces élections marquent l'installation du parti socialiste au rang de première force politique, bien que ce parti ait perdu la majorité, l'effondrement du parti communiste ramené à son audience de 1932 et la percée du Front national qui, sur le thème de la lutte contre l'immigration et l'insécurité, a pu faire jeu égal avec le parti communiste.

Les élections de 1986 ouvrent une période inédite dans l'histoire constitutionnelle de la France depuis 1958, la « cohabitation » entre un Président de gauche et une majorité de droite. S'inclinant devant le verdict du suffrage universel, François Mitterrand nomme comme Premier ministre Jacques Chirac, chef de la nouvelle majorité, qui constitue un gouvernement R.P.R.-U.D.F.

Malgré la concurrence du Premier ministre qui s'efforce d'apparaître dans tous les domaines comme le véritable chef de l'exécutif et de ne laisser au Président que des fonctions symboliques, François Mitterrand conserve la primauté en matière de défense nationale et de politique extérieure. Détenteur de la décision en matière nucléaire, il exige et obtient la maîtrise de la stratégie française, des décisions de

fabrication et de choix du matériel. De même, malgré la volonté du Premier ministre de lui disputer ce rôle, il apparaît comme le représentant principal de la France dans les conférences internationales, le seul qualifié pour engager le pays. En fait, le large consensus existant sur ces problèmes entre la gauche et la droite facilite la cohabitation dans ce domaine.

● **Un libéralisme systématique (1986-1988)**

Il n'en va pas de même en politique intérieure. Le Président y perd pratiquement toute autorité, son action se bornant à faire connaître ses réserves ou son hostilité à certains textes que le vote du Parlement le contraint de promulguer ou à refuser de signer des ordonnances mettant en vigueur des décisions qui n'ont pas son approbation. Maître du jeu dans ce domaine, le Premier ministre, qui vise l'Élysée en 1988, entend convaincre les Français de l'élire sur son bilan gouvernemental. Pour ce faire, prenant systématiquement le contre-pied de la politique des socialistes en 1981, il joue la carte du libéralisme avec l'appui des jeunes ultra-libéraux de l'U.D.F., conduits par François Léotard et Alain Madelin.

Sur le plan économique, l'action est menée par Édouard Balladur, ministre de l'Économie et des Finances. Les décisions les plus chargées de signification sont la suppression de l'Impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.) qui satisfait les milieux d'affaires, mais donne prise à l'accusation de la gauche selon laquelle le gouvernement favoriserait les riches, et la privatisation de nombreuses entreprises nationalisées en 1981 (Saint-Gobain, la Banque de Paris et des Pays-Bas...). Si la suppression de l'I.G.F. est mal perçue par l'opinion, la privatisation s'avère une opération heureuse puisqu'elle comble non seulement les milieux d'affaires, mais une partie de la population, invitée à acheter des actions des sociétés privatisées. Sur le plan social, le gouvernement facilite les procédures de licenciement en supprimant l'autorisation administrative, nécessaire jusque-là. Enfin, dans le domaine de l'information, la Haute Autorité de l'audiovisuel est remplacée par une Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) qui procède aussitôt au changement des P.D.G. des chaînes de radio et de télévision.

Mais l'ardeur législative du Premier ministre, dénoncée par l'opposition socialiste comme marquée d'une volonté de revanche systématique et d'une volonté non moins systématique de favoriser les riches, va se trouver rapidement freinée par la résistance de l'opinion. En décembre 1986 de violentes manifestations d'étudiants contraignent

le gouvernement à renoncer à présenter au Parlement un projet de loi sur l'enseignement supérieur, soupçonné d'introduire la sélection. De même, recule-t-il, devant l'émotion d'une partie de l'opinion, à faire voter un nouveau « code de la nationalité » rendant plus restrictives les possibilités d'acquisition de la nationalité française. En fait, il apparaît assez vite que le Premier ministre est pris entre deux feux. Il doit affronter d'une part l'hostilité à sa politique des socialistes qui la critiquent ouvertement, appuyés par le chef de l'État qui prend ostensiblement ses distances par rapport aux principales décisions. De plus, Raymond Barre, ancien Premier ministre et futur rival de Jacques Chirac à droite pour l'élection présidentielle, joint à cette opposition des critiques à peine voilées. Mais, d'autre part, il est exposé aux accusations de mollesse lancées contre lui par Jean-Marie Le Pen dont l'électorat lui est indispensable s'il veut l'emporter aux présidentielles. Enfin, l'exercice du pouvoir est, pour lui, source de déceptions. Sa popularité fléchit dans les sondages, alors que celle du Président de la République qui, éloigné de la gestion quotidienne, a pu prendre du recul et s'emploie à incarner l'unité nationale, ne cesse de croître.

Le second septennat de François Mitterrand (1988-1995)

● La réélection de François Mitterrand

Tous les sondages plaçant François Mitterrand nettement en tête, le véritable enjeu du premier tour des élections présidentielles, le 24 avril 1988, réside dans le fait de savoir quel sera son adversaire du second tour parmi les principaux candidats de la droite, Jacques Chirac ou Raymond Barre. Secondairement, on attend du scrutin qu'il apporte des enseignements sur le degré d'audience du parti communiste et du Front national.

Comme prévu, François Mitterrand est nettement en tête au premier tour avec 34,10 % des suffrages. Rassemblés, les deux principaux candidats de la droite font à peine mieux, l'addition de leurs voix n'atteignant pas 37 %. Jacques Chirac (19,90 %) a certes devancé Raymond Barre (16,55 %) mais il n'atteint pas la barre des 20 %. Sans doute ce dernier se désiste-t-il en faveur du Premier ministre, mais en insistant fortement pour qu'aucune concession, si minime

soit-elle, ne soit faite au Front national. Or, la tâche est, dans ces conditions, impossible pour Jacques Chirac qui ne peut espérer être élu qu'en drainant les 14,41 % réunis par Jean-Marie Le Pen, dont la percée spectaculaire est la principale surprise du scrutin. Quant aux 6,78 % rassemblés par le candidat communiste André Lajoinie, ils mesurent la poursuite du déclin du P.C.

Dans ces conditions, la réélection facile de François Mitterrand est attendue. En l'emportant avec 54 % des suffrages contre 46 au Premier ministre, le Président de la République connaît une réélection triomphale, mais avec une majorité qui dépasse de loin l'audience du parti socialiste dans le pays. C'est d'ailleurs sur le thème de la « France unie » que le Président a fait campagne et, au lendemain des élections, il préconise « l'ouverture » vers les centristes. C'est avec cet objectif qu'il nomme Premier ministre au lendemain des élections le socialiste Michel Rocard, qui incarne la voie réformiste et possède une réelle popularité dans l'opinion, bien au-delà du parti socialiste.

Le second septennat, qui débute en 1988, se présente sous des auspices bien différents du premier. Il n'est plus désormais question de rupture avec le capitalisme, mais tout au plus d'une gestion de l'économie de marché teintée de préoccupations sociales, qui ne se distingue guère du réformisme des centristes de tradition radicale ou démocrate-chrétienne. De surcroît, la conjoncture économique apparaît favorable à ce projet de gestion réformiste et consensuelle de la société, qui se profile derrière le thème de la « France unie ». En effet, les années 1984-1985 voient s'opérer un redressement de la conjoncture économique. La France sort des difficultés que lui ont values les chocs pétroliers. Cette période économiquement favorable, qui dure jusqu'à l'automne 1990, va constituer le contexte dans lequel se situe l'essentiel de l'action du gouvernement Rocard, qui caractérise le style et les intentions des débuts du second septennat de François Mitterrand.

● **La politique de consensus du gouvernement Rocard (1988-1991)**

Les centristes hésitant à rejoindre le gouvernement Rocard, le Président de la République, décidé à trouver une majorité stable, prononce la dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue de nouvelles élections qui auront lieu les 5 et 12 juin 1988.

Ces élections suscitent peu l'intérêt des Français (il y aura 34 % d'abstentions) et aboutissent à un résultat surprenant, inédit sous la

V^e République. Majoritaire en voix, la droite perd la majorité absolue en sièges qu'elle détenait depuis 1986, mais le parti socialiste ne s'assure pas pour autant cette majorité en raison d'une remontée inattendue du parti communiste.

Les résultats des élections de 1988

	% des suffrages exprimés (1 ^{er} tour)	Nombre de députés
Parti communiste	11,31 %	27
Parti socialiste et divers de gauche	37,54 %	279
Union du rassemblement et du centre dont :	40,44 %	266
– UDF		130
– RPR		128
– Divers droite		13
Front national	9,78 %	1

Le parti socialiste dispose donc d'une majorité relative que la procédure parlementaire de la V^e République lui permet d'utiliser pour gouverner. Le gouvernement ne peut en effet être renversé que par une motion de censure, mais qui exigerait que les communistes joignent leurs voix à celles de la droite, hypothèse que ses dirigeants excluent au lendemain des élections.

À la différence du gouvernement Mauroy après les élections de 1981, le gouvernement Rocard ne paraît pas animé de vastes projets idéologiques. Les circonstances politiques nouvelles (volonté d'ouverture et d'union affirmée par le Président, étroitesse de la majorité parlementaire qui exige l'accord ou la neutralité des communistes et des centristes) l'obligent à rechercher des solutions consensuelles. Il remporte d'ailleurs aussitôt un succès spectaculaire dans ce domaine. Alors que les derniers jours de la cohabitation avaient été marqués par des incidents sanglants en Nouvelle-Calédonie, faisant craindre une nouvelle guerre coloniale, Michel Rocard obtient, fin juin 1988, un accord sur le rétablissement de la paix, qui entraîne la mise en place d'un nouveau statut du territoire.

Mais l'essentiel tient surtout dans la volonté du Premier ministre de traiter les problèmes de fond qui se posent à la société française, afin

de l'adapter à son époque. Tout en ayant conscience que les réformes fondamentales sont longues à mettre en œuvre et peu spectaculaires, il leur donne cependant la préférence sur les bouleversements engendrant polémiques et déchirements.

Aussi s'attache-t-il à ne pas répondre à chaud aux mouvements suscités par les malaises sociaux. Ceux-ci ne l'épargnent guère ; son gouvernement devra affronter les manifestations de rues – souvent soutenues par l'opinion publique et parfois par le parti socialiste, voire le Président de la République lui-même – des lycéens, personnels de justice, infirmières... Surtout, il devra faire face à la très grave révolte des banlieues qui met en évidence les dysfonctionnements et les clivages d'une société française « à deux vitesses », où les jeunes, souvent immigrés de la seconde génération, se trouvent privés d'emplois et de perspectives et rejetés dans les banlieues défavorisées, véritables « ghettos » de la pauvreté.

Face à ces multiples difficultés, la « méthode Rocard » est moins de gérer le court terme dans l'urgence que d'aborder les problèmes de fond. C'est, par exemple, le cas du problème de la pauvreté. Tout en affirmant sa volonté de refuser le laxisme financier, de lutter contre le déficit budgétaire et de maintenir les grands équilibres, Michel Rocard entend réinsérer dans les circuits économiques les Français qui sont en voie de marginalisation. C'est pourquoi, dès l'automne 1988, il fait voter l'institution d'un « revenu minimum d'insertion » (R.M.I.) de 2 000 francs par mois en faveur des plus défavorisés, financé par un Impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F.) – remplaçant l'Impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.) supprimé par la droite en 1986.

De la même manière, durant les trois années du gouvernement Rocard, d'autres « grands chantiers » sont abordés, visant à traiter des problèmes essentiels de la société : modernisation du service public, refonte de la grille trop rigide de la fonction publique, amélioration du système éducatif, adaptation de l'enseignement supérieur avec l'adoption du plan « Universités 2 000 », institution de la Contribution sociale généralisée (C.S.G.), pesant sur l'ensemble des revenus, afin de financer le déficit permanent de la Sécurité sociale.

Parallèlement, le gouvernement vise un développement économique du pays dans le respect des grands équilibres, obtenu grâce à un large consensus.

Il s'agit donc de la poursuite de la politique des années 1984-1986, sans transformation brutale qui risquerait de diviser l'opinion.

Cette pratique consensuelle de la vie politique a des conséquences multiples :

- Elle aggrave la crise des formations politiques qui ne parviennent plus, dans ce climat, à affirmer leur identité. Le parti socialiste s'irrite d'une pratique gouvernementale qui lui paraît trop timide sur le plan social et qui entraîne une multiplication des mouvements de grève, dans la fonction publique comme dans le secteur privé. Cette contestation interne trouve un chef de file dans l'ancien Premier ministre, Laurent Fabius, qui se pose en rival de Michel Rocard et, avec l'appui du Président de la République, se porte candidat au poste de Premier secrétaire du parti socialiste. Les rivalités suscitées par les ambitions de Laurent Fabius débouchent, en 1990, sur le désastreux congrès de Rennes, où les courants du parti socialiste se déchirent dans une lutte sans merci.

- De son côté, la droite est paralysée entre la crainte de perdre toute raison d'être, si elle approuve une politique voisine de la sienne et qui a l'accord des centristes, et le danger de se confondre avec l'extrême droite du Front national, si elle se radicalise.

- L'opinion publique est désorientée et démobilisée par la disparition des grands débats idéologiques qui marquaient fortement le climat entre droite et gauche. Elle réagit lors des élections en se réfugiant dans l'abstention ou en votant en faveur de formations qui paraissent étrangères à la société politique traditionnelle. Le Front national d'une part, les écologistes de l'autre apparaissent comme les grands bénéficiaires de ce mouvement.

Le déclenchement de la guerre du Golfe en janvier 1991 a pour effet de renforcer encore le consensus, d'autant plus que la rapidité de la victoire et son coût peu élevé en vies humaines pour la coalition désarment l'opposition naissante au conflit et lui interdit de trouver des appuis dans l'opinion. Au sortir du conflit, le Président de la République et son Premier ministre connaissent une grande popularité. Mais celle-ci ne dure qu'un moment.

Enfin la pratique rocardienne du pouvoir a longtemps la faveur de la population ; celle-ci, à travers les sondages, attribue au Premier ministre des taux de popularité élevés, alors que la cote du Président a tendance à s'effriter.

Entre le chef de l'État et le chef du gouvernement, longtemps rivaux au sein du parti socialiste, se nouent des rapports difficiles. Bien que Michel Rocard témoigne toujours envers le Président d'une déférence sans faille, François Mitterrand ne dissimule guère l'irritation qu'il éprouve souvent envers son Premier ministre,

ne lui ménageant ni les critiques indirectes ni les attaques de ses fidèles. Si bien que la vie politique française des années 1991-1992 se résume souvent à la tension larvée qui règne entre l'Élysée et Matignon et aux supputations sur les chances plus ou moins grandes de Michel Rocard de se maintenir à Matignon. L'attente prend fin en mai 1991 avec la démission du Premier ministre demandée par le Président, démission qui a les allures d'une révocation sans ménagement et du désaveu d'une politique jugée trop timide et trop consensuelle.

● La crise du pouvoir socialiste (1991-1993)

La démission forcée de M. Rocard témoigne de la volonté du Président de reprendre en main une situation qui paraît lui échapper et dont sa chute dans les sondages témoigne depuis longtemps. En fait, les raisons de cette crise sont multiples. La première réside sans aucun doute dans le retournement de conjoncture qui s'est produit au second semestre 1990 et qui fait replonger le pays dans une période de difficultés économiques, marquées par un ralentissement de la croissance et par une politique systématique de diminution des effectifs de la part des entreprises qui relance le chômage, lequel frôle en 1992 la barre des trois millions, soit plus de 10 % de la population active. Cette mauvaise situation économique entretient un climat de mécontentement dont, tout naturellement, le pouvoir fait les frais, d'autant que le ralliement des socialistes à la logique du marché et à la gestion des entreprises selon les critères du profit, les prive de l'atout qu'a constitué pendant longtemps leur promesse de mener une autre politique sociale.

Dans cette atmosphère se produit à l'encontre du Président, installé à l'Élysée depuis 1981, un phénomène d'usure du pouvoir et contre le parti socialiste un mouvement de rejet qui tend à lui imputer toutes les difficultés du moment, y compris celles qui sont liées à la conjoncture. Ce mouvement est amplifié par l'opposition qui voit dans cette situation une possibilité de reconquérir un pouvoir qu'elle aspire à retrouver et qui tend à transformer en débat politique les problèmes nationaux du moment.

Enfin la crise du parti socialiste est accentuée par l'étalage de ses propres divisions, par des scandales politico-financiers (tentatives d'enrichissement individuel de certains élus ou procédés illégaux de financement du P.S. par des bureaux d'études et des systèmes de fausses factures) ou par les retombées du scandale lié à la transfusion aux hémophiles de sang contaminé par le virus du

sida jusqu'en 1985. Celui-ci pose le problème des responsabilités politiques du gouvernement socialiste de l'époque et conduit à déférer en Haute-Cour de Justice Laurent Fabius, alors Premier ministre et désormais Premier secrétaire du parti socialiste, et deux hauts responsables de ce parti, Georgina Dufoix et Edmond Hervé.

Or la tentative de reprise en main va s'avérer un échec. En donnant comme successeur à M. Rocard dont la popularité reste élevée, Mme Édith Cresson, première femme Premier ministre de l'histoire française, le chef de l'État peut espérer reprendre l'initiative. Précédée d'une réputation d'énergie et de courage, fort critique à l'égard de la politique trop timorée à ses yeux de son prédécesseur, Mme Cresson est chargée de préparer le pays à l'échéance du Marché unique de 1993 et la majorité aux législatives de cette même année, de redonner un projet social au gouvernement, de remobiliser l'électorat et le parti socialiste. Mais seul le style change, la verdeur du langage du Premier ministre et la brutalité de ses décisions tranchant avec la recherche du consensus de Michel Rocard. Très vite, le Premier ministre bat des records d'impopularité, entraînant le Président dans sa chute, pendant que, sur le fond, la politique suivie ne diffère guère de celle pratiquée auparavant et ne parvient ni à faire diminuer le chômage ni à provoquer une quelconque reprise économique. Cédant aux pressions du parti socialiste qui exige son départ, le chef de l'État doit mettre fin aux fonctions de Mme Cresson dès avril 1992, après moins de onze mois de pouvoir, pour la remplacer par Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances des gouvernements Rocard et Cresson et qui incarne pour le compte des socialistes l'orthodoxie budgétaire, la défense du franc et le maintien des grands équilibres économiques.

Accueilli avec faveur par l'opinion, inspirant confiance par son expérience et sa prudence, le nouveau Premier ministre ne parvient que quelques semaines à maintenir ce courant favorable. En dépit de ses efforts, il ne réussit pas à rendre aux socialistes les faveurs de l'opinion. Ce n'est qu'au prix d'un énorme effort et en sollicitant les dirigeants de l'opposition parlementaire qu'il parvient en septembre 1992 à faire ratifier de justesse par référendum l'Union européenne prévue par le traité de Maastricht. À la veille des élections de 1993, la majorité socialiste paraît s'acheminer vers un échec et l'opinion s'interroge sur le fait de savoir si le chef de l'État, atteint d'une grave maladie, achèvera son second septennat dont le terme se situe en 1995.

● Les élections de 1993 et la seconde cohabitation

Conformes aux prévisions et aux sondages, les élections de mars 1993 enregistrent la défaite sans appel des socialistes qui perdent 4 millions d'électeurs et n'ont pu sauver qu'une soixantaine d'élus. Malgré le maintien du parti communiste à un faible niveau, la gauche est écrasée, d'autant plus que les écologistes ont réalisé un score très inférieur à ce que leur promettaient les sondages et n'ont aucun élu. C'est aussi le cas du Front national qui poursuit sa progression en nombre de voix. Le R.P.R. et l'U.D.F., qui se présentaient sous le sigle commun U.P.F. (Union pour la France), bien qu'ils atteignent à peine 40 % des suffrages, disposent d'une écrasante majorité de 449 députés (485 avec les divers droite) sur 577.

Ces résultats conduisent à la mise en place d'une seconde cohabitation, différente de celle de 1986 dans la mesure où le chef de l'État, affaibli par l'écrasement du P.S., ne dispose d'aucune marge de manœuvre. Il doit donc appeler comme Premier ministre le R.P.R. Édouard Balladur, Jacques Chirac ne souhaitant pas compromettre ses chances à l'élection présidentielle de 1995 par une nouvelle expérience de pouvoir comme en 1986-1988.

Les résultats des élections de 1993

	% des suffrages exprimés (1 ^{er} tour)	Nombre de députés
Parti communiste	9,18 %	24
Parti socialiste et majorité présidentielle	19,20 %	67
Écologistes	7,60 %	–
RPR	19,83 %	242
UDF	18,64 %	207
Divers droite	4,40 %	36
Front national	12,42 %	–

Cette seconde cohabitation se présente sous un jour bien différent de la première. À la différence de Jacques Chirac en 1986, Édouard Balladur prend soin d'éviter tout heurt avec le chef de l'État qui, de son côté, apprécie la courtoisie du Premier ministre et son

souci de ne pas empiéter sur ses prérogatives. Si bien qu'on voit s'instaurer une harmonieuse cohabitation, le Président laissant le gouvernement déterminer et conduire la politique de la nation, le Premier ministre informant le chef de l'État des grands dossiers, ne remettant pas en cause sa primauté en matière de défense et de politique internationale et réglant par la négociation les différends qui peuvent surgir, du fait de la volonté de la majorité de droite d'affirmer sa prépondérance.

Édouard Balladur constitue un gouvernement qui comprend, certes, toutes les tendances de la majorité R.P.R.-U.D.F. (Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, François Léotard, ministre de la Défense nationale, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères), mais qui, en dépit du relatif échec électoral du C.D.S., est surtout remarquable par sa forte composante centriste avec le président de ce mouvement Pierre Méhaignerie, ministre d'État à la Justice, son secrétaire général François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, et Mme Veil, ministre d'État aux Affaires sociales.

Le nouveau Premier ministre conduit une politique qui correspond globalement au programme de la droite. En matière économique, devant l'importance des déficits publics, il annonce un plan rigoureux d'économies budgétaires, de hausse des taxes et des prélèvements sociaux et une réforme des régimes de retraite allongeant les durées de cotisations. La politique de privatisations et de retour au libéralisme, prônée par la droite, reprend avec la réforme du statut de la Banque de France, qui assure l'autonomie de celle-ci par rapport au gouvernement, et la privatisation de quelques grandes entreprises comme la BNP ou Elf-Aquitaine. C'est encore la politique sécuritaire et de restriction de l'immigration que met en œuvre Charles Pasqua par une loi visant à restreindre les possibilités de regroupement familial et de demandes d'asile, par un texte renforçant les moyens mis à la disposition de la police pour les contrôles d'identité, par une aggravation des difficultés d'acquisition de la nationalité française. Enfin, mais sans y parvenir, le gouvernement tente, pour satisfaire sa clientèle électorale, de contourner la loi d'orientation universitaire de 1984 en autorisant les universités à déroger aux dispositions en matière de statut et de financement et, en décembre 1993, d'opérer une révision de la loi Falloux permettant aux collectivités locales de financer, sans limitation de montant, l'enseignement privé sous contrat. Mais l'annulation du premier texte par le Conseil Constitutionnel et la forte mobilisation du camp laïque, dans le second cas, poussent le gouvernement à faire machine arrière.

Il reste que les premiers mois du gouvernement Balladur sont marqués par une extraordinaire popularité du Premier ministre dont 60 à 70 % des Français approuvent l'action. L'opinion paraît apprécier son « parler vrai » et son souci de ne pas farder la réalité de la situation française ; elle approuve les relations apaisées qu'il a su nouer avec le chef de l'État ; elle juge positivement la compétence dont il fait preuve lors d'une série d'épreuves (crise monétaire de l'été 1993, négociations commerciales avec les États-Unis dans le cadre du G.A.T.T. où il défend efficacement les intérêts français en décembre 1993, conflit larvé entre le ministre de l'Intérieur et l'Élysée à propos d'un projet limité de révision constitutionnelle).

Porté par des sondages flatteurs, le Premier ministre bénéficie en outre d'une situation d'autant plus favorable que le parti socialiste, traumatisé par son échec électoral, se déchire dans des querelles interminables. Après le suicide de l'ancien Premier ministre Pierre Bérégovoy, le 1^{er} mai 1993, et le retrait provisoire de la vie politique de l'ancien Premier secrétaire du parti, Lionel Jospin, Michel Rocard, appuyé par les amis de ce dernier, met en minorité le Premier secrétaire Laurent Fabius, qu'il remplace à la tête du P.S. Entre les nouveaux dirigeants d'une part, Laurent Fabius appuyé par l'Élysée de l'autre, la scission menace. Elle ne sera évitée en juin 1994 que par l'échec de Michel Rocard. Ayant décidé de conduire la liste socialiste aux élections européennes, le Premier secrétaire et candidat potentiel à l'Élysée voit se dresser contre lui une liste radicale conduite par Bernard Tapie, ancien ministre de la Ville, apparemment encouragé par François Mitterrand. Du même coup, il n'obtient qu'un score étié de 13,8 % qui entraîne sa mise en minorité au sein du parti socialiste et son éviction de la direction de celui-ci. À deux ans de l'élection présidentielle de 1995, les socialistes n'ont plus de candidat à l'Élysée. Les amis de Laurent Fabius placent alors au poste de Premier secrétaire un ancien partisan de Lionel Jospin, désavoué par celui-ci, Henri Emmanuelli. Si l'on ajoute que François Mitterrand qui, depuis 1991, a révélé qu'il était atteint d'un cancer, ne manque aucune occasion de faire l'éloge de son Premier ministre, la seconde expérience de cohabitation paraît asseoir de manière déterminante l'autorité de ce dernier.

● Les mécomptes d'Édouard Balladur

Les succès remportés par le Premier ministre vont cependant s'avérer de courte durée. D'abord parce que le problème essentiel aux yeux des Français demeure celui du chômage qui dépasse désormais le

seuil des 3 millions. Or, en donnant la priorité à la lutte contre les déficits, le gouvernement paraît négliger cette donnée fondamentale. Les décisions qu'il prend pour répondre aux nombreuses critiques formulées sur ce point (grand emprunt national pour financer un soutien à l'emploi et aux équipements publics, baisse des taux d'intérêt pour relancer l'activité) paraissent impuissantes à enrayer une conjoncture défavorable marquée par des faillites d'entreprises et des vagues de licenciements. Il en ira de même de la loi quinquennale pour l'emploi, votée à l'automne 1993, qui institue une mesure demandée depuis longtemps par le patronat, la flexibilité du temps de travail. Enfin, le gouvernement doit affronter une vague de grèves qui touchent le secteur public, où les mesures de « restructuration » se traduisent surtout par des plans de réduction d'effectifs. Tour à tour, Air France, la S.N.E.C.M.A., France Telecom, la R.A.T.P., la S.N.C.F. connaissent des débrayages qui mettent à rude épreuve le gouvernement et poussent celui-ci à reculer sur les mesures qu'il souhaitait prendre, afin d'apaiser la colère sociale. Il en va de même au début de 1994, lorsque le gouvernement décide de prendre un décret instituant un « Contrat d'insertion professionnelle » permettant de payer au-dessous du S.M.I.C. les jeunes qui postulent pour un premier emploi ; une série de manifestations violentes d'étudiants et de lycéens contraint le gouvernement à faire machine arrière.

Conséquence de ces crises et des reculs successifs du Premier ministre qu'exploitent ses adversaires politiques, les sondages de popularité d'Édouard Balladur deviennent pour la première fois négatifs au printemps 1994. Sans doute saura-t-il redresser la barre dans les mois qui suivent, mais au prix d'une grande prudence, qui fera dénoncer son « immobilisme » par une partie du monde politique. C'est que, dès l'été 1993, la grande popularité dont il jouit a convaincu une fraction importante des parlementaires de la majorité qu'il ferait un excellent candidat à l'élection présidentielle de 1995, ce que confirment de manière permanente les sondages analysant les intentions de vote des Français au futur scrutin. Conscient des inévitables divisions au sein de la majorité qu'entraînerait la révélation prématurée d'ambitions élyséennes, le Premier ministre s'impose et tente d'imposer à ses ministres de ne pas évoquer cette échéance avant le début de 1995. Il reste que cette situation de favori des sondages en fait le rival potentiel de Jacques Chirac dont toute la stratégie est orientée vers cette échéance. Sous les dehors d'un accord parfait entre les deux dirigeants du R.P.R. et d'une amitié indéfectible, se met en place une rivalité de moins en moins dissi-

mulée qui aigrit les rapports dans la majorité, voire au sein même du gouvernement. C'est que la plupart des ministres prennent très tôt parti, courant 1994, en faveur d'Édouard Balladur : R.P.R. comme Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement, et Charles Pasqua, fort populaire auprès des militants, U.D.F. comme François Léotard, François Bayrou, Simone Veil ou Pierre Méhaignerie. Placés sur la défensive, les partisans de M. Chirac, dont l'isolement apparaît croissant, en sont réduits à multiplier les critiques envers l'immobilisme et la prudence excessive du Premier ministre dont ils dénoncent l'absence d'esprit réformiste.

Or, ces divisions au sein de la majorité, aggravées par les doutes qui subsistent sur les intentions pour l'élection présidentielle de R. Barre et V. Giscard d'Estaing, font peser la menace d'une nouvelle défaite pour la droite, cependant majoritaire dans le pays. Sans doute les sondages continuent-ils à favoriser É. Balladur parmi les candidats de cette tendance de l'opinion. Mais, en dépit de la crise profonde du parti socialiste, empêtré dans les multiples affaires politico-judiciaires qui l'atteignent et dans le déchirement entre les tendances qui se disputent sa direction, c'est bien à gauche que se dessine le principal danger pour la majorité. Le socialiste Jacques Delors, qui a quitté la présidence de la Commission européenne, apparaît vite comme le favori des sondages. Plébiscité par l'opinion, les simulations de vote révèlent qu'il sortirait vainqueur d'un duel au second tour avec le Premier ministre. Si bien qu'en décembre 1994, la partie paraît jouée : les observateurs politiques prédisent l'élimination de Jacques Chirac au premier tour et la victoire de Jacques Delors au second. Or, la décision de Jacques Delors de ne pas se présenter va opérer une redistribution des cartes et donner à l'élection présidentielle de 1995 une issue inattendue.

Le septennat de Jacques Chirac (1995-2002)

● L'élection présidentielle de 1995 : l'alternance élyséenne

C'est au début de 1995 que s'opère le tournant décisif qui va faire basculer les espoirs d'Édouard Balladur. D'abord en raison de la décision prise par Lionel Jospin, qui sort de sa retraite, de se porter candidat à l'investiture du parti socialiste pour l'élection présiden-

tielle. Accueillie sans enthousiasme par l'Élysée qui ne fait rien pour la favoriser, cette initiative rencontre l'hostilité des amis de Laurent Fabius, qui tiennent en main les leviers de commande du P.S. et qui voient en Lionel Jospin un rival pour leur champion. Ils sont cependant contraints d'accepter la proposition de L. Jospin qui exige que les militants (et non la direction du parti) choisissent le candidat. Pour faire échec au candidat déclaré, ils mettent en avant, non l'ancien ministre de la Culture et de l'Éducation nationale Jack Lang, qui en concevra une durable amertume, mais le Premier secrétaire du parti, Henri Emmanuelli, qui ne saurait faire d'ombre à L. Fabius. Or, le vote des militants est sans appel : à une très large majorité, ils investissent Lionel Jospin. Celui-ci commence alors, en mars, une campagne bien tardive, d'abord timide, mais qui s'affirme au fil des jours, provoquant la renaissance d'un courant socialiste qui progresse de sondage en sondage. À telle enseigne que l'idée que la gauche soit présente au second tour, idée qui semblait sans fondement après le retrait de J. Delors, parvient à prendre de la consistance.

Mais c'est à droite que se produit le véritable bouleversement. Alors que ses chances de s'imposer au second tour paraissaient nulles, Jacques Chirac, qui ne peut compter que sur une fraction du R.P.R., conduite par Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, et sur quelques francs-tireurs au sein de la droite libérale comme Alain Madelin, Charles Millon et le giscardien Hervé de Charette, se lance dans une campagne d'un grand dynamisme, au sein de laquelle Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, joue le rôle d'inspirateur. C'est une véritable campagne d'opposant de gauche au gouvernement que conduit le président du R.P.R. Dénonçant l'immobilisme d'Édouard Balladur, la « pensée unique » qui fait dire au Premier ministre qu'il n'est pas d'autre voie que celle qu'il a empruntée, fondée sur la politique du franc fort, le respect des critères de Maastricht conduisant à la monnaie unique et qui implique la rigueur budgétaire, J. Chirac promet une « autre politique ». Il affirme sa volonté de faire reculer le chômage, promet des augmentations de salaires qui relanceront la consommation et l'activité et refuse de faire de la construction européenne un carcan qui ôterait toute marge d'initiative à la France. Mais il est vrai que, d'un même mouvement J. Chirac se fait le champion d'un retour au libéralisme en s'appuyant sur les thèses d'Alain Madelin, strictement contradictoires de celles de Philippe Séguin. En dépit des efforts des partisans d'Édouard Balladur pour la mettre en évidence, la contradiction ne paraît pas frapper

l'opinion. Du discours de J. Chirac, elle ne veut retenir que la promesse d'une action énergique pour relancer la croissance, faire reculer le chômage et réduire la « fracture sociale ». Ce langage volontariste, répété de région en région par un candidat qui mène une campagne active dans tout le pays, finit par payer. Bénéficiant de l'appui de V. Giscard d'Estaing qui renonce à se présenter, le président du R.P.R. voit sa cote dans les sondages monter à partir de février 1995, rattraper puis dépasser celle de Balladur. Celui-ci, qui se comportait jusqu'alors en quasi-Président sûr de son fait, tente à son tour, mais bien tard, de mener une campagne plus populaire, dénonçant avec l'aide de ses ministres les promesses inconsidérées du candidat Chirac et le caractère démagogique d'engagements qui ne pourront être tenus. Mais à la veille du scrutin, les jeux semblent faits et É. Balladur est distancé par son rival.

Il reste cependant des inconnues dans ce scrutin. Outre le score de Jean-Marie Le Pen qui a conduit, comme à son habitude, une campagne active destinée à conserver au Front national une audience qui lui permettrait de négocier son désistement au second tour, la principale inconnue réside dans le nom des deux candidats arrivés en tête. Le second tour opposera-t-il deux candidats de la majorité, J. Chirac et É. Balladur ou L. Jospin parviendra-t-il à s'intercaler entre eux et aux dépens de qui ? C'est à quoi répondent les résultats du premier tour de scrutin le 23 avril 1995.

À la surprise générale, L. Jospin arrive en tête avec 23,30 % des suffrages, manifestant ainsi la permanence d'un électorat de gauche que le candidat a su remobiliser. Pour sa part, J. Chirac éprouve une double déception, même si, arrivé en seconde position, il peut espérer l'emporter au second tour : avec 20,84 % des voix, il n'élargit qu'à peine son score du premier tour de 1988, tandis que son rival É. Balladur (18,58 %) est certes distancé, mais ne s'est nullement effondré. Arrivé en quatrième position avec 15 % des suffrages, J.-M. Le Pen confirme l'audience d'un Front national désormais solidement installé dans l'Est, dans le Midi et dans les banlieues ouvrières des grandes villes. Alors que la droite apparaît nettement majoritaire dans le pays (près de 58 % des voix) mais très divisée, la gauche minoritaire (environ 42 %) bénéficie d'une réelle dynamique que L. Jospin tente encore d'accentuer au second tour. Il y parviendra jusqu'à un certain point, sans réellement réussir à renverser un rapport de forces initial par trop défavorable à son camp. Au soir du 7 mai, Jacques Chirac est élu Président de la République avec 52,63 % des suffrages contre 47,37 % à Lionel Jospin.

● L'échec de la droite au pouvoir (1995-1997)

Le retour de la droite, qui dispose maintenant de tous les leviers de l'État, puisqu'elle est majoritaire dans les deux assemblées et qu'elle occupe désormais l'Élysée et Matignon, pose cependant le problème de la politique qu'elle entend conduire. Les conditions de l'élection de Jacques Chirac, Président nettement élu, apparaissent plutôt comme un choix des Français en faveur de l'alternance à un socialisme usé que comme un mouvement de fond en faveur du chef de l'État. Celui-ci ne dispose d'ailleurs dans l'opinion d'aucun préjugé favorable, cet « état de grâce » supposé bénéficier, au début de son mandat, à l' élu du suffrage universel. Le choix comme Premier ministre d'Alain Juppé, dont la froideur technocratique ne suscite pas l'enthousiasme, paraît cependant impliquer que, contrairement à ses promesses électorales, le nouveau Président, ne songe nullement à rompre avec la politique d'Édouard Balladur pour s'engager dans les sentiers inédits de « l'autre politique ». La décision de Philippe Séguin de ne pas faire partie du gouvernement et de demeurer à son poste de président de l'Assemblée nationale est à cet égard un indicateur sûr. Le gouvernement entend-il pour autant s'engager dans les voies de l'ultra-libéralisme prôné par Alain Madelin, nommé à la tête d'un vaste ministère de l'Économie et des Finances ? Sans doute pas puisque A. Madelin, ayant annoncé en août 1995 son intention de s'attaquer aux avantages acquis des fonctionnaires et des agents des services publics, est sèchement congédié par le Premier ministre. À dire vrai, durant la première année du nouveau septennat, c'est d'abord l'incertitude qui domine. Le gouvernement pléthorique nommé en mai 1995 paraît hésiter sur la conduite à tenir, être traversé de courants contradictoires, tandis que les déclarations intempestives de certains ministres donnent une impression d'amateurisme politique. Le remaniement du gouvernement à l'automne (marqué par le renvoi de huit des douze femmes qui en faisaient partie) apparaît comme une confirmation de son insuffisance.

Surtout, la rentrée politique de l'automne 1995 est marquée par un renforcement de certaines des tendances déjà perceptibles dès le mois de mai, et qui prennent dès lors toute leur signification. Tournant le dos (au moins dans l'immédiat) à ses promesses électorales, J. Chirac reprend la politique d'Édouard Balladur qu'il avait vilipendée durant la campagne électorale. La priorité n'est plus la réduction de la fracture sociale mais la lutte contre les déficits. Pour parvenir à ce résultat, il n'est évidemment plus question de baisser

les impôts pour relancer la consommation, comme J. Chirac l'avait promis, mais au contraire d'accroître les prélèvements fiscaux. Alors que le candidat avait envisagé des hausses de salaires, il gèle les traitements des fonctionnaires. À l'inverse de sa promesse de résoudre les problèmes des déficits de la Sécurité sociale sans rationner les soins, son gouvernement annonce un nouveau prélèvement social pour combler le déficit et des ordonnances pour placer sous le contrôle du gouvernement le système de protection sociale et diminuer les dépenses de santé. De la même manière, il songe à s'attaquer aux retraites des fonctionnaires et aux régimes spéciaux de retraite des agents des services publics. Ce plan drastique a pour résultat, en décembre 1995, une mobilisation des fonctionnaires et des agents des services publics sans précédent depuis 1968 : grèves, manifestations, défilés se multiplient jusqu'à la fin du mois, entraînant des difficultés pour les usagers, qui approuvent cependant, dans leur majorité, un mouvement dans lequel ils voient une expression de l'amertume collective des salariés face aux sacrifices sans contrepartie pour l'emploi qui leur sont demandés. Le mouvement de décembre 1995 est généralement interprété comme un refus de la part des salariés français de la logique libérale, qu'imposent la mondialisation et les critères de convergence du traité de Maastricht pour la mise en œuvre de la monnaie unique européenne en 1999. Mais, pour les hommes au pouvoir, la situation est inédite. Alors qu'au moment de leur arrivée à l'Élysée et Matignon, la cote de confiance de Jacques Chirac et d'Alain Juppé était considérable, s'établissant en moyenne à deux tiers d'opinions positives contre un tiers de mécontents, sept mois plus tard, la situation est inversée : ce sont désormais deux tiers des Français qui ne font pas confiance au chef de l'État et à son Premier ministre. Et le désaveu le plus profond vient des jeunes et des milieux populaires qui avaient assuré le succès de Jacques Chirac.

Or, pour l'essentiel, la politique suivie est maintenue en 1996, entraînant une désaffection massive de l'opinion, faisant battre au Chef de l'État et au Premier ministre des records d'impopularité et provoquant une fronde permanente au sein de la majorité dont les dirigeants couvrent de sarcasmes Alain Juppé qui paraît les entraîner inéluctablement vers une défaite programmée aux élections prévues en 1998. De surcroît, la nécessité absolue de réduire les déficits, afin de respecter fin 1997 les critères de convergence pour la participation de la France à la monnaie unique européenne fixés par le traité de Maastricht, conduit le gouvernement à

envisager une aggravation de la politique de rigueur, déjà mal supportée par les Français. Dans ces conditions, le Premier ministre, se fiant à des sondages qui paraissent promettre, en cas d'élections anticipées, le maintien au pouvoir de la majorité de droite, convainc le Président de la République de procéder à la dissolution de l'Assemblée nationale avant que les effets de l'austérité conduisent à un désastre électoral au printemps 1998. Décidée pour tenter d'éviter celui-ci, la dissolution du 21 avril 1997 va aboutir précisément au résultat redouté.

● La troisième cohabitation (1997-2002)

En fait, le scénario imaginé par Jacques Chirac tourne au cauchemar pour l'équipe au pouvoir. Loin de provoquer le rassemblement dans les rangs de la droite, la campagne électorale voit se multiplier les critiques contre le Premier ministre, attaqué de toutes parts par ses « amis » politiques. De plus, Alain Juppé se trouve paralysé par l'impossibilité d'annoncer un durcissement de la rigueur, sauf à perdre les élections, ni de promettre y mettre un terme puisqu'il n'ignore pas qu'il conduira la politique inverse. Il lui reste à affirmer qu'il persévéra dans la voie suivie, ce qui ne constitue guère un thème mobilisateur au moment où 64 % des Français considèrent comme négatif le bilan des deux premières années du mandat de Jacques Chirac. Dans ces conditions, les résultats du premier tour apparaissent comme un fiasco pour la majorité sortante. La droite qui rassemble à peine 36 % des suffrages est sévèrement battue, la gauche, alliée aux Verts, remporte un succès inespéré avec près de 45 % des suffrages et l'extrême-droite qui a bénéficié de près de 15 % des voix est en mesure d'arbitrer les élections dans plus de 130 circonscriptions. Pour tenter d'éviter la catastrophe, Jacques Chirac demande à Alain Juppé d'annoncer publiquement qu'il ne restera pas Premier ministre si la droite l'emporte et il confie la direction de la campagne électorale à ses deux inspirateurs de 1995, Philippe Séguin et Alain Madelin, opposés sur presque tous les points. Peine perdue : le 1^{er} juin 1997, le second tour de scrutin donne 319 sièges à la gauche contre 257 à la droite. Le 2 juin, le Président de la République nomme Premier ministre Lionel Jospin, qui constitue dans les jours qui suivent un gouvernement de la « gauche plurielle » comportant une ossature de ministres socialistes, une présence significative des communistes et la participation plus ténue des radicaux et de deux ministres représentant les Verts (Dominique Voynet) et le Mouvement des Citoyens (Jean-Pierre Chevènement).

Les résultats des élections de 1997

	% des suffrages exprimés (1 ^{er} tour)	Nombre de députés
Parti communiste	9,91	37
Parti socialiste	25,50	245
Mouvement des citoyens	1,07	29
Divers Gauche	2,05	
Verts	3,59	8
Extrême gauche	2,18	–
R.P.R.	16,81	140
U.D.F.	14,70	109
L.D.I.	2,80	–
Divers droite	1,85	8
Front national	15,09	(1)
Divers	4,47	–

Or cette troisième cohabitation qui s'ouvre ainsi à la fin du printemps 1997 diffère fondamentalement des deux premières. Alors que celles-ci constituaient des phases de transition avant une élection présidentielle devant intervenir dans les deux ans, cette nouvelle expérience paraît devoir durer cinq années jusqu'à l'échéance conjointe, au printemps 2002, du mandat de la nouvelle Assemblée et du septennat de Jacques Chirac. C'est d'ailleurs dans cette perspective que se situe le nouveau Premier ministre qui affirme dans sa déclaration ministérielle sa volonté de réaliser ses promesses électorales et annonce les mesures concrètes qu'il entend mettre en œuvre pour y parvenir.

Or le gouvernement de la « gauche plurielle » bénéficie dès son arrivée au pouvoir d'une évolution favorable de la conjoncture économique. Longtemps attendue, la sortie de la grande crise mondiale s'opère à partir du second semestre 1997, permettant, en dépit de quelques aléas, de retrouver jusqu'à la fin du siècle les voies de la croissance économique, d'enregistrer une réelle et sensible

diminution du chômage et, par conséquent, de faire reculer l'atmosphère de pessimisme et de morosité qui constituait l'arrière-plan de la vie nationale depuis un quart de siècle. De surcroît, le recul du chômage est accentué par la politique volontariste du gouvernement qui crée ou favorise les créations d'emplois et qui va imposer, en dépit des résistances de la droite et des organisations patronales, la réduction de la semaine de travail à 35 heures, une de ses promesses électorales. Dès la fin de l'année 2000, on constate que la barre du chômage est repassée sous le seuil des 10 % de la population active et que le nombre des chômeurs a diminué d'un million depuis 1997. Sur le plan social, la gauche poursuit la politique de l'État Providence en faisant voter des lois contre l'exclusion, et en créant la Couverture maladie universelle qui étend à tous les résidents, même privés d'emploi, le bénéfice de la Sécurité sociale.

Par ailleurs, la reprise économique, en augmentant les rentrées fiscales, permet sans difficulté apparente la réalisation des critères de convergence de Maastricht par la réduction des déficits publics et, par conséquent, la participation de la France à la Banque centrale européenne et à la mise en place, prévue pour le début 2002, de la monnaie unique européenne, l'euro. Elle conduit au redressement des comptes de la Sécurité sociale qui, pour la première fois depuis de longues années, se trouvent équilibrés en 2000. Elle donne enfin les moyens au ministre des Finances de couper l'herbe sous le pied de l'opposition de droite en lui empruntant un de ses thèmes favoris, la baisse des impôts. Annoncé en 2000, un vaste plan pluriannuel de baisses d'impôts est destiné à montrer que la gauche au pouvoir réalise les promesses que la droite avait été incapable de mettre en œuvre.

La « gauche plurielle », servie, il est vrai, par des circonstances favorables, paraît donc réussir là où J. Chirac et A. Juppé avaient sévèrement échoué. Il en résulte une grande popularité du Premier ministre qui se manifeste par des sondages où sa cote de confiance, en dépit de quelques aléas passagers, apparaît comme largement et continuellement positive. Aussi les observateurs politiques voient-ils très rapidement en lui le futur candidat de la gauche à l'élection présidentielle de 2002. Bien qu'il récuse cette perspective, affirmant que sa seule ambition est de gouverner le pays jusqu'en 2002, L. Jospin fait ainsi figure de rival potentiel de J. Chirac dans la compétition élyséenne.

Car le Chef de l'État a pris son parti de la défaite électorale de son camp en 1997, estimant qu'elle est le fait d'une droite minée par les

divisions de ses dirigeants et considérant qu'elle n'affecte en rien sa propre légitimité, acquise en 1995. Se désintéressant ostensiblement d'une droite qu'il abandonne en apparence à son sort (ce qui ne l'empêche pas de surveiller de près ses décisions), il fait de sa réélection en 2002 son objectif politique unique. Toutefois, s'il compte davantage sur la sympathie que sa personnalité inspire aux Français pour s'imposer que sur l'action des forces politiques de droite, il lui faut s'assurer que le R.P.R. servira ses ambitions, le moment venu. Aussi décourage-t-il tous ceux qu'il soupçonne d'être tentés de lui arracher le parti qu'il a fondé : Philippe Séguin, élu président du R.P.R. à la place d'Alain Juppé après la défaite électorale de 1997 et qui démissionne avec éclat de son poste en 1999, faute d'un soutien de l'Élysée à sa politique, puis Nicolas Sarkozy, ancien lieutenant d'Édouard Balladur, qui succède à Philippe Séguin comme président par intérim, mais se trouve à son tour écarté par la volonté du chef de l'État à l'automne 1999. Finalement, élue présidente du R.P.R. contre le candidat de Jacques Chirac en décembre 1999, Mme Michèle Alliot-Marie qui se veut « autonome et indépendante » du Chef de l'État, se montrera, après quelques velléités au début de l'année 2000, la fidèle auxiliaire de celui-ci. Le Président de la République maintient ainsi sa primauté sur le parti qu'il a fondé, même s'il ne peut empêcher les dirigeants de l'U.D.F. (François Bayrou) et de Démocratie Libérale (Alain Madelin), née d'une scission à droite de l'U.D.F., de se porter contre lui candidats à l'élection présidentielle de 2002.

Cette véritable crise de la droite qui tente, sans y parvenir réellement, de prendre ses distances avec le Président de la République est liée en effet à la volonté de celle-ci de voir le Chef de l'État conduire face à son Premier ministre une cohabitation plus conflictuelle. Or le propre de cette cohabitation du troisième type est le caractère de paix armée qu'elle revêt entre le Président et son Premier ministre. Jugeant inutile d'affronter ouvertement un chef de gouvernement populaire et qui réussit au pouvoir, le Président guette les éventuels faux-pas de celui-ci et s'efforce de se distinguer de la politique suivie, toutes les fois qu'il apparaît que celle-ci ne répond pas aux vœux de la majorité des Français. Il est d'ailleurs retenu de déclencher une guerre ouverte par deux faits majeurs. Le premier est la persistante division de la droite face à une « gauche plurielle » où ne manquent pas les tensions, mais que Lionel Jospin parvient à conserver en ordre de bataille et qui est consciente que son éventuel éclatement serait dommageable à toutes ses composantes. Dans ces conditions,

bien que le Président demeure maître de la dissolution, l'expérience de 1997 le dissuade d'en prendre à nouveau le risque. D'autant que le très médiocre résultat obtenu par la droite aux élections européennes de juin 1999 (35 % des suffrages dont 13 % pour la liste officielle R.P.R.-U.D.F.) et la perte aux élections municipales de 2001 des deux bastions de la droite que sont Paris et Lyon, en dépit de la conquête de près de 40 villes importantes par l'opposition, ne lui donne aucune garantie de succès. La seconde explication de sa prudence est la fragilisation de sa position personnelle par les multiples enquêtes judiciaires qui le visent, concernant des présomptions d'emplois fictifs, le soupçon de mise en œuvre d'un système de financement des partis politiques par des commissions occultes versées par des entreprises en échange de l'attribution de marchés publics à Paris ou en région Île-de-France, voire celui d'utilisation de fonds publics à des fins personnelles. Or l'immunité qui lui a été accordée en janvier 1999 par le Conseil Constitutionnel et qui lui permet de n'avoir de comptes à rendre qu'à la Cour de Justice de la République en matière de responsabilité pénale le dessert autant qu'elle le protège, puisque la possibilité qui lui est ainsi offerte de refuser de déférer à des convocations des juges lui interdit également de se justifier.

Il choisit donc de pratiquer une cohabitation apaisée avec son Premier ministre, d'autant que celle-ci est plébiscitée par les Français qui voient avec faveur les deux têtes de l'Exécutif collaborer courtoisement à la gestion du pays, avec comme seule préoccupation affichée la défense des intérêts nationaux, entretenir publiquement les meilleurs rapports personnels, parler d'une seule voix à l'étranger et dégager sans difficulté majeure de larges zones de consensus, qu'il s'agisse de la politique étrangère, de la gestion de l'économie ou des politiques sociales. La cohabitation introduit ainsi un nouveau style dans la vie politique, mettant fin à « l'exception française » du heurt frontal entre « projets de société » antagonistes et lui substituant, comme dans les autres démocraties du monde, le débat sur la meilleure manière de gérer une société dont les fondements ne sont pas remis en cause. Conséquence de cette cohabitation courtoise, la popularité de Jacques Chirac remonte spectaculairement des abîmes où elle s'était perdue en 1997, épousant une courbe parallèle à celle de son Premier ministre. Sans doute, la signification de cette remontée exige-t-elle d'être nuancée. Alors que la cote de satisfaction de Lionel Jospin s'explique par son action gouvernementale et son bilan, celle de Jacques Chirac résulte davantage du caractère

sympathique et chaleureux de l'homme et du fait que les Français lui sont reconnaissants de laisser gouverner son Premier ministre. Mais, du même coup, cette situation apparaît paralysante pour le chef de l'État, contraint de se contenter d'un rôle de témoin, préposé à critiquer ponctuellement et avec précaution telle ou telle mesure gouvernementale, au risque de s'attirer une verte réplique du Premier ministre. Quoi qu'il en soit, à la veille des élections présidentielles de 2002 dont les deux têtes de l'Exécutif paraissent devoir être les principaux protagonistes, Jacques Chirac et Lionel Jospin, candidats non déclarés mais vraisemblables, sont tenus de s'observer, sans qu'aucun d'entre eux prenne le risque de rompre la cohabitation, dans la conviction partagée que les Français sanctionneraient le responsable de la rupture.

L'URSS

sous Brejnev

(1974-1982)

Le système institutionnel instauré par la Constitution de 1977 met l'accent sur l'unité de l'URSS.

La répartition du pouvoir prévue entre le peuple, l'État, et le parti communiste est en fait monopolisée par le P.C., étroitement hiérarchisé et dominé par les hommes d'appareil : les membres du *Politburo* et du Secrétariat constituent le groupe dirigeant du pays. Leonid Brejnev s'impose progressivement, à partir de 1970, à la direction collégiale, y préservant un délicat équilibre entre les divers clans de l'appareil. Sa politique est marquée, sur le plan intérieur, par un immobilisme illustré par la lutte contre la dissidence et les minorités et, sur le plan extérieur, par une intense activité diplomatique, destinée à étendre l'influence soviétique. C'est aussi une période de stagnation économique. Soumise à une forte urbanisation et à la pénurie du logement, touchée par une crise de la structure familiale, la société, privée d'avenir et de liberté, ne croit plus dans la valeur du travail et sombre dans la passivité.

Les institutions soviétiques

● La Constitution de 1977

Par rapport à celle de 1936 qu'elle aménage, elle met davantage l'accent sur l'unité : « *L'URSS incarne l'unité du peuple soviétique, lie toutes les nations et ethnies en vue d'édifier en commun le communisme* » (art. 70, alinéa 2). Le même article précise que « *l'URSS est un État multinational fédéral uni...* », en effet, tout groupe qui présente des caractères ethniques qui lui sont propres ou possède ses traditions et sa culture a un statut particulier reconnu par l'Union.

La Constitution stipule un transfert progressif des attributions de l'État aux organisations sociales, comme Khrouchtchev l'avait annoncé, dans le cadre de la préparation au passage du socialisme au communisme, où l'État serait celui du « *peuple tout entier* ». De fait, la Constitution met l'accent sur « *une participation toujours plus large des citoyens à la gestion des affaires de l'État et de la société* » (art. 9), recommande l'intensification de l'activité des organisations sociales, le renforcement du contrôle populaire, la prise en considération permanente de l'opinion publique par le moyen de la discussion et du vote populaire (référendum). Elle insiste sur la nécessité pour les députés et les comités exécutifs de faire des comptes rendus devant les électeurs.

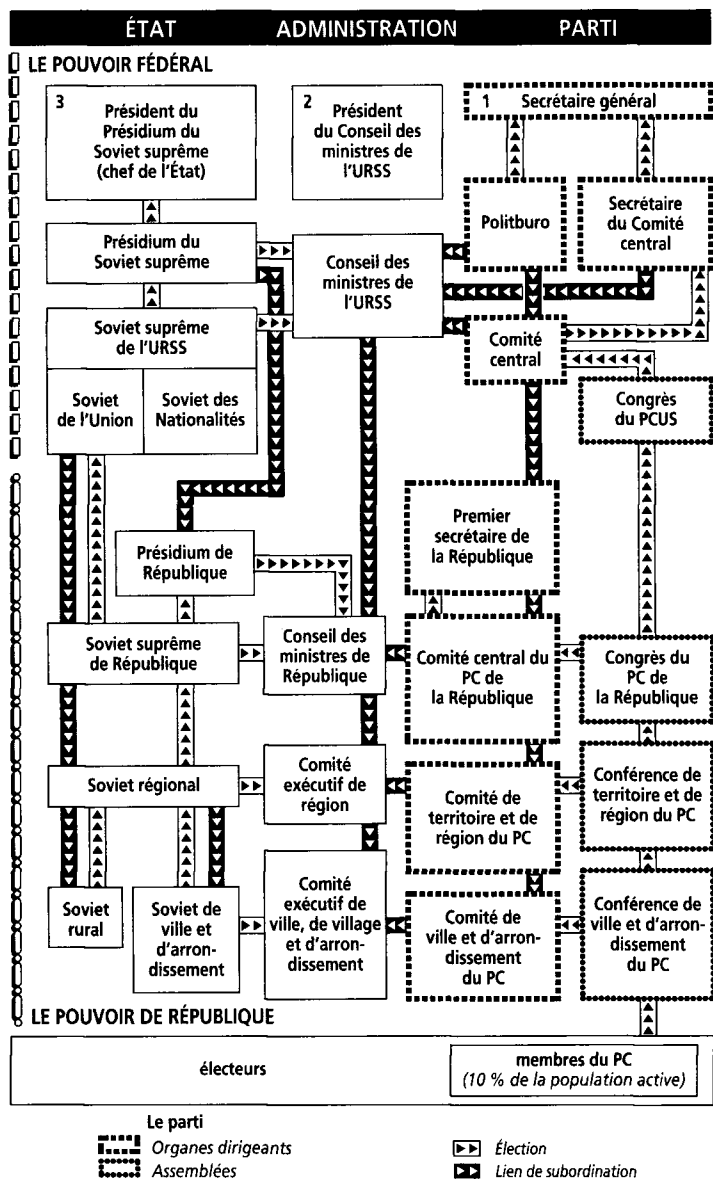
Cependant, la Constitution maintient les attributions de l'État. En apparence, il y a répartition du pouvoir entre le peuple, l'État et le parti :

- Le peuple, « *véritable détenteur du pouvoir* » (art. 2), élit le Soviet suprême à deux Chambres : le Soviet de l'Union (767 députés), le Soviet des Nationalités (750 députés) ;

- L'État qui est « *l'expression de la volonté sociale* » exerce son autorité grâce à un gouvernement et à de nombreuses administrations ;

- Le parti « *qui existe pour le peuple et au service du peuple* » (art. 6, chapitre III) est aussi la force qui « *dirige et oriente la société soviétique* » (art. 6). Il est chargé de définir les grandes orientations politiques et économiques, de contrôler l'appareil d'État et les institutions économiques et sociales et de nommer aux postes de responsabilité, la « *Nomenklatura* ». Il n'y a donc pas d'opposition ou de compétition possible entre État et parti, car les membres les plus haut placés de l'État sont également les dirigeants des organismes centraux du parti. Ni le Parlement ni le gouvernement ne peuvent faire des choix politiques qui sont de la compétence exclusive du parti ; ils ne sont que des maîtres d'œuvre.

Le pouvoir en URSS



En réalité, le parti, ainsi chargé de diriger la société, est placé au-dessus d'elle et c'est lui qui détient exclusivement le pouvoir :

- Sans doute le vote des citoyens permet-il de désigner les députés, mais le vote a lieu sur une liste unique établie par le parti. Le Soviet suprême résultant de cette élection et représentant le peuple n'est, en réalité, qu'une Chambre d'enregistrement ;

- L'organisation du parti est parallèle à celle de l'État. À chaque échelon territorial et politique, le parti possède sa propre administration qui double celle de l'État. À chaque ministère correspond dans le parti un département où travaillent des spécialistes, et qui lui permet de contrôler et même de participer à la mise en œuvre des projets qu'il a décidés ;

- Les relations entre les divers échelons du parti sont régies par le concept rigide du « centralisme démocratique » dont Lénine a posé les principes. Ceux-ci sont formulés par l'article 19 des statuts du parti qui stipulent :

- a) l'élection de tous les organes dirigeants du parti, de la base au sommet ;

- b) les comptes rendus périodiques des organes du parti devant leurs organisations respectives et devant les organes supérieurs ;

- c) la discipline stricte du parti et la soumission de la minorité à la majorité ;

- d) le caractère absolument obligatoire des décisions des organes supérieurs pour les organes inférieurs.

L'État est organisé selon le même principe. Les soviets et leurs comités exécutifs forment un ensemble hiérarchisé. Mais, en ce qui concerne l'administration d'État, la subordination est double : chaque organe de cette administration est subordonné horizontalement au soviet local et verticalement à l'organe supérieur de l'administration d'État.

Au total, le parti est le véritable détenteur du pouvoir.

● Le parti

Il est devenu un parti de masse comportant plus de 16 millions de membres, soit 10 % de la population active. Élément directeur de la société, il doit en principe la refléter dans sa composition sociale. En fait, on constate des différences importantes : le parti accorde peu de place aux femmes et aux moins de trente ans ; ouvriers et paysans sont sous-représentés au bénéfice des cadres (la part des diplômés dans le parti est trois fois plus importante que dans la société, le parti exigeant de ses dirigeants qu'ils aient une formation supérieure, surtout aux échelons les plus élevés). Par ailleurs, les Slaves sont

sur-représentés par rapport aux autres groupes ethniques. Parmi les adhérents du parti, on distingue trois catégories :

- les militants ordinaires (90 % de l'effectif) appartenant à des « organisations primaires » dont l'activité s'exerce à la base, c'est-à-dire sur le lieu de travail (usine, kolkhoze, administration...) et à temps partiel, n'est pas rémunérée ;

- les activistes (9 % de l'effectif du parti) sont des salariés à plein temps sur des postes de la *Nomenklatura* à l'échelon du district et de la ville ;

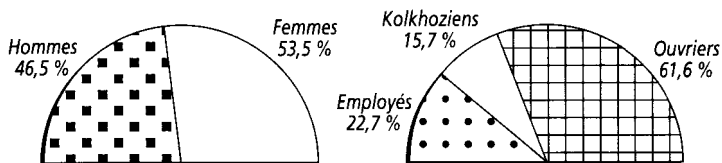
- les *apparatchiki* (membres de l'appareil) : 1 % des communistes peuvent atteindre le niveau supérieur de la région, de la République, ou exercer des fonctions d'orientation politique au sein des organismes directeurs du parti.

Ces organismes directeurs sont au nombre de trois :

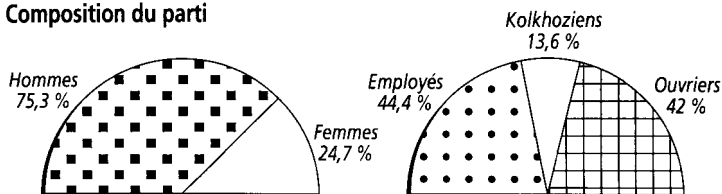
- Le Comité central représente l'élite dirigeante du parti. Il compte 511 membres en 1976 dont 287 votants. Sa composition, qui est assez stable, reflète le désir de voir représentées les institutions importantes : 40 % des membres appartiennent à l'appareil du parti, 30 % à l'appareil d'État ; puis viennent les représentants de l'armée (7 %), de la diplomatie (5 %), de la police et des syndicats (chacun 1,5 %)... Les Russes y sont largement majoritaires (60 %). La part des paysans et des ouvriers y est très faible. Le sommet du parti ne reflète donc pas la composition de la base, encore moins celle de l'URSS. En fait, les véritables centres de

Le parti dans la société soviétique

Composition de la société



Composition du parti



décision sont le Politburo et le Secrétariat dont les membres sont élus, après chaque Congrès du parti, par le Comité central.

– Le *Politburo* comprend 23 membres (14 votants et 9 « candidats ») titulaires des plus hautes charges de l'État et du parti. C'est un véritable gouvernement qui impose ses décisions aux autres instances politiques. Les Russes y sont encore plus majoritaires qu'au Comité central et le moyenne d'âge est élevée (70 ans).

– Le Secrétariat du Comité central a 10 membres en 1980, dont 6 siègent aussi au *Politburo*. Il se renouvelle rapidement ; des membres du secrétariat de 1964, il ne reste plus personne après la mort de son secrétaire général Brejnev, le 10 septembre 1982. Chaque membre du *Politburo* et du secrétariat s'occupe d'un secteur précis d'activité, et ces secteurs, mis en commun, recouvrent tous les domaines de la vie soviétique. La fonction de secrétaire général du parti est la plus importante. Le pouvoir du secrétaire général est immense, car il dirige l'appareil, nomme les cadres au plus haut niveau. Mais depuis la mort de Staline et le limogeage de Khrouchtchev, il a besoin pour se maintenir de l'appui de la *Nomenklatura*, qui constitue ainsi un véritable parti dans le parti.

Pour résumer la réalité du pouvoir en URSS, on peut reprendre la formule de Merle Fainsod : « *Le vrai Parlement de l'URSS, c'est le Comité central du parti ; le vrai gouvernement, c'est le Politburo ; et le vrai Premier ministre est le secrétaire général* ». Or, de 1964 à 1982, cette dernière fonction, qui fait de son titulaire le numéro un en Union soviétique, a été exercée par Leonid Brejnev.

Le « brejnevisme »

● L'ascension de Leonid Brejnev

Ce fils d'ouvrier, né en 1906 en Ukraine, travaille longtemps en usine. Membre du *Komsomol* en 1923, il est admis au parti en 1931 et acquiert une formation d'ingénieur en métallurgie. Sa carrière politique se fait à l'ombre de Khrouchtchev. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il assume, avec le grade de général, la direction politique du 4^e front d'Ukraine. Après la guerre, il participe avec Krouchtchev à la reconstruction de l'Ukraine. Au XIX^e Congrès, il devient secrétaire du Comité central et membre suppléant du Présidium (le *Politburo*). Il en est exclu à la mort de Staline pour y être rétabli au XX^e Congrès. De

1960 à 1964, il quitte le Secrétariat pour remplacer Vorochilov à la tête de l'État, comme président du Présidium du Soviet suprême, puis il cède cette charge à Mikoyan pour revenir au Secrétariat du Comité central. C'est lui qui remplace Khrouchtchev à la tête du parti lorsque ce dernier est contraint à la démission. Le principe de la collégialité est alors rétabli, mais au fil des années, Brejnev acquiert une position plus forte que celle de ses collègues.

Le culte de la personnalité, tant reproché à Staline, reprend pour lui et s'amplifie même. Il est l'homme le plus médaillé, le plus décoré de l'URSS ; il a reçu plusieurs fois l'ordre de Lénine, la médaille de Héros de l'URSS, la médaille d'or de Karl Marx. Son œuvre écrite est tirée à des milliers d'exemplaires. Son buste a été érigé dans sa ville natale. La presse lui accorde une place privilégiée. Son nom est accompagné de qualificatifs à sa louange. Khrouchtchev s'était vu reprocher son népotisme à l'égard de son gendre Adjoubeï ; Brejnev, à partir des années 1970, favorise certains membres de sa famille (son fils Youri, comme délégué au XXV^e Congrès sans que sa position dans le parti justifie cet honneur, devient ensuite ministre-adjoint du Commerce ; son gendre est promu premier ministre-adjoint aux Affaires intérieures). Ces entorses aux pratiques politiques sont autant de témoignages de sa puissance.

Cette ascension de Leonid Brejnev s'est faite en plusieurs étapes :

- Jusqu'aux années 1970, Brejnev partage avec Kossyguine la responsabilité de la politique extérieure, son domaine réservé étant les relations avec les États communistes et le tiers-monde ;

- Après cette date, il évince Kossyguine de la scène internationale dont il assume seul la charge, aidé de Podgorny pour les relations avec le tiers-monde ;

- En 1976, l'éviction de Podgorny le laisse seul maître de la politique extérieure soviétique. La même année, il est nommé maréchal de l'URSS et président du Conseil de défense de l'État, ce qui fait de lui le chef suprême des armées soviétiques ;

- En 1977, il remplace Podgorny à la présidence du présidium du Soviet suprême, de sorte qu'il est en même temps chef de l'État et chef du parti. Si cette concentration de pouvoirs semble le désigner comme étant le chef de l'URSS, le parti n'en réaffirme pas moins l'importance du principe collégial : « *Le secrétaire général du parti n'est pas un chef, il ne peut ordonner. Il n'est que le premier des pairs d'une direction collective élue par les communistes* ».

En fait, son autorité repose sur la confiance que ces collègues lui accordent. Ils lui savent gré « *d'avoir établi de bons contacts*

humains dans le parti, d'avoir développé la coopération ». En effet, Brejnev prend soin d'établir un équilibre des forces au sein des organismes dirigeants où tous les appareils importants sont représentés. Il est le délégué du parti qu'il a renforcé et où il a assuré la stabilité des emplois. Cependant, dans les dernières années de sa vie, la maladie handicape de plus en plus lourdement le secrétaire général, et le problème de sa succession devient préoccupant, entretenant les luttes de clans et accentuant encore l'immobilisme politique qui est, à l'intérieur, le trait dominant de la période brejnevienne.

● Une politique intérieure immobile

L'immobilisme se marque par la stabilité des cadres, la poursuite des mêmes options de politique extérieure comme la coexistence pacifique, le maintien des pratiques de planification économique et le désir de rapprocher les conditions de vie des ruraux de celles de citadins, par le développement des « villes à la campagne », les *agorod*, jadis préconisées par Khrouchtchev.

La lutte contre la dissidence continue. En signant à Helsinki en 1975 l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, l'URSS s'engage à faciliter la diffusion de l'information, favoriser l'exercice des libertés, les droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels... Mais cet espoir de libéralisation est vite déçu, car le sort des contestataires demeure inchangé : arrestations, internements, expulsions avec perte de la citoyenneté soviétique. Soljenitsyne est banni en 1974. Sakharov est envoyé en exil à Gorki en 1980. La contestation ne s'arrête pas pour autant et gagne même les milieux ouvriers où naît un « Syndicat libre des travailleurs » en novembre 1977. Après l'arrestation de ses membres, un autre syndicat libre le remplace, le S.M.O.T. (Union interprofessionnelle libre des travailleurs).

La persécution religieuse frappe tous les cultes qui n'acceptent pas la soumission au parti. Les Juifs qui demandent à quitter l'Union soviétique n'obtiennent des visas de sortie qu'avec les plus grandes difficultés et au terme de nombreuses tracasseries administratives, voire de persécutions pures et simples.

L'économie soviétique présente enfin un bilan très décevant. Brejnev ne cesse d'en dénoncer les carences, « la routine », la « mauvaise gestion, la mauvaise qualité des produits... ». Le secteur agricole est particulièrement décourageant : il faut importer du blé, notamment des États-Unis (jusqu'à 25 millions de tonnes en 1979-1980), et l'approvisionnement des Soviétiques en produits alimentaires est souvent difficile. Dans le secteur industriel, la croissance annuelle ne cesse de

diminuer, régressant de 7,4 % en 1971 à 3,4 % en 1979 et celle du revenu national passe dans le même temps de 5,1 % à 2 %. De plus, la crise économique mondiale a provoqué une stagnation des exportations vers l'Ouest et l'inflation que connaît l'Occident oblige les Soviétiques à payer plus cher le matériel occidental dont ils ont besoin.

Les performances économiques de l'URSS

(taux moyens annuels d'accroissement en %)

	1966-1970	1971-1975	1976	1977	1978	1979
Revenu national	7,2	5,1	5	3,5	4	2
Production industrielle	8,5	7,4	4,8	5,7	4,8	3,4
Biens de production	8,5	7,9	5,5	6	5	3,5
Biens de consommation	8,3	6,5	3	5	4	3,3
Production agricole	3,9	1,2	4,1	3	4	- 4
Investissements	7,5	6,9	2	3,4	5,2	1
Revenu réel par habitant	5,9	4,4	3,7	3,5	3	3

Source : *Annuaire statistique de l'URSS*.

Pour redresser la situation, les spécialistes de l'économie s'efforcent « d'améliorer l'efficacité de la production et la qualité du travail », reviennent à un renforcement de la planification générale, à une diminution de l'autonomie des entreprises. À partir de 1981, la forme dominante d'organisation et de stimulation du travail doit être la « brigade » qui prend en charge l'exécution d'une tâche spécifique et la répartition des primes. Même si le niveau de vie des Soviétiques s'est amélioré, il reste encore inférieur à celui des habitants des démocraties occidentales les moins favorisées.

● Rôle de l'armée et de la diplomatie

La part du budget réservée à l'armée montre son importance. Elle est à la fois un élément stratégique qui affirme la puissance de l'URSS sur le plan extérieur et une des bases de la puissance interne du régime. Elle a pour mission à la fois d'unifier les différents peuples de l'Union, de les éduquer dans les principes du marxisme-léninisme et d'interdire toute remise en cause du statu quo à l'intérieur de l'URSS comme du camp socialiste. Elle est dotée d'un armement moderne important : sous-marins à propulsion nucléaire, missiles...

L'activité de la diplomatie contraste avec l'immobilisme intérieur. Si les relations avec la Chine restent toujours mauvaises, chaque État accusant l'autre d'hégémonisme et d'expansionnisme, en Afrique,

l'URSS continue d'étendre son influence, et, en Amérique latine, elle entretient des relations avec quatorze États. Au Proche-Orient, elle accorde son soutien aux pays arabes les plus hostiles à Israël, comme la Syrie, et aux Palestiniens. Elle intervient militairement en Afghanistan depuis décembre 1979, où elle aide le gouvernement communiste à se maintenir. L'URSS profite ainsi de la détente pour modifier l'équilibre des forces en sa faveur.

C'est à l'ensemble de cette politique intérieure immobile et de cette politique extérieure active qu'on a donné le nom de « brejnevisme ».

L'évolution de la société soviétique

● La population

La population soviétique atteint 262,4 millions d'habitants en 1979. Il y a ralentissement de la croissance démographique (0,9 p. mille) par suite de la baisse du taux de natalité (37,8 p. mille en 1937 ; 17,6 en 1973). Les causes en sont diverses : travail des femmes, urbanisation, fréquence des divorces, élévation des exigences culturelles. Toutefois, il faut noter des comportements différents selon les régions : la fécondité est plus élevée en Asie centrale et dans le Caucase, et d'une manière plus générale dans les régions musulmanes que dans les régions européennes de l'Union où les peuples déclinent ou stagnent.

La part du peuple russe, encore majoritaire (52,4 % en 1979), diminue. Le dernier recensement indique 91 nationalités. La nationalité se définit par référence à une langue. Les Slaves représentent 74,7 % de l'ensemble et les Turco-Mongols 13,4 %. Bien des nationalités ont disparu et certaines, en régression, sont très menacées, par exemple celles de la périphérie baltique.

Les femmes représentent 53,5 % de la population. La Constitution affirme le principe d'égalité entre l'homme et la femme, mais certaines restrictions jouent en faveur des hommes : entrée dans les grandes écoles, salaires plus élevés et temps de loisir plus grand. Par ailleurs, le rôle des femmes dans le parti ne correspond pas à leur importance numérique et elles n'accèdent guère aux postes à responsabilité les plus élevés.

Le développement de l'industrialisation de l'URSS favorise l'urbanisation. Le mouvement s'accélère dans les dernières décennies. De 1970 à 1979, par exemple, la population urbaine est passée de

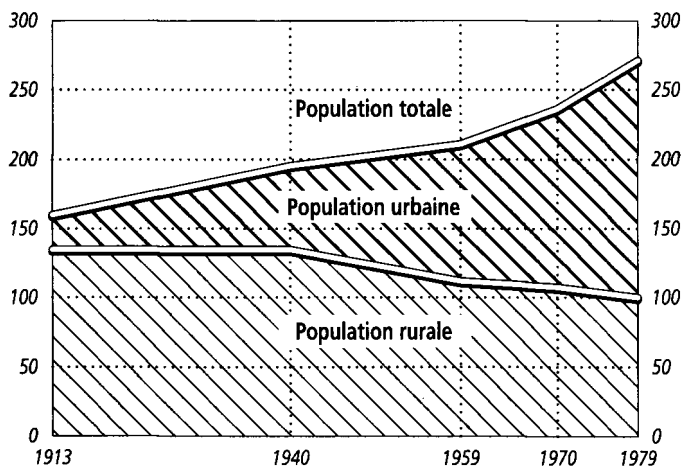
136 à 163,6 millions d'habitants, soit 20 % d'augmentation. Elle représente alors 62 % du total. Ce mouvement résulte pour une part (12 millions de personnes) de l'accroissement naturel, mais il s'est surtout fait aux dépens de la population rurale.

En effet, les campagnes continuent à se dépeupler pour diverses raisons. D'une part, les jeunes célibataires partent volontiers à la ville où ils s'établissent et fondent un foyer. D'autre part, la volonté gouvernementale d'urbanisation des campagnes par regroupement de villages en centres ruraux de type urbain, les *agrorod*, brise le cadre traditionnel de la vie rurale sans offrir tous les avantages de la ville.

Malgré les efforts dans le domaine de la construction, le nombre des personnes à reloger après la guerre – 25 millions – et la croissance de la population urbaine auraient nécessité des investissements supérieurs à ceux consentis par les plans. La crise du logement demeure préoccupante. En 1960, 60 % des familles devaient partager cuisine et salle d'eau avec d'autres locataires. Au début des années 1980, la superficie autorisée par personne ne doit pas dépasser 9 m² sous peine de taxation ou d'obligation d'abriter d'autres personnes.

L'évolution de la population de 1913 à 1979

(en millions d'habitants)



● Classes sociales et mobilité sociale

Officiellement, les Soviétiques considèrent qu'il existe deux classes amies : la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne, et une couche spéciale, *l'intelligentsia* (les travailleurs intellectuels).

La classe ouvrière constitue la majeure partie de la population active, soit 61,6 %. La société rurale kolkhozienne est une « paysannerie résiduelle » appelée à disparaître par la conversion des kolkhozes en sovkhozes qui marque le passage de la propriété coopérative à la propriété étatique. Aucun de ces deux groupes n'est homogène, car le degré d'instruction, les qualifications, les revenus, les modes de vie, les conditions de logement... diffèrent.

L'intelligentsia, impossible à évaluer quantitativement, représente la catégorie supérieure de la société, les privilégiés qui jouissent d'un certain nombre d'avantages : voitures de fonction, billets prioritaires pour des voyages ou des spectacles, magasins réservés, laissez-passer pour éviter les queues, possibilités plus grandes pour leurs enfants d'accès à la culture et aux diplômes...

La mobilité sociale présente des caractères très différents. Toute mobilité qui entraîne une promotion sociale est dite verticale. Elle peut résulter d'une promotion professionnelle, d'un mariage... Mais un individu peut aussi reculer sur l'échelle de la mobilité sociale s'il a des relations de parenté avec un groupe détesté par le régime (les *koulaks*, par exemple) ou avec un condamné. On appelle mobilité horizontale le passage d'une région à l'autre. En fait, elle s'accompagne souvent alors d'une promotion sociale, par exemple les paysans qui accèdent à une profession urbaine.

● Les difficultés de la vie quotidienne

La société soviétique se réfère à des valeurs inscrites officiellement dans la Constitution, qui en souligne particulièrement trois : travail, famille, patrie socialiste.

Le travail est défini dans l'article 60 de la Constitution comme « *un devoir et une question d'honneur* ». C'est la première des valeurs et la seule source de revenus admise officiellement. Les ouvriers sortant des écoles professionnelles et les diplômés d'écoles techniques ou de l'enseignement supérieur sont assurés de se voir attribuer un emploi conforme à leur spécialité. Ceux qui sortent de l'école d'enseignement général sont aidés dans leur recherche d'un emploi par des commissions de placement.

Les dirigeants se plaignent souvent du manque d'ardeur au travail des Soviétiques. Ainsi, au XVIII^e Congrès du *Komsomol* en 1978,

Brejnev affirme que : « *il n'est pas possible de faire triompher les hommes et les principes de la morale communiste sans mener une lutte constante et persévérante contre les phénomènes antisociaux* » et il cite « *l'ivrognerie... la violation de la discipline du travail, l'indifférence, le parasitisme et la prétention à obtenir plus que ce que l'on donne à la société...* ».

Son successeur, Andropov, menace les ouvriers absenteïstes ou en état d'ébriété de diverses sanctions (suppression de primes, retenues sur les salaires...) car il voit dans ces deux tares les causes essentielles de la faible productivité de l'économie soviétique. Mais tant que l'ouvrier menacé de sanction peut demander son changement d'affectation, la discipline est difficile à faire respecter dans l'entreprise. Or, le droit de grève n'existant pas en URSS, ce changement est la seule manière pour l'ouvrier d'exprimer son mécontentement. Aussi l'instabilité de la main-d'œuvre est-elle importante : un travailleur sur cinq change d'emploi chaque année.

Les congés annuels sont au minimum de quinze jours ouvrables (un mois pour les moins de 18 ans). Dans certains cas, des congés supplémentaires sont accordés (pour les cadres, en fonction de l'ancienneté ou du danger de la tâche...). 60 % des Soviétiques partent en vacances. Le choix du lieu dépend des possibilités d'accueil, des revenus et des goûts, mais il est souvent le signe d'une appartenance sociale (par exemple, l'*intelligentsia* préfère les côtes de la mer Noire ou de la Baltique ; il n'est pas rare que les nouveaux ouvriers retournent dans leur village d'origine).

Au niveau des loisirs, les enquêtes effectuées révèlent les progrès de la télévision qui absorbe la moitié du temps libre en milieu rural, 20 % à la ville. La lecture reste pourtant plus pratiquée qu'en France. La fréquentation des musées est très importante. Théâtre, cinéma et sport ont leurs amateurs. La rareté des voitures ne favorise pas l'évasion des week-ends et des congés annuels.

La réhabilitation de la famille a commencé avec Staline. La Constitution stipule en son article 53 que l'État la prend sous sa protection et, de fait, il est aujourd'hui son principal arbitre et soutien. La vie familiale n'est donc plus, comme autrefois, une affaire privée. Par ailleurs, les transformations économiques et politiques sont responsables de la modification des valeurs familiales. Ainsi, l'image de la mère au foyer a fait place à celle de la femme travaillant au-dehors et engagée dans l'édification du socialisme.

Dans la vie quotidienne, les difficultés matérielles provoquent des tensions dont souffre la famille. En effet, la cohabitation au foyer de

plusieurs générations reste fréquente. 70 % des jeunes couples sans enfants vivent avec leurs parents. On constate que, dans un quart des familles, trois générations habitent sous le même toit. Enfin, il faut ajouter la cohabitation de familles différentes, due à la crise du logement. On ne saurait donc s'étonner du nombre très élevé des divorces, particulièrement en ville (à Moscou, on compte un divorce pour deux mariages).

Si, en droit, l'égalité des époux est reconnue, les mœurs laissent subsister une grande inégalité. Une enquête révèle que 60 à 70 % des tâches familiales incombent à la femme et que les temps de loisir de l'épouse n'atteignent que la moitié de ceux du mari et tombent au tiers avec la venue d'enfants. Elle montre aussi que la semaine de travail de la kolkhozienne atteint même 88 heures, ce qui fait des journées de 12 à 13 heures, dimanches compris.

Le terme de patrie a repris toute sa valeur avec la mort des millions de Soviétiques tombés pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le bon « citoyen soviétique » est le travailleur qui œuvre pour le bien de tous, discipliné, qui adhère totalement au système dont il transmet les valeurs à sa famille. Il a été élevé dans ces principes dès son plus jeune âge, la première tâche de l'école étant d'éduquer des communistes. C'est aussi le devoir de la famille, du parti, du *Komsomol*, des syndicats, de la presse, de l'art, de l'armée...

Le portrait de ce « héros socialiste » montre l'attention portée à la morale qui envahit tous les secteurs d'activité de la société. Liée à l'idéologie marxiste, elle est sociale et non individuelle ou religieuse, et doit aboutir à la création de « l'homme nouveau ». Est considéré comme bon tout ce qui permet l'édification de la société communiste. Est condamnable tout ce qui la freine, comme l'alcoolisme qui prend d'ailleurs des proportions inquiétantes (les ventes d'alcool ont quadruplé entre 1940 et 1973), la délinquance, accrue par l'urbanisation, ou les abus commis par la bureaucratie, qui discréditent le régime. L'antihéros, c'est évidemment le dissident...

En fait, dès le début des années 1980, les dirigeants soviétiques s'inquiètent de la sclérose de la société qui entraîne la passivité de la masse de la population soviétique, le blocage de toute modernisation par la bureaucratie du parti et un inquiétant retard de l'URSS au plan de la technologie, de la productivité, de la rentabilité, menaçant l'avenir du régime et sa crédibilité. Tel est le problème clé qui se pose aux successeurs de Leonid Brejnev dont le long règne s'identifie à la stagnation de l'Union soviétique.

L'échec du communisme en Europe de l'Est (1982-1991)

Après la disparition des deux premiers successeurs de Leonid Brejnev, Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir en 1985. Résolu à redonner du dynamisme à un système politique sclérosé, il parie sur une revitalisation du communisme par la démocratie et met en œuvre la *Perestroïka*. Son pouvoir est alors à la fois contesté par les conservateurs, hostiles à tout changement, et débordé par les libéraux, impatients. La décision de Gorbatchev de faire droit aux aspirations nationales qui s'expriment, menaçant l'unité de l'Union, pousse les conservateurs à tenter un putsch en août 1991 ; leur échec conduit à l'interdiction du communisme en URSS. La *Perestroïka* a également conduit à l'abandon du communisme en Europe orientale dès 1989 ; la chute du mur de Berlin et la réunification allemande font sauter le principal verrou et, tour à tour, tous les pays rejettent le communisme et l'allégeance à Moscou. Les Républiques soviétiques elles-mêmes proclament leur indépendance et, en décembre 1991, l'URSS se disloque définitivement.

La succession de Leonid Brejnev (1982-1985)

● Iouri Andropov (novembre 1982 - février 1984)

La mort de Leonid Brejnev le 12 novembre 1982 ne permet toutefois pas de régler dans l'immédiat le problème de sa succession, tant le pouvoir en URSS dépend du délicat équilibre entre les clans et les clientèles qui divisent la bureaucratie soviétique.

Au lendemain de la mort de Brejnev, le Comité central désigne pour lui succéder comme secrétaire général du parti Iouri Andropov. Âgé de 68 ans, il fait figure de benjamin dans l'équipe dirigeante soviétique dont l'âge moyen est de 70 ans. Le nouveau secrétaire général a fait une carrière d'homme d'appareil. Dirigeant du *Komsomol*, il entre au parti en 1939 et dans les services du Comité central en 1951. Ambassadeur en Hongrie, il joue un rôle important dans l'écrasement de la révolte hongroise par les troupes soviétiques en 1956. À partir de 1957 commence sa grande carrière politique. Chargé des « partis frères » au sein du Comité central, il contrôle en fait les partis communistes au pouvoir dans les pays de l'Est. En 1967, il prend la tête du K.G.B., poste clé au sein de l'élite dirigeante. À ce titre, il est chargé de la répression contre les dissidents. Membre du *Politburo* depuis 1973, il figure parmi les favoris à la succession de Brejnev. Sa désignation, appuyée par la coalition de l'armée, de la police et de la diplomatie, représente pour les proches de celui-ci, en particulier pour son dauphin Constantin Tchernenko un échec sensible. Le nouveau secrétaire général paraît vouloir mettre rapidement en œuvre une politique de réformes, mais celles-ci se heurtent à la pesanteur des structures et à la résistance de l'appareil bureaucratique mis en place par son prédécesseur. De surcroît les dirigeants soviétiques pratiquent l'attentisme, peu soucieux de s'engager derrière un homme dont la santé paraît gravement compromise. De fait, Andropov, atteint de paralysie, meurt le 9 février 1984.

● Constantin Tchernenko (février 1984 - mars 1985)

Le 13 février, le Comité central du parti communiste donne comme successeur à Andropov son ancien rival, Constantin Tchernenko, tenu pour l'homme de Brejnev. Né dans une famille paysanne en 1911, il a, lui aussi, fait toute sa carrière dans l'organisation du parti et, grâce à Brejnev, a connu une rapide promotion politique : suppléant du Comité central en 1966, membre titulaire en 1971, secrétaire en 1976. Il assure le secrétariat de Brejnev pour le compte

duquel il surveille les organisations locales du parti. Entré au Bureau politique en 1977, membre titulaire l'année suivante, il fait dès ce moment figure de successeur de Leonid Brejnev. Évincé à la mort de celui-ci en 1982, il accède au poste suprême de la direction quinze mois plus tard. Sa désignation à la tête de l'Union soviétique paraît rassurante : il tranquillise les hommes d'appareil mis en place par Brejnev, inquiets des velléités réformatrices d'Andropov et qui voient en lui un élément d'équilibre entre les clans ; son âge (73 ans) semble garantir la stabilité et ne coupe pas la voie aux ambitions des dirigeants plus jeunes. Enfin, son tempérament effacé pourrait annoncer un retour vers une direction plus collégiale. Mais la désignation comme « numéro deux » du parti de Mikhaïl Gorbatchev, qui doit l'essentiel de son ascension politique à Iouri Andropov, montre que les forces qui ont soutenu celui-ci demeurent puissantes et qu'il faut compter avec elles. Néanmoins, l'élection au poste de chef de l'État au printemps 1984 du secrétaire général du parti montre qu'il est bien la clé de voûte du compromis réalisé. Il reste que la désignation à la tête de l'URSS d'un homme plus âgé qu'Andropov, à la santé compromise, revêt le caractère d'une solution de transition traduisant le désir de stabilité des générations qui ont connu la terreur stalinienne et redoutent tout bouleversement : elle ne fait que retarder le moment inéluctable où les nouvelles générations accéderont au pouvoir et devront rompre avec un immobilisme érigé en principe de gouvernement. Avec la mort de Constantin Tchernenko le 10 mars 1985, treize mois après son arrivée au pouvoir, l'échéance a sonné.

● Le choix de Gorbatchev (mars 1985)

Dès le 11 mars 1985, le « noyau dirigeant » composé de membres généralement âgés décide à l'unanimité de porter son choix pour la succession de Tchernenko sur Mikhaïl Gorbatchev, âgé seulement de 54 ans et considéré depuis la maladie de Tchernenko (été 1984) comme son probable dauphin. Né en 1931, ayant adhéré au parti en 1952 durant ses études de droit à Moscou, Gorbatchev est devenu en 1955 ingénieur agricole et responsable des Jeunesses communistes de la région de Stavropol. En 1970, ayant franchi les échelons de la hiérarchie du parti, il devient premier secrétaire du parti dans le territoire de Stavropol et le demeure jusqu'en 1978. À cette date, il monte à Moscou pour prendre la charge de secrétaire fédéral responsable de l'Agriculture. Membre suppléant du *Politburo* en 1979, il accède au rang de membre titulaire dès l'année suivante. Il est alors l'un des protégés d'Andropov dont il apparaît comme l'un

des possibles successeurs. Mais sa désignation s'explique aussi par ses propres qualités : il est le seul juriste de formation du *Politburo* et le responsable de la politique agricole du pays.

Le nouveau secrétaire général se montre d'abord d'une grande prudence, se plaçant apparemment dans le sillage de tous ses prédécesseurs, affirmant comme Brejnev la nécessité d'intensifier l'économie ou préconisant comme Andropov le renforcement de la discipline, l'attachement à la coexistence pacifique ou le rapprochement avec la Chine. Mais il procède avec une grande rapidité au renforcement de son pouvoir, bouleversant en quelques semaines l'équipe dirigeante et écartant ses principaux rivaux, tel Grigori Romanov ou Andreï Gromyko qui se voit retirer les Affaires étrangères et confier le poste honorifique de chef de l'État. Dès l'été 1985, il affirme ainsi son autorité en plaçant ses fidèles aux postes clés.

Glasnost et Perestroïka (1985-1991)

● Programme et intentions de Gorbatchev

Gorbatchev fixe à son action une double direction qu'il définit par la *Glasnost* et la *Perestroïka*. La première, pour laquelle il se réclame de la ligne de Tchernenko, a pour objet de secouer la léthargie des Soviétiques par un langage et des méthodes de vérité. Il est en effet conscient que l'URSS ne peut tenir son rang de grande puissance, ni sortir de l'enlisement si les Soviétiques persistent à ne pas s'intéresser à l'effort économique indispensable et au sort de la patrie socialiste, et c'est pour les encourager à participer à l'œuvre de construction socialiste qu'il annonce un ensemble de réformes dans un ouvrage intitulé *Perestroïka* (restructuration), réformes qui doivent à ses yeux réconcilier socialisme et démocratie. Ce très vaste programme doit transformer toute la vie de l'URSS, puisqu'il concerne les citoyens, l'État, le parti, la vie économique... Gorbatchev le présente à la fois comme une véritable révolution et (avec une grande habileté) comme le prolongement naturel de la pensée du fondateur de l'Union soviétique dont il s'affirme comme l'héritier véritable, reprochant à ses prédécesseurs de n'avoir pas suivi la ligne directrice de Lénine et affirmant qu'il convient de la reprendre pour faire de l'URSS un État socialiste de droit, ce qui implique nécessairement le rétablis-

sement de la libre discussion et l'autonomie de l'appareil d'État et des assemblées élues par rapport au parti.

Gorbatchev ne se fait guère d'illusions sur la difficulté de la mise en œuvre de ses projets politiques, n'ignorant pas qu'il va se heurter à de fortes résistances de la part des conservateurs qui sont, en 1985, nombreux et puissants à tous les échelons du parti, notamment aux échelons supérieurs occupés par des fidèles de Brejnev. Sa politique, qui consiste à demander au parti de se réformer (puisque la *Perestroïka* concerne, entre autres, la mise en cause des privilèges du parti) comporte pour lui, comme jadis pour Khrouchtchev, le risque d'être destitué par la *Nomenklatura*, menacée dans son statut. Cette dernière peut-elle accepter de cesser d'être une bureaucratie de privilégiés constituant un frein au progrès et à l'innovation ? Va-t-elle admettre le renouvellement proposé des cadres pour permettre l'accession d'un plus grand nombre aux postes de responsabilité et faciliter la démocratisation ? Est-elle disposée à tolérer les candidatures multiples aux élections ? À risquer de perdre les postes lucratifs ou honorifiques qu'elle occupait et les avantages de toutes sortes liés à leur détention ? Ira-t-elle jusqu'à reconnaître le bien-fondé de la recommandation de Gorbatchev pour qui un candidat malchanceux aux élections peut être désavoué par le parti et se retrouver brutalement confronté au sort difficile de la masse de ses concitoyens ? En d'autres termes, la *Nomenklatura* est-elle prête, comme le lui demande Gorbatchev, à se sacrifier pour le bien de tous les Soviétiques ?

Gorbatchev affirme que le parti, déconsidéré par son égoïsme et ses mauvais choix aux yeux du peuple soviétique n'a pas d'autre solution, s'il veut rester l'élément dirigeant de la société et reprendre l'autorité morale qu'il a perdue, que de travailler désormais pour le bien de tous et non seulement pour le sien propre. Le moyen qui doit permettre de parvenir à ce but est de soumettre au vote populaire la candidature des responsables du parti. Le secrétaire général compte bien que, pour être élus ou réélus, ceux-ci se préoccupent désormais davantage des besoins de leurs électeurs.

● La mise en œuvre de la *Perestroïka*

Conscient des obstacles qui se dressent devant lui, Gorbatchev prend des précautions pour empêcher ses adversaires politiques de lui nuire. Pour ce faire, il entend s'appuyer sur la société pour vaincre l'inertie ou les résistances des conservateurs. C'est ainsi qu'il décide une modification des institutions. Au printemps 1989

a été élu, à l'issue d'une campagne électorale animée, un Congrès des députés du peuple dont une partie des membres a été désignée sur candidatures multiples, et parfois contre les candidats officiels du parti (c'est le cas de Boris Eltsine, bête noire des conservateurs du parti, à Moscou). C'est ce congrès des députés du peuple qui a désigné le parlement, le Soviet suprême, qui doit siéger dans l'intervalle des sessions du Congrès. C'est aussi ce Congrès des députés du peuple qui est chargé d'élire le président du Soviet suprême, chef de l'État soviétique, disposant d'importants pouvoirs. En se faisant élire à ce poste, le 22 mai 1989, Gorbatchev se met ainsi à l'abri d'une tentative d'éviction fomentée par la bureaucratie du parti, car il serait difficile au Comité central de se débarrasser d'un secrétaire général qui, étant Président, conserverait les pouvoirs d'État.

En même temps, Gorbatchev saisit chaque occasion de remplacer les conservateurs par ses fidèles aux postes les plus importants. Au printemps 1989, ses adversaires qui siègent encore au bureau politique sont isolés. La politique étrangère, l'armée, le K.G.B. sont tenus par les partisans du secrétaire général. Après le triomphe des partisans de la *Perestroïka* aux élections au Congrès des députés du peuple, le tiers des membres du Comité central, comprenant tous les dirigeants de la vieille garde brejnevienne, sont évincés et, parmi eux, Andreï Gromyko.

La *Perestroïka* a considérablement changé les conditions de la vie en Union soviétique. À la léthargie brejnevienne a succédé le changement. La libéralisation intellectuelle permet aux médias de s'exprimer et les Soviétiques découvrent progressivement les « pages blanches » de leur histoire. La déstalinisation, jadis entamée par Khrouchtchev, est reprise avec plus de vigueur et menée jusqu'à sa conséquence logique, la réhabilitation des victimes de Staline, en particulier celles des grands procès de Moscou (à l'exception de Iagoda, chef du N.K.V.D. qui avait dirigé le Goulag). Après Boukharine et ses compagnons, condamnés lors du troisième procès de Moscou en 1938, ce sont Zinoviev, Kamenev, Piatakov et Radek, victimes des premiers procès qui sont réhabilités, Trotski lui-même ressort de l'oubli, retrouve son rôle dans la révolution d'Octobre et la création de l'Armée rouge et est félicité pour s'être opposé à Staline. Gorbatchev reçoit le soutien de l'*intelligentsia*, favorable à la politique de libéralisation. La *Perestroïka* se manifeste enfin par une politique étrangère très active. En octobre 1988, un accord est intervenu entre la Chine et l'Union soviétique sur le tracé de la frontière orientale. Les progrès faits dans les discussions sur le

désarmement avec les États-Unis, les propositions de limitation des armements stratégiques ou conventionnels faites par Gorbatchev, le départ en 1989 des troupes soviétiques d'Afghanistan, la décision de retrait des soldats cubains d'Angola, l'évacuation des troupes vietnamiennes du Cambodge font apparaître Gorbatchev comme un homme qui donne des gages à la paix. En même temps, les mesures de libéralisation prises donnent de lui l'image d'un homme d'ouverture : il a en effet entrouvert les frontières, dépeuplé les prisons, laissé la Hongrie se rallier au pluripartisme et accepté qu'en Pologne le général Jaruzelski négocie un partage du pouvoir avec *Solidarité*. Du même coup, il bénéficie en Occident d'une grande popularité dont témoignent ses voyages en RFA et en France au printemps et au début de l'été 1989. Pour profiter de cette image favorable, le Président soviétique plaide pour l'idée d'une entité européenne, qu'il baptise la « maison commune » rassemblant des États de système politique et social différent.

● **Contradictions et limites de la *Perestroïka***

La lutte de Gorbatchev contre la *Nomenklatura* pour la mise en œuvre de la *Perestroïka*, dépend totalement de l'appui de la société sans laquelle il ne peut espérer faire progresser l'économie soviétique. Il espère gagner l'appui de la population par le biais des réformes politiques, des élections aux candidatures multiples, de la liberté d'expression, du droit à la discussion, mais il compte aussi se l'attacher par les réformes économiques. Celles-ci sont fondées sur une autonomie plus large des entreprises, ce qui implique un desserrement des contraintes sur le plan national afin de concilier les impératifs nationaux et la demande locale en biens de consommation. Il entend en outre, sans revenir sur le principe de la propriété socialiste, « rapprocher l'homme de la propriété » (par exemple en louant des terres à des familles paysannes), reconstituer un véritable marché, pratiquer une politique de vérité des prix, exiger des entreprises qu'elles dégagent des marges bénéficiaires. Il est clair que si la masse de la population approuve par les lettres d'encouragement envoyées au secrétaire général la ligne d'ensemble de la *Perestroïka* et manifeste sa satisfaction d'entendre ses dirigeants tenir un langage différent, elle attend avant tout une amélioration de ses conditions d'existence quotidienne et que c'est sur ce plan qu'elle jugera l'action de Gorbatchev.

La *Perestroïka* soulève enfin un certain nombre de contradictions et provoque d'incontestables résistances. Sur le premier

point, la volonté de permettre une réelle liberté d'expression qui se manifeste à travers les journaux, les livres, la télévision, le cinéma, entraîne non seulement une multiplication d'aspirations à la liberté et à la démocratie, mais aussi la formulation de critiques qui ne visent pas seulement la bureaucratie, mais aussi le système communiste lui-même, exprimant la préférence d'une partie des Soviétiques pour une démocratisation à la manière occidentale. Or, ce n'est nullement au modèle de l'Occident que se réfère Gorbatchev lorsqu'il parle de *Glasnost* et de *Perestroïka*. Pour lui, le renforcement de la « démocratie sociale » est synonyme de bon fonctionnement des principes léninistes de gouvernement. De la même manière si par *Glasnost* on peut entendre « transparence », on peut aussi le comprendre comme un ensemble d'informations données à la société dans le but de la mobiliser. De toute façon, *Glasnost* et *Perestroïka* s'exercent dans des limites très étroites. Elles ne concernent ni l'armée, ni la diplomatie et elles ne doivent nullement aboutir à bouleverser le régime. Gorbatchev affirme en effet qu'il n'est pas question de revenir sur les deux fondements du régime que sont la dictature du prolétariat et la propriété par l'État des moyens de production. Par ailleurs, il considère que c'est toujours au parti qu'il appartient d'exercer son contrôle sur la population et l'opinion. Dans l'esprit du Président soviétique, la *Perestroïka* est donc une stratégie politique destinée avant tout à renforcer l'État soviétique à l'intérieur en mettant fin à la coupure parti-société qui l'affaiblit à l'extérieur. La démocratisation doit améliorer une image et un pouvoir d'attraction détériorés.

C'est précisément par rapport à ces objectifs (qu'ils partagent) que les conservateurs du parti critiquent la *Perestroïka*, jugeant qu'elle remet en cause les fondements mêmes du système soviétique. Ils cherchent à freiner les réformes économiques qui, pour eux, liquident le socialisme. Ils grossissent les effets négatifs de la *Perestroïka*, les refus de travailler qui deviennent massifs, les manifestations non autorisées, les troubles nationalistes qui affectent les provinces baltes, l'Arménie, la Géorgie, l'Ouzbékistan et d'autres provinces périphériques et menacent l'Union soviétique de dislocation. Ils s'indignent de la perte d'influence de l'Union soviétique sur ses satellites européens qui entendent à la fois secouer le joug de l'URSS et rejeter le communisme. En voulant transformer les structures en place depuis Staline, grâce à l'appui d'une société que ses prédécesseurs ont voulue passive, Gorbatchev a pris un risque considérable.

● Les mécomptes de la *Perestroïka*

L'année 1990 est celle où la multiplication des troubles paraît aboutir à la remise en question de la *Perestroïka* du fait de la résurgence des sentiments nationalistes que Gorbatchev n'avait pas prévue dans son plan de redressement de l'URSS. Des affrontements interethniques ont lieu en Azerbaïdjan, au Haut-Karabakh, en Kirghizie, Moldavie... et des conflits nationaux menacent la cohésion de l'Union soviétique ; la Lituanie se déclare indépendante, puis l'Estonie, la Lettonie, la Géorgie et l'Arménie ; d'autres Républiques se proclament souveraines : la Fédération de Russie, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan, la Turkménie, le Tadjikistan, la Moldavie, la Biélorussie, l'Ukraine. Les Républiques autonomes réclament, elles aussi, l'indépendance ou la souveraineté. On voit que la menace qui pèse sur l'URSS est grave : les lois de l'Union ne sont plus respectées, les conscrits des provinces en dissidence ne rejoignent plus l'armée soviétique, l'autorité soviétique s'effondre partout (les Républiques concluant des accords entre elles sans passer par l'autorité centrale).

Conscient du danger, Mikhaïl Gorbatchev se prononce depuis février 1990 pour une nouvelle fédération soviétique sur le principe de l'accord volontaire avec diverses formes de liens. Il prépare un « traité de l'Union » et, dans cette perspective, le Congrès des députés du peuple accepte le projet d'un référendum sur l'appartenance à l'Union, qui doit avoir lieu au printemps 1991, mais six Républiques ont déjà affirmé leur volonté d'indépendance, pierre d'achoppement de la politique d'union préconisée par Mikhaïl Gorbatchev.

L'économie soviétique se détériore constamment, faisant apparaître la faillite du système. Les trains et les bateaux ne sont plus déchargés, le ravitaillement n'arrive plus dans les villes et le marché noir est de plus en plus florissant. Toutes les réformes envisagées jusqu'alors par Gorbatchev n'ont abouti qu'à renforcer la pénurie en désorganisant les rouages traditionnels sans les remplacer par de nouveaux circuits. Cette situation engendre des mécontentements, des troubles sociaux, des grèves, si bien que Gorbatchev envisage une réforme économique profonde qui aurait pour but de passer, par étapes successives, de l'économie dirigée à une économie de marché planifiée et contrôlée. Le Premier ministre Ryjkov fait connaître au Soviet suprême le plan de mise en œuvre de cette réforme, mais le texte en est si long et si confus que les députés le rejettent. Durant l'été, le pouvoir semble s'orienter vers une

libéralisation plus profonde de l'économie en suivant les vues de Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, et le Parlement autorise son président à légiférer par décret pendant dix-huit mois pour introduire l'économie de marché. En réalité, les décrets renforcent les mesures disciplinaires et la réforme économique est ajournée en raison des désordres de toutes sortes qui affectent l'Union soviétique. À la fin de l'année 1990, on en revient à l'économie administrée, à la grande déception des réformateurs et des partisans du libéralisme économique.

À la faveur de ces convulsions, Mikhaïl Gorbatchev n'a cessé en apparence de renforcer ses pouvoirs en affaiblissant ceux du parti. C'est ainsi qu'en février 1990, le *Plénum* du Comité central approuve l'abandon du rôle dirigeant du parti – introduisant ainsi le multipartisme – et le passage à un régime présidentiel démocratique. Le XXVIII^e Congrès du P.C.U.S., en juillet, modifie les statuts du Bureau politique dont la structure devient fédérale, faisant perdre à cette institution la direction politique pour la cantonner dans un rôle d'harmonisation entre les Républiques. Après la réélection de Gorbatchev comme secrétaire général, le Comité central est renouvelé à 85 % subissant ainsi la plus forte épuration qu'il ait jamais connue. Ce renforcement de pouvoirs conduit à s'interroger sur le destin de la *Perestroïka*. En décembre 1990 le ministre des Affaires étrangères Chevarnadze donne sa démission pour protester contre « *l'avancée de la dictature* » en URSS. De son côté, Eltsine se prononce au Parlement contre un nouvel accroissement des pouvoirs de Gorbatchev qu'il accuse de vouloir réanimer la gestion bureaucratique en utilisant le K.G.B., l'armée et la police. Le Parlement passe outre et accorde à Gorbatchev le contrôle total de l'exécutif. Les conservateurs reprennent alors l'avantage ; le poste nouvellement créé de vice-Président et le ministère de l'Intérieur leur reviennent. Gorbatchev qui avait annoncé son intention de donner un coup d'arrêt aux forces centrifuges dans le pays menace d'administrer directement les régions rebelles, de normaliser la presse écrite, et reprend en main la télévision.

La *Perestroïka* démontre ainsi ses contradictions : introduire la démocratie, c'est menacer le système communiste lui-même et l'existence de l'Union soviétique ; vouloir maintenir la cohésion de l'URSS et le régime communiste exige le recours à la force et la fin du processus démocratique. Entre les deux termes de l'alternative, c'est le premier qui va l'emporter.

1991 : De la fin du communisme à la disparition de l'URSS

● Le nouveau projet d'Union

En janvier 1991, et apparemment à l'initiative des chefs militaires, l'armée soviétique intervient dans les Pays baltes, à Vilnius d'abord, puis à Riga, faisant des morts et des blessés. La vague d'indignation qui déferle sur le monde après le massacre de Vilnius, et le défilé à Moscou de centaines de milliers de manifestants qui réclament la démission du Président soviétique conduisent M. Gorbatchev à prendre la mesure de la force du sentiment nationaliste qu'il avait jusqu'alors sous-estimée. Comprenant qu'il est vain de s'opposer au mouvement qui pousse les peuples de l'Union soviétique à vouloir désormais se diriger eux-mêmes, à faire leurs propres lois, à gérer leur économie comme ils l'entendent, il se résout à préparer un nouveau projet d'Union qui prendrait en compte leurs aspirations et permettrait, s'il est accepté, de sauver ce qui peut l'être encore de la cohésion de l'Union soviétique.

Le référendum fédéral sur le maintien de l'Union soviétique a lieu le 17 mars 1991. La consultation n'a cependant pu avoir lieu que dans neuf Républiques sur quinze car les trois Républiques baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie) se sont d'ores et déjà déclarées indépendantes et trois autres Républiques, la Géorgie, l'Arménie et la Moldavie, annoncent leur intention d'en faire autant.

À la question posée : « *Estimez-vous indispensable le maintien de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en tant que fédération renouvelée de Républiques souveraines et égales en droit dans lesquelles seront pleinement garantis les droits et libertés des personnes de toutes nationalités ?* », la majorité des Soviétiques consultés (76 %) répond « oui ». Mais cette réponse positive correspond bien plus à leur désir de renouveau et de souveraineté qu'à leur attachement à l'Union elle-même. Les événements qui suivent confirment rapidement cette interprétation. Treize jours à peine après le référendum fédéral, la population de Géorgie qui avait refusé d'y participer se prononce pour l'indépendance (qui est proclamée le 9 avril). Quant à la Russie qui s'est prononcée pour l'Union, elle manifeste en même temps son désir d'évolution spécifique en décidant à une écrasante majorité d'adopter le régime présidentiel.

Cette décision capitale a pour effet immédiat d'affaiblir politiquement Gorbatchev en lui suscitant un rival en la personne de Boris Eltsine, élu Président de la Russie au suffrage universel le 12 juin 1991, ce qui lui confère un avantage considérable sur le président de l'Union qui, lui, n'a pas reçu la consécration du suffrage populaire. De fait, Boris Eltsine, fort de l'autorité que lui procure son élection, accroît de plus en plus ses pouvoirs en Russie, privant du même coup Gorbatchev de tout moyen d'action réel à l'intérieur, alors même que, sur la scène internationale, le Président de l'URSS occupe toujours le premier rôle en représentant son pays au sommet des pays industrialisés réunis à Londres en juillet 1991, par exemple. Il y fait connaître les besoins économiques de l'Union soviétique, en même temps qu'il annonce la volonté de son pays de passer à l'économie de marché, manière de donner des gages à l'Occident pour en obtenir l'aide escomptée.

● Le putsch conservateur (18-21 août 1991)

L'annonce du passage à l'économie de marché signifie que Gorbatchev condamne l'économie socialiste et, ce faisant, porte un coup fatal au dogme marxiste-léniniste. Cette décision constitue donc un tournant fondamental dans le démantèlement du système communiste. Dans un premier temps, lors du plénum du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique réuni les 25 et 26 juillet, elle aboutit à l'abandon du principe de la lutte des classes. Dès lors les événements vont se précipiter, les conservateurs ne pouvant supporter de voir porter atteinte à ce qui constitue le principe fondamental du marxisme. Ils avaient difficilement accepté la perte d'influence de leur pays en Europe de l'Est depuis 1989. Ils redoutent l'éclatement de l'Union soviétique. Ils rendent Gorbatchev personnellement responsable de la décomposition du régime et de l'État, de la faiblesse de l'économie et de la perte de l'empire. Considérant qu'il n'est plus digne de diriger l'État et le parti, ils estiment qu'il faut se débarrasser de lui. Ils commencent par l'isoler en concentrant leurs attaques sur son principal conseiller, Iakovlev, qui démissionne de lui-même du parti et dénonce la menace d'un coup d'État contre Gorbatchev. Celui-ci a lieu effectivement le 19 août, veille du jour où devait être paraphé le nouveau traité de l'Union. Les putschistes retiennent le Président prisonnier dans sa résidence de vacances de Crimée et le déclarent « *incapable d'assumer ses fonctions pour raison de santé* ». Il placent à la tête de l'État le vice-Président de l'URSS, Guennadi Ianaev, et organisent un « Comité d'État pour

l'état d'urgence » de huit membres qui, outre le nouveau Président, comprend le Premier ministre Pavlov, le vice-Président du Conseil de défense Oleg Baklanov, le président du K.G.B. Vladimir Krioutchkov, le ministre de l'Intérieur Boris Pugo, le maréchal Iazovv, ministre de la Défense, le président de l'Association des entreprises d'État Alexandre Tiziakov et le président de l'Union des paysans Vassili Starodobtsev. Les artisans du putsch sont donc les hauts dignitaires de l'État et du parti, les dirigeants de la police, de l'armée, du K.G.B. et de l'économie planifiée. Habituels à voir le peuple subir passivement la loi des dirigeants, ils ne s'attendent pas à une réaction populaire en faveur du Président et négligent de s'assurer de la personne de Boris Eltsine, pourtant chef de file des réformateurs.

Or, à peine le putsch est-il amorcé que le président russe appelle à la résistance et demande à l'armée de s'allier à la population pour faire échouer le « coup d'État réactionnaire ». Les putschistes vont alors pouvoir constater que le peuple n'est plus aussi passif qu'avant la *Perestroïka*. Il a pris goût à la liberté et ne tient pas à la perdre. Responsabilisé, il réagit et descend dans la rue pour manifester contre les putschistes à Moscou et, plus encore, à Leningrad. Gorbatchev avait compté sur la société pour faire échec aux conservateurs. À cet égard, il a partiellement réussi, même si la réaction populaire n'est ni aussi généralisée ni aussi massive qu'il pouvait l'espérer.

La résistance, orchestrée par Eltsine, déconcerte les putschistes qui se divisent dès le lendemain du putsch et se montrent incapables de contrôler la situation. Dans la nuit suivante, un accrochage entre une unité de blindés et des manifestants fait trois morts. Tout se précipite désormais, le pouvoir des putschistes se décompose, Boris Pugo, le ministre de l'Intérieur, se suicide pendant que les autres dirigeants du coup d'État sont arrêtés. Dans la nuit du 22 août, Gorbatchev revient de Crimée et reprend ses fonctions.

L'Occident a pu suivre les phases essentielles de ces journées grâce à la télévision. Déconcerté à l'annonce du putsch, il se demande si l'URSS, déjà bien avancée dans la voie des libertés, ne va pas connaître à nouveau la dictature. Il a admiré le courage d'Eltsine qui, monté sur un char des forces défendant le Parlement russe, appelle l'armée à fraterniser avec la foule. Enfin, il s'est réjoui de l'échec des putschistes et s'est montré soulagé de voir les époux Gorbatchev sains et saufs, alors qu'on avait craint pour leur vie.

Le putsch a donc très vite échoué, surtout parce que les putschistes, n'ayant pas prévu de résistance sérieuse, n'avaient pas vraiment préparé l'opération. Toute l'armée n'était pas disposée à les suivre ;

certains généraux ont refusé les ordres du Comité d'État et d'autres officiers ont abandonné un mouvement en perdition. Le K.G.B. s'est lui aussi divisé. Toujours est-il que les putschistes qui avaient espéré rendre au parti communiste sa position dominante aboutissent au résultat strictement inverse : le putsch signe l'arrêt de mort du régime communiste et de l'État soviétique.

● La fin du communisme en URSS

Symbole des temps nouveaux, la foule, au lendemain de l'échec du putsch s'en prend à la statue de Dzerjinski, fondateur de la police politique (l'ancêtre du K.G.B.) et le moment est proche où elle va s'attaquer au souvenir même du fondateur de l'Union soviétique, démolissant les statues de Lénine, retirant ses portraits des édifices publics et des maisons, redonnant à la ville de Leningrad son vieux nom d'avant 1914, Saint-Pétersbourg. Le véritable bénéficiaire de l'échec du coup d'État est Eltsine qui sort grandi de ces jours d'épreuve et n'hésite pas à humilier Gorbatchev qui défend le parti communiste devant le Parlement russe en décidant la suspension des activités du P.C. de Russie. Mais le discrédit du parti, coupable d'avoir tenté un coup de force contre les réformes démocratiques est trop grand : quelques jours plus tard, Gorbatchev donne sa démission de secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique, après avoir invité le Comité central à se dissoudre. Le P.C. est alors interdit dans l'armée et les organismes d'État. Le 29 août 1991, le Soviet suprême suspend les activités du P.C. dans toute l'Union et décide de s'autodissoudre.

Du fait de la disparition du P.C. qui détenait la réalité du pouvoir, il existe désormais un vide institutionnel. Pour le combler, une nouvelle Constitution est nécessaire et trois organismes sont chargés, pour une période transitoire, de diriger l'URSS : un Conseil d'État, réunissant Mikhaïl Gorbatchev et les dirigeants des Républiques, est chargé de coordonner la politique étrangère et les questions intérieures communes à ces Républiques, un Comité inter-républicain doit regrouper des représentants de toutes les Républiques pour coordonner la gestion et la réforme de l'économie, et un Conseil des représentants des députés du peuple est chargé d'élaborer la nouvelle Constitution de l'Union. Enfin, le K.G.B., instrument de la dictature du prolétariat, survit jusqu'au 2 octobre 1991 où le Conseil d'État prononce sa dissolution, qui n'est en fait qu'une réorganisation en trois directions, désormais autonomes : un service central indépendant de renseignements, un service inter-républicain

de contre-espionnage, et un Comité d'État pour la défense des frontières. L'épilogue, qui clôt l'histoire du communisme en Russie, est la décision, prise le 6 novembre 1991, à la suite d'initiatives du même ordre dans d'autres Républiques, de dissoudre le parti communiste en Russie. À l'automne 1991, il n'existe donc plus de partis communistes en URSS et le naufrage du parti qui constituait le ciment de l'union entraîne celui de l'Union soviétique elle-même.

● La mort de l'URSS

Au moment du putsch, un certain nombre de Républiques ont plus ou moins formellement proclamé leur indépendance ou entamé le processus qui y conduit. Le putsch va avoir pour effet de précipiter le mouvement de dissolution de l'Union soviétique. Dans les semaines qui suivent, toutes les Républiques, sauf le Kazakhstan et la Russie, proclament tour à tour leur souveraineté et la dissolution des liens qui les unissent au pouvoir fédéral. Le 17 septembre, les trois Pays baltes sont admis à l'O.N.U.

L'indépendance souhaitée par les Républiques ne signifie pas toutefois que chaque République entende couper les ponts avec les autres sur tous les plans. Combien d'entre elles seraient viables, seules, dans le domaine économique ? C'est en tenant compte de ces considérations que Gorbatchev consacre désormais ce qui lui reste d'influence à tenter de sauver l'Union, espérant réunir le plus grand nombre possible de Républiques dans une nouvelle fédération. En octobre 1991, il élabore ainsi un traité économique qui est signé par huit Républiques (manquent, outre les États baltes, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan) et le Conseil d'État prépare un traité d'union politique à forme fédérale. Le pouvoir central n'exercerait désormais que les fonctions qui lui seraient déléguées par les États membre souverains, et ces fonctions se réduiraient en fait à la diplomatie et aux affaires militaires.

Cette nouvelle Union apparaît bien hypothétique et ceux qui croient à sa réalisation se font de plus en plus rares. Boris Eltsine qui, à la tête de la Russie, revendique l'héritage des pouvoirs de l'URSS juge que cette union est illusoire. En effet, le nouveau Parlement chargé de préparer la Constitution ne comprend que les députés de sept Républiques seulement.

De fait, c'est Boris Eltsine qui va porter le coup de grâce à l'URSS et à son Président en achevant la destruction du centre. Le 8 décembre, il réunit à Minsk, capitale de la Biélorussie les présidents de cette République et de l'Ukraine et tous trois, constatant que l'URSS n'a

plus d'existence réelle, décident de créer une « Communauté des États indépendants » (C.E.I.) à laquelle pourront adhérer d'autres Républiques et dans le cadre de laquelle elles coordonneront leur politique économique et bancaire. Mais, ils ne tiennent aucun compte du référendum du printemps 1991, démontrant par là le peu de cas qu'ils font des initiatives du pouvoir de M. Gorbatchev. Celui-ci a beau en appeler au respect de la légalité et à l'obligation de consulter la population, le mouvement de disparition de l'URSS paraît désormais impossible à enrayer : le 14 décembre, les cinq Républiques d'Asie centrale se rallient à la C.E.I., bientôt imitées par l'Arménie et la Moldavie, puis le 16 décembre par le dernier État fidèle à l'Union, le Kazakhstan qui déclare à son tour son indépendance. Lorsque le secrétaire d'État américain James Baker se rend à Moscou, c'est Eltsine qui lui expose le projet de traité militaire de la C.E.I. et annonce, pour rassurer les États-Unis et l'Occident, qu'il y aura contrôle unique de l'armement nucléaire, exercé par la Russie.

Gorbatchev a perdu la dernière carte qui lui restait, le rôle de porte-parole de la politique étrangère de son pays. C'est d'ailleurs le moment que Eltsine choisit pour faire savoir publiquement que les institutions encore en vie de l'ex-URSS cesseront de fonctionner à la fin de l'année 1991, nouvelle qui concerne également la présidence de l'URSS. Prenant acte de la perte de son pouvoir, Mikhaïl Gorbatchev annonce sa démission à la télévision le 25 décembre 1991. Il reconnaît ainsi officiellement la mort de l'URSS, tout en déplorant « le délabrement du pays et la dislocation de l'État ».

Au moment où meurt ainsi l'URSS, en même temps que le communisme qu'elle incarnait, l'empire communiste stalinien édifié en Europe de l'Est a déjà cessé d'exister depuis plusieurs mois et ses derniers vestiges sont en voie de disparition.

La fin du communisme en Europe de l'Est (1989-1991)

● La *Perestroïka* et l'Europe de l'Est

Après la répression de 1968 du « socialisme à visage humain » en Tchécoslovaquie et avec la « doctrine Brejnev » qui ne reconnaît aux pays socialistes qu'une souveraineté limitée, les démocraties populaires appartenant au pacte de Varsovie n'ont guère d'autre choix

que d'adopter le modèle soviétique ou encore de pratiquer quelques transformations de détail pour mieux l'adapter à leur pays, mais cela ne peut se faire qu'avec l'accord du « grand frère », l'URSS.

Quand Gorbatchev lance son pays dans la voie de la *Glasnost* et de la *Perestroïka*, les six démocraties populaires liées à l'URSS ne réagissent pas de la même manière. Gustav Husak en Tchécoslovaquie, Nicolas Ceaucescu en Roumanie, Erich Honecker en RDA sont hostiles à tout changement. En Bulgarie, Todor Jivkov accepte une partie des réformes économiques, mais juge inopportunes et dangereuses les réformes politiques. Par contre, c'est en Pologne et en Hongrie que la *Perestroïka* fait sentir le plus rapidement ses effets.

● Pologne : la victoire de Solidarité

En Pologne, depuis 1980, une opposition au régime est née. Des grèves violentes, fondées sur le refus du modèle économique et politique soviétique, avaient abouti à la démission de Gierek, successeur de Gomulka depuis 1970 et à son remplacement par le général Jaruzelski. Celui-ci, confronté à l'existence d'un syndicat indépendant du parti, *Solidarnosc* (Solidarité), dirigé par Lech Walesa, reconnu légalement par Gierek, choisit d'abord la manière forte : le 13 décembre 1981, il fait arrêter les dirigeants de Solidarité, dissout le syndicat et procède à une brutale reprise en main.

Mais l'effondrement économique du pays, son surendettement, les pressions de l'Occident, l'agitation de populations confrontées à des difficultés économiques insoutenables, enfin l'appui de l'Église à *Solidarité* contraignent le général Jaruzelski à ouvrir des négociations avec le syndicat illégal en janvier 1989. Afin de se concilier celui-ci, pour regagner une population qui manifeste sa méfiance envers le régime, le général entre dans la voie des concessions : il accepte la légalisation du syndicat libre, reconnaissant ainsi le pluralisme syndical en échange de la participation de Solidarité à des élections législatives anticipées en mai 1989. La « table ronde » réunie de janvier à mars 1989 prévoit de libres élections, l'opposition pouvant disposer de 35 % des sièges à la *Diète* (l'Assemblée principale), le P.O.U.P. (parti ouvrier unifié polonais, en fait le parti communiste) se réservant les autres. Par ailleurs, un Sénat dont les pouvoirs sont néanmoins très limités sera librement élu. Enfin, un poste de Président de la République doit être créé, dont le titulaire sera élu par les deux Chambres. Après une campagne électorale passionnée, dominée par les candidats de Solidarité, les élections des

4 et 11 juin 1989 débouchent sur une écrasante victoire de l'opposition. *Solidarité* s'assure 99 % des sièges du Sénat et la totalité des sièges réservés à l'opposition à la Diète. En revanche, les principaux dirigeants du P.O.U.P., bien que candidats uniques, sont battus, faute d'avoir pu réunir sur leurs noms un nombre suffisant d'électeurs. Ces élections débouchent sur une véritable crise du régime communiste polonais, contraint de négocier avec l'opposition les conditions de son maintien au pouvoir.

Si les deux Chambres élisent (à une voix de majorité) le général Jaruzelski Président de la République, celui-ci est obligé de confier la direction du gouvernement à un membre de *Solidarité*, Tadeusz Mazowiecki. À la fin de l'été 1989 est ainsi formé en Pologne le premier gouvernement à direction non communiste depuis la fin de la guerre, le P.O.U.P. y détenant cependant quelques portefeuilles (dont ceux de l'Intérieur et de la Défense). La Pologne se trouve engagée dans un processus de transformation politique que l'URSS n'a pas empêché.

La victoire de *Solidarité* est confirmée lorsque, après la démission du général Jaruzelski, Lech Walesa est élu à la présidence de la République en 1990. Dans le but de favoriser la paix sociale, nécessaire à la poursuite des réformes économiques (la Pologne s'engage en effet dans la voie de l'économie de marché), Lech Walesa met en place une sorte de conseil consultatif auprès de la présidence de la République qui est composé de représentants de chaque parti depuis la droite nationaliste jusqu'aux anciens communistes et il ne cache pas que la période de transition entre l'économie dirigée et l'économie de marché comportera de nombreuses difficultés.

● Hongrie : l'abandon du communisme

Depuis l'écrasement de la révolte de 1956, la Hongrie est dirigée par Janos Kadar qui y maintient la prépondérance du parti communiste mais tente d'obtenir l'adhésion de la population en jouant le jeu d'une relative libéralisation, s'efforçant de satisfaire les besoins fondamentaux de consommation, tolérant les manifestations, acceptant la vie religieuse comme une réalité, ce qui aboutit à un climat de compréhension entre l'Église et l'État. Moyennant une fidélité sans faille au pacte de Varsovie et le maintien du monopole du pouvoir au parti communiste, la Hongrie apparaît longtemps comme l'État le plus libéral du monde communiste.

Mais l'équilibre ainsi atteint est remis en cause aussi bien par la crise économique du début des années 1980, qui porte un coup à

la prospérité d'une Hongrie surendettée, que par la *Perestroïka* qui enthousiasme une partie des jeunes dirigeants communistes hongrois et fait apparaître comme anachronique le prudent réformisme du vieux Janos Kadar. Sous la pression des partisans de l'ouverture, les années 1988 et 1989 voient se précipiter l'évolution. En 1988, Kadar est écarté de la direction du parti, confiée à Grosz, homme de compromis, partisan d'une libéralisation progressive, calquée sur celle de Gorbatchev. Mais celui-ci est rapidement débordé par des réformateurs plus audacieux et se trouve bientôt isolé.

En juin-juillet 1989, ce sont ces derniers qui prennent le dessus. Une direction collégiale, dont Grosz fait partie, mais où il est minoritaire, prend en main le destin de la Hongrie. Le principal dirigeant du pays, Nyers, spécialiste des questions économiques qui avait déjà tenté une réforme en 1968 et qui est proche des conseillers économiques de Gorbatchev, prépare un ensemble de mesures qui doivent déboucher sur un retour à l'économie de marché. Des partis d'opposition non communistes, libéraux, catholiques, sont autorisés. Des élections libres sont prévues pour 1990. Symboliquement, on prépare la révision du procès du cardinal Mindszenty, condamné à l'époque de la guerre froide et, en juin 1989, le nouveau pouvoir laisse célébrer des obsèques solennelles pour Imre Nagy, le chef du gouvernement de 1956 exécuté par les Soviétiques, désavouant ainsi implicitement la politique du parti communiste depuis l'écrasement de la révolte de 1956.

Comme la Pologne, la Hongrie s'efforce de sortir du totalitarisme, mais elle le fait sous la direction de l'aile réformiste du parti communiste qui répudie clairement l'héritage : en 1989, le parti abandonne la référence au communisme pour prendre le nom de parti socialiste hongrois (P.S.H.) et donne à l'État le nom de République de Hongrie (en renonçant à toute épithète évoquant la démocratie populaire). Les premières élections libres ont lieu en mars et avril 1990. Les Hongrois rejettent l'ancien régime, les communistes subissent une écrasante défaite et le pouvoir passe au Forum démocratique. Son président, Jozsef Antall, forme un gouvernement de coalition, orienté au centre-droit, qui est investi par le Parlement le 23 mai. La Hongrie demande aussitôt son retrait du pacte de Varsovie avant la fin de 1991.

● RDA et Bulgarie : deux verrous qui sautent

Deux États qui s'étaient montrés hostiles à la *Perestroïka*, la RDA et la Bulgarie, sont contraints de s'engager dans la voie de la libéralisation, à l'automne 1989. Sous la pression populaire, ils sont conduits à desserrer l'étau, comme le leur avait conseillé Gorbatchev. En République démocratique allemande, Erich Honecker, successeur de Walter Ulbricht, ne laissait place à aucune forme d'opposition et le maintien du mur de Berlin symbolisait l'absence de liberté. Les habitants se plaignaient d'une militarisation qui commençait dès l'âge de sept ans et le système économique était étroitement centralisé. Honecker rejetait la *Perestroïka*, alléguant les différences de situation entre la RDA et l'URSS et mettant en doute la relation entre libéralisation et réussite économique. Pour échapper à la pression de Gorbatchev, il utilisait une stratégie de « petits pas », s'appuyant sur sa réussite économique et sur la satisfaction des besoins de consommation de la société, afin d'échapper aux réformes politiques. Par ailleurs, il affirmait une certaine indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique en nouant des relations avec la République fédérale d'Allemagne. Mais cette politique étroitement conservatrice ne résista pas à la contagion de la *Perestroïka*.

L'exode massif des Allemands de l'Est qui émigrent à l'Ouest par les ambassades de RFA, à Prague et Varsovie, en octobre 1989, puis la venue à Berlin-Est de M. Gorbatchev, pour le quarantième anniversaire de la naissance de la RDA, donnent le signal d'une série de manifestations populaires qui ébranlent le régime. Le 18 octobre, Erich Honecker est évincé du pouvoir et remplacé par son dauphin, Egon Krenz. Pour tenter de reprendre en main une situation qui se détériore, celui-ci doit multiplier les concessions : changement de gouvernement et de la direction du parti, promesses de profondes réformes et de la tenue d'élections libres.

Mais, très vite, les événements se précipitent et vont rendre vains les plans des dirigeants. Le 10 novembre, l'autorisation donnée aux Allemands de l'Est de voyager à l'étranger va rompre la digue qui maintenait apparemment en place le système politique de la RDA. Le mur de Berlin désormais inutile est symboliquement démantelé et, en quelques mois, le communisme s'effondre, annonçant la disparition de la RDA et la réunification allemande. En décembre 1989, le rôle dirigeant du parti S.E.D. est aboli et le comité central et le bureau politique se dissolvent. Des élections libres sont prévues pour 1990 et la STASI, la police politique, est dissoute. Fin décembre, la visite

du Chancelier Kohl en RDA et la décision prise par les deux États de s'engager sur la voie d'une « communauté contractuelle » apparaissent comme la première étape de la réunification. Celle-ci va s'opérer durant l'année 1990. Discredité, Egon Krenz se retire, laissant le communiste oppositionnel Hans Modrow constituer un gouvernement de transition avec des représentants de l'opposition.

En février 1990, les premières élections libres depuis 1932 donnent 40 % des voix à l'Alliance pour l'Allemagne rassemblant autour de la C.D.U. les partis conservateurs, alors que le S.E.D. recueille moins de 20 % des suffrages. En avril, les derniers vestiges du communisme disparaissent avec la formation sous la direction du chrétien-démocrate Lothar de Maizière d'un gouvernement rassemblant les partis de l'alliance conservatrice, les sociaux-démocrates et l'Union des libéraux, les communistes ne détenant plus que trois postes marginaux. C'est ce gouvernement qui va conduire le processus de réunification.

Le 1^{er} juillet, l'Union économique et monétaire entre les deux Allemagne entre en vigueur et le 4 octobre 1990 c'est le tour de l'union politique. À partir de cette date, il n'y a plus de République démocratique allemande. La réunification s'est faite sans violence et beaucoup plus rapidement que prévu.

L'évolution est beaucoup moins radicale en Bulgarie. En 1988, Jivkov a écarté du pouvoir ceux des dirigeants communistes qui préconisaient l'imitation des réformes soviétiques. Mais l'accélération des événements en Europe de l'Est emporte à son tour le vieux dirigeant bulgare en place depuis 1954. Le 10 novembre 1989, Todor Jivkov démissionne du secrétariat général du parti communiste bulgare et il est remplacé dans cette fonction par un homme de 53 ans, qui fut ministre des Affaires étrangères, Petar Mladenov ; celui-ci engage son pays sur la voie d'une « restructuration » à la soviétique.

En janvier 1990, le Parlement abolit le rôle dirigeant du parti communiste bulgare. Mladenov abandonne alors la fonction de secrétaire général du parti pour devenir chef de l'État. Le Parlement choisit le numéro deux du parti, Andrei Loukanov, pour devenir Premier ministre et le gouvernement qu'il forme est exclusivement constitué de membres du parti. Toutefois, signe des temps, celui-ci change de nom pour prendre celui de parti socialiste bulgare. Aux élections de juin 1990, le P.S.B. conquiert la majorité absolue des sièges. Cette première phase du changement s'achève donc par la victoire du parti qui se révèle de courte durée car, dans une seconde phase, l'opposition s'empare très vite des postes de commande.

Le Président Mladenov est remplacé par le chef de l'opposition, Jeliou Jelev, qui devient Président de l'État à sa place. Enfin, sous la pression de la rue, le Premier ministre communiste Loukanov est à son tour contraint de se retirer en décembre 1990, remplacé par un Premier ministre sans étiquette politique, Dimitri Popov, chargé de gérer le pays à la tête d'un gouvernement de coalition jusqu'à de nouvelles élections prévues pour mai 1991.

● **Tchécoslovaquie : la « révolution de velours »**

En Tchécoslovaquie, la « normalisation » qui a suivi l'écrasement du printemps de Prague en 1968 a donné naissance à un régime très dur qui pratique une impitoyable répression contre les oppositions politiques qui réclament des libertés (par exemple les intellectuels, signataires de la « Charte 77 ») ou contre les croyants, nombreux en raison d'un réveil du sentiment religieux. Le remplacement en 1988 de Gustav Husak qui gouvernait le pays depuis 1968 ne change rien à la nature du régime. Son successeur, Milos Jakes, est l'homme de la « normalisation » de 1968, responsable de la plus grande purge qu'ait encore jamais subie un parti communiste au pouvoir en Europe. Les Tchèques voient en lui le responsable du recul économique d'un pays qui figurait jadis parmi les nations industrielles du continent et ils comptent sur la pression des Soviétiques pour contraindre leurs dirigeants à une libéralisation que ceux-ci rejettent.

Le 15 janvier 1989 une manifestation a lieu à Prague à la mémoire de Jan Palach. La répression est brutale, le dramaturge Vaclav Havel est emprisonné et condamné à 9 mois de prison. Durant l'été 1989, une pétition circule en faveur de la démocratisation du régime. À partir de l'automne 1989, la reprise des manifestations va se produire cette fois dans le contexte du grand ébranlement de l'ordre communiste en Europe de l'Est. Sous l'impulsion de Vaclav Havel, les mouvements d'opposition constituent un Forum civique qui propose aux autorités une négociation sur la démocratisation. Le 27 novembre se produit une grève générale et des millions de personnes manifestent dans les grandes villes. Là aussi le système craque. Sous la pression de la rue (et des exemples venus des autres pays de l'Est), le Parlement abolit le rôle dirigeant du parti. Un nouveau gouvernement d'entente, où les communistes sont minoritaires, est constitué sous la direction de Mario Calfa. Gustav Husak démissionne de son poste de Président de la République et Vaclav Havel est littéralement plébiscité à cette fonction. Le dirigeant du printemps de Prague de 1968, Alexandre Dubcek, acclamé par la

foule, est élu à la présidence du Parlement. L'État lui-même change son nom, devenant la République fédérale tchèque et slovaque (C.S.F.R.). Lors des élections législatives de juin 1990. Le Forum civique obtient la majorité absolue des sièges au Parlement fédéral. La « révolution de velours » a triomphé. Quelque temps plus tard, on apprend qu'en fait elle a été déclenchée par un complot du K.G.B. qui voulait substituer une équipe « gorbatchevienne » à l'équipe trop conservatrice de Husak, mais la poussée populaire a débordé ce savant montage.

● Roumanie : la fin de Ceaucescu

Quant à la Roumanie, elle est soumise à la pesante dictature de Nicolas Ceaucescu qui ne songe qu'à renforcer son pouvoir personnel et à placer les membres de sa famille aux postes de commande. Sa mégalomanie, qui lui a fait détruire les vieux quartiers historiques de sa capitale pour construire à leur place un centre administratif architectural colossal, plonge les habitants dans la misère. Le pain et la plupart des denrées alimentaires sont rationnés, l'électricité et les salaires sont diminués. Il rejette, bien entendu, avec horreur une *Perestroïka* qui signifierait la fin de son pouvoir absolu et quasi monarchique.

Le 24 novembre 1989, Ceaucescu est réélu à l'unanimité secrétaire général du parti communiste roumain ; un mois plus tard, le 25 décembre, il est exécuté. Le régime s'est effondré en quelques jours.

Tout a commencé à Timisoara le 16 décembre, lorsque l'armée réprime avec violence des émeutes populaires. Quelques jours plus tard, la foule appelée à Bucarest pour acclamer Ceaucescu se retourne contre lui. Le lendemain, le 22 décembre, le dictateur s'enfuit et un Front de salut de la patrie, constitué de dissidents communistes et dirigé par Manescu, ancien ministre des Affaires étrangères, proclame qu'il a pris le pouvoir. Pendant trois jours, des combats opposent l'armée, fidèle au Front, et les éléments de la police secrète, la *Securitate*, demeurés attachés à Ceaucescu. Le 25 décembre, on annonce que le couple Ceaucescu a été jugé, condamné à mort et immédiatement exécuté. Dès le lendemain, un nouveau pouvoir se met en place, le Conseil du Front du salut national (C.F.S.N.) dirigé par Ion Iliescu, ancien secrétaire du comité central du P.C. roumain limogé en 1971. Il décide d'assumer la direction du pays jusqu'aux premières élections libres, qui ont lieu en mai 1990. Balayé en même temps que la dictature de Ceaucescu, le P.C. roumain n'a pas été déclaré « hors la loi » comme ses adversaires les plus résolus le

souhaitaient, mais ses biens ont été transférés à l'État. La Roumanie a cessé d'être une démocratie populaire et les partis roumains qui n'avaient plus le droit d'exister réapparaissent. Leurs dirigeants entament aussitôt le combat contre le Front du salut national, accusant certains de ses membres de ne s'être convertis que bien récemment à la démocratie et d'entretenir des liens avec Moscou (il est vrai que cette allégation est confortée par le soutien que le ministère soviétique des Affaires étrangères apporte au Front). Contre ses opposants, le Front n'hésite d'ailleurs pas à faire intervenir l'armée et la police, voire des mineurs appelés à Bucarest, qui brutalisent les manifestants à coups de manche de pioche. Le Front de salut national semble tenir solidement en main le pays : aux élections de 1990, Ion Iliescu est désigné comme Président de la République et le Front de salut national recueille plus de 66 % des suffrages. Mais l'opposition ne faiblit pas et accuse le Président d'avoir fait tirer sur le peuple inutilement après le départ de Ceaucescu. Accusation corroborée par l'un des principaux acteurs de la révolution roumaine, Brucan, qui affirme que la chute de Ceaucescu est le résultat d'un complot préparé de longue date par quelques généraux, d'anciens responsables du P.C. tombés en disgrâce, qui ont accepté de sacrifier le parti parce qu'il était totalement discrédité mais qui en ont conservé l'esprit et les méthodes.

● La fin du pacte de Varsovie

Il apparaît clair en tout cas que l'empire soviétique en Europe de l'Est s'est effondré. Sauf peut-être avec des nuances pour la Roumanie, le parti communiste a partout été balayé du pouvoir. Devenues des États indépendants, les anciennes démocraties populaires s'engagent toutes dans la voie de l'économie de marché et nombre d'entre elles demandent leur adhésion à la Communauté économique européenne. Enfin, elles ont souhaité sortir du pacte de Varsovie et c'est chose faite sur le plan militaire en février 1991. Réduit à ses aspects politiques, le pacte de Varsovie n'apparaît plus que comme un cadre vide qui disparaît le 1^{er} juillet 1991.

● Le sort des pays socialistes non membres du pacte de Varsovie

Cette remise en cause du système communiste dans les pays d'Europe de l'Est allait-elle atteindre les deux pays qui avaient réussi à préserver leur indépendance par rapport au pacte de Varsovie et au C.O.M.E.C.O.N., la Yougoslavie et l'Albanie ?

Petit pays qui se sent menacé par son puissant voisin yougoslave, l'Albanie a pour principal objectif de préserver son indépendance. Sous la direction d'Enver Hoxha, l'Albanie, dont le communisme est resté stalinien, a rompu avec l'URSS révisionniste de Khrouchtchev en 1961, avec la Chine des successeurs de Mao en 1978 et développé dans un contexte de grande pénurie économique répartie de manière égalitaire une expérience originale de retour à l'idéologie marxiste afin de forger un « homme nouveau », vivant dans un pays isolé qui ne compte que sur ses propres forces et mobilise sa population en permanence.

Avec le successeur d'Enver Hoxha, Ramiz Alia, l'Albanie, dernier bastion du stalinisme en Europe jusqu'en décembre 1990, encouragée par l'évolution des autres pays de l'Est, s'engage sur la voie du multipartisme. Des élections pluralistes et libres sont promises pour le printemps 1991, mais le parti communiste n'entend pas pour autant abandonner son idéologie marxiste. Néanmoins, une nouvelle constitution, en cours d'élaboration, prévoit le droit de grève, la liberté religieuse, le droit d'association politique, économique et culturelle. En fait, il faut attendre 1992 et une véritable désertion du pays par sa population qui tente de fuir vers l'ouest pour que l'opposition démocratique finisse par prendre le pouvoir en dépit de l'appui que les campagnes fournissent jusqu'à cette date au pouvoir communiste.

Indépendante elle aussi depuis la rupture de 1948, avec l'URSS, la Yougoslavie s'est efforcée depuis cette date, non sans difficultés, de développer une expérience originale de communisme non bureaucratique fondée sur le principe de l'autogestion. Mais, de 1950 à la crise des années 1980, le système fonctionne par à-coups, les efforts faits pour décentraliser l'économie et créer les conditions d'un marché libéral aboutissant à des mécomptes, à une forte inflation, au déséquilibre de la balance commerciale et à l'endettement vis-à-vis de l'étranger. À partir de 1983, le pays entre dans une période de crise qui ne cesse de s'aggraver. L'inflation atteint un taux annuel de 200 % en octobre 1988 et bondit à 1 000 % en mars 1989. Le chômage touche 15 % de population active et la dette extérieure est considérable. De plus, depuis la mort de Tito en 1980, il n'est plus de dirigeant incontestable dont le prestige puisse maintenir la cohésion d'une fédération multinationale. L'équilibre de la fédération est menacé par le développement des nationalismes. Le nationalisme serbe, sous la direction de Slobodan Milosevic, chef du parti socialiste (ex-P. C), a retiré au Kossovo l'autonomie que Tito lui avait

accordée. Mais comme cette région est peuplée à 90 % d'Albanais (contre 10 % de Serbes), la résistance de la population contre les Serbes s'exerce sous forme de grèves et de manifestations. Les autres Républiques, notamment la Croatie et la Slovénie, protestent contre la politique des Serbes accusés de vouloir dominer la fédération. En retour, les Serbes dénoncent les tendances séparatistes des Slovènes et des Croates. En effet, en décembre 1990, la Slovénie se prononce à une très forte majorité pour l'indépendance. Son modèle, comme celui de la Croatie, n'est pas une fédération centralisée, mais une confédération où la souveraineté des États-membres serait renforcée et où chaque République aurait la liberté de choisir sa propre voie de développement. Le processus de désintégration de l'État yougoslave s'accélère, d'autant, qu'aux rivalités ethniques se sont ajoutées des rivalités politiques. À la suite d'élections libres qui ont eu lieu dans les Républiques au printemps 1990, les communistes, même rénovés, n'ont obtenu la majorité qu'au Monténégro et en Serbie alors que dans les autres Républiques, ce sont les partis nationalistes non communistes qui ont remporté les élections. À cette date les tendances centrifuges ajoutées aux antagonismes idéologiques rendent problématique la survie de l'entité yougoslave.

Un Japon dynamique

Très vulnérable par sa dépendance énergétique, le Japon subit le contrecoup du choc pétrolier de 1973 et connaît sa première crise grave depuis les années 1950. Mais, contrairement à de nombreux pays industriels, il réussit à la surmonter assez rapidement en restructurant profondément son industrie et en mettant l'accent sur l'innovation technologique. Ce redressement durable, fondé sur d'importantes exportations, fait du Japon la seconde puissance économique mondiale au début des années 1990. Malgré le poids de la tradition, renforcé par un fort courant nationaliste et conservateur, la société nipponne entre dans l'ère de la consommation qui gagne plus ou moins rapidement toutes les couches de la population. La vie politique, marquée par des scandales financiers successifs, reste dominée par la toute-puissance d'un parti lié aux milieux d'affaires. Dans les relations internationales, le rôle du Japon est cependant loin d'être à la mesure de son poids économique et financier.

Le Japon face à la crise : adaptation ou défi ?

● Un pays en difficulté (1973-1975)

Après une vingtaine d'années de forte croissance pratiquement ininterrompue, le Japon, comme tous les pays industrialisés, doit brusquement faire face au « premier choc pétrolier » en 1973-1974. La situation est d'autant plus délicate pour l'archipel nippon qu'il doit importer 83 % de son énergie, dont la quasi-totalité de son pétrole qui provient à 81 % du Moyen-Orient. La restriction des approvisionnements, consécutive à la guerre du Kippour, conduit le gouvernement japonais à appliquer un véritable plan d'urgence en décembre 1973 (limitation de la circulation automobile, suppression des illuminations urbaines...).

Si le volume des approvisionnements redevient assez vite normal, la forte hausse des produits pétroliers va brutalement détériorer la balance commerciale du Japon : ainsi, le coût des importations d'hydrocarbures passe-t-il de 4,7 millions de dollars en 1972 à 16,8 milliards entre avril 1974 et mars 1975 !

L'inflation atteint 18 % dès 1973, 24 % l'année suivante et le yen, « devise royale » venue au secours du dollar il y a peu de temps, doit être dévalué dès janvier 1974. Les exportations, déjà touchées par une véritable guerre commerciale avec les États-Unis, diminuent fortement. L'industrie nipponne, grande consommatrice d'énergie, connaît une véritable récession : en 1974-1975, une vague de faillites (plus de 12 000) frappe les petites et moyennes entreprises, les plus vulnérables face à la crise. Le chômage, jusque-là pratiquement inexistant, fait son apparition, mais il ne dépasse toutefois pas 2 % de la population active. Pour la première fois depuis vingt ans, le Japon voit son Produit national brut diminuer (de 1,2 % en 1974). Est-ce la fin du « miracle japonais » ?

● Le redressement de l'économie nippone (1975-1985)

Face à cette crise, le Japon va rapidement restructurer son économie. Pour réduire sa dépendance à l'égard du pétrole, il développe d'autres sources d'énergie, notamment le nucléaire et le solaire, tout en imposant de sévères économies d'énergie dans l'industrie. Comme il doit cependant toujours importer des hydrocarbures, il oriente l'essentiel de sa production vers l'exportation afin de payer une facture énergétique encore alourdie par le deuxième choc pétrolier de 1979.

Cherchant de plus en plus à s'adapter à la demande mondiale, le Japon n'hésite pas à bouleverser tout son appareil productif : l'industrie lourde, longtemps moteur de la croissance, est désormais moins favorisée que l'industrie légère où l'accent est mis sur l'innovation. Certaines branches, comme l'aluminium, sont pratiquement abandonnées alors que se développent considérablement les industries de biens d'équipement et de consommation.

Dès 1975-1976, le Japon connaît une forte reprise des exportations qui procurent 49 milliards de dollars d'excédents commerciaux entre 1975 et 1982. Elle s'explique non seulement par un prix de revient compétitif (grâce notamment aux bas salaires des entreprises sous-traitantes), mais aussi par la qualité des produits destinés à l'exportation. Dans l'électronique, l'optique, la photographie, l'horlogerie..., l'industrie nipponne se présente sur les marchés extérieurs comme étant à la pointe de l'innovation technologique. Les automobiles japonaises, dont la production passe de 3 millions d'unités en 1970 à 7,4 millions en 1980, partent avec succès à l'assaut des marchés américains et européens. Alors que la crise se poursuit dans la plupart des pays industriels, le Japon retrouve un taux de croissance modéré mais non négligeable, de l'ordre de 5 % par an (contre 10 % avant la crise).

Les énormes excédents de la balance commerciale du Japon se font au détriment des autres grandes puissances industrielles qui, envahies par les produits nippons, protestent vigoureusement contre des pratiques jugées déloyales (*dumping*, entraves administratives pour limiter les importations occidentales, pillage technologique...). À plusieurs reprises, les États-Unis et les pays européens somment le Japon de se comporter en partenaire loyal, n'hésitant pas à pratiquer à son encontre un « protectionnisme rampant » (blocage des magnétoscopes japonais en France en 1982-1983). Tout en acceptant de réévaluer le yen depuis 1985 et de limiter volontairement ses exportations dans certains domaines comme l'automobile, le Japon contourne l'obstacle des mesures protectionnistes en investissant de plus en plus à l'étranger montrant ainsi sa capacité à s'adapter à toute situation nouvelle.

● Un nouvel âge d'or (1986-1991)

Du milieu des années 1980 au tout début des années 1990, l'économie japonaise est particulièrement florissante : une véritable exception dans une conjoncture mondiale morose. Avec un rythme de croissance annuel de l'ordre de 5 % jusqu'en 1991, elle fait beaucoup mieux que

les États-Unis ou la C.E.E. Seconde puissance économique du monde, son P.N.B. représente environ les deux tiers de celui des États-Unis et il est, en gros, égal à celui de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne réunies. De grandes facilités de crédit dopent alors l'activité économique et le marché immobilier, mais aussi la spéculation boursière. Grâce également aux énormes excédents de sa balance commerciale et à la forte réévaluation du yen entre 1985 et 1988, le Japon devient l'une des principales places financières internationales : depuis 1986, il est le premier créancier du monde et la bourse de Tokyo (l'indice *Nikkei*) est désormais l'un des principaux baromètres dans la spéculation internationale. Dix des quinze plus grandes banques mondiales sont nipponnes et elles assurent en partie la survie du système financier international en achetant régulièrement des bons du Trésor fédéral américain ou en couvrant de nombreux emprunts internationaux émis à Londres.

Malgré la réévaluation du yen et les entraves protectionnistes, les exportations nipponnes restent considérables en raison notamment de l'avance technologique de nombreux produits japonais (ils sont en situation de quasi-monopole dans certains secteurs électroniques). Pour tourner les mesures protectionnistes, des investissements considérables sont faits depuis 1985 dans des « zones protégées » : les Japonais rachètent ainsi de nombreuses firmes en difficulté aux États-Unis et en Europe occidentale ou y installent leurs propres unités de production : de nombreuses firmes automobiles nipponnes (*Honda, Nissan, Toyota, Suzuki*) produisent directement aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Espagne... Cette invasion de produits et des capitaux japonais provoque régulièrement des vagues de « nippophobie » dans les pays industrialisés car les importations japonaises restent très modestes en regard des exportations. Mais cette surchauffe de l'économie nipponne va finir par faire éclater la « bulle spéculative » qui gonflait le marché financier depuis le milieu des années 1980.

Mutations sociales et immobilisme politique

● La lente évolution de la société

La restructuration de l'économie japonaise dans les années 1970 a entraîné certains bouleversements dans l'aménagement du territoire et dans la société nipponne. La forte diminution d'implantations indus-

trielles nouvelles dans les zones privilégiées atténue alors un peu les disparités régionales, rééquilibrant les rapports villes-campagnes au bénéfice de ces dernières, jusque-là sacrifiées à l'expansion urbaine. Les pouvoirs publics encouragent une politique de « revitalisation des communautés locales », mais les grandes villes restent le terrain d'importantes spéculations immobilières qui rendent l'accession à la propriété très difficile à la grande majorité des Japonais.

Le vieillissement de la population et l'élévation générale du niveau de vie renforcent les tendances conservatrices de la société japonaise : réapparition des symboles du Japon traditionnel (drapeau, hymne...), restauration du *shintô* comme quasi-religion d'État (cf. le cérémonial à la mort de l'empereur Hiro-Hito en 1989), refonte des manuels scolaires dans une optique ultra-nationaliste... Le faible taux de chômage (entre 2 et 2,5 % de la population active, la marginalisation ou la reconversion des secteurs archaïques (agriculture, petits commerçants...), l'augmentation des salaires dans les grandes entreprises contribuent à faire de la société japonaise une immense classe moyenne très conformiste, où le paternalisme dans l'entreprise et le clientélisme en politique restent encore des valeurs sûres.

Mais la vague spéculative de la fin des années 1980 a fait apparaître aussi de nouveaux riches aux dépenses ostentatoires (achats d'œuvres d'art en Occident à des prix fabuleux), et les jeunes générations, plus individualistes et matérialistes, grandes consommatrices de jeux, de produits occidentaux et de voyages à l'étranger, n'acceptent plus comme leurs aînés de faire des heures supplémentaires gratuites ou de renoncer à leurs congés payés pour garantir le succès de l'entreprise qui les emploie. L'influence grandissante de la mafia japonaise dans l'économie et en politique, l'augmentation de la délinquance juvénile, l'engouement pour les romans pornographiques et les films érotiques sont aussi les contreparties de cette entrée du Japon dans la société de consommation.

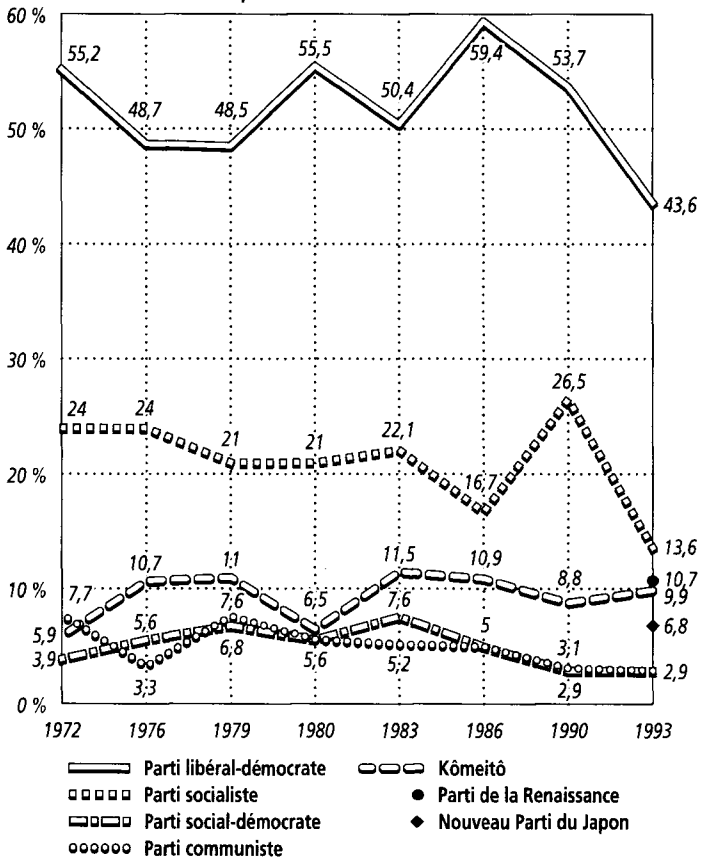
● Une vie politique bloquée

Dans ce contexte de restructuration économique et de mutations sociales, la vie politique japonaise, en revanche, semble rester immuable et bien peu morale, essentiellement rythmée par une série de scandales financiers, de malversations et de corruptions en tout genre... Elle est dominée par une grande formation conservatrice, le Parti libéral-démocrate (PLD) régnant sans partage sur le pays de 1948 à 1993. Divisé en factions rivales liées à des groupes de pression économiques, voire pour certains à la mafia japonaise, le PLD

remporte assez facilement les élections législatives grâce au poids de son importante clientèle rurale et aux énormes moyens financiers dont disposent ses candidats.

Les élections législatives au Japon de 1972 à 1993

Pourcentage des sièges obtenus par les principaux partis à la chambre des Représentants



Aussi, jusqu'au début des années 1990, les changements de Premier ministre ne sont-ils que l'aboutissement d'une crise interne au sein du PLD (liée souvent à la découverte d'un scandale financier),

l'opposition, divisée en formations antagonistes (Parti socialiste, Parti social- démocrate, *Kômeito*, Parti communiste), n'étant pas en mesure de contester la suprématie du parti majoritaire. Il faut attendre juillet 1993 pour que le PLD, affaibli par plusieurs scissions, perde la majorité à la *Diète*, le pouvoir passant alors à un gouvernement de coalition regroupant tous les anciens opposants (sauf les communistes) et les dissidents du PLD : le Nouveau parti du Japon (fondé en 1992), le parti de la Renaissance et le Parti pionnier (fondés en juin 1993). une coalition hétéroclite qui ne tardera pas à voler en éclats.

Les gouvernements

TANAKA	MIKI	FUKUDA	OHIRA	SUZUKI
1972 1973	1974 1975	1976 1977	1978 1979	1980 1981
1982				
NAKASONE		TAKESHITA	UNO	KAIFU
1983 1984	1985 1986	1987 1988	1989 1990	1991 1992
1993				

Une diplomatie en devenir

La politique étrangère du Japon est restée longtemps conditionnée par la faiblesse de son potentiel militaire, maintenant l'archipel sous la dépendance des États-Unis, et par des impératifs économiques, déterminant notamment sa politique pro-arabe dans le conflit du Proche-Orient. Dans les années 1970, au cœur d'une zone où se côtoient les systèmes militaires soviétiques, chinois et américains, le Japon cherche à rester en de bons termes avec l'URSS (malgré le contentieux des îles Kouriles) tout en poursuivant son alliance avec les États-Unis et son ouverture vers la Chine : six ans après le rétablissement de ses relations diplomatiques avec Pékin, Tokyo signe, en août 1978, un traité de paix et d'amitié avec la Chine, mettant fin à l'état de guerre entre les deux pays. Le désengagement progressif de Washington dans le Sud-Est asiatique permet au Japon de jouer un rôle plus important dans cette partie du monde ; les enjeux économiques le conduisent toutefois à une certaine prudence : il normalise ses relations avec l'Indochine communiste, dès la chute de Saïgon en 1975, tout en soutenant les pays de l'A.S.E.A.N. (depuis

1967 association de cinq pays de l'Asie du Sud-Est : la Malaisie, la Thaïlande, Singapour, l'Indonésie et les Philippines, à laquelle s'est joint le Brunei en 1984).

La « deuxième guerre froide », de 1979 à 1985, conduit le Japon, d'une part à se renforcer militairement (forte augmentation du budget de la défense dès 1981), d'autre part à resserrer ses liens avec les puissances occidentales. Mais le « nouvel ordre mondial » depuis 1985 et l'effondrement du bloc soviétique relancent le problème de la faible part du Japon dans les relations internationales, où il est loin de jouer un rôle correspondant à son poids économique et où il ne peut que suivre les Occidentaux dans leurs décisions : c'est ainsi, qu'à défaut d'engagement militaire, il apporte la plus forte contribution financière à la guerre du Golfe en 1991.

La Chine entre communisme et capitalisme (1973-1992)

La fin de l'ère maoïste est marquée par une lutte pour le pouvoir entre une tendance gestionnaire, incarnée par Zhou Enlai puis Deng Xiaoping, et une tendance extrémiste menée par la « bande des Quatre ».

À la mort de Zhou Enlai et de Mao Zedong, en 1976, s'ouvre une courte période de transition. Mais, en 1978, la ligne du pragmatique Deng Xiaoping l'emporte définitivement et la Chine se lance dans une politique de modernisation de son économie, au prix de l'abandon de nombreux principes marxistes et d'une ouverture aux capitaux et aux techniques de l'Occident. La décollectivisation des campagnes, la libération des prix et la renaissance d'un secteur privé bouleversent une société tiraillée entre un retour aux valeurs anciennes confucéennes et le modèle capitaliste. Mais le pouvoir reste entièrement entre les mains d'un Parti communiste tout-puissant qui contrôle étroitement la vie politique et culturelle du pays, malgré la contestation d'une grande partie de l'intelligentsia.

La fin de l'ère maoïste (1973-1978)

● Les derniers feux de la Révolution culturelle (1973-1976)

Commencée après l'élimination de Lin Biao en 1971, la remise en ordre de la Chine se poursuit en 1972-1973 sous la direction du Premier ministre Zhou Enlai, secondé depuis avril 1973 par Deng Xiaoping qui réapparaît sur le devant de la scène politique après sept années de mise à l'écart. L'économie se redresse, l'armée voit son rôle politique décliner et les syndicats, mis en sommeil pendant la Révolution culturelle, reprennent leurs activités.

Mais ce « recentrage » est vivement critiqué par l'extrême gauche maoïste animée par le « groupe de Shanghai » (que l'on appellera après sa chute la « bande des Quatre », car il était animé par trois militants de cette ville et par Jiang Qing, l'épouse de Mao Zedong). Contre Zhou Enlai et le courant « gestionnaire » qui dominent le X^e Congrès du P.C.C. en août 1973, les radicaux maoïstes décident de « lutter à contre-courant ». Ils tentent de profiter d'une nouvelle campagne culturelle lancée en novembre 1973 contre le maître à penser de la Chine traditionnelle, Confucius (philosophe du VI^e-V^e siècle avant J.-C), pour relancer le mouvement révolutionnaire, présentant implicitement Zhou Enlai comme ministre confucéen.

Celui-ci réplique en superposant à la critique de Confucius celle de Lin Biao, présenté maintenant comme « droitier » après avoir été dénoncé comme « gauchiste » ! Cette campagne commune contre Confucius et Lin Biao (*Pi Lin Pi Kong*) détourne ainsi dès février 1974 les attaques vers l'ancien dauphin de Mao Zedong avec qui les extrémistes de gauche s'étaient jadis compromis... Zhou Enlai l'emporte ainsi sur les radicaux maoïstes et sa victoire se concrétise à la IV^e Assemblée nationale populaire réunie en 1975 où il met l'accent sur la nécessité de réaliser « *la modernisation tant de l'agriculture, de l'industrie et de la défense nationale que de la science et de la technique de façon à porter l'économie chinoise aux premiers rangs du monde* ». C'est déjà la définition du programme qui sera adopté par les dirigeants chinois en 1978 : les « Quatre Modernisations ».

Cette ligne gestionnaire représentée par Zhou Enlai et Deng Xiaoping (qui passe alors pour son successeur désigné) reste cependant vivement combattue par la ligne radicale. La lutte pour le pouvoir entre les deux factions reprend de plus belle à la mort de Zhou Enlai en janvier 1976. Bien que son éloge funèbre soit prononcé par Deng

Xiaoping, c'est un obscur dirigeant, Hua Guofeng, qui est désigné comme Premier ministre par intérim en février, un choix surprenant qui n'est qu'un compromis de circonstance entre les deux tendances qui s'affrontent pour le pouvoir.

● L'intermède Hua Guofeng (1976-1978)

Dans un premier temps, Hua Guofeng s'aligne sur les radicaux maoïstes pour attaquer violemment Deng Xiaoping et les « déviationnistes de droite ». Cette campagne provoque en retour de gigantesques manifestations, place Tien Anmen à Pékin, en l'honneur de Zhou Enlai et de sa politique. Elles sont réprimées le 5 avril et le bureau politique du P.C.C., confirmant Hua Guofeng à la tête du gouvernement, destitue une seconde fois Deng Xiaoping de toutes ses fonctions, sans toutefois l'exclure du parti. À la mort de Mao Zedong, le 9 septembre 1976, la défaite des gestionnaires semble consommée, Hua Guofeng demandant alors de combattre en priorité « *la bourgeoisie au sein du parti et le révisionnisme extérieur* » (c'est-à-dire Deng Xiaoping et ses partisans).

Les radicaux maoïstes du « groupe de Shanghai », multipliant les exactions, tentent alors de porter au pouvoir Jiang Qing, la veuve de Mao. Mais Hua Guofeng fait arrêter la « bande des Quatre » le 6 octobre pour « *complot contre le pouvoir* ». Élu président du Comité central du P.C.C. le lendemain, le Premier ministre, incarnant une ligne néo-maoïste modérée, semble alors l'homme fort de la Chine. Ses soutiens politiques sont cependant limités et, dès janvier 1977, s'annonce une campagne pour le retour au pouvoir de Deng Xiaoping.

L'ancien vice-Premier ministre de Zhou Enlai est finalement réhabilité (pour la seconde fois) en juillet 1977, retrouvant toutes ses fonctions au moment même où la « bande des Quatre », dont il avait été la principale victime en avril 1976, est exclue du parti (elle sera jugée et condamnée au cours d'un grand procès en novembre-décembre 1990). Deng Xiaoping acceptant apparemment de s'effacer devant Hua Guofeng, l'accord entre la tendance gestionnaire et la ligne néomaoïste permet à la Chine de s'orienter vers une nouvelle politique économique dans la voie des « Quatre Modernisations » proposée par Zhou Enlai en 1975. En fait, la lutte pour le pouvoir a déjà commencé entre les deux hommes. Elle aboutit à une victoire rapide de Deng Xiaoping : au III^e plénum du Comité central du P.C.C., en décembre 1978, Hua Guofeng et ses partisans doivent faire leur autocritique. La tendance gestionnaire et pragmatique l'emporte définitivement sur les derniers héritiers de Mao Zedong.

Les « Quatre Modernisations » et l'ouverture de la Chine (1978-1992)

● La réforme économique

Avec Deng Xiaoping s'ouvre depuis décembre 1978 une ère de profondes réformes économiques qui vont rapidement bouleverser le pays. Cette nouvelle politique, dite de modernisation, prend sur bien des points le contre-pied du système antérieur : réhabilitation de la notion de profit avec notamment la réintroduction d'un petit marché libre, puis d'un véritable secteur privé ; assouplissement de la planification et mise en place du « système de responsabilité », liant plus directement la rémunération à la production, permettant ainsi le retour à l'exploitation familiale en agriculture et une large autonomie de gestion aux dirigeants d'entreprise ; ouverture de la Chine aux techniques et aux capitaux étrangers (surtout occidentaux).

Jusqu'en 1984-1985, l'accent est surtout mis sur la décollectivisation des campagnes, entraînant la disparition des communes populaires. Le retour à l'exploitation familiale et la commercialisation des produits agricoles provoquent une augmentation spectaculaire de la production et des revenus paysans entre 1979 et 1985. Cette libéralisation des campagnes s'étend d'ailleurs aux autres activités économiques (artisanat, commerce, transports, petites industries rurales) alors que dans le secteur urbain et industriel, les réformes restent très limitées : plus grande autonomie de décision accordée à quelques entreprises d'État, création en 1979 de quatre « zones économiques spéciales » (Z.E.S.) dans les provinces méridionales, des zones franches pour attirer les investisseurs étrangers grâce notamment à des exonérations fiscales, des exemptions douanières.

En octobre 1984, le III^e plénum du XII^e Comité central du P.C.C. décide d'étendre cette politique de modernisation à l'ensemble de l'économie chinoise, notamment au secteur urbain. Le champ de la planification est considérablement réduit (on supprime, par exemple, les livraisons obligatoires de quotas de produits agricoles à l'État) et on libéralise progressivement les prix agricoles et industriels. Dans les villes, la restructuration du pouvoir dans les entreprises en 1984 et la généralisation du « système de responsabilité » en 1987 transforment le secteur industriel où se développe la concurrence. L'autofinancement, les prêts bancaires et les inves-

tissements étrangers (ouverture de quatorze autres villes côtières aux capitaux extérieurs en 1984) prennent le relais des subventions gouvernementales. Ces réformes se traduisent aussitôt par une nette augmentation de la production, notamment industrielle, et par une élévation d'ensemble du niveau de vie de la population, mais aussi par une forte hausse des prix, un lourd déficit du commerce extérieur (en raison d'une brusque augmentation des importations) et une accentuation des déséquilibres régionaux entre les provinces en plein développement et celles restées en grande partie à l'écart de ces transformations.

Un moment ralenties par un net durcissement du régime suite aux graves événements de Tian An Men en 1989, les réformes vont reprendre dès le début de l'année 1992 à la suite d'un voyage de Deng Xiaoping dans les provinces méridionales, louées pour leur réussite économique. Entérinées par le XIV^e congrès du P.C.C. en octobre 1992, elles donnent naissance à une notion nouvelle, « l'économie de marché socialiste », expression qui sera même introduite dans la Constitution en mars 1993.

● Le « socialisme à la chinoise »

Ces réformes pragmatiques, remettant largement en question le caractère socialiste de l'économie du pays, affectent en profondeur toute la société chinoise. Dans les campagnes, la disparition des communes populaires, le retour à l'exploitation familiale et l'amélioration générale du niveau de vie ont bouleversé la société rurale, accentuant les disparités régionales et sociales, provoquant d'autre part une renaissance des pratiques et des croyances du passé. La réforme de l'agriculture a créé des nouveaux paysans riches et des nouveaux pauvres : ces derniers, moins assistés depuis la disparition des structures collectives, émigrent vers les grandes villes, déjà surpeuplées, ou vont grossir les « petits bourgs », agglomérations d'environ 10 000 habitants qui se développent dans les régions les plus riches du pays. Au plan des mentalités, on voit renaître, dans les campagnes, les cultures et rites ancestraux, les vieilles coutumes, les rivalités traditionnelles entre villages voisins, les solidarités familiales ou claniques, l'autorité patriarcale et l'opposition sexiste (déclin du rôle et du statut de la femme). La politique de planification des naissances adoptée au début des années 1970 (un enfant unique par famille) y est mal appliquée, ou donne lieu à des pratiques inhumaines (de nombreuses fillettes tuées à la naissance pour laisser aux couples la possibilité d'avoir un héritier mâle). Dans

les campagnes, la politique de « modernisation » s'accompagne d'un incontestable retour à de nombreuses structures et valeurs traditionnelles.

Dans les villes, au contraire, les réformes économiques ont provoqué ou accéléré une évolution de la société urbaine chinoise traditionnelle vers une société moderne fortement influencée par le capitalisme et l'occidentalisation. Le développement des industries, du commerce et des « petits métiers », la hausse des salaires et du niveau de vie (malgré une forte inflation), la relative abondance de biens de consommation (locaux ou importés) ont transformé la vie du citoyen chinois. Mais cette réforme a aussi entraîné l'apparition ou le développement de nombreux trafics, de la délinquance et de la criminalité, ainsi que le retour de la corruption administrative.

Cette nouvelle société chinoise, plus soucieuse de modernisation et d'améliorations matérielles que d'idéologie, reste officiellement socialiste, malgré le retour en force des traditions confucéennes et de nombreux emprunts au capitalisme occidental. Une très relative libération religieuse et culturelle du régime, depuis le début de l'ère Deng Xiaoping, n'empêche pas cette immense société de rester « *en liberté surveillée* » (Marie-Claire Bergère) sous le contrôle bureaucratique du tout-puissant parti communiste.

● La Chine s'ouvre au monde extérieur

La nouvelle politique économique chinoise depuis 1978 s'est accompagnée d'une ouverture plus large sur le monde extérieur, en particulier vers l'Occident : accord commercial avec la C.E.E. dès février 1978 ; traité de paix et d'amitié avec le Japon en août 1978, suivi d'un important accord financier et commercial ; établissement de relations diplomatiques officielles avec les États-Unis en décembre 1978, suivi d'une série d'accords de coopération scientifique et technique ; entrée de la Chine au F.M.I. en avril 1980 ; accord avec le Royaume-Uni en 1984 sur l'avenir de Hong Kong (qui doit redevenir chinois en juillet 1997) ; nouveau traité économique avec le Japon en août 1988... Cette politique d'ouverture ne sera guère interrompue que par des sanctions économiques prises contre la Chine après la répression du mouvement étudiant en juin 1989. Mais, comme la C.E.E., la plupart des puissances industrielles ont repris leurs relations financières et commerciales avec la Chine dès 1990 : un marché de plus d'un milliard de consommateurs éventuels ne peut être longtemps tenu à l'écart au nom de grands principes.

« L'ouverture » de la Chine

■ Zone franche (Zone économique spéciale)

○ Port ouvert avec zone de développement économique et technique



Cette ouverture économique vers l'Occident a entraîné un rapprochement politique de la République populaire de Chine avec des pays longtemps considérés comme des ennemis irréductibles (le Japon et les États-Unis). Cette évolution de la diplomatie chinoise s'explique également par la persistance de ses mauvaises relations avec l'URSS jusqu'au début des années 1980 : la tension sino-soviétique dans le Sud-Est asiatique a même provoqué une courte guerre entre la Chine et le Vietnam (pro-soviétique) en 1979. Mais, depuis l'automne 1982, tout en recherchant toujours une coopération économique avec les puissances occidentales, la Chine tente de rééquilibrer sa politique extérieure en affirmant sa solidarité avec les pays du tiers-monde et en reprenant le dialogue avec l'Union soviétique en 1984. L'impact

des massacres de Tian Anmen en juin 1989 va cependant provoquer un net refroidissement de ses relations avec les puissances occidentales au début des années 1990.

L'impossible démocratisation ?

● Une « démaoïsation » limitée et contrôlée (1978-1986)

La victoire de Deng Xiaoping sur Hua Guofeng en décembre 1978 semblait annoncer non seulement une grande politique de réforme économique (« les Quatre Modernisations ») mais aussi une libération, voire une démocratisation du pays. Mais la « démaoïsation » de la Chine, symbolisée par la réhabilitation posthume de Liu Shaoqi en février 1980, ne va s'effectuer que très lentement et très prudemment, au fur et à mesure de l'élimination politique des adversaires de la ligne pragmatique et gestionnaire.

Peu à peu, les partisans de Deng Xiaoping s'emparent des principaux leviers de commande du pays et Hua Guofeng doit progressivement abandonner toutes ses fonctions : Zhao Ziyang le remplace en septembre 1980 au poste de Premier ministre et Hu Yaobang, nouveau secrétaire général du P.C.C. depuis février 1980, lui ravit la présidence du parti en juin 1981. De plus en plus isolé au sein du Comité central, Hua Guofeng n'est même pas réélu au bureau politique après le XII^e congrès du P.C.C. en septembre 1982 et disparaît de la scène politique. Même en semi-retraite à cause de son grand âge (il est né en 1904), Deng Xiaoping tient bien désormais entre ses mains toutes les rênes du pays.

Mais, contrairement aux réformes économiques, les réformes politiques du début de « l'ère Deng Xiaoping » restent très modérées, se limitant à une restructuration de l'appareil administratif du pays afin de le rendre plus efficace en août 1980 et à une tentative de rééquilibrage entre le parti communiste et l'État (au bénéfice de ce dernier) en 1982. La relative libéralisation du régime, qui se manifeste notamment par la réhabilitation des victimes du maoïsme, ne va pas jusqu'à l'acceptation d'une véritable démocratisation : un jeune contestataire, Wei Jinsheng, qui avait osé réclamer, dès décembre 1978, une « cinquième modernisation », c'est-à-dire la démocratie, est condamné à 15 ans de prison pour trahison et activité contre-révolutionnaire.

Jusqu'en 1986, la Chine ne connaît qu'une « démaoïsation » limitée et contrôlée par le P.C.C. avec une alternance de petites accélérations et de sérieux coups de freins. Ainsi après un bref « printemps de Pékin » en 1979, pendant lequel le régime semble tolérer une certaine liberté d'expression, les écrivains contestataires sont-ils rapidement rappelés à l'ordre et les chefs du « mouvement démocratique » réduits au silence. En 1983 est lancée une grande campagne contre la « pollution spirituelle », suivie en 1985 d'une autre campagne contre la « littérature polluante », c'est-à-dire contre les mauvaises influences occidentales auxquelles on attribue, par exemple, le développement de la délinquance et de la criminalité.

● **Contestation, répression et « normalisation » (1986-1993)**

Parmi les mauvaises influences diffusées par le « libéralisme bourgeois » figure naturellement la démocratie dont la vieille garde des dirigeants communistes chinois ne veut absolument pas entendre parler. Lorsqu'au printemps 1986, Deng Xiaoping envisage un nouveau programme à long terme de « réformes des structures politiques », de vives discussions opposent les cadres du P.C.C, eux-mêmes divisés entre conservateurs et réformistes, à des membres de l'*intelligentsia* communiste comme l'astrophysicien Fang Lizhi, le « Sakharov chinois ». Ces derniers, soutenus par les étudiants, réclament « plus de liberté et de démocratie ». Fin décembre, d'importantes manifestations étudiantes à Shanghai et à Pékin provoquent une première crise politique avec la « démission » du secrétaire général du P.C.C, Hu Yaobang, jugé trop libéral par les conservateurs communistes, et son remplacement par le Premier ministre Zhao Ziyang en janvier 1987.

Celui-ci fait adopter à l'automne 1987, par le XIII^e congrès, une révision des statuts du parti, réforme essentiellement administrative entraînant fort peu de démocratisation des institutions. Elle ne met pas fin à la contestation qui se poursuit, notamment dans les milieux intellectuels. La mort de Hu Yaobang, le 15 avril 1989, provoque de nouvelles manifestations étudiantes en faveur de la libéralisation du régime. La venue de Mikhaïl Gorbatchev à Pékin, en mai, amplifie la contestation qui s'étend à d'autres catégories sociales et à d'autres villes chinoises. Pendant plusieurs semaines, des centaines de milliers de manifestants réclamant liberté et démocratie défient un pouvoir politique divisé entre partisans du dialogue, comme le secrétaire général du P.C.C. Zhao Ziyang, ou de

la répression, comme Deng Xiaoping et Li Peng (Premier ministre depuis novembre 1987).

La ligne dure l'ayant finalement emporté au sein du parti, l'armée intervient pour rétablir l'ordre. Dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, les blindés dégagent brutalement la place Tian Anmen à Pékin, haut lieu des manifestations étudiantes (plus d'un millier de morts) et une sévère répression frappe le pays, provoquant une vague de protestations dans le monde. Jugé à son tour trop libéral avec les étudiants en révolte, Zhao Ziyang est destitué de son poste de secrétaire général du P.C.C, le 24 juin, et remplacé par un technocrate proche de Deng Xiaoping, Jiang Zemin. Élu peu après président de la commission militaire centrale (c'est-à-dire chef de l'armée chinoise), puis confirmé dans ses fonctions par le XIV^e congrès du P.C.C. en octobre 1992, il devient assez rapidement le nouvel homme fort du pays.

Le tiers-monde dans la tourmente économique et financière (1970-2000)

La crise mondiale des années 1970 a mis en évidence l'hétérogénéité du tiers-monde. Jusqu'en 1980, le recours à un crédit international abondamment alimenté a permis à de nombreux pays en voie de développement d'amortir les effets des chocs pétroliers. D'autre part, un petit groupe de nouveaux pays industriels, les N.P.I., a bénéficié de la délocalisation d'entreprises du monde capitaliste industrialisé en crise. Cependant la condition de nombreux pays du tiers-monde se détériore nettement au cours des années 1980, en particulier du fait d'un excès d'endettement qui conduit les créanciers à imposer aux débiteurs des politiques d'ajustement structurel, tandis que les exportateurs de pétrole subissent un effondrement des prix de l'or noir. L'endettement provoque une grave récession économique, mais les dures réformes imposées par le F.M.I. créent à terme les conditions d'un renouveau encore très inégal et fragile à la fin du ^{xx}e siècle.

Le tiers-monde à l'épreuve de la crise des années 1970

● Une croissance déséquilibrée et fragile (1970-1990)

Les pays du tiers-monde ont ressenti la crise des années 1970 selon des modalités et des rythmes différents. Les tableaux ci-dessous montrent que, dans les années 1970, les pays en développement ont mieux résisté à la récession que les pays industrialisés, pour des raisons diverses. Certains ont réussi à préserver leur croissance grâce à la revalorisation des cours des matières premières, cas exemplaire des pays du Moyen-Orient et aussi de certains pays latino-américains exportateurs de pétrole (Venezuela, Mexique) : ils ont accumulé en quelques années un pactole impressionnant et l'O.P.E.P. a même donné le sentiment de former un nouveau pôle d'influence dans les relations internationales. En outre, mettant à profit le désarroi des nations industrielles et recourant au crédit international, un petit peloton des nouveaux pays industriels (N.P.I.), en Amérique latine et en Asie réussissait une percée remarquable sur les marchés de la planète, au prix d'un endettement considérablement alourdi entre 1970 et 1980. En revanche, l'inflation y est plus forte que dans les pays industriels, le recours à la création de monnaie libérée des contraintes du F.M.I. permettant de satisfaire un peu mieux une forte demande, dopée par la croissance démographique dans des pays où les besoins essentiels ne sont pas tous satisfaits, loin s'en faut.

Croissance économique dans les pays en développement en pourcentage annuel moyen (1970-2000)

	1970-1980	1980-1990	1990-2000
Monde	4,2	3,4	3,2
Pays industrialisés	3,6	3,2	2,7
Pays en développement	5,5	4,1	5,6
DONT			
Afrique	3,6	2,4	2,4
Asie	5,1	6,9	7,5
Amérique latine	6,1	1,5	3,4
Moyen-Orient	6,4	2,7	3,9

Inflation dans les pays en développement en pourcentage annuel moyen (1970-2000)

	1970-1980	1980-1990	1990-2000
Pays industrialisés	9	5,2	2,3
Pays en développement	16,9	41,8	28,1
DONT			
Afrique	13,6	17,4	24,5
Asie	10,9	8	7,5
Amérique latine	38,3	151,7	64,9
Moyen-Orient	12,8	18,7	11,8

Dette extérieure totale des pays en développement de 1970 à 2000, en milliards de dollars courants

	1970	1980	1990	2000
Ensemble des PED	72,8	618,7	1458,5	2498,5
Afrique	6,9	72,5	184,4	217,3
Asie	33,5	110,2	331,9	663,3
Amérique latine	32,5	232	449,2	763,2
Moyen-Orient	4,8	59,9	186,4	292,3

Part des pays en développement dans les exportations mondiales (en pourcentage du total)

	1980	1990	2000
Total mondial en milliards de dollars	1088	2431	5442
DONT (en % du total)			
Pays industrialisés	67	71,4	67,4
Ensemble des PED	33	28,6	32,6
Afrique	4,3	2,6	1,7
Asie	7,3	12,1	17,9
Amérique latine	5,2	4,1	5,1
Moyen-Orient	10,6	3,8	2,8

L'État du monde, La Découverte, éditions 2004 et 2005.

Dans l'ensemble des exportations mondiales, la part des pays en voie de développement, gonflée par la hausse des cours pétroliers, est passée de 20 à 33 % entre 1973 et 1981, tandis que leur part des importations mondiales a culminé à 28,7 % en 1983 (contre 19 % en 1973).

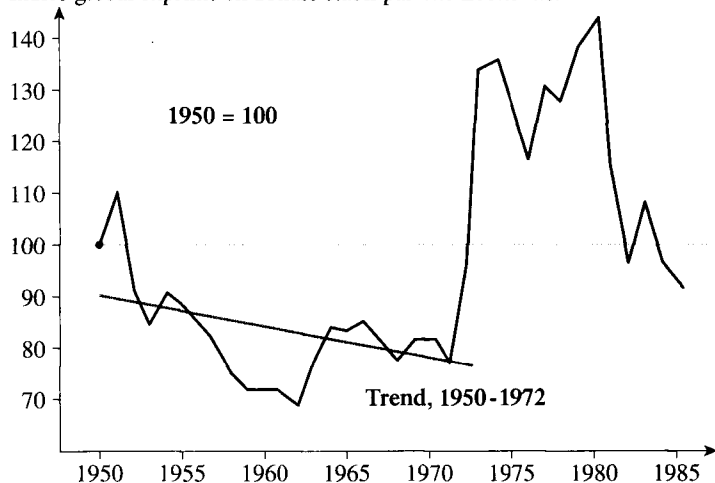
● Le retournement conjoncturel des années 1980

On mesure aisément dans les tableaux ci-contre la détérioration de tous les critères économiques des pays en développement dont la croissance fléchit (tout en restant un peu supérieure à celle des pays industrialisés), dont les prix s'envolent en ignorant la désinflation des années 1980, dont la dette fait plus que doubler en une décennie, et dont la part dans le commerce international recule sensiblement. La succession du second choc pétrolier, de la crise de l'endettement puis du contre-choc pétrolier ont fait des années 1980 une « décennie perdue » pour le tiers-monde. Parmi les pays à faible revenu, ceux d'Asie ont alors mieux résisté que ceux de l'Afrique subsaharienne ; les pays à revenus intermédiaires ont été plus frappés que les autres par le deuxième choc pétrolier car leurs industries consommaient déjà beaucoup d'énergie. Très sensibles à l'inflation du fait de la permanence des pénuries et du creusement brutal des déficits publics, les pays du tiers-monde, particulièrement ceux d'Amérique latine, ont connu une hyperinflation dans les années 1980, alors que les pays développés réussissaient à maîtriser la hausse de leurs prix. Affectée par le recul des produits agricoles et des matières premières dans le commerce international (leur valeur globale a chuté du tiers au quart des échanges de marchandises entre 1970 et 1990), la part du tiers-monde est retombée au cinquième des échanges mondiaux à la fin des années 1980.

Le reflux a été particulièrement marqué pour les pays membres de l'O.P.E.P., doublement victimes de la chute des prix et de la contraction des volumes vendus (les revenus pétroliers de l'O.P.E.P. ont chuté de 281 à 158 milliards de dollars entre 1980 et 1983). Cependant, la dégradation du cours des produits de base a eu pour effet de modifier la structure des exportations du tiers-monde : à partir de 1986, les biens manufacturés l'emportent sur les produits bruts dans la composition de leurs ventes ; ce renversement de situation s'explique aussi par la réussite commerciale des « nouveaux pays industriels », car le fossé s'est creusé à la faveur de la crise entre les pays qui semblent avoir réussi à amorcer un processus durable de développement et ceux qui sont retombés ou se sont enfoncés davantage encore dans le sous-développement.

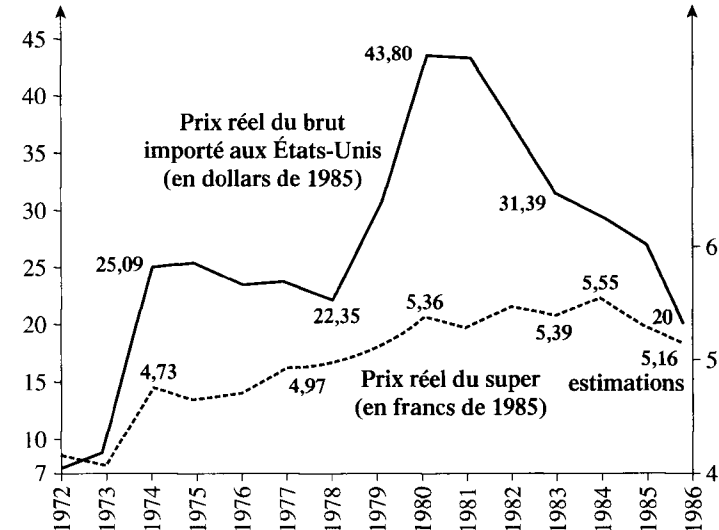
Le prix du pétrole brut de 1972 à 1986

Indice global exprimé en dollars établi par *The Economist*



Dollars/baril

Francs/litre



Y. Trotignon, *Les Pays en développement face au xx^e siècle*, Dunod, 1987.

La crise de l'endettement des années 1980 : une décennie perdue pour le tiers-monde

● L'endettement excessif du tiers-monde

La crise de l'endettement qui a ébranlé l'édifice des finances mondiales illustre la dégradation de la situation du tiers-monde dans les années 1980.

Les origines de la montée de l'endettement du tiers-monde dans les années 1970 résident dans la conjonction des besoins croissants de financement des pays en développement et des libéralités exceptionnelles des grandes banques privées en matière de crédit international, au moins jusqu'en 1979. Les motifs d'emprunt ont été multiples et plus ou moins justifiés. Pour les P.V.D. importateurs de pétrole, il a d'abord fallu emprunter pour régler une facture pétrolière portée par le second choc pétrolier à 67,5 milliards de dollars en 1980 ; il a aussi été nécessaire de faire appel au crédit pour financer une croissance économique demeurée forte dans les années 1970. Le recours à l'emprunt est devenu nettement plus stérile lorsqu'il s'est agi d'importer des armements pour alimenter les guerres intestines de la corne de l'Afrique et du Moyen-Orient, et franchement contestable lorsqu'il n'avait d'autre but que de satisfaire les dépenses somptuaires des potentats locaux ou de donner aux oligarchies du tiers-monde les moyens de participer à la spéculation sur les places boursières du monde développé (cette « fuite des capitaux » aurait ainsi porté sur 300 milliards de dollars entre 1974 et 1985, dont la moitié à partir des États latino-américains vers les États-Unis).

Mais la spirale de l'endettement se serait vite enrayée si les banques privées dispensatrices des crédits internationaux n'avaient disposé de larges disponibilités fournies par le recyclage d'une partie importante des pétrodollars, et si elles n'avaient bénéficié dans le même temps d'une très large liberté de manœuvre du fait de la dislocation du système monétaire de Bretton-Woods et de la quasi-disparition des pouvoirs de contrôle du F.M.I. (Fonds monétaire international). Alors que les banques poussaient à l'emprunt en misant sur la garantie offerte par la croissance et les ressources naturelles des P.V.D., la montée initialement imprévue de l'inflation rendait parfois négatifs les taux d'intérêts réels, stimulant encore la demande de prêts. De 72,8 milliards de dollars en 1970,

la dette du tiers-monde bondit à 618,7 milliards de dollars en 1980 et à 626 milliards de dollars en 1982, quand au mois d'août, le Mexique révèle brutalement qu'il se trouve dans l'incapacité de faire face à ses échéances ; la plupart des débiteurs le suivent, ouvrant une crise financière majeure.

Les motifs de l'éclatement de la crise des remboursements ne tiennent pas seulement au montant élevé que la dette a atteint en une décennie ; ils proviennent aussi de la structure de cet endettement, majoritairement consenti à court terme et le plus souvent à taux variable, conditions imposées par les banques privées désormais soucieuses de se prémunir contre les aléas d'un avenir que la crise a rendu très imprévisible. Or, à partir de 1979, Paul Volcker, le nouveau président de la Banque centrale des États-Unis (le *Fed* : *Federal Reserve Board*) a pratiqué un monétarisme rigoureux en limitant la croissance de la création monétaire et en laissant monter à des niveaux rarement atteints les taux d'intérêt réels, alourdissant brutalement les remboursements des prêts à taux variable. En parallèle, la montée du cours du dollar augmente automatiquement l'encours de la dette en monnaie nationale. Face à cette aggravation du service de la dette, les ressources des débiteurs s'épuisent du fait de la récession de 1981-1982 qui contracte brusquement les marchés des pays industrialisés, tandis que les cours des produits de base s'affaissent, y compris ceux du baril de pétrole brut (qui, après avoir dépassé les 30 dollars en 1980 retombent à 10 dollars en 1986).

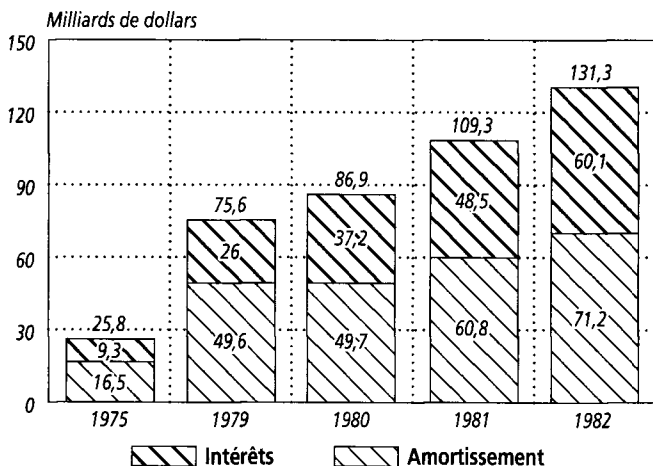
En 1988, les cours des produits de base ont retrouvé leur plus bas niveau du ^{xx}e siècle, celui de la Grande dépression des années trente, ce qui entraîne une brutale détérioration des termes de l'échange des pays en voie de développement, lesquels subissent en conséquence une sévère amputation de leurs moyens de paiement.

Menacées de faillite par la carence de leurs débiteurs, les banques privées réduisent des trois quarts les volumes de leurs prêts entre 1981 et 1983 ; elles s'efforcent en même temps d'obtenir la reprise des remboursements par des procédures de rééchelonnement de la dette, négociées sous l'égide du F.M.I., qui retrouve alors son autorité en matière de rétablissement des comptes publics des États en difficulté financière.

● Les conséquences économiques de l'endettement du tiers-monde

Les conséquences de ce retournement de situation sont tragiques pour l'économie des débiteurs. Les données du tableau qui suit montrent comment le fardeau de la dette contribue à interrompre la croissance des dix pays les plus lourdement endettés, qui cumulent, en 1985, 40 % de l'endettement total des pays en voie de développement. Alourdi par des intérêts dont le montant excède nettement celui du capital remboursé, le service de la dette absorbe une part importante de leurs recettes d'exportation. Ces pays prennent en conséquence des mesures radicales pour tenter d'honorer au moins partiellement leurs engagements : augmentation des exportations et réduction des importations au détriment de la consommation intérieure, réduction de l'investissement, qui hypothèque l'avenir, alors que la récession se lit déjà dans la stagnation ou l'évolution négative des P.N.B. C'est la condition pour obtenir une renégociation de la dette, mais on voit mal comment cette cure d'austérité pourrait leur permettre de rembourser complètement leurs créanciers.

Évolution et transformation de la dette du tiers-monde entre 1975 et 1982 : le poids des échéances



**Le poids de la dette des 10 PED les plus touchés
au milieu des années 1980**

	Encours de la dette en 1985		Service de la dette 1985-1987		Intérêts/ Exportations en 1985
	Total (%)	Source privée	Total	Intérêts	
Argentine	50,8	86,8	20,4	12,7	25,4
Brésil	107,3	84,2	39,7	28,0	38,2
Chili	21,0	87,2	9,2	5,0	42,9
Colombie	11,3	57,5	6,4	2,5	16,4
Mexique	99,0	89,1	44,4	27,2	34,1
Maroc	14,0	39,1	6,0	2,4	12,7
Nigeria	19,3	88,2	9,1	3,1	12,1
Pérou	13,4	60,7	5,2	3,1	7,9
Philippines	24,8	67,8	9,5	4,9	12,3
Venezuela	33,6	99,5	17,8	7,8	10,4
Total	394,5		167,7		

Il n'empêche qu'en 1985, les pays du tiers-monde versent 134 milliards de dollars au titre de l'amortissement de la dette alors qu'ils ne reçoivent que 84 milliards de dollars d'apports nets, ce qui signifie que les pays pauvres financent les pays riches à hauteur de 50 milliards de dollars ! De 1983 à 1990, les P.V.D. ont transféré en moyenne 21,5 milliards de dollars chaque année vers leurs créanciers du Nord. Il est clair que le règlement de la question de la dette appelait des solutions autrement ingénieuses et surtout plus réalistes.

Les conséquences économiques de l'endettement

	Balance commerciale en 1984 : solde	Taux de croissance annuels moyens (1980-1984)				Montant de la dette renégociée entre 1983 et 1985
		PNB	Exportations	Importations	Investissements	
Argentine	3,9	-1,6	3,6	-14,7	-16,8	18,6
Brésil	13,1	0,1	10,8	-7,3	-8,6	13,4
Chili	0,3	-1,4	0,7	-4,2	-11,6	9,4
Colombie	0,3	-1,8	0,8	2,4	2,4	-
Mexique	12,8	-1,3	10,5	-14,5	-10,1	73,7 (48,7 en 1985)
Maroc	-1,4	2,5	4,1	-1,0	-2,7	3,2
Nigeria	3,0	-4,7	-13,3	-12,1	-19,3	3,0
Pérou	1,0	-0,7	-0,6	-10,8	-5,3	3,4
Philippines	-0,7	0,8	3,6	-4,8	-12,4	6,6
Venezuela	8,0	-1,8	-3,8	-19,3	-15,6	20,7

Sources : *Banque mondiale* et *Le courrier ACP-CEE*, n° 97, mai-juin 1986, Commission des Communautés européennes.

● La difficile maîtrise de la dette du tiers-monde

Les solutions permettant de maîtriser le problème de la dette du tiers-monde ont été progressivement mises au point durant les années 1980. Avec l'aide du F.M.I., les banques créancières ont d'abord utilisé la méthode du rééchelonnement qui consiste à renégocier les conditions de remboursement dans le triple sens d'une consolidation de la dette par allongement de la durée de l'amortissement des emprunts, d'une suspension provisoire des échéances (moratoire) et d'une révision des taux d'intérêt. Cette recette utilisée en urgence pour éviter une rupture catastrophique du système bancaire international présentait toutefois le grave inconvénient de ne pas aller au-delà d'un report des difficultés à plus tard, tout en imposant aux débiteurs des politiques d'ajustement structurel qui les plongeaient dans la récession, annihilant par avance leurs capacités de paiement. Il est donc vite devenu nécessaire d'imaginer des plans plus efficaces de maîtrise de la dette.

Dès 1985, le secrétaire au Trésor des États-Unis, James Baker, élabore un projet qui fonde les exigences des créanciers sur la reprise

de la croissance dans le tiers-monde. Le plan Baker ne vise que quinze pays débiteurs choisis pour l'importance de leur endettement et leur volonté d'honorer leurs engagements par l'adoption de politiques économiques libérales (ces « bons élèves » appartiennent pour la plupart au continent latino-américain) ; il préconise l'octroi de nouveaux prêts par la Banque mondiale et par les banques privées, invitées à fournir 20 milliards de dollars supplémentaires. Utilisés dans le cadre de politiques économiques rigoureuses mais orientées vers la croissance, ces nouveaux apports de fonds devaient fournir à terme les moyens d'amortir la dette, qu'il n'était donc pas question d'annuler. La difficulté est que, rendues méfiantes par la carence de leurs débiteurs depuis 1982, les banques privées n'ont fourni qu'une partie insuffisante des prêts nécessaires à la réussite du plan.

Pour sortir de l'impasse, il a donc bien fallu en arriver à admettre la nécessité d'une réduction, voire d'une annulation partielle ou totale des dettes. C'est en septembre 1988, au sommet de Toronto des pays les plus riches du monde, que le Président Mitterrand a proposé d'alléger la dette des pays pauvres à condition qu'ils mettent en place une gestion rigoureuse de leur économie ; la proposition ne concernait donc pas les pays à revenu intermédiaire qui cumulaient la majorité de la dette du tiers-monde. À titre d'exemple, la France annule en 1989 la dette publique que les pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne ont contractée à son égard (soit un encours de 20 milliards de francs) sans exiger de conditions particulières. L'exemple est peu suivi, le Président Bush abandonnant cependant la même année une partie de la dette de seize pays africains, mais sous condition de politiques d'ajustement structurel.

En 1990, le plan Brady (du nom du successeur de James Baker à la direction du Trésor américain) propose un compromis entre la solution Baker et les mesures d'allègement préconisées par la France ; il présente en particulier l'intérêt de s'appliquer à la dette privée des pays à revenu intermédiaire, mais il ne va guère au-delà d'une réduction des taux d'intérêt, sous le contrôle du F.M.I. qui exige en contrepartie des mesures d'assainissement fondées sur une politique conforme aux canons du libéralisme.

En réalité, la résorption de la dette se négocie au cas par cas depuis le milieu des années 1980, le « club » de Londres prenant en charge la renégociation des dettes privées tandis que le « club » de Paris s'emploie à gérer la réduction de l'endettement d'origine publique.

Cela signifie qu'en marge des négociations officielles, placées sous la surveillance du F.M.I. ou de la Banque mondiale, un véri-

table marché de la dette s'est développé, sur lequel il est possible de racheter aux banques qui les détiennent des créances nettement au-dessous de leur valeur nominale (parfois jusqu'à la moitié de celle-ci), puis d'acquérir dans les pays débiteurs des biens (ce sont souvent des entreprises privatisées) d'un montant équivalent à celui de la créance. Dans ce type d'opération, la banque créditrice se déleste à perte d'une créance douteuse, et le pays débiteur élimine une partie de sa dette, mais au prix de la cession d'une fraction de son patrimoine national. La multiplication de ces transferts ne peut qu'accroître la dépendance économique et financière du tiers-monde à l'égard des pays capitalistes développés, d'autant que le montant global de la dette des pays en développement ne cesse d'augmenter (déjà près de 1 500 milliards de dollars en 1990).

Un redressement économique inégal et fragile (1990-2000)

● L'amélioration de la situation financière

À partir de 1990, les pays en développement retrouvent un rythme de croissance économique plus soutenu bien que seulement comparable à celui des années 1970, encore insuffisant et trop irrégulier pour effacer rapidement les méfaits de la décennie perdue des années 1980.

Le règlement progressif de la question de l'endettement a constitué un facteur important, mais pas toujours suffisant, de l'assainissement des situations financières des économies en développement. En 1996, le F.M.I. a accepté d'élargir le champ de révision des échéanciers à des catégories de créances jusqu'alors exclues des procédures de rééchelonnement, et l'idée d'une annulation pure et simple de tout ou partie des dettes de certains États débiteurs a fait son chemin. C'est ainsi que les créanciers membres du « club » de Paris ont fait bénéficier les pays les moins avancés (P.M.A.), qui sont aussi les plus pauvres, d'une quasi annulation de leur dette publique. D'autres remises de dette relèvent de situations exceptionnelles, comme celui de l'Égypte qui a bénéficié de l'annulation de la moitié de sa dette en contrepartie de sa coopération avec l'Occident dans la guerre du Golfe en 1991.

Quoi qu'il en soit, la restructuration de la dette a favorisé le retour des prêts et des investissements étrangers, eux-mêmes facteurs de relance de la croissance des pays en voie de développement.

La tendance à la baisse des taux d'intérêt dans les années 1990 a d'ailleurs permis l'allègement du fardeau de l'endettement auprès des banques. En contrepartie, la structure de l'endettement international s'est profondément modifiée : aux emprunts bancaires sous garantie publique se sont substitués des flux de capitaux privés qui viennent se placer à plus ou moins long terme dans les pays débiteurs, avec le risque de déclencher un nouveau type de crise, non plus par une carence de remboursement de la dette comme en 1982, mais par de rudes secousses financières lorsque ces placements sont brutalement retirés d'un pays qui n'inspire plus confiance ; ce fut le cas pour le Mexique à la fin de l'année 1994, celui de nombreux pays de l'Asie en développement en 1997-1998, ou encore de l'Argentine en 2000. Ces retraits massifs produisent un « effet de trappe » qui sape les fondements de la monnaie, contraignant les gouvernements à entériner de fortes dévaluations accompagnées de plans de rigueur qui écrasent la consommation et freinent l'activité économique, malgré le coup de fouet donné aux exportations. Parfois, comme en Asie, ces crises mettent à nu les dysfonctionnements dus à la lourdeur des structures (*chaebols* coréens), ou à la mauvaise utilisation des capitaux (projets « pharaoniques » en Malaisie), quand ce n'est pas la corruption des milieux politiques (Philippines, Indonésie) qui détournent les richesses du pays au profit des clans au pouvoir.

● Une croissance honorable

Considérée globalement, l'évolution économique du tiers-monde a fait preuve d'un plus grand dynamisme que celle du monde industrialisé dans les dernières années du siècle. Certes, en 1991, la conjonction de la guerre du Golfe, de la désorganisation des économies socialistes et de la récession américaine provoque un ralentissement de la croissance du Sud (seulement 3,3 % contre une moyenne de 3,9 % pour les six années précédentes) ; mais dès 1992 s'amorce un redressement qui ramène le taux de croissance annuel moyen des P.V.D. aux alentours de 5 %, et même à plus de 6 % en 1994 et 1995 (contre 2,5 % dans l'O.C.D.E.). Cependant, les crises financières du Mexique (1994), de plusieurs pays émergents d'Asie (1997-1998). Le redressement puis la croissance du Sud s'appuient principalement sur trois séries de facteurs que les pays en développement ne sont pas toujours à même de très bien maîtriser.

– Le retour des capitaux privés (moins attirés entre 1990 et 1993 par les pays du Nord en récession), vers les pays en développement qui offrent des perspectives de croissance soutenue, qui ont

suffisamment assaini leurs finances pour inspirer confiance aux investisseurs étrangers, et qui ont engagé des réformes libérales sous la forme de privatisations d'entreprises, de déréglementation économique et d'ouverture de leurs frontières aux échanges extérieurs. On constate en effet que, depuis 1990, la balance des transferts financiers est redevenue globalement positive pour le tiers-monde (à hauteur de 124 milliards de dollars en 1994), essentiellement grâce aux apports de capitaux privés (173 milliards de dollars cette même année) qui représentent plus des trois quarts des entrées. Ces flux se sont ensuite taris à cause des crises financières de 1997-1998, de sorte que c'est désormais seulement le dixième des investissements directs à l'étranger (I.D.E.) qui se dirige vers le Sud, contre le tiers en 1960, le quart entre 1975 et 1985, et encore le cinquième en 1996.

– Le deuxième facteur favorable au retour de la croissance est la remontée des cours des produits primaires à partir du bas niveau atteint en 1993, hausse qui bénéficie successivement aux produits agricoles puis aux minerais métalliques et enfin au pétrole dont le baril se négocie en 1995 entre 18 et 20 dollars au N.Y.M.E.X. (marché à terme de New York), et dépasse les 30 dollars en l'an 2000. Ce phénomène cyclique (les fermetures de mines et le gel de terres qu'entraîne la chute antérieure des cours finissent par provoquer des effets de pénurie favorables à la remontée des prix) se trouve en l'occurrence soutenu par la crise des pays socialistes européens qui réduisent leur production et leurs exportations de produits bruts, par la stratégie financière des gestionnaires de fonds de placement (*hedge funds*) qui se dégagent partiellement des marchés obligataires en perte de vitesse pour reporter leurs avoirs sur les bourses de cotation des produits de base, mais aussi par la forte demande liée à la croissance de pays en développement très peuplés, comme la Chine et l'Inde.

– Enfin, un effet d'entraînement est produit par la confirmation et l'amplification du processus d'industrialisation des économies les plus avancées du tiers-monde (que l'on commence à qualifier d'« émergentes »), en Asie et en Amérique latine. Ces pays fournissent la part majoritaire de la croissance des pays en développement avec des taux annuels de l'ordre de 10 %, et ils stimulent les économies voisines (et souvent plus lointaines) par la place qu'ils occupent dans le commerce international.

Au terme de ces péripéties conjoncturelles, le bilan économique global du tiers-monde apparaît mitigé à la fin du xx^e siècle.

Par contrainte autant que par libre choix, les pays en développement se sont intégrés dans l'économie mondiale. Leur commerce extérieur représente désormais près de 40 % de leur P.I.B. contre 23 % en 1985, et les produits manufacturés forment les deux tiers de leurs exportations contre la moitié en 1985, de sorte qu'ils assurent le quart des exportations mondiales de produits industriels contre seulement 7 % au début des années 1970. Ils participent plus modestement et de manière plus instable aux flux financiers internationaux.

Selon un phénomène classique, la croissance a eu pour effet de creuser les inégalités entre les différentes régions du tiers-monde, et si certains pays, devenus membres de l'O.C.D.E. (Mexique en 1994, Corée du Sud en 1996), sont en passe de rattraper le niveau de vie des pays les moins riches du monde industrialisé, beaucoup d'autres peinent à sortir du sous-développement. En résumé, on constate qu'à côté des progrès confirmés d'une Asie en développement, se dessine un renouveau encore fragile de l'Amérique latine, tandis que la situation du continent africain reste des plus précaires.

Des évolutions régionales très contrastées : vers l'éclatement du tiers-monde

● Un modèle asiatique de développement ?

Les réussites pionnières de plusieurs pays d'Asie (Hong-Kong, Taiwan, Corée du Sud, Singapour) sont d'autant plus impressionnantes qu'elles n'étaient pas vraiment prévisibles au départ (surcharges démographiques écrasantes, graves divisions politiques, répartition très inégale des ressources), et qu'elles se fondent en outre sur des mutations structurelles qui annoncent (et parfois réalisent déjà) un véritable processus de développement. Bien que ce continent soit particulièrement diversifié, et que des régions entières continuent à y souffrir gravement du sous-développement (Afghanistan, Bangladesh) ou de la pauvreté (y compris en Chine et en Inde), des ressemblances apparaissent dans les stratégies de développement adoptées.

En premier lieu, il faut souligner que l'agriculture n'a jamais été sacrifiée à l'option industrielle, même lorsque la réussite en ce domaine pouvait inciter à l'abandon de l'effort agricole. Au contraire, les bienfaits des réformes agraires et des premières expériences de « révolution verte » ont été amplifiés grâce à l'allocation de moyens techniques

et financiers plus importants en faveur de populations rurales qui restaient attachées à la propriété d'une terre toujours garante de leur sécurité, dans des sociétés encore largement dépourvues de systèmes de protection sociale. Il est remarquable qu'un grand pays bénéficiaire de recettes pétrolières comme l'Indonésie n'ait pas pour autant négligé son agriculture, veillant au contraire à assurer son autosuffisance alimentaire. Les famines ont été résorbées pour l'essentiel, à l'exception de conjonctures exceptionnelles (inondations au Bengale, guerres récurrentes). Si le continent asiatique compte encore 528 millions de personnes sous-alimentées en permanence en 1990, c'est néanmoins 30 % de moins qu'en 1970, et cet effectif ne représente plus que 19 % de la population du continent contre 40 % vingt ans plus tôt. Cette relative réussite agricole a procuré le double avantage de réduire les charges financières de la dépendance alimentaire, et de permettre une certaine régulation de l'exode rural en fonction de l'essor industriel ; les réseaux d'approvisionnement internes ont par ailleurs exigé des moyens de transport assez efficaces pour réduire la désarticulation des activités, notamment en établissant des relations actives entre les campagnes et les villes.

En second lieu, la prise de conscience de la nécessité de maîtriser la croissance démographique dans un continent précocement surpeuplé a permis d'atteindre plus rapidement qu'ailleurs la fin de la transition démographique, au prix de politiques malthusiennes revêtant parfois un caractère brutal, comme en témoignent l'interdiction d'avoir plus d'un enfant par couple en Chine après 1979, ou les campagnes massives de stérilisation menées en Inde. L'indice de fécondité, qui était généralement supérieur à six enfants par femme en 1965, a fortement chuté depuis lors : il est à la fin du xx^e siècle de 1,2 en Corée du Sud, de 1,7 en Chine, de 3,1 en Inde, le Cambodge et le Laos faisant exception (indices respectifs de 4,5 et de 4,9). Même si l'inertie des mécanismes démographiques continue à gonfler les effectifs de la population, le ralentissement opéré facilite la prise de contrôle de nombreux déséquilibres, à commencer par celui du déficit alimentaire.

L'industrialisation a dès lors pu se réaliser sur des bases relativement équilibrées, selon la stratégie du soutien aux exportations inaugurée par Hong Kong dès le début des années 1950. Bientôt adopté par Taiwan, la Corée du Sud et Singapour, ce modèle d'industrialisation a permis dès les années 1960 une croissance économique soutenue, et procuré des excédents commerciaux. Il a induit le développement par ses exigences de compétitivité qui, au-delà des avantages salariaux, n'ont pu être satisfaites que grâce à une

production de qualité assurée par une main-d'œuvre de mieux en mieux formée. Les nouveaux pays industriels d'Asie deviennent dans ces conditions particulièrement attractifs pour les investissements en provenance des pays industrialisés, à l'exception toutefois de la Corée du Sud qui préserve son indépendance en misant sur ses propres ressources et sur le recours à un endettement international qui reste proportionné aux capacités de remboursement d'une économie particulièrement dynamique dans les années 1980.

En 1993, le rapport annuel de l'I.F.R.I. (RAMSES) montrait que l'élévation du niveau général d'éducation devenait aussi un puissant facteur de développement, mettant en particulier les jeunes femmes en situation de maîtriser leur fécondité, et favorisant d'autre part le progrès des forces sociales capables d'exiger la démocratisation de régimes originellement autoritaires (ce sont des révoltes d'étudiants qui ont fait progresser la démocratie en Corée au début des années 1990). Le même rapport infirme aussi l'idée selon laquelle l'extraversion de ces économies aurait accentué leur dualisme, car de nombreuses activités d'exportation ont suscité la création d'un véritable tissu industriel par le développement de la sous-traitance, aussi bien dans le domaine de l'électronique que, primitivement, dans celui du textile.

Accompagnant et orchestrant ces mutations, des politiques économiques cohérentes, souvent planifiées, ont permis de développer des industries de base (comme la sidérurgie ou la chimie lourde), puis de promouvoir des fabrications exigeant des techniques complexes ou avancées (construction navale en Corée, électronique surtout en Corée du Sud et à Taiwan), et d'alimenter des activités tertiaires (comme à Singapour, qui est devenu, dans les années 1970, la grande place financière de l'Asie en développement). À côté des articles peu élaborés (produits agricoles, fils et tissus, ouvrages en bois) qui dominaient de façon écrasante les exportations de ces pays dans les années 1960, sont apparues, à la fin des années 1980, des produits beaucoup plus sophistiqués (automobiles coréennes, composants électroniques à Taiwan, matériel de télécommunication à Hong-Kong, chimie organique et matières plastiques à Singapour). La Corée et Taiwan amorcent déjà leur entrée dans l'économie postindustrielle, la part de l'industrie dans l'emploi et la création de richesse ayant commencé à reculer au profit des activités tertiaires, notamment commerciales et financières.

Le modèle asiatique d'industrialisation n'est cependant pas sans limites. D'une part, les avantages salariaux qui l'ont soutenu s'estom-

pent progressivement, dans la mesure où la revalorisation des revenus, permise par la réussite du développement, détruit progressivement ce facteur de compétitivité alors qu'apparaissent de nouveaux concurrents comme la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines, et plus récemment la Chine et l'Inde. La crise de 1997 (voir page 73) qui s'est étendue à l'ensemble de l'Asie en développement a révélé les limites du « modèle asiatique », dépendant des fluctuations du dollar et du yen, tributaire des marchés internationaux de produits (forte contraction du marché mondial des composants électroniques), et de capitaux (retrait brutal de capitaux placés à court terme que leurs détenteurs rapatrient aux premiers signes de ralentissement économique). La crise de 1997 a aussi mis en lumière les faiblesses structurelles des entreprises, l'inefficacité des systèmes bancaires, la corruption des milieux politiques influents dans la vie économique, et finalement le manque d'efficacité d'économies dont la forte croissance tenait surtout à une surabondance de capitaux à faible rentabilité malgré une surexploitation de la main-d'œuvre. La sortie de crise a nécessité de profondes restructurations.

De surcroît, la coopération économique reste embryonnaire et hypothétique en Asie. En 1992, les pays membres de l'A.S.E.A.N. (Malaisie, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Brunei, Philippines) avaient formé le projet de concentrer davantage leurs échanges en Asie grâce à la construction d'une zone de libre-échange dans un délai de quinze ans. La crise de 1997-1998 qui a attisé la concurrence dans la région en a freiné la mise en œuvre, mais la rapide reprise économique en 1999-2000 devrait faciliter la relance de la coopération, d'ailleurs élargie au Myanmar (ex Birmanie), au Vietnam et au Laos. Le Japon apparaît comme le leader désigné des tentatives d'organisation économique de la région, mais son rôle directeur est déjà relayé par celui que jouent les quatre « dragons » à l'égard de la Malaisie ou de la Chine (formation de cadres et délocalisation des activités banalisées dans ces nouveaux pays en voie d'industrialisation rapide). Forte de sa puissante expansion, la Chine montre déjà son intention de ne pas abandonner au Japon le leadership régional en Asie orientale. Ces rivalités rendent difficile la construction d'un ensemble économique intégré comme en Europe, au-delà de zones de coopération étroitement localisées, dans une Asie hétérogène et travaillée par de multiples rivalités. L'APEC, sorte de forum qui associe les pays asiatiques (y compris la Russie) à l'Océanie et à l'Amérique, souligne l'hésitation entre mondialisation et organisation économique régionale.

● Le réveil de la Chine et de l'Inde

À la fin du ^{xx}e siècle, les performances économiques de la Chine, et secondairement de l'Inde, placent ces deux pays en situation de s'affirmer en Asie et dans le monde comme de grandes puissances du ^{xxi}e siècle, alors même qu'ils présentent encore en l'an 2000 des traits de sous-développement. Longtemps isolée du monde extérieur par le maoïsme qui avait fait le choix d'une croissance économique dirigiste autocentrée, et de ce fait soumise à une sorte d'endiguement de la part des pays capitalistes libéraux (c'était la vocation originelle de l'A.S.E.A.N.), la Chine a commencé à libéraliser son économie à la fin des années 1970. Vingt ans plus tard, elle multiplie les marques d'intégration dans l'économie mondiale négociant en particulier son entrée à l'O.M.C. et se voit progressivement reconnaître les critères caractéristiques d'une grande puissance. C'est le couronnement logique d'une croissance économique de l'ordre de 10 % par an, fondée sur un effort énorme d'investissement (40 % du P.I.B.), lui-même soutenu par un afflux de capitaux étrangers, pour la plupart en provenance de la diaspora chinoise, mais aussi du Japon. Lors du passage du ^{xx}e au ^{xxi}e siècle, on dénombre 420 000 entreprises étrangères présentes sur le territoire chinois, qui emploient 25 millions de salariés, assurent le quart de la production industrielle et 45 % des exportations de la Chine. L'activité économique se localise principalement dans la frange littorale où 14 « zones économiques spéciales » ont été créées : 14 % du territoire concentrent ainsi 41 % de la population chinoise qui réalisent 85 % de la production industrielle et assurent 90 % des exportations. La Chine devient un acteur important du commerce international. Elle importe du pétrole, des matières premières, de l'acier en grande quantité, mais dégage un excédent commercial grâce à ses ventes de jouets, de textiles et de produits électroniques comme les DVD, les téléphones cellulaires, les ordinateurs portables. La Chine détient d'importantes réserves de devises qui lui assurent l'autonomie financière et lui permettent d'intervenir sur les marchés de capitaux, notamment en achetant des obligations du Trésor américain. En se rapprochant de l'A.S.E.A.N. qui s'était créée dans les années 1960 pour faire barrage à son influence, la Chine contribue à renforcer la coopération à l'intérieur d'un pôle asiatique qui ne peut plus désormais être réduit au Japon et à quelques pays émergents comme Taiwan et la Corée du Sud. Shanghai et Hong-Kong (rétrocédée à la Chine avec un régime spécial en 1997) fonctionnent déjà comme des « villes globales »

qui prennent place dans le réseau mondial des métropoles influentes de l'économie planétaire.

L'émergence de la puissance de l'Inde qui ne s'est engagée dans la voie du libéralisme qu'à partir de 1991, en conséquence de la disparition de son partenaire soviétique, est beaucoup moins spectaculaire que celle de la Chine, mais ne comporte pas moins de promesses pour un avenir proche. Comme la Chine, l'Inde dispose d'une masse démographique qui atteint le milliard d'individus en l'an 2000, avec une structure par âges qui s'annonce particulièrement favorable à la production. Autre ressemblance, l'Inde dispose aussi de grandes capacités scientifiques et techniques en matière de construction de satellites ou d'électronique. Si le secteur industriel reste relativement étroit, les services productifs (services aux entreprises, télécommunications, banques, éducation et santé) jouent un grand rôle dans la croissance indienne et constituent des instruments de développement prometteurs pour l'avenir. En revanche, les exportations indiennes ne représentent encore que 10 % de la production, et portent surtout sur des produits alimentaires et des textiles dont les ventes sont toujours freinées par des Accords multifibres (A.M.F.) qui protègent les importateurs du Nord depuis 1974.

● **Le Moyen-Orient entre richesse pétrolière et contraintes militaires**

Aux marges occidentales du continent asiatique, le Moyen-Orient n'est pas vraiment parvenu à mettre au service de la croissance et du développement les quelque 2 500 milliards de dollars accumulés dans le dernier quart du xx^e siècle à partir de ses recettes pétrolières. Si cette fortune a permis quelques prises de participation spectaculaires dans des entreprises prestigieuses ou dans les buildings des centres-villes des grands pays développés, elle a pour l'essentiel été recyclée par l'intermédiaire des grandes banques occidentales, faute d'institutions financières régionales capables de gérer des masses de capitaux aussi importantes.

Fortement implantée autour du golfe Persique, l'O.P.E.P. a d'autre part longtemps échoué dans sa tentative de s'ériger en véritable cartel capable d'enrayer la chute des cours du baril de pétrole brut dans les années 1980. Si la politique de reconversion énergétique des pays développés et la concurrence des exportateurs de pétrole non membres de l'organisation (les « N.O.P.E.P. ») a contribué à cet échec, les dissensions internes de l'O.P.E.P. se sont durement répercutées dans la région, rendant inefficace la pratique des quotas de production décidée

en 1983 dans le but de restreindre l'offre de pétrole : tandis que les pays fortement peuplés comme l'Indonésie, l'Iran et l'Irak souhaitaient une hausse rapide des prix, les producteurs faiblement peuplés comme l'Arabie Saoudite, le Koweït ou les Émirats arabes unis (E.A.U.) prônaient une modération des cours, de manière à ne pas permettre la rentabilisation de gisements concurrents plus onéreux à exploiter.

Ces désaccords ont aigri les relations dans un Moyen-Orient depuis longtemps troublé par les ambitions concurrentes d'États aspirant à la puissance régionale, qui ont alors conduit à des affrontements destructeurs (guerre entre l'Irak et l'Iran dans les années 1980, puis guerre du golfe Persique à propos du Koweït en 1991 qui s'achève sans que soit réglée la question irakienne) ; les pays de la région sont devenus les principaux acheteurs d'armements dans le monde. Quant aux monarchies pétrolières conservatrices, dont le modèle est l'Arabie Saoudite, elles n'ont guère entrepris la modernisation de leurs sociétés, considérant d'ailleurs le modèle occidental de démocratie comme largement incompatible avec les exigences coraniques. Avec la chute brutale du prix du baril de pétrole brut en 1986, de nombreux exportateurs sont redevenus déficitaires et dépendants, d'autant que, sous couvert de l'O.N.U., les grandes puissances (et d'abord les États-Unis) ont renforcé leur rôle d'arbitre des tensions régionales. La guerre du Golfe, assumée par la technique militaire américaine mais financée en partie par les États de la région, a alourdi le poids des déficits publics, couverts par de nouveaux emprunts lancés avec la garantie offerte par les énormes ressources pétrolières régionales. L'Irak soumis à un embargo sur ses exportations de pétrole, est entré après sa défaite de 1991 dans une longue crise loin d'être achevée en l'an 2000. En marge du Golfe Persique dominé par l'enjeu pétrolier, la région reste tributaire de l'interminable conflit israélo-arabe dont les trêves sont sans cesse menacées par la renaissance de conflits localisés. Les contraintes militaires continuent de peser sur l'économie d'Israël et des États arabes voisins. À la charnière continentale de l'Asie et de l'Europe, la Turquie fait preuve d'un réel dynamisme économique et a réalisé, malgré des bases financières encore fragiles, des progrès suffisants pour qu'en l'an 2000 l'éventualité de son adhésion à l'Union européenne (avec laquelle elle forme depuis 1996 une union douanière) puisse être envisagée à moyen terme. De l'ouverture de négociations entre Bruxelles et Ankara dépend sans doute l'attitude des investisseurs internationaux qui hésitent à engager en Turquie les capitaux qui seraient pourtant nécessaires à la poursuite de son développement.

● Crise et renouveau de l'Amérique latine

Après une terrible décennie de marasme illustré par le surendettement, l'hyperinflation et la récession économique dans les années 1980, l'Amérique latine montre en effet des signes de renouveau au début des années 1990. Cependant, la fragilité financière, les problèmes posés par l'adoption d'une politique économique plus libérale, la gestion de relations particulièrement déséquilibrées avec leur puissant voisin nord-américain pèsent sur le redressement des économies latino-américaines qui semblent cependant retrouver une bonne santé économique à la fin du siècle. Les pays latino-américains, qui avaient connu une croissance soutenue entre 1950 et 1980, se sont trouvés pris dans le piège du surendettement par le second choc pétrolier : les pays importateurs ont emprunté pour financer des factures pétrolières en forte augmentation, et les exportateurs (Venezuela, Mexique) ont aussi recouru au crédit international pour mettre de nouveaux gisements en production, suivant une stratégie de croissance bientôt mise en échec par la baisse des cours du baril de pétrole brut. La récession consécutive au second choc pétrolier dans les pays développés a entraîné un recul de 8,5 % des recettes d'exportation des pays latino-américains en 1981-1982, les privant d'une partie importante des ressources nécessaires au paiement des échéances de la dette : la crise de l'endettement est alors en place, l'Argentine ajoutant aux difficultés communes à l'ensemble de la région la surcharge financière de la guerre des îles Malouines en 1982. L'hyperinflation est ensuite venue se greffer sur ces difficultés financières.

Le continent regroupait en 1985 sept des dix pays les plus endettés du tiers-monde. À l'intérieur, chaque gouvernement a recouru à la création monétaire pour combler des déficits budgétaires aggravés par le service de la dette, alimentant une inflation qui a parfois fini par échapper à tout contrôle (3 000 % d'augmentation des prix en Argentine en 1988 et au Brésil en 1989, le record appartenant cependant à la Bolivie avec une envolée des prix de 6 000 % en 1985 !). Des inflations galopantes de ce niveau anéantissent quasi instantanément les revenus et les avoirs monétaires, frappant de plein fouet les petites gens et les classes moyennes, et accentuant des inégalités sociales déjà très importantes. En conséquence, cette situation malsaine décourage les apports d'investissements étrangers (en recul de près de moitié par rapport aux années précédentes pour l'ensemble du continent latino-américain), tandis que s'amplifie au

contraire la fuite des capitaux locaux, mis en sûreté dans les grandes banques du monde développé (en 1987, les avoirs à l'étranger de l'Argentine et du Mexique représentent environ les trois quarts de leur dette vis-à-vis de l'extérieur, mais ce rapport n'est que de 18 % pour le Brésil). L'hyperinflation fait le lit de l'injustice et de la misère, aucune issue n'étant envisageable sans un retour à la maîtrise des prix qui implique lui-même un règlement du problème de la dette. Il reste que le gel de l'investissement, et même parfois le désinvestissement, a plongé l'Amérique latine dans un profond marasme, au point de faire reculer de 8 % le revenu disponible par habitant entre 1980 et 1989 !

C'est par la pratique du libéralisme économique accompagnée d'un retour à la démocratie politique que les pays latino-américains ont recherché les moyens du redressement financier et de la reprise de la croissance. De rudes thérapies libérales étaient au demeurant exigées par le F.M.I. et la Banque mondiale en contrepartie du rééchelonnement de la dette ; d'abord imposées dans le cadre des dictatures militaires, omniprésentes en Amérique latine au début des années 1980, ces options ont ensuite favorisé la restauration de régimes démocratiques plus conformes à la philosophie politique des grandes organisations internationales, comme aux principes néolibéraux exportés par les « Chicago boys », conseillers économiques envoyés par les États-Unis auprès de plusieurs gouvernements d'Amérique latine. La dictature militaire se retire plus ou moins complètement du continent, laissant la place à la reconstruction de la démocratie dès décembre 1983 en Argentine (élection de Raul Alfonsín), en 1985 au Brésil (Tancredo Neves puis José Sarney), entre 1988 et 1991 au Chili (date à laquelle Patricio Aylwin remplace le général Pinochet) et même au Paraguay où le général Stroessner quitte en 1989 le pouvoir qu'il occupait depuis 1954. Les guérillas s'apaisent progressivement en Amérique centrale, le président du Costa-Rica, Oscar Arias, recevant le prix Nobel de la paix en 1987 ; il est vrai que non loin de là, l'exil de Jean-Claude Duvalier (en 1986) n'a pas permis à Haïti de retrouver la paix civile indispensable à la lutte contre l'extrême pauvreté de l'île.

Les politiques d'austérité adoptées au milieu des années 1980 se sont traduites par la mise en œuvre d'une gamme de mesures libérales combinant la privatisation d'entreprises publiques pour renflouer le budget, la déréglementation économique et sociale pour attirer de nouveaux capitaux étrangers, la stabilisation de la monnaie en utilisant parfois le relais, au moins provisoire, d'une nouvelle

unité monétaire (*l'austral* en Argentine et *yinti* au Pérou dès 1985, le *cruzado* au Brésil en 1986). Le coût social de ces mesures rigoureuses s'est ajouté aux conséquences de la stagnation économique pour aggraver la condition des plus déshérités, en dépit des systèmes de protection sociale hérités des régimes de dictature populiste, tel le péronisme en Argentine.

Cependant, ces gestions rigoureuses et souvent douloureuses ont débouché à partir de 1990 sur une reprise de la croissance, particulièrement en Argentine (où l'hyperinflation a enfin été maîtrisée), au Mexique (dont les performances économiques sont remarquables de 1990 à 1994), et au Chili qui en est alors à redouter les effets de surchauffe que pourraient produire les réserves financières que le pays a réussi à accumuler. Ces bons résultats économiques ont provoqué un retour spontané des capitaux en provenance de l'étranger, essentiellement de l'Amérique du Nord, alors que ces flux financiers avaient largement déserté l'Amérique latine durant la décennie précédente.

Dernier signe de renouveau, les associations économiques régionales se reconstituent depuis 1990, à l'image du Mercosur établi le 26 mars 1991 dans le but de réaliser un marché commun entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Quant au Mexique, dont le renouveau économique paraissait alors particulièrement solide, il a conclu à partir de 1992 plusieurs accords qui l'ont fait entrer en 1994 dans l'A.L.E.N.A. (ou N.A.F.T.A.) marché commun d'Amérique du Nord regroupant déjà les États-Unis et le Canada.

Cette conjoncture favorable reste en réalité fragile, comme le montre la nouvelle crise financière que traverse à partir de 1994 le Mexique, innocente victime de ses efforts de redressement antérieurs qui ont abouti à une surévaluation du peso, handicap pour les exportations, alors que l'amélioration du niveau de vie de la population provoquait simultanément un accroissement des importations. La réapparition d'un déficit commercial dans ce pays encore lourdement endetté (129 milliards de dollars en 1994) a réamorcé un sentiment de méfiance attisé par les difficultés politiques mexicaines (campagne présidentielle marquée par l'assassinat du principal candidat, révolte populaire des Indiens du Chiapas) : les capitaux privés particulièrement volatils qui s'étaient placés récemment à Mexico ont commencé à quitter le pays (les détenteurs nationaux de capitaux n'hésitant pas à exporter les leurs), ce qui a eu pour effet d'aggraver le déficit extérieur et d'obliger le gouvernement à dévaluer le peso de 50 % entre décembre 1994 et avril 1995. Afin

d'enrayer les dérapages inflationnistes inhérents à toute dévaluation de cette importance, le gouvernement du président Zedillo a pris des mesures d'austérité qui ont aggravé la pauvreté (selon le F.M.I., la moitié de la population mexicaine se retrouve au-dessous du seuil de pauvreté et les classes moyennes sont menacées de prolétarisation), ce qui a eu pour effet d'asphyxier l'industrie nationale dont les principales branches (notamment l'automobile) ne tournaient plus qu'à 40 % de leurs capacités au premier semestre de 1995, entraînant sur l'année un recul de 4 % du P.I.B. mexicain par rapport à 1994. Une aide internationale de 50 milliards de dollars (dont 20 milliards de prêts américains gagés par les recettes pétrolières mexicaines), a fait remonter la dette du Mexique à 165 milliards de dollars en 1995, et ses échéances annuelles absorbent le quart des exportations du pays. Si, malgré la contagion de la crise (on a évoqué un « effet tequila »), le Brésil, la Colombie, le Chili ont préservé une croissance de plus de 5 % en 1995, l'Argentine et le Venezuela ne font pas mieux que le Mexique. Bénéficiant d'une forte relance de ses exportations dans le cadre de l'A.L.E.N.A., le Mexique a pu apurer rapidement son nouvel endettement et retrouver en 1999-2000 une forte croissance, soutenue par la remontée des tarifs pétroliers. Au tournant du siècle, les Mexicains ont choisi avec Vicente Fox, après plus d'un demi-siècle de pouvoir du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), un président apparemment décidé à engager des négociations avec les révolutionnaires zapatistes et à apaiser le climat social de la Fédération.

Mais au moment où le Mexique sort du marasme, c'est l'Argentine qui subit une nouvelle crise financière, dont le mécanisme désormais classique met en évidence les risques que comporte l'ouverture des frontières à des mouvements de capitaux mal contrôlés par les autorités financières internationales. La crise touche l'Argentine dès 1998 lorsque son principal partenaire commercial dans le cadre du Mercosur, le Brésil, lui-même atteint par les effets de la crise financière qui a touché les pays émergents d'Asie et la Russie en 1997 et 1998, prend la décision de dévaluer sa monnaie de 40 %. Il en résulte une concurrence des produits brésiliens insoutenable pour l'Argentine qui ne peut dévaluer sa monnaie accrochée au dollar par un lien fixe (*currency board*) depuis 1991. Le déficit extérieur se creuse, l'activité économique ralentit, amputant les recettes de l'État qui ne peut plus faire face ni aux échéances de la dette, ni aux dépenses sociales pourtant nécessaires. L'Argentine qui s'était déjà appauvrie durant la première moitié du xx^e siècle se retrouve à sa fin en état de quasi faillite économique.

La protection sociale déjà lacunaire a pâti du libéralisme radical qui a été appliqué depuis vingt ans, et sa reconstitution prend du retard, alors même qu'elle serait nécessaire pour désamorcer les troubles urbains toujours prêts à renaître dans des villes hypertrophiées et de plus en plus invivables, comme Mexico en donne une caricature. Souvent teintées de populisme, des formations politiques « de gauche » portées au pouvoir par des opinions lassées des conséquences du néolibéralisme (au Brésil, au Venezuela, récemment en Uruguay), tentent de mieux concilier croissance économique et progrès social, les deux piliers d'un véritable développement. Ces bases restent néanmoins à consolider dans un continent déchiré par des inégalités sociales criantes, et qui compte à la fin du siècle (en Amérique centrale et dans les Caraïbes) quelques-uns des pays les moins avancés du monde.

● **L'Afrique, un continent morcelé et dépendant**

A contrario de l'Asie et de l'Amérique latine, le continent africain s'est au contraire enfoncé de plus en plus profondément dans le sous-développement en dépit des immenses ressources qu'il recèle. Tardivement décolonisée, autour de l'année 1960, l'Afrique porte durablement les stigmates de découpages territoriaux inadaptés aux réalités ethniques et économiques ; peu préparés à assumer leur indépendance politique, les États africains ont, à de rares exceptions près, connu une instabilité quasi permanente, marquée par une succession de coups d'État conduisant parfois à des dictatures particulièrement sanguinaires ; les rivalités intestines ont alimenté des guerres sans fin et entravé la réalisation d'une unité continentale que voulait pourtant promouvoir l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine, fondée en 1963). Au début des années 1990, si une certaine détente fait naître des espoirs de paix durable en Afrique australe (indépendance de la Namibie en 1990, accord de paix en Angola en 1991, éradication de l'apartheid en Afrique du Sud entre 1994 et 1996), la corne de l'Afrique (Éthiopie, Somalie, Érythrée) sort à peine de terribles guerres civiles qui déchirent aussi de manière récurrente le Rwanda, le Burundi, le Libéria, le Soudan... sans que les actions d'ingérence à but humanitaire décidées par l'O.N.U. parviennent à des solutions de paix définitive. Les nombreux gouvernements africains qui se sont engagés depuis la fin des années 1980 dans l'expérience de la démocratisation, sous la contrainte du F.M.I., de la C.E.E. (convention de Lomé III en 1984), ou de la France qui en avait fait au sommet de La Baule en 1990 une

condition de l'aide, se sont heurtés à de redoutables difficultés, qu'il s'agisse de la prolifération anarchique des partis politiques à base ethnique ou de la montée d'une contestation sociale alimentée par les effets du sous-développement. De plus, les politiques d'austérité inévitables pour sortir du piège de la dette contribuent puissamment à déstabiliser les régimes en place, puisque la réduction du train de vie de l'État sape le clientélisme qui est à la base du pouvoir dans de nombreux États africains.

Dans ces conditions, bien peu d'États africains semblent capables de concilier l'ordre et la liberté qui pourraient rassurer les détenteurs de capitaux et les inciter à investir en Afrique, d'autant que la fin de la guerre froide minore l'enjeu stratégique qui avait valu à ce continent quelques apports financiers à partir de 1973 ; le capitalisme international paraît dans les années 1990 plus soucieux de favoriser la transition des anciens pays communistes d'Europe vers l'économie de marché que d'aider un continent qui a peu de poids dans l'économie mondiale.

Seuls les pays du Maghreb et l'Égypte, tournés vers l'Europe, et l'Afrique du Sud, qui abandonne complètement l'apartheid avec la nouvelle constitution adoptée le 8 mai 1996, bénéficient d'une certaine intégration (réintégration pour l'Union sud-africaine) dans les relations économiques et financières internationales.

Du Sahara à l'Afrique du Sud, le continent africain n'a échappé que très incomplètement aux diverses formes de dépendance à l'égard de l'extérieur, qu'il s'agisse des séquelles de la domination coloniale (maintien d'une influence politique et militaire au titre d'accords de coopération), ou de la soumission économique des exportations de produits primaires aux centres de décision du monde capitaliste développé. L'agriculture traditionnelle y a été déstabilisée par la multiplication des domaines spéculatifs produisant pour l'exportation, mais aussi par les excès de la déforestation et du surpâturage. La grande sécheresse qui a frappé le Sahel pendant sept années consécutives à partir de 1972 a révélé ces déséquilibres et ramené le fléau de la famine dans de vastes espaces du continent ; l'insuffisance de l'irrigation (seulement 8 millions d'hectares irrigués essentiellement en Égypte et au Soudan) y interdit pratiquement le déploiement de la « révolution verte ».

En dehors des industries extractives qui exploitent les richesses du sous-sol le plus souvent sous le contrôle de firmes transnationales, rares sont les foyers industriels qui ont vu le jour sur le continent, sauf en Afrique du Sud, dans le Maghreb et en Égypte, et plus

récemment au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Kenya et au Nigeria (à partir des activités pétrolières) ; l'Égypte et surtout l'Afrique du Sud sont les seuls producteurs d'acier notables du continent dont la production n'atteint pas le tiers de celle de l'Amérique latine ni le dixième de celle de l'Asie en développement. Seuls les pays du Maghreb (à l'exception de l'Algérie longtemps en proie à de graves troubles politiques), ont été susceptibles de devenir des nouveaux pays industriels selon le modèle asiatique, en exploitant l'atout d'une main-d'œuvre qualifiée et peu onéreuse, à proximité du riche marché unique européen.

C'est cette situation précaire de non-développement que la crise des années 1980 est venue aggraver, surtout lorsque se sont effondrés entre 1980 et 1988 les cours des principales matières premières vendues par les pays africains. Entre 1970 et 1985, la part de l'Afrique dans le commerce international a reculé de moitié, les exportateurs africains ayant subi des reculs significatifs sur les marchés du café, du cacao et du coton, produits importants dans les échanges du continent ; au début des années 1990, l'ensemble des exportations africaines ne dépasse pas la valeur de celles de Hong Kong. Les capitaux étrangers se sont détournés de ces pays en crise, aggravant ainsi l'épuisement de leurs ressources financières.

L'Afrique subsaharienne, la plus déshéritée du continent, cumule tous les handicaps, à commencer par une situation démographique explosive, caractérisée par un effectif peu nombreux d'adultes en âge de travailler, et le maintien d'une forte natalité (avec des indices synthétiques de fécondité encore supérieurs à cinq enfants par femme) que ne parvient plus à suivre la croissance économique. La conséquence en est une stagnation, voire une régression du revenu moyen par habitant. Manifestation tragique de cette paupérisation, l'Afrique regroupe, en l'an 2000, 34 des 49 pays les moins avancés (P.M.A.) et près du quart des personnes sous-alimentées dans le monde, contre moins de 12 % en 1970. En Côte d'Ivoire, pays victime de la profonde chute des cours du café et du cacao sur le marché mondial, la ration alimentaire quotidienne a diminué de près de 10 % entre 1986 et 1988, et la consommation de médicaments s'est réduite d'un quart dans le même intervalle de temps ; les médecins constatent que 14 % des nouveau-nés présentent une insuffisance pondérale à la naissance, et que 43 % des enfants subissent des retards de croissance entre 2 et 5 ans du fait d'une sous-alimentation qui provoque aussi une importante surmortalité infantine.

La masse des jeunes est telle (la moitié de la population) qu'elle rend impossible la scolarisation de tous les enfants, d'autant que les fonds affectés à l'éducation ne représentent plus qu'à peine un cinquième des dépenses budgétaires (contre le quart il y a 25 ans) : dans ces conditions, seulement 1 enfant concerné sur 2 peut suivre le cycle d'études primaires.

Les ravages du sida, particulièrement virulent en Afrique centrale et orientale (Rwanda, Burundi, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Zaïre...) aggravent encore la détresse de ces pays mal équipés à tous égards pour lutter contre la progression de la maladie. On avance, avec une grande incertitude statistique, que 26 millions de personnes sont d'ores et déjà infectées, ce qui localiserait en Afrique 70 % des victimes de la pandémie, la séropositivité pouvant atteindre entre 5 et 20 % de la population de grandes villes comme Kampala, Kinshasa ou Nairobi. L'évolution du Nigeria, grand État disposant de ressources importantes (huile de palme, cacao, hydrocarbures) illustre la tragédie africaine, aggravée par les effets désastreux du contre-choc pétrolier de la fin des années 1980 : entre 1983 et 1990, le P.N.B. par tête et par an y est tombé de 760 à 270 dollars, alors même que la population se trouvait ramenée de 105 à 90 millions d'habitants par l'expulsion des résidents étrangers qu'y avaient attirés les activités financées par les recettes pétrolières. La remontée récente des cours du pétrole à l'extrême fin du siècle devrait apporter à ce pays quelques ressources indispensables à l'amélioration d'une situation qui reste dramatique.

Dans l'Afrique francophone, les déséquilibres accumulés durant les années 1980 ont nourri une surévaluation de la monnaie qui est devenue un obstacle aux exportations et, par suite, une cause de déficits commerciaux chroniques. Cette situation a conduit le gouvernement français à imposer une dévaluation de 50 % du franc CFA en janvier 1994, mesure nécessitant l'adoption de politiques nationales anti-inflationnistes, socialement difficiles à mettre en œuvre mais indispensables au maintien de l'aide du F.M.I. En Côte-d'Ivoire, l'austérité a pris la forme d'une réduction du nombre des fonctionnaires et d'une diminution de leurs salaires (dans une proportion allant jusqu'à 40 %), mesures impopulaires qui mettent le régime en difficulté. Si quelques économies africaines connaissent des taux de croissance assez élevés au milieu des années 1990 (Ouganda, Ghana, Afrique du sud, Tunisie, Maroc), l'ensemble du continent reste très largement en marge de l'économie mondiale : alors qu'il regroupe 13,4 % de l'humanité, il ne fournit que 1 % du P.I.B. de la planète,

ne participe que pour 2 % au commerce international et ne reçoit même pas 1 % des investissements directs à l'étranger.

L'avenir du continent africain reste préoccupant. Ainsi, le tiers des pays de l'Afrique sub-saharienne ont enregistré un recul du revenu par habitant, alors même que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (moins de 1 dollar par jour) a augmenté d'environ 60 millions depuis 1990 dans cette région du monde pourtant gorgée de richesses.

Alors que l'insertion de la Chine et de l'Inde dans l'économie mondiale rend caduque la dénomination de tiers-monde, le développement inégal s'impose comme critère pertinent d'une typologie qui conduit à distinguer de plus en plus nettement les pays qui s'enfoncent dans la pauvreté et ceux qui émergent et prennent place dans le système économique mondial (voir tome 4, chapitre 12).

Place du tiers monde dans l'économie mondiale à la fin du xx^e siècle

1. Croissance, inflation, endettement, poids commercial

	Évolution du PIB en %	Hausse des prix en %	Dette extérieure en milliards de \$ (en 2000)	Part dans les exportations mondiales en % du total mondial (en 2000)
MONDE	3,2	-	-	5442 Mds \$ ¹
Pays industrialisés	2,7	2,3	-	67,4
Pays en développement	5,6	28,1	2498,5	32,6
DONT				
Afrique	2,4	24,5	217,3	1,7
Asie	7,5	7,5	663,3	17,9
Amérique latine	3,4	64,9	763,2	5,1
Moyen-Orient	3,9	11,8	292,3	2,8

1. Valeur totale des exportations mondiales en 2000.

2. Répartition des pays de chaque grande zone géographique selon leur Indicateur de développement humain (I.D.H.) en 1998
(en pourcentage de la population et en sept classes décroissantes)

	1	2	3	4	5	6	7
A.L.E.N.A.	66,7	33,3					
Europe de l'Ouest	78,9	21,1					
Pacifique occidental	14,3	19	28,6	23,8	9,5	4,8	
Europe centrale et ex-URSS		26,1	65,2	8,7			
Amérique centrale et du Sud		17,6	64,7	14,7		2,9 ¹	
Maghreb / Moyen-Orient		30	40	15	10	5	
Asie du Sud			25	37,5	37,5		
Afrique subsaharienne			4,3	8,7	23,9	32,6	30,4

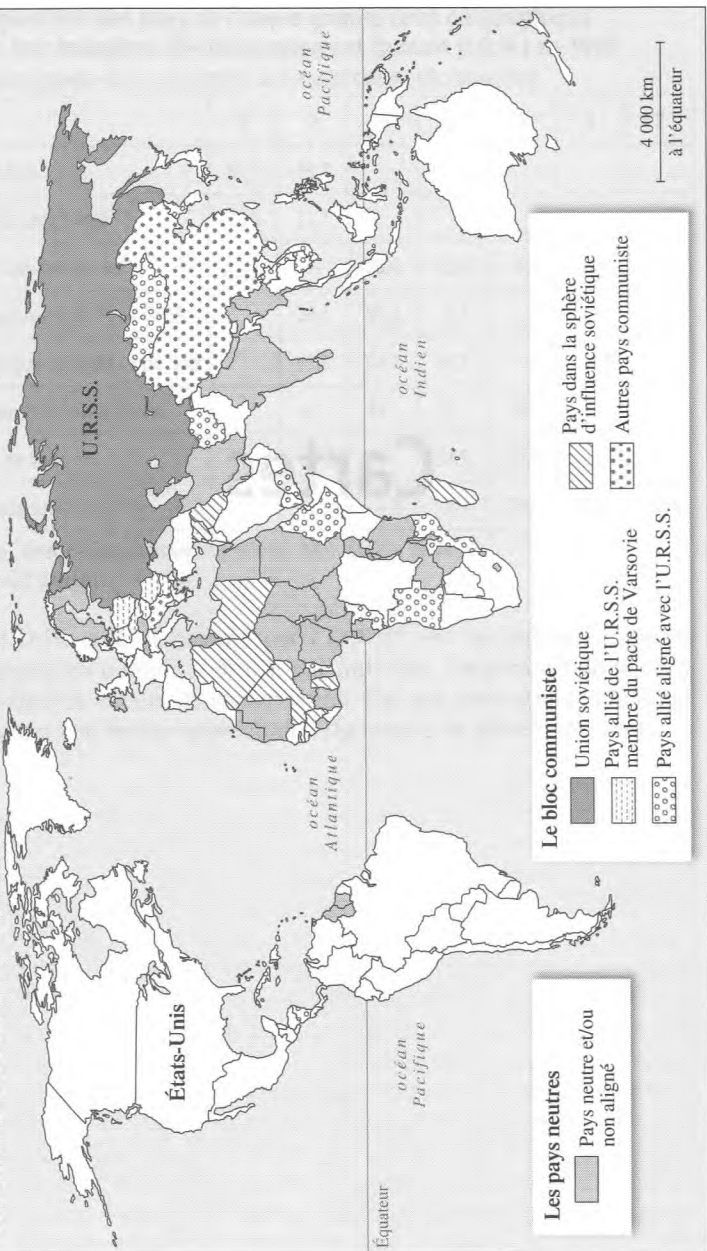
Source : Images économiques du monde 2001, SEDES, page 27.

1. Il s'agit de Haïti.

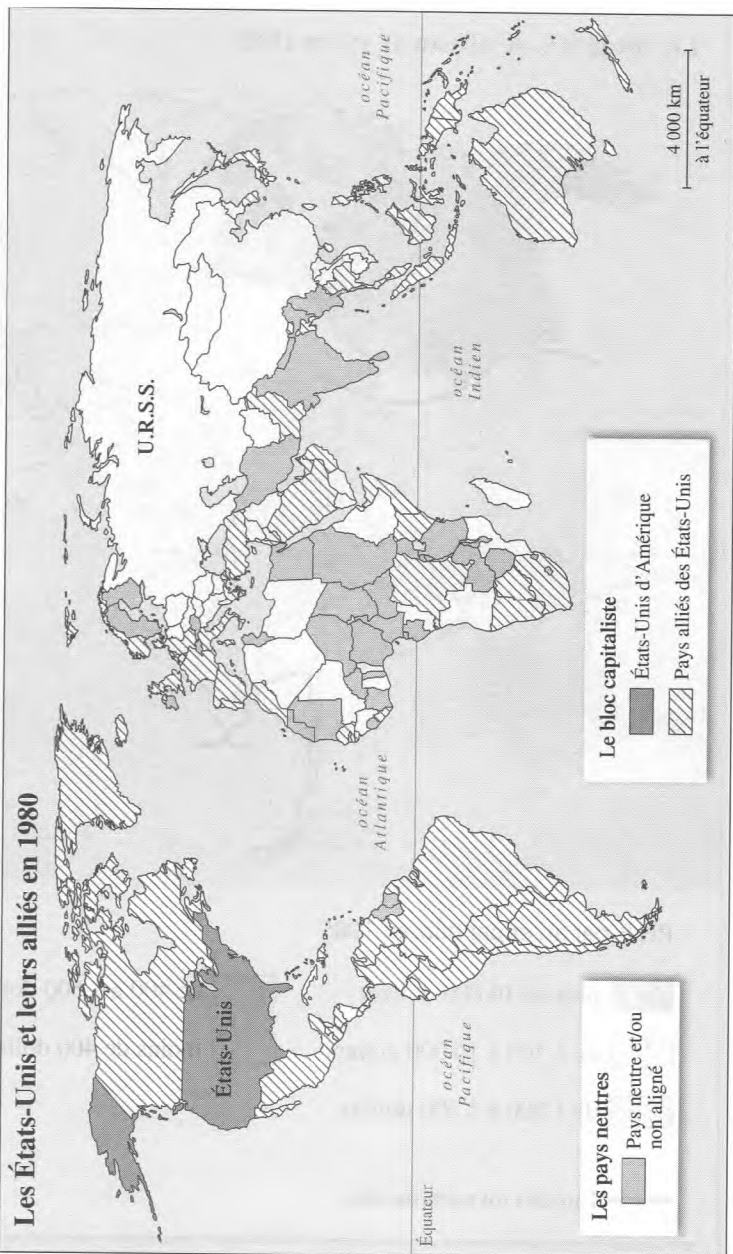
L'I.D.H. créé et calculé par l'O.N.U. est un indice composite qui prend en compte le P.I.B. par individu, l'espérance de vie à la naissance et le taux de scolarisation. Par son caractère synthétique, il permet une bonne appréciation du niveau de développement.

Cartes

Le bloc communiste en 1980



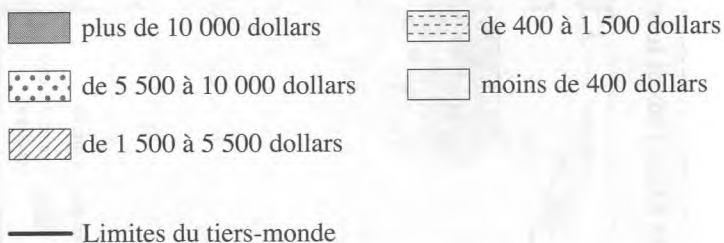
Les États-Unis et leurs alliés en 1980

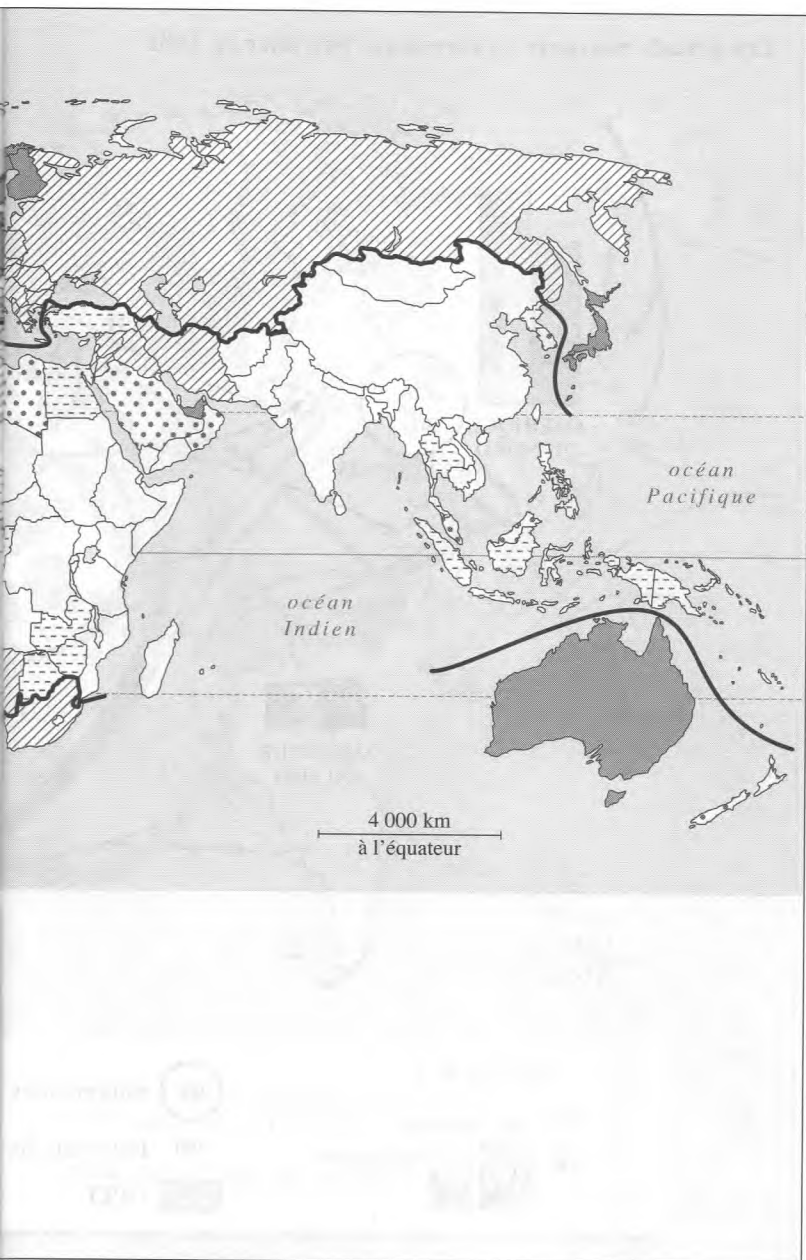


Les inégalités de niveau de vie en 1985

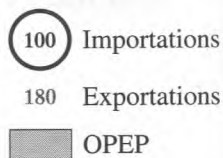
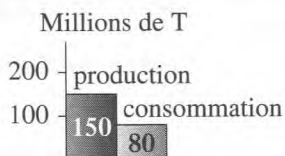
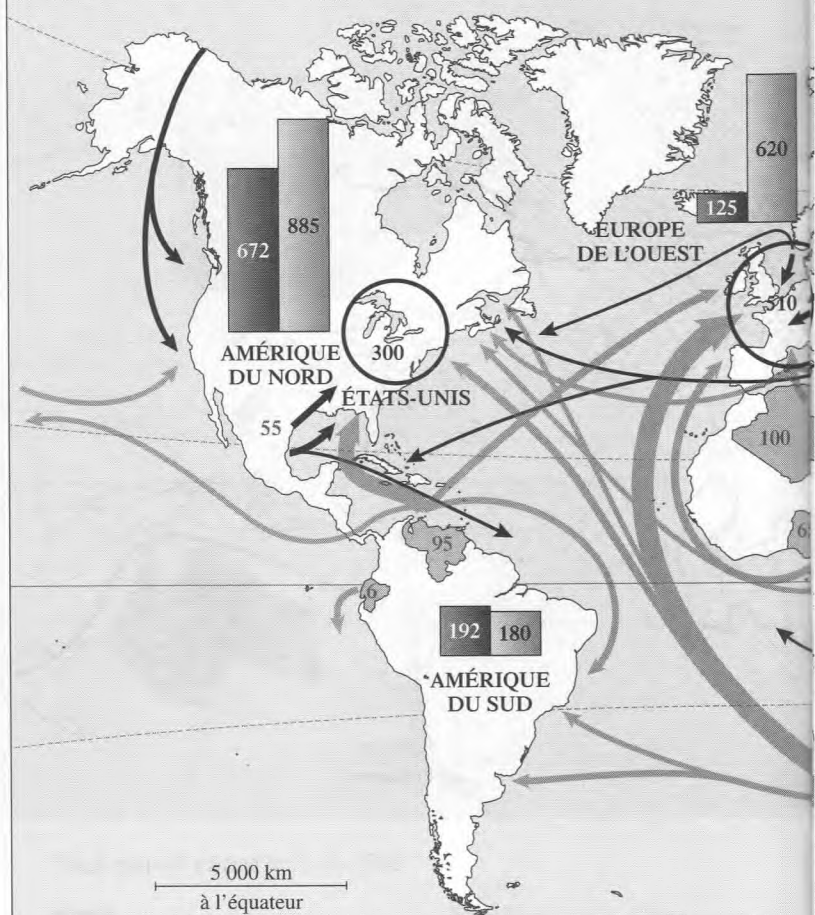


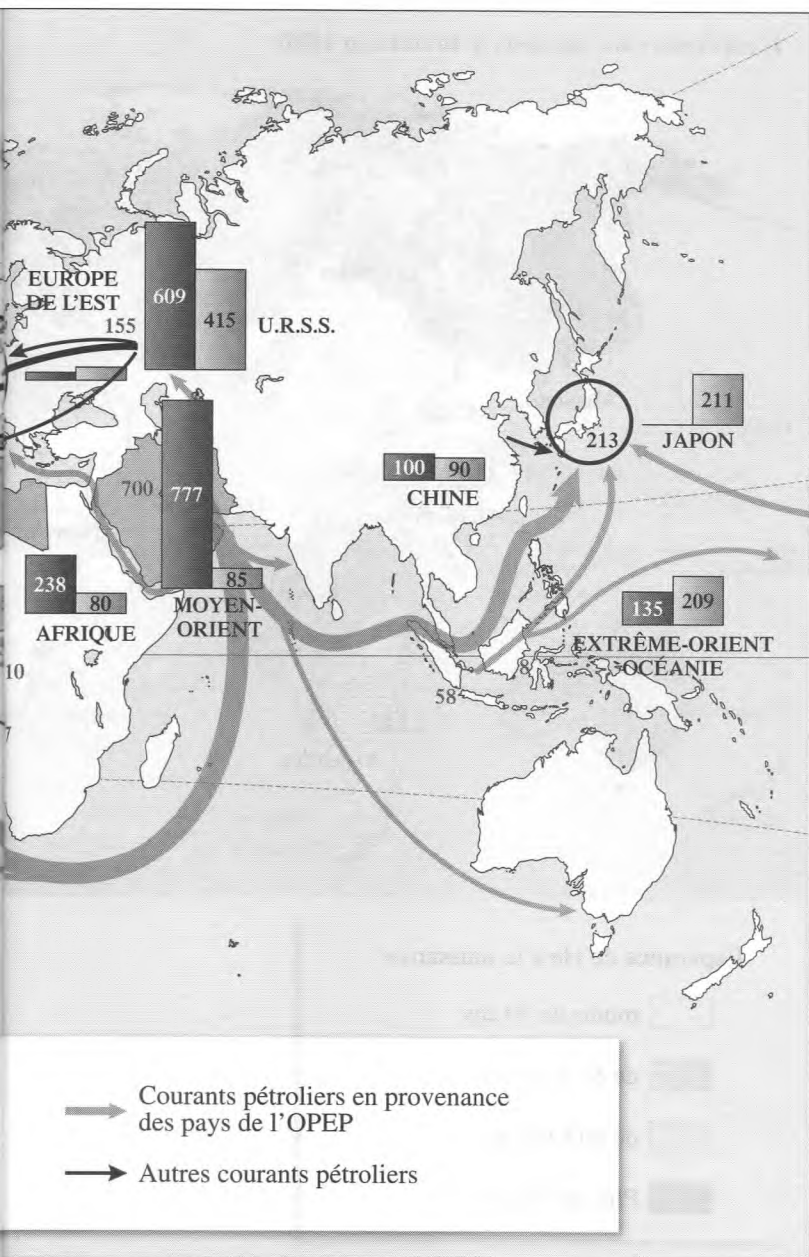
P.N.B. par an et par hab. en 1985





Les grands courants du commerce pétrolier en 1981





L'espérance de vie dans le monde en 1980



Espérance de vie à la naissance

-  moins de 50 ans
-  de 51 à 59 ans
-  de 60 à 69 ans
-  Plus de 70 ans



Index général

A

A.C.P. (Pays en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) :	27, 134
Acte unique :	127, 135
Adjoubeï :	188
Agnew (Spiro) :	105
A.L.E.N.A. (Marché commun d'Amérique du Nord) :	64, 70, 263, 264, 270
Alfonsin (Raul) :	91, 93, 94, 262
Alia (Ramiz) :	220
Allende (Salvador) :	81, 93, 105
Alliot-Marie (Michèle) :	179
A.M.F. (Accords multilatéraux) :	27, 259
Amin (Hafizullah) :	86
Anderson (John) :	110
Andropov (Iouri) :	194, 197-199
Antall (Jozsef) :	214
APEC (Forum de coopération économique de l'Asie et du Pacifique) :	257
Arafat (Yasser) :	89
A.R.E.N.A. (Alliance républicaine nationaliste - Salvador) :	93
Arias (plan) :	92
Arias (Oscar) :	262
Aron (Raymond) :	91
A.S.E.A.N. (Association des nations d'Asie du Sud-Est) :	80, 82, 228, 257, 258
Assad (général Hafez el) :	76
Auroux (Jean) :	152
Aylwin (Patricio) :	93, 262

B

Baader (bande à) :	125
Baker (James) :	211, 249, 250
Baker (plan) :	54, 250
Baklanov (Oleg) :	208
Bakr (général) :	76
Balladur (Édouard) :	159, 167, 168-174, 179
Barre (Raymond) :	31, 136, 144-147, 151, 160, 171
Barzani (général) :	76

Bayrou (François) :	168, 171, 179
Bérégovoy (Pierre) :	166, 169
Bokassa (Jean Bedel) :	82
Boukharine :	201
Brady (plan) :	54, 250
Brandt (Willy) :	123, 125, 126
Brejev (Leonid) :	77, 87, 95, 109, 182, 187-189, 194-200
Bretton-Woods (accords de) :	7, 8, 9, 37, 245
Brigades rouges :	128, 129
Brzezinski (Zbigniew) :	85
Bush (George Herbert) :	100, 111, 114, 115, 127, 250

C

Calfa (Mario) :	217
Callaghan (James) :	118, 119
Camp David (accords de) :	78, 87, 110
Caracas (conférence de) :	10
Caramanlis (Constantin) :	131
Carter (Jimmy) :	23, 28, 30, 84-87, 90, 91, 100, 102, 106, 107, 110, 111
C.D.U. (Union chrétienne démocratique allemande) :	126, 127, 216
Ceausescu (Nicolas) :	212, 218, 219
C.E.E. (Communauté économique européenne) :	9, 20, 27, 51, 55, 86, 116, 120, 132-134, 225, 235, 265
C.E.I. (Communauté des États indépendants) :	211
C.F.S.N. (Conseil du front du salut national) :	218
Chaban-Delmas (Jacques) :	140, 141
Chamorro (Violeta) :	92
Charette (Hervé de) :	172
Chevarnadze (Édouard) :	205
Chevènement (Jean-Pierre) :	152, 155, 157, 176
Chirac (Jacques) :	31, 136, 140, 142-148, 153, 158, 160, 161, 167, 170-181
C.I.A. (Central Intelligence Agency) :	100, 104, 105, 111, 114
Clinton (Bill) :	62, 89, 100
C.N.U.C.E.D. (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) :	13

C.O.M.E.C.O.N. : 81, 83, 219
 Craxi (Bettino) : 129
 Cresson (Édith) : 166
 C.S.G. (Contribution sociale
 généralisée) : 163
 Cunhal (Alvaro) : 130

D

Dankert (Piet) : 134
 Defferre (Gaston) : 151
 Délia Chiesa (général) : 129
 Delors (Jacques) : 135, 155, 171, 172
 De Maizièrre (Lothar) : 216
 Deng Xiaoping : 230-235, 237-239
 D.T.S. (Droits de tirage spéciaux) : 9, 12
 Dubcek (Alexandre) : 217
 Dufoix (Georgina) : 166
 Dukakis (Michael) : 114
 Duvalier (Jean-Claude) : 262
 Dzerjinski (Félix) : 209

E

Eltsine (Boris) : 201, 205, 207-211
 Emmanuelli (Henri) : 169, 172
 Erasmus (programme) : 134
 E.T.A. (*Euzkadi Ta Azkatasuna*) : 132
 Euro : 69, 135, 178

F

Fabius (Laurent) : 156, 157, 164,
 166, 169, 172
 Falloux (loi) : 168
 Fang Lizhi : 238
 F.D.P. (Parti libéral allemand) : .. 125-127
 Fed (Réserve fédérale des États-
 Unis) : 23, 56, 246
 F.M.I. (Fonds monétaire
 international) : 9, 12, 32, 54, 73, 235,
 240, 241, 245-251, 262, 264, 265, 268
 F.M.L.N. (*Front Farabundo Martí
 de Libération nationale*) : 93

F.N.I. (traité) : 99
 F.N.L.A. (Front national de libération
 de l'Angola) : 83
 Ford (Gerald) : 79, 102, 105, 106, 109
 F.R.E.L.I.M.O. (Mouvement de libération
 du Mozambique) : 83
 Friedman (Milton) : 30
 Front du salut national
 (Roumanie) : 218, 219
 Fujimori (Alberto) : 94

G

G7 : 55
 Garaud (Marie-France) : 140
 G.A.T.T. (*General Agreement on Tariffs
 And Trade*) : 27, 32, 33, 169
 Gierak (Edward) : 212
 Giscard d'Estaing (Valéry) : 136,
 140-145, 147, 148, 153, 171, 173
 Glasnost : 199, 203, 212
 Golfe (guerre du) : 59, 115, 164, 229,
 251, 252, 260
 Gomulka (Wladislaw) : 212
 Gonzales (Felipe) : 131, 132
 Gorbatchev (Mikhaïl) : ... 31, 75, 97, 113,
 114, 127, 196, 198-215, 238
 Gromyko (Andrei) : 199, 201
 Grosz : 214

H

Havel (Vaclav) : 217
 Helsinki (accords de) : 189
 Hervé (Edmond) : 166
 Heseltine (Michael) : 122
 Heyssel (drame du) : 121
 Honecker (Erich) : 212, 215
 Hoxha (Enver) : 220
 Hua Guofeng : 232, 237
 Husak (Gustav) : 212, 217, 218
 Hussein (roi de Jordanie) : 76, 88, 89
 Hussein (Sadam) : 115
 Hu Yaobang : 237, 238

I

I.D.E. (Investissements directs à l'étranger) :	67, 253
I.D.H. (Indice du développement humain) :	270
I.D.S. (Initiative de défense stratégique, dite « guerre des étoiles ») :	50, 75, 99, 112
I.G.F. (Impôt sur les grandes fortunes) :	159, 163
Internet :	36, 42
Irangate :	92
I.S.F. (Impôt de solidarité sur la fortune) :	163

J

Jakes (Milos) :	217
Jamaïque (accords de la) :	12, 104
Jaruzelski (général) :	95, 96, 202, 212, 213
Jean-Paul II :	95
Jelev (Jeliou) :	217
Jiang Zemin :	239
Jivkov (Todor) :	212, 216
Jobert (Michel) :	77
Jospin (Lionel) :	169, 171, 172, 173, 176, 178-181
Juan Carlos (roi d'Espagne) :	131
Juppé (Alain) :	168, 172, 174, 175-179

K

Kadar (Janos) :	213, 214
Kadhafi (colonel Muammar) :	76
Karmal (Babrak) :	87
Kennedy (John Fitzgerald) :	97, 112
Keynes (John Maynard) :	7
K.G.B. :	197, 201, 205, 208, 209, 218
Khomeiny (imam) :	86, 88, 110, 137
Khrouchtchev :	183, 187-189, 200, 201, 220
Kippour (guerre du) :	75, 77, 78, 223
Kissinger (Henry) :	85, 87, 105, 108, 109

Kohl (Helmut) :	63, 116, 126, 127, 216
Kômeitô :	227, 228
Komsomol :	187, 193, 195, 197
Kossyguine (Alexei) :	188
Krenz (Egon) :	215, 216
Krioutchkov (Vladimir) :	208

L

Lajoinie (André) :	161
Lang (Jack) :	172
Lecanuet (Jean) :	141, 142
Lénine :	185, 188, 199, 209
Léotard (François) :	159, 168, 171
Le Pen (Jean-Marie) :	158, 160, 161, 173
Li Peng :	239
Lomé (accords de) :	27, 134, 265
Lon Nol (général) :	79, 80
Loukanov (Andrei) :	216, 217
Louvre (accords du) :	54

M

Maastricht (traité de) :	63, 66, 71, 166, 172, 175, 178
Mac Namara (Robert) :	97
Madelin (Alain) :	159, 172, 174, 176, 179
Major (John) :	119
Malouines (crise de) :	91, 93, 120, 261
Manescu (Corneliu) :	218
Mao Zedong :	32, 108, 230-232
Marchais (Georges) :	147, 148
Marx (Karl) :	188
Mauroy (Pierre) :	148, 151, 155, 156, 162
Mazowiecki (Tadeusz) :	96, 213
Méhaignerie (Pierre) :	168, 171
Menem (Carlos) :	94
Mercosur (Marché commun de l'Amérique du Sud) :	263, 264
M.F.A. (Mouvement des forces armées) :	130
Mikoyan (Anastase) :	188
Millon (Charles) :	172
Milosevic (Slobodan) :	220
Mindszenty (cardinal) :	214
M.I.T.I. :	24, 73

Mitterrand (François) :	31, 91, 136, 140-142, 147, 148, 156, 158, 160, 161, 164, 169, 250
Mladenov (Petar) :	216, 217
Mobutu (général) :	82
Modrow (Hans) :	216
Mohammed Reza :	86
Monory (René) :	147
Moro (Aldo) :	128
M.P.L.A. (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) :	81, 83

N

N.A.F.T.A. (voir A.L.E.N.A.) :	263
Nagy (Imre) :	214
Nasdaq :	42, 68
Nixon (Richard) :	9, 80, 87, 102, 104, 105, 107, 108
N.K.V.D. :	201
N.O.P.E.P. (Pays exportateurs de pétrole hors OPEP) :	259
Noriega (général) :	92
N.P.I. (Nouveaux pays industrialisés) :	64, 241
Nyers (Rezső) :	214
N.Y.M.E.X. (Bourse de l'énergie et des métaux à New York) :	253

O

O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique) :	11, 13, 15, 16, 22, 24, 33, 57, 58, 64, 66, 71, 252, 254
O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) :	88, 89, 90
O.M.C. (Organisation mondiale du commerce) :	33, 258
O.N.U. (Organisation des Nations unies) :	13, 22, 78, 84, 88, 89, 98, 108, 111, 114, 210, 260, 265, 270
O.P.A.E.P. (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole) :	78
O.P.E.P. (Organisation des pays exporta- teurs de pétrole) :	10, 12-14, 21, 28, 86, 132, 137, 241, 243, 259

Ornano (Michel d') :	144
Ortega (Daniel) :	92
O.T.A.N. (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) :	97, 127
O.T.A.S.E. (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) :	80
O.U.A. (Organisation de l'unité africaine) :	265

P

Paisley (révérend) :	123
Palach (Jan) :	217
Papandréou (Andréas) :	131
P.A.S.O.K. (Parti socialiste panhellénique) :	131
Pasqua (Charles) :	168, 171
Pavlov (Valentin) :	208
P.C.C. (Parti communiste chinois) :	231-234, 237, 238, 239
P.C.I. (Parti communiste italien) :	128
P.C.U.S. (Parti communiste de l'Union soviétique) :	184, 205
P.E.C.O. (Pays d'Europe centrale et orientale anciennement communistes) :	69
<i>Perestroïka</i> :	31, 196, 199, 200-205, 208, 211-215, 218
Pinochet (général Augusto) :	93, 262
Plaid Cymru (Parti nationaliste gallois) :	122
Plaza (accords de l'hôtel) :	54
PLD (Parti libéral démocrate du Japon) :	226, 227, 228
P.M.A. (Pays les moins avancés) :	251, 267
Podgorny (Nicolas) :	188
Polisario (front) :	84
Politburo :	182, 184, 187, 197, 198, 199
Pol Pot :	80, 81
Pompidou (Georges) :	140
Popov (Dimitri) :	217
P.O.U.P. (Parti ouvrier unifié polonais) :	212, 213
Prague (printemps de) :	217
P.S. (Parti socialiste) :	165, 167, 169, 172
P.S.B. (Parti socialiste bulgare) :	216
P.S.H. (Parti socialiste hongrois) :	214

P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol) :	132
Pugo (Boris) :	208
P.V.D. :	54, 245, 248, 252

Q-R

Quatre Modernisations (les) :	231, 232, 233, 237
Rabin (Ytzhak) :	89
Radek :	201
Rambouillet (sommet de) :	27
Reagan (Ronald) :	14, 31, 54, 84, 87, 91, 92, 99-102, 106, 110-114
R.M.I. (Revenu minimum d'insertion) :	163
Rocard (Michel) :	161-166, 169
Romanov (Grigori) :	199
Rome (traité de) :	120, 135
R.P.R. (Rassemblement pour la République) :	144-145, 149, 158, 162, 167, 168, 170-173, 177, 179, 180
Ryjkov (Nicalaï) :	204

S

Sakharov (Andrei) :	106, 189
Sarkozy (Nicolas) :	171, 179
Savary (Alain) :	152, 153, 156, 157
Schleyer (Hans Martin) :	125
Schmidt (Helmut) :	31, 116, 123, 125-127
Scottish national Party (S.N.P. Parti national écossais) :	122
S.E.D. (Parti socialiste unifié d'Allemagne) :	215, 216
Séguin (Philippe) :	172, 174, 176, 179
Sen (Hun) :	82
Servan-Schreiber (Jean-Jacques) :	142
Sihanouk (Norodom) :	80, 82
Silva (Cavaco) :	130
Six jours (guerre des) :	76
S.M.E. (Système monétaire européen) :	63
S.M.I. (Système monétaire international) :	8, 9

S.M.I.C. (Salaire minimum interprofessionnel de croissance) :	47, 151, 154, 170
S.M.O.T. (Union interprofessionnelle libre des travailleurs) :	189
Soares (Mario) :	130
Solidarité (<i>Solidarnosc</i>) :	95, 96, 202, 212, 213
Soljenitsyne (Alexandre) :	110, 189
Somoza (Anastasio) :	91
Sotelo (Calvo) :	131
Spinola (général) :	130
Stagflation :	7, 13, 15, 17, 18, 25, 29, 30, 49, 50, 52, 138
Staline (Joseph) :	187, 188, 194, 201, 203
Starodobtsev (Vassili) :	208
STASI :	215
Stroessner (général) :	93, 262
Suarez (Adolfo) :	131
S.W.A.P.O. (<i>South West Africa People's Organization</i>) :	84

T

Tapie (Bernard) :	169
Tchernenko (Constantin) :	197-199
Tejero (colonel) :	131
Thatcher (Margaret) :	31, 116, 118-123, 133
Thieu (général) :	79
Tindemans (Léo) :	134
Tito :	220
Tiziakov (Alexandre) :	208
Tokyo round :	27
Trotsky (Léon) :	201

U

U.C.D. (Union du centre démocratique, Espagne) :	131
U.D.F. (Union pour la démocratie française) :	145, 149, 158, 159, 162, 167, 168, 171, 177-180
U.D.R. (Union de défense de la République, puis Union des démocrates pour la République) :	140-144

U.E. (Union européenne) :	62, 69, 70, 116, 127, 133, 134, 166, 260
U.E.M. (Union économique et monétaire) :	135
Ulbricht (Walter) :	215
U.N.I.T.A. (Mouvement de libération de l'Angola) :	81
U.P.F. (Union pour la France) :	167
Uruguay round :	32

V-W

Varsovie (pacte de) :	95, 96, 211, 213-215, 219
Veil (Simone) :	134, 168, 171
Vietnam (guerre du) :	9, 28, 80, 83, 101, 104, 107, 108

Volker (Paul) :	23
Vorochilov (maréchal Klementii) :	188
Walesa (Lech) :	95, 96, 212, 213
Watergate (affaire du) :	100, 101, 105
Williamsburg (sommet de) :	27
Wilson (Harold) :	117, 118, 120
Wolfowitz (Paul) :	61

X-Y-Z

Young (Andrew) :	106
Zhao Ziyang :	237-239
Zhou Enlai :	108, 230-232
Zinoviev :	201

Achevé d'imprimer chez  Grafica Veneta - Italie
Dépôt légal : 94737-7 / 01 - Août 2010

l'essentiel en poche

Histoire du XX^e siècle

Tome 3 : 1973 aux années 1990

La fin du monde bipolaire

Les événements qui ont transformé le monde, les acteurs qui ont transformé le siècle.

- **La référence indispensable** pour comprendre les évolutions qui ont changé l'équilibre du monde.
- Interrogations et remises en cause jalonnent la fin du siècle : disparition des blocs et résurgence des nationalismes, crise économique, difficultés du tiers monde.
- **Des résumés introductifs** en début de chapitre, **de nombreuses cartes et schémas** en font un outil facile à utiliser.
- **Un index des noms propres** pour retrouver les personnages marquants du XX^e siècle.

ÉCONOMIE

- Dictionnaire de l'économie
- Les grands auteurs de l'économie

HISTOIRE - GÉOGRAPHIE

- Dictionnaire d'histoire contemporaine
- Précis d'histoire du XX^e siècle
- Chronologie du XX^e siècle
- Dictionnaire des nations et des nationalismes
- Dictionnaire de géographie
- La France, un territoire de l'Union européenne
- Géographie des risques naturels en France
- Le développement durable : approches plurielles
- La Géographie : pourquoi ? comment ?

Serge Berstein et Pierre Milza

- Histoire du XIX^e siècle
- Histoire du XX^e siècle (4 tomes)
- Histoire de l'Europe

SOCIOLOGIE - POLITIQUE

- Dictionnaire de sociologie
- Les grands auteurs de la sociologie

49 77 30 2
ISBN : 978-2-218-94737-7



12,50 €

GRAPHISME : Carole Berthélemy
ICONOGRAPHIE : Nadine Guidemond
Chute du mur de Berlin, gardes de la DDR, 1989 – Photo : AKG-Images/Ullstein Bild.

www.editions.hatier.fr